

Un entretien avec le capitaine Sankara
**« La France a été perçue
 comme l'auteur principal
 du coup d'État du 17 mai »
 nous déclare le président
 de la Haute-Volta**
 LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 18 sch. ; Espagne, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Grèce, 100 pes. ; E.-U., 85 c. ; G.-B., 50 p. ; Israël, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,300 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 130 ml.

Tarif des abonnements page 11
 5, RUE DES ITALIENS
 75427 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDOPAR 650572 F
 C.C.P. 4502 - 23 PARIS
 Tél. : 246-72-23

Réalisme sino-américain

Un nouveau réalisme marque les relations entre la Chine et les États-Unis après les conversations que le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger, vient d'avoir à Pékin. L'échange de visites projeté pour les premiers mois de 1984 entre le président Reagan et le premier ministre chinois illustre, mieux que toute autre considération, le regain de confiance entre les deux pays alors que les intentions et le comportement de l'équipe Reagan avaient initialement paru des plus suspects à Pékin.

Il n'y a pas si longtemps, le chef de la Maison Blanche se voyait reprocher d'entretenir de coupables relations avec le régime de Taïwan et de mener ainsi la politique dite des « deux Chines » visant à perpétuer la séparation de l'île. Aujourd'hui, la République populaire met ce différend entre parenthèses pour se féliciter de l'accord donné par Washington au transfert de technologies dites à double usage, c'est-à-dire aussi bien militaire que civil.

Pékin n'en a pas moins pris soin de bien marquer les limites de ce rapprochement. L'Afghanistan et le Cambodge sont les seuls sujets sur lesquels M. Weinberger a rencontré l'accord total de ses interlocuteurs. Ceux-ci se sont en revanche bornés à l'écouter — sans pour autant l'approuver — sur des chapitres tels que l'influence soviétique-cubaine en Amérique latine, l'expansionnisme libyen en Afrique, les conditions d'un règlement pacifique au Proche-Orient, voire la sécurité dans l'océan Indien. Pour ne rien dire du renforcement du potentiel militaire japonais ou de la Corée, domaines sur lesquels les dirigeants chinois se démarquent expressément des positions américaines. Aussi bien se sont-ils gardés de faire le moindre écho aux propos du secrétaire à la défense sur la « coopération stratégique » souhaitable entre les deux pays. Le temps n'est plus, décidément, où M. Deng Xiaoping appelait de ses vœux la formation d'un « front uni », au sein duquel la Chine et les États-Unis se seraient trouvés associés, contre l'hégémonie soviétique.

Que la Chine s'estime toujours menacée par l'U.R.S.S., la preuve en est qu'elle s'efforce d'accélérer la modernisation de son armée et qu'elle n'hésite pas, pour ce faire, à s'adresser aux Américains. Mais, loin de se lier à l'un des deux Grands contre l'autre, elle s'applique à rééquilibrer ses relations avec le monde extérieur, à renouer les contacts avec Moscou, en même temps qu'elle améliore ses rapports avec Washington. Il est significatif à ce propos qu'un vice-ministre soviétique des affaires étrangères ait précédé à Pékin M. Weinberger, et qu'un autre y soit attendu au début du mois d'octobre. Comme si la diplomatie chinoise, dont le chef est aux États-Unis, trouvait dans son dialogue avec Washington des atouts supplémentaires pour la partie en cours avec Moscou.

(Lire page 4.)

Les négociations au Liban

Le cessez-le-feu semble consolidé
 mais le « dialogue national »
 s'annonce difficile

Comme au Tchad...

par ANDRÉ FONTAINE

L'accord de cessez-le-feu au Liban — que Moscou juge « positif » — a été, à quelques exceptions près, respecté. La réunion, ce mercredi matin 28 septembre à Khaldé, à l'entrée sud de Beyrouth, de la commission militaire suscite l'espoir que l'accord serait consolidé. Cependant, notre envoyé spécial, Jean Gueyvas, rapporte que les milieux gouvernementaux sont de plus en plus réticents pour appliquer le volet politique de l'accord concernant l'ouverture d'un dialogue national.

Il faudrait avoir le cœur bien sec pour ne pas se réjouir de l'arrêt du carnage libanais. Mais il faudrait avoir la vue bien courte pour ne pas comprendre que le cessez-le-feu est fragile et qu'il entérine un sérieux recul du gouvernement de Beyrouth et de ses protecteurs occidentaux.

L'an dernier, après le départ de la capitale des Palestiniens chassés par Israël, Amine Gemayel avait clairement défini ses ambitions : réunifier le pays autour de son armée reconstituée, obtenir le départ des troupes israéliennes et syriennes qui occupaient encore 80 % du territoire national. Les États-Unis, la France, l'Italie et, dans une moindre mesure, la Grande-Bretagne, lui envoyaient une force multinationale destinée à dissuader qu'il ne se soit d'opposer par les armes à la mise en œuvre de cette politique.

Au début, le président a marqué d'incontestables succès : après huit ans de partage de fait, la capitale était réunifiée, même si le contrôle de sa partie est demeuré aux mains des milices chrétiennes, autrement dit du parti phalangiste. L'armée dont l'encadrement était en majorité chrétien et la troupe en majorité musulmane voyait ses rangs s'élargir rapidement. Sa tenue au combat, ces dernières semaines, a montré sa cohésion morale et l'efficacité de ses instructeurs américains et français.

Malgré les erreurs des phalangistes, trop enclins à se comporter comme en pays conquis, Amine Gemayel aurait peut-être pu gagner la partie s'il avait négocié l'évacuation du pays en même temps avec

Israël et avec la Syrie. Mais les Américains étaient convaincus — à tort — que, le moment venu, l'Arabie Saoudite, qui subventionne largement Damas, saurait lui forcer la main. Et c'est ainsi que le président libanais s'est laissé persuader de signer au mois de mai un accord d'évacuation avec le seul Israël dont certaines clauses ouvraient à celui-ci un droit de regard que la Syrie n'avait aucune chance d'accepter.

Or elle pouvait compter sur l'appui de l'U.R.S.S., qui avait tout intérêt à montrer l'impossibilité au Proche-Orient d'une pax americana ou d'une pax hebraïca durable. Walid Joublatt et ses druzes, tenus à l'écart du gouvernement libanais, ne demandaient qu'à le torpiller. Tout au long de l'hiver et du printemps, des combats sporadiques se déroulaient dans la montagne du Chouf, à deux pas de Beyrouth, avec la bienveillante tolérance des Israéliens, alors maîtres du pays. Dès leur départ, au début de l'été, ce fut la guerre ouverte.

(Lire la suite page 2.)

Les mécomptes du plan acier

Usinor et Sacilor perdront encore
 7 milliards de francs en 1983

Le plan-acier est dans l'impasse. Il devait conduire à une modernisation des usines et à un retour à l'équilibre financier en 1986. Mais après mois, sont apparus des problèmes nouveaux, posés par l'effondrement d'entreprises privées — Valéry, C.F.E.M., Creusot-Loire — que le secteur public doit absorber en partie et financer. Le marché, de son côté, reste décevant. Le plan gouvernemental décidé en août 1982 prévoit pour 1986 des capacités de production de 24 millions de tonnes d'acier brut. En 1982, la production est tombée à 18,6 millions de tonnes. Cette année, 17 millions de tonnes à peine sortiront des laminoirs. L'année prochaine, on le sait maintenant, ne sera pas meilleure : le marché européen, dont dépendent les quotas attribués aux sidérurgistes français, ne semble pas devoir se redresser, et les portes de la grande exportation se ferment, aux États-Unis par exemple, par des mesures protectionnistes.

Les déficits financiers s'additionnent. Le groupe Schneider a besoin de trouver 7 milliards de francs sur quatre ans pour redresser sa filiale Creusot-Loire, malade de son acier. Usinor et Sacilor ont reçu 6,45 milliards de francs en dotation de capital pour 1983, et néanmoins leur déficit atteindra 7 milliards de francs. Si Sacilor s'en tire mieux, Usinor devra recevoir une rallonge supérieure à 2 milliards de francs, rien que pour finir l'année. Comment la financer ? Pour 1984, les

deux groupes ont déjà demandé, et apparemment obtenu, près de la moitié de l'enveloppe des dotations budgétaires réservées aux entreprises nationalisées : 6 milliards de francs. La marge brute d'autofinancement de chacun des deux groupes est négative de 3 milliards de francs. Comme ni les quantités produites ni les prix décidés de façon communautaire ne laissent de marge de manœuvre, il apparaît désormais établi que le retour à l'équilibre financier ne sera pas au rendez-vous en 1986 comme prévu et imposé par ailleurs par la Commission économique européenne qui veut voir cesser toute subvention publique à cette date.

Cette impasse financière se double aujourd'hui d'une impasse industrielle. Mardi 27 septembre, M. Raymond Levy, P.-D.G. d'Usinor, en célébrant le vingtième anniversaire de la « mise à feu » des hauts fourneaux d'Usinor-Dunkerque, s'est alarmé contre la forme que prend la concurrence entre son groupe et Sacilor : « Je ne vois pas la nécessité de la concurrence entre l'Émi et l'Émi ». Le vice-président, qui a la parole à l'investissement, a dit : « Quand l'un des deux fait quelque chose, est-ce la peine que l'autre s'y précipite ? La concurrence, est-ce construire ici pour que l'autre détruise là ? ».

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 40)

Le sursaut des paysans du Salvador

Des milliers de manifestants ont défilé dans la capitale
 pour défendre la réforme agraire menacée

San-Salvador. — Des milliers de paysans ont manifesté le 27 septembre dans les rues de San-Salvador. Ce n'est pas un événement habituel dans un pays où ceux qui travaillent la terre forment depuis toujours une majorité cloûée par la peur — surtout quand se poursuit une guerre civile commencée trois ans auparavant.

Depuis la semaine dernière, des affrontements entre l'armée et la guérilla ont été signalés en plusieurs endroits du pays : à l'est, dans les départements de San-Miguel et d'Usulután ; dans le centre, dans ceux de San-Vicente et de Cuscatlán.

Des milliers de paysans avec leurs chapeaux de paille, leurs cabas, leur démarche raide et leurs corps anguleux. Ils ont défilé leurs bandes

De notre envoyé spécial
 CHARLES VANHECKE

roles : « Pas d'homme sans terre, pas de terre sans homme ! ». Ou bien : « Seul le peuple sauvera le peuple ! ». Ils ont défilé devant la cathédrale où, en 1980, Mgr Oscar Romero, leur archevêque, a été assassiné. Ils ont passé devant un mur où l'un de ceux qui défendait le prêt à écrit : « On ne pleure pas Mgr Romero, on l'imité ! ».

Ils l'ont imité. De toutes les terres à café, à coton, à maïs que possède ce pays fertile mais surpeuplé, ils sont venus manifester en faveur de la réforme agraire lancée en mars 1980, mais aujourd'hui paralysée et même menacée. Signe encourageant : le gouvernement de coalition

(droite et, démocrate chrétienne) de M. Alvaro Magana, a autorisé la manifestation. Et celle-ci s'est déroulée sans incident, ce qui n'aurait sans doute pas été le cas il y a deux ans.

Au début, ils étaient sans voix, ces hommes au visage creusé et fatigué. Leurs dirigeants syndicaux les invitaient à crier le slogan choisi pour ce défilé soigneusement préparé : il s'agissait de montrer qu'on était pour la justice et les réformes — par la voie démocratique — donc contre la violence et la guérilla. Ils étaient sans voix parce que peu habitués à protester. Et puis, sur la place de la Liberté, quand ils ont été invités à agiter leurs chapeaux — devant la presse du monde entier —, ils ont obéi.

(Lire la suite page 6)

Le scénario de M. Barre

Une logique
 de crise
 de régime

M. Louis Mermaz a traité une fois M. Jacques Chirac de « factieux ». Le président de l'Assemblée nationale aurait sans doute récidivé si les propos tenus, mardi soir 27 septembre, par M. Raymond Barre l'avaient été par le président du R.P.R. De quoi s'agit-il ? Une fois de plus, d'une éventuelle « cohabitation » entre un président de gauche et une majorité de droite au lendemain des élections législatives de 1986. MM. Giscard d'Estaing et Chirac l'ont envisagée. M. Barre la refuse. On ne traitera pas M. Barre de « factieux ». Cela ferait rire. Le style de M. Chirac, l'éloquence du menton (1), permettent de ne répondre que sur la forme ; la manière de M. Barre oblige à répondre sur le fond.

Car M. Barre a l'art de présenter d'une façon appaisante une réalité qui ne le serait pas. Si l'on suit bien l'ancien premier ministre, la victoire de l'opposition en 1986 conduirait le chef de l'État, soit à se « soumettre totalement », soit à laisser les conséquences de l'impossibilité d'un « compromis historique ». Il lui resterait donc à partir, « se soumettre ou se démettre », comme disait M. Marchais en 1978 à propos de M. Giscard d'Estaing. C'est une logique de crise de régime.

C'est aussi une logique nettement présidentialiste, puisque une nouvelle majorité entraînerait l'élection d'un nouveau président, au lieu que, dans le système mixte instauré par le général de Gaulle, c'est le fait présidentiel qui crée le fait majoritaire. Sans doute objectera-t-on que, en matière de cohabitation, ni la lettre ni la pratique des institutions ne donnent la solution. Mais il est clair que ce débat est de pure opportunité politique.

En premier lieu, il s'agit pour l'opposition, en évitant des maintenant la probabilité d'une victoire en 1986, de faire patienter ses troupes, et de répondre à l'exaspération — réelle — d'une partie de l'opinion. En second lieu, débattre de la « cohabitation » permet aux « présidentialistes » de l'opposition de contre la « problématique » de M. Mitterrand, qui est celle de l'élargissement de la majorité, du « recentrage », dont M. Barre craint qu'il n'apporte à l'actualité le mot « concours les plus empêchés et sans doute les plus inattendus ».

Enfin, cette discussion renseigne sur les stratégies des chefs de l'opposition.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

(1) La formule est de M. Barre.

40 % DES HABITANTS DE LA PLANÈTE MENACÉS PAR LE PALUDISME

La recrudescence alarmante de la maladie accélère la mise au point d'un vaccin

Jamais la mise au point d'un vaccin contre le paludisme n'a paru si proche ; jamais la compétition scientifique et industrielle sur ce sujet n'a été aussi âpre. Le congrès qui vient de se réunir, à Annecy, sur l'initiative conjointe de la Fondation Mérieux, de l'Institut de parasitologie de Grenoble et de l'université de l'Illinois aux États-Unis aura révélé la nécessité d'un effort accru : première maladie mondiale, le paludisme menace... 40 % de la population de la planète.

Près de deux milliards d'êtres humains vivent aujourd'hui dans des zones touchées par le paludisme. Cet effectif augmente sans cesse. Les malades sont, estime-t-on, deux fois et demi plus nombreux qu'en 1968, date à laquelle l'Organisation mondiale de la santé reconnut que l'« éradication » entreprise treize ans plus tôt avait échoué et qu'il fallait imaginer d'autres stratégies. Certes, les évaluations statistiques du paludisme sont approxima-

tives et temporaires. L'Inde, par exemple, déclarait soixante mille cas en 1962, quatre millions en 1982. Combien aujourd'hui ?

Plusieurs certitudes pourtant : le paludisme représente aujourd'hui la première cause de mortalité infantile dans le monde et, probablement, l'une des toutes premières causes de mortalité des adultes ; il constitue un frein majeur au développement économique ; enfin, la situation s'aggrave d'année en année.

Pourquoi ? En premier lieu, parce que les campagnes massives d'« éradication » lancées au cours des années 1950 dans l'euphorie qui avait suivi la découverte du D.D.T. (dichloro-diphényl-trichloréthane) ont, après quelque succès, marqué du pas, puis manifestement échoué.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Les pouvoirs publics s'inquiètent de l'existence, sur le marché français, d'un somnifère aux effets secondaires redoutables puisqu'il peut entraîner des pertes de mémoire et des réveils difficiles. On traque les individus malveillants qui n'ont pas

Amnésie

hésité à l'utiliser pour abrutir leurs ennemis.

Un moyen simple d'oublier ses tracas, les promesses et les crises ? L'amnésie pour tous ? Mais c'est un bienfait pour l'humanité !

BRUNO FRAPPAT.

Catherine RIBHOIT

Triomphe de l'amour

« Un vrai roman, de bout en bout savoureux »
 François Nourissier / Le Figaro Magazine

« Une romancière-née, farouche et spontanée »
 Jacques-Pierre Aumette / Le Point

GALLIMARD

NICOL
 Spécial
 COSTUME

سكز من الاجل

Le Monde

idées

Un plan de renaissance nationale

par GEORGES HEUZE (*)

LE premier Séminaire interuniversitaire de libanologie, organisé par la Fondation mondiale pour la qualité de la vie et l'Université européenne d'été pour les sciences en formation, n'ayant pu avoir lieu à Luxembourg en juillet dernier et le second Séminaire, prévu à Beyrouth en novembre prochain, s'avèrent problématiques en raison des événements. Il importe que l'Etat libanais soit informé sans plus tarder des grandes orientations de la sociologie libanaise qui auraient été abordées par ces séminaires.

1. Le recensement libanais de 1943 indiquait 55 % de chrétiens et 45 % de chiites, de sunnites et de druzes. Selon les dernières estimations faites en 1981, la population libanaise compterait aujourd'hui environ 63 % de chiites, de sunnites et de druzes, et 37 % de chrétiens : cette inversion du rapport chrétiens/musulmans en guerre plus d'une génération constitue une première donnée fondamentale. Si la fertilité et l'émigration différencielles se maintiennent à leur taux actuel, le nombre des chrétiens serait, dans un siècle, inférieur à 20 % et, dans deux siècles, à 10 %. La mobilité démographique différencielle révélait toujours certaines tensions et certaines inadaptations sociales, il importe de considérer comme prioritaire la recherche d'une formule nouvelle qui permettrait à toutes les communautés de prospérer dans l'égalité et la fraternité, au sein d'une même nation et d'une même patrie.

2. Les phénomènes démographiques libanais supposent, pour un Etat démocratique, la prise de dispositions telles que :
a) la création d'un conseil pour l'unité nationale, où toutes les parties seraient représentées chacune par deux ou trois membres élus par leurs communautés respectives. Ce conseil serait consulté par le chef de l'Etat et le gouvernement, et dissous après les élections générales, précédées par un recensement de la population sous le contrôle des Nations unies ;
b) la dissolution du Parlement, qui n'a plus, en fait, aucune repré-

sentativité : depuis la loi du 26 avril 1960, la répartition des sièges est de 54 pour les chrétiens, 39 pour les musulmans chiites et sunnites, 6 pour les druzes, alors qu'aujourd'hui des élections à la proportionnelle attribueraient environ 38 sièges aux chrétiens (- 16), 53 sièges aux musulmans chiites et sunnites (+ 14) et 8 sièges aux druzes (+ 2) ;
c) des élections générales, sous le contrôle des Nations unies. Le Liban se trouvera à nouveau placé devant le dilemme qu'il doit enfin résoudre pour mettre un terme à des dissensions périodiques : nations ou agglomérat de communautés confessionnelles divisées. Dans le premier cas, le choix des représentants devra se faire sur la base d'élections nationales non confessionnelles ; dans le second, il serait préférable que, dans une première étape, les élections aient lieu dans le cadre des communautés, qui éliraient chacune leurs propres députés ;
d) la création d'un Conseil constitutionnel ayant pour but la révision de la Constitution dans l'intérêt supérieur de l'Etat.

3. L'inversion du rapport chrétiens/musulmans remet tout naturellement en question le pacte national de 1943, pacte non écrit, qui donnait la présidence de la République à un maronite, la présidence du conseil à un sunnite et la présidence de la Chambre à un chiite, alors que la Constitution ne contient, depuis 1947, aucune allusion à la représentation confessionnelle dans les fonctions électives. Le document constitutionnel de Damas, entériné en 1976 par les présidents Frangie et Karamé, sous les auspices du président syrien Hafez El-Assad, confirme cette répartition pour la première fois par écrit, mais il n'a pas été intégré à la Constitution libanaise.

La solution la plus rationnelle consisterait à créer une vice-présidence de la République et à réviser la Constitution dans l'intérêt supérieur de l'Etat.

(*) Président de la Fondation mondiale pour la qualité de la vie.

duire à trois ans le mandat du président, le vice-président prenant la présidence à la fin du mandat du président et ce dernier devenant vice-président pour la durée des trois années suivantes ; si le président était chiite, sunnite ou druze, le vice-président serait chrétien (maronite, grec catholique, grec orthodoxe ou autre) et vice versa. Il y aurait donc alternance présidentielle effective et présence simultanée et ininterrompue des chrétiens et des musulmans dans la direction supérieure de l'Etat. Le président du conseil serait nommé par le président, et le vice-président de la République, parmi les candidats d'une liste commune.

Le Sénat, dont la suppression fut une erreur, serait rétabli, et un certain nombre de sièges seraient attribués aux dirigeants de l'Union libanaise culturelle mondiale, qui représente quatre millions et demi d'émigrés. Si l'Union libanaise avait été appelée, comme elle le souhaitait, à participer à la gestion de l'Etat, sa puissance économique et politique lui aurait permis de jouer un rôle de médiation entre les communautés extérieures, la Syrie et Israël, et de trouver une motivation pour mettre fin à leur occupation.

De tous les devoirs, ceux des chefs d'Etat sont les plus difficiles. Que le président de la République libanaise soit persuadé que les Libanais et les amis du Liban seront à ses côtés s'il choisit la voie de la renaissance, pour que vive le Liban.

LU

« LES ARABES DES MARAIS »
de Wilfrid Thesiger

Un voyage hors du temps

FÉVREUSE, insolite, mystérieuse, la région des marais du sud de l'Irak est l'une des plus belles du monde avec ses 12 000 km² étalés en de longues bandes sinueuses du nord de Bassorah, où se rejoignent le Tigre et l'Euphrate, au nord d'Amara, le long d'une frontière embrassée depuis trois ans.

Les étrangers n'y pénètrent guère que pour chasser le canard ou la vraie chasse, celle où l'on prend des risques, est la chasse au sanglier. Les fonctionnaires nommés par Bagdad considèrent comme une punition d'y être nommés : boudeurs et méprisants. Ils demandent à être affectés dans les locaux de l'administration. Le régime baasiste avait bien envisagé d'organiser dans les roselières une zone de tourisme pour Européens fortunés et amateurs de parcs naturels, mais les difficultés de l'entreprise et la guerre du Golfe aidant, il y a renoncé. Ainsi se trouve encore protégée cette incompréhensible mais fascinante contrée.

Enfant de diplomate, né en Abyssinie, Wilfrid Thesiger appartient à une lignée d'explorateurs et de voyageurs en voie d'extinction. Mais, contrairement à ses contemporains qui ne désignent pas de jouer les explorateurs, il adopte une démarche humaniste qu'il ne considère aucunement démodée : découvrir, gouverner, mais aussi, en son temps, des sociétés vouées à la transformation ou à la disparition par la richesse ou la modernité.

Ainsi avait-il vécu plusieurs années avec les bédouins d'Arabie Saoudite, marchant à pied et se nourrissant comme eux, avant de tirer de son expérience un livre superbe, *Le Désert des déserts* (Le Monde du 11 août 1978). Changeant totalement de

décor, il renonce une nouvelle fois au confort anglais pour partager l'existence des Maasdan, un peuple de pêcheurs et de chasseurs qui méprisent l'argent. C'est cette curiosité soutenue par une grande qualité d'écriture qui fait de son récit un document hors du commun.

L'histoire des hommes en Irak, raconte Thesiger, a commencé au bord des marais. Au plus profond de la nuit des temps, un peuple déjà socialement et culturellement avancé descendit du plateau irakien et se fixa dans le delta de l'Euphrate. Au cours du cinquième millénaire avant Jésus-Christ, ces nouveaux venus construisirent des habitations de roseaux et des bâteaux, et se mirent à pêcher avec harpons et filets. Ils vivaient à peu près comme y vivent les hommes d'aujourd'hui. Pourtant, ils ont vu défilé les civilisations : Sumer, Babylone, Ninive, les Perses. Avec l'avènement de l'Islam, les Maasdan se convertirent et s'arabèrent.

L'histoire, brièvement résumée, n'est là que pour mieux transformer ce voyage dans l'espace en un voyage hors du temps ! Nous vivons rires et coutumes dont certains viennent du fond des âges : vendetta, circoncision, mariage, cérémonies rituelles ; nous rencontrons les mustajils, vraies amazones des marais, et acceptées comme tels, les danseurs homosexuels... Thesiger prédit alors que cette société singulière avançant à grande vitesse vers sa ruine. Elle a résisté. Mais pour combien de temps ?

PAUL BALTA.

« Les Arabes des marais. Tigre et Euphrate. Plon, coll. « Terre humaine », 292 pages, 100 F.

Le cessez-le-feu au Liban

André Fontaine, après avoir constaté que l'accord de cessez-le-feu consacré un sérieux recul du gouvernement de Beyrouth et de ses protecteurs occidentaux, se demande s'il existe encore une chance de sauver le Liban. Roland Tomb met en évidence, avec de précieux rappels historiques, la complexité du tissu libanais. Enfin, Georges Heuze présente un plan de renaissance qui prend en compte les réalités démographiques du Liban d'aujourd'hui.

Réplique à... André Fontaine

Quatre passages de l'article d'André Fontaine « La tentation du partage » (Le Monde du 22 septembre) qu'il juge « lucide » et « courageux » ont amené le docteur Roland Tomb, médecin libanais, à nous adresser les précisions suivantes :

1) « *Motifs nominaux du pays depuis 1516, les Turcs ne contrôlaient jamais vraiment le mont Liban, gouverné depuis le douzième siècle par des émirs druzes.* »

En fait, sous les croisades, les seigneurs puis les mamelouks, le territoire du Liban actuel relevait de petits principicules ou chefs de clan plus ou moins autonomes. Au douzième siècle, les druzes ne contrôlaient qu'une partie du Chouf et du Wadi-Laym, avec d'autres tribus musulmanes. Les maronites et les chiites, repliés au Nord, jouissaient d'une indépendance relative. Ainsi sous les mamelouks, le Liban d'aujourd'hui relevait des districts de Damas et de Tripoli. Dans le Gharb (région d'Aley) où se situe le « front » actuellement, se firent remarquer les Bani Bshir, probabile-

ment druzes, qui pratiquaient déjà une double politique vis-à-vis des régents musulmans de Damas et du Caire, et des principautés franques de la côte.

Au treizième siècle, il y a une avancée des druzes du Midi vers le Nord contre eux, mais en sens inverse des chiites. La partie septentrionale du pays était essentiellement peuplée de maronites auxquels s'intégrèrent des chrétiens melkites et jacobites, sans parler des alaouites, musulmans hétérodoxes. Mais l'islam va mater les « rébellions des hérétiques » (chiites, druzes, alaouites). C'est la fameuse expédition du Kesrouane, en 1305, conduite par les mamelouks sunnites. Cette défaite allait favoriser les maronites et les faire essaimer dans tout le Liban.

A partir du seizième siècle, c'est l'ascension des Ma'n, émirs druzes du Chouf, dont le chef, Fakhr-dine II, s'était lié aux Ottomans. Ces derniers partageaient alors le pays entre les préfectures de Beyrouth, Salda et Tripoli. Mais c'est à ce moment que la montagne commence à jouer un rôle politique, se transformant peu à peu de sanctuaire des minorités en entité plus ou moins définie.

Cotovicus notait déjà en 1598 (*Itinerarium hierosolym et syriacum*) : « Les maronites sont remarquablement intelligents et actifs, nés pour le travail. Dans les villes, habillés modestes, ils se révèlent dans le Liban grâce à l'agriculture et à l'industrie de la soie. »

Ils étaient alors soumis à des chefs tribaux, les « *moqaddam* », issus de leur propre communauté. Sur les druzes, le même Cotovicus remarque : « Ce sont des montagnards actifs, intelligents, pleins d'audace. Autour de leurs chefs, ils se réunissent les chrétiens... Quoique établis au milieu de l'Empire ottoman, ils ont réussi leur indépendance. »

Mais c'est seulement avec Fakhr-dine II, dont parle justement A. Fontaine, élevé parmi les maronites du Kesrouane, que le petit émirat ma'nide du Chouf s'étendra aux dimensions de la montagne et au-delà, que les différentes communautés se rassemblent sous le sein de ce qui sera la première ébauche de l'Etat libanais. *Fakhr-dine*, le premier de tous les princes de l'Empire arabe, encouragea les paysans maronites et melkites à s'établir dans le Liban méridional, et compte sur eux pour tenir en échec les féodaux druzes, lesquels eurent aussi recours aux cultivateurs chrétiens. Le prince se lia à l'Europe, séjourna à Florence, et facilita l'installation des missionnaires européens.

2) « *Les plus célèbres (des émirs druzes) furent Fakhr-dine II... Et Bachir II, de la famille des Chohab, qui écrasa un dix-neuvième siècle la dissidence d'un oncle de Walid Jumblatt, et fut le premier à se convertir au christianisme pour séduire les maronites.* »

Au dix-huitième siècle, les Chohab succédèrent aux Ma'n. Mais,

contrairement à ces derniers, ils n'étaient pas druzes mais sunnites ! « *Grâce à leur influence auprès des pachas de Tripoli et de Salda, les Chohab, par des prodiges de souplesse, parvinrent à maintenir l'accord scellé par l'akrédine entre les deux principales communautés druze et maronite* (1). » Le voyageur Volney, lui, est frappé au Liban « par le royaume de liberté qui y régnait. Là, à la différence du pays turc, chacun jouit dans la sécurité de sa propriété et de sa vie » (2). Lamentons remarque que « *c'est cette même situation qui conserva le Liban jusqu'à la chute de l'émir Bachir (1840) l'esquisse de ce qu'on appelle le Grand-Liban* (1). »

L'émir Melhem Chohab, musulman très fervent, fait de Beyrouth sa seconde capitale avec Deir-el-Qamar. Plusieurs de ses enfants embrassent la religion catholique (maronite), imité en cela par la majorité des Chohab, et par les émirs druzes de la famille Abihamra. Ainsi les successeurs de Melhem seront dominés maronites, à savoir les émirs Qasim, Youssef et le célèbre Bachir II. La conversion des Chohab au christianisme lui est donc antérieure.

3) « *En fin de compte les Turcs reconquirent l'autonomie d'un Mont-Liban réduit à la portion congrue, d la tête duquel ils placèrent un gouverneur polonaise et donc catholique.* »

En 1842, la Sublime Porte profita des troubles pour tenter l'expé-

rience du double « *qaimaqam* » et assigner subrepticement le Liban aux pachas de Salda et de Beyrouth. « *Ce dualisme se maintiendra près de vingt ans pour aboutir à la catastrophe de 1860* (1). » L'inspiration de la supposition chimérique que, au nord de la route Beyrouth-Damas, le Liban était complètement chrétien, exclusivement druze au sud de cette ligne... (1).

Comme on le voit, la « partition » du Liban n'est pas une idée neuve... C'est en 1861-1864, à la suite des terribles massacres, que les Turcs se résolurent sous la pression des puissances occidentales à accepter officiellement un Liban unifié et autonome quoique amputé de Beyrouth, des villes côtières, de la riche plaine de la Bekaa. A la tête du « *mont-Liban* » très majoritairement chrétien était placé un gouverneur ottoman mais catholique, détenant toutes les attributions de l'exécutif et assisté par un conseil pluriconfessionnel. La gendarmerie, les tribunaux, l'administration, étaient confiés aux seuls « indigènes ». Le premier musulman à l'être fut pas polonais mais arménien (Daoud Pacha), suivi de l'Alépin Franco Pacha et de l'Italien Rostom Pacha. Il y eut un seul Polonais, et huit gouverneurs en tout, entre 1861 et 1915.

4) « *La France reçut pour sa part la Syrie. Elle en détacha aussitôt le Grand-Liban.* »

Cette formulation peut laisser croire qu'il existait déjà un Etat syrien, alors que la Syrie — notion gé-

ographique — n'a jamais constitué une entité politique distincte et était partagée entre divers districts ottomans. Contrairement au Liban qui, au cours de la montagne, a pu, dès le dix-septième siècle, affirmer son existence autonome et susciter une entité multiconfessionnelle que les turcs de 1860 n'ont jamais eue.

La France, prenant pied au Levant du fait des accords Sykes-Picot sur le partage de l'Empire ottoman, reconstruisait l'Etat libanais à la demande expresse de ses habitants, notamment des chrétiens. Trois délégations officielles se rendirent à la Conférence de la paix, conduites par les maronites et groupés orthodoxes, druzes et musulmans. Ce sont bien les Libanais qui, en 1919, demandèrent la restitution au Liban indépendant de « *ses frontières naturelles et historiques* ». En contrepartie à ce que dit Paul Balta dans *Le Monde* du 18 septembre, ce sont des provinces en majorité musulmanes qui furent alors rattachées au Mont-Liban, qui était essentiellement chrétien et maronite. C'est le pari de l'Etat pluraliste et multiconfessionnel que les maronites et les seize autres communautés voulurent alors tenter.

Reste à savoir si le pari tient toujours.

ROLAND TOMB.

(1) H. Lammens, *La Syrie. Précis historique* (1921).
(2) C. F. de Volney, *Voyage en Syrie et en Egypte* (1787).

Comme au Tchad...

(Suite de la première page.)

Ni l'armée libanaise ni les milices chrétiennes n'avaient les moyens de venir à bout des druzes, protégés à la fois par le relief et par l'artillerie syrienne. Les Israéliens sont restés l'arme au pied, derrière le fleuve Awali, ne le traversant qu'une ou deux fois aux fins d'empêcher les druzes d'arriver à la mer, ce qui aurait permis de contenter au plus vite à Jérusalem : le retour des Palestiniens à Beyrouth. La force multinationale n'était là que pour « dissuader » les adversaires du gouvernement de reprendre les armes. La dissuasion ayant échoué, elles ne se firent pas, sinon se faire tuer. Les Français n'ont tiré qu'une fois, pour stopper le tir contre leurs positions. Les Américains ne se sont décidés qu'à l'extrême à arroser les batteries syriennes, leurs propres lignes ayant déjà été abondamment pilonnées.

Ce faisant, ils ont bloqué l'avance arabe, mais n'ont pas empêché le retour au pouvoir de la droite libanaise. Ils ont consolidé dans les faits le partage du pays. C'est exactement ce qu'a fait la France au

Tchad. C'est aussi ce qu'elle a aidé à faire au Liban en soutenant les efforts de médiation de l'Arabie Saoudite. Car, si le cessez-le-feu devait déboucher sur une négociation, on ne voit pas par quel miracle elle pourrait conduire à l'évacuation du pays par la Syrie, dont la participation à la future négociation consacre en fait le droit de regard sur le Liban : elle a déjà obtenu la démission du président du conseil, Chahk Wazzani, capable d'apporter à Amine Gemayel une caution musulmane sunnite. On ne voit pas non plus comment les druzes pourraient laisser l'armée, symbole de l'unité nationale, s'installer chez eux. Le fait que l'on parle de confier à des observateurs de l'ONU la surveillance du cessez-le-feu signifie en bon français que l'U.R.S.S. pourra, avec son droit de veto au Conseil de sécurité, couvrir autant de violations qu'il lui chantera.

De même, enfin, ne voit-on pas par quel miracle une équipe gouvernementale, dont le « congrès de la réconciliation nationale » préfigure sans doute la composition, pourrait réaliser en son sein le minimum de consensus sans lequel tout espoir de

gouverner vraiment le Liban est vain. On ne peut pas ne pas noter que d'ores et déjà les adversaires d'Amine Gemayel y sont en majorité. Il n'y a pas si longtemps, pourtant, que le président se targuait d'être appuyé par... 90 % des Libanais. Est-il encore possible de rééditer l'exploit du général Chohab, qui, au lendemain d'une première guerre civile, en 1958, avait réussi de manière extraordinaire à recroquer le tissu national ? De persuader de mettre fin à leurs ingérences tous ceux qui, Syriens, Israéliens, Palestiniens, Américains, Soviétiques, ont pris l'habitude de considérer le Liban comme un terrain de chasse ? D'empêcher les Libanais eux-mêmes de céder, de faire appel à l'étranger pour arbitrer leurs querelles ?

Deux jeunes Libanais sont venus me voir mardi après-midi. Ils avaient une question à poser : « *Croyez-vous que les chrétiens ont encore un avenir en Orient ?* » Sous-entendu : « *Que comptez-vous faire, vous les Occidentaux, pour nous aider à l'assurer ?* » Il est un peu tôt, après ce qui vient de se passer, pour leur répondre avec certitude.

ANDRÉ FONTAINE.

DESCARTES ET L'ORDRE POLITIQUE

Critique cartésienne des fondements de la politique.

Par Pierre Guenancia.



CE RETOUR à Descartes vise à dégager la philosophie de la politique qui n'en est ni le couronnement ni l'accomplissement, et à suivre l'enseignement cartésien de la maîtrise de soi et de la générosité... En refusant le double et symétrique point de vue d'une subjectivité aveugle et d'une totalité sans dehors, Descartes nous permet d'envisager sans dogme ni passion la politique et d'accéder ainsi plus sereinement à notre propre actualité.

Collection "Philosophie d'aujourd'hui" dirigée par Paul-Laurent Assoum - 256 pages - 180 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

étranger

LA SITUATION AU LIBAN APRÈS LE Cessez-le-feu

Le gouvernement semble peu pressé de s'engager dans la voie du dialogue national

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Le cessez-le-feu est-il menacé ? Telle est la question que l'on se posait ce mercredi matin, 28 septembre, à Beyrouth. En effet, les violations de la trêve se multiplient dans la banlieue sud et dans la région d'Iqlim et Kharroub ; on ne sait même pas où se réunira la commission militaire de sécurité chargée de surveiller la trêve. Il faudrait ajouter à cela un peu plus de voix chrétiennes, de plus en plus nombreuses, s'élèvent pour contester, voire remettre en question le volet politique de l'accord de dimanche, c'est-à-dire le principe même d'un dialogue national.

Pourtant, les premières mesures concernant la formation de la commission de sécurité n'avaient pas posé de problèmes particuliers, et toutes les parties concernées étaient tombées d'accord sur sa composition. L'armée libanaise sera représentée par le colonel Nassif, le Front libanais par M. Jean Ghannem, le Front de salut national (opposition) par M. Charif Fayad, et le mouvement chiite Amal par M. Ayoub Hamid. Cependant, les représentants du Front de salut national et en particulier les miliciens druzes ont suscité fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord sur le lieu de la rencontre proposée par l'armée, c'est-à-dire le ministère de la Défense à Yarzé. Les autorités demeurent cependant optimistes et affirment que la commission se réunira, ce mercredi, en un lieu qui n'a toujours pas été officiellement annoncé.

La réunion de la commission militaire est d'autant plus urgente, qu'elle aura pour tâche prioritaire de préparer l'installation des observateurs neutres chargés de superviser l'application de cessez-le-feu. On pense, ici, que si cela n'est pas fait rapidement, les violations qui, pour l'instant, n'ont pas un caractère de gravité exceptionnelle, pourraient conduire à une reprise des combats sur les différents fronts militaires du pays. Selon le SAFIR, la surveillance de la trêve serait confiée aux « casques bleus » de la FINUL stationnés au Liban Sud, après autorisation du Conseil de sécurité.

Quant au dialogue national prévu par l'accord de dimanche, une campagne se développe pour le gâter et lui substituer, ainsi que le note *L'Orient-Le Jour*, une « procédure moins visible de contacts officieux, diplomatiques et internes ». C'est ainsi que le quotidien d'expression française de Beyrouth pense qu'un cabinet de coalition nationale remplacerait avantageusement le comité de dialogue national.

Les grandes manœuvres en vue de retarder le dialogue avaient commencé mardi avec l'ouverture d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale en vue de « discuter les derniers développements de la situation ». Les cinquante-deux députés présents (sur 99) ont été unanimes pour condamner les exclusives prononcées contre les autorités législatives et exécutives, et plusieurs parlementaires ont exprimé leur crainte que le dialogue national prévu par l'accord ne débouche sur aucun résultat et consacre le statu quo sur le terrain. Les députés se réuniront à nouveau le jeudi 29 septembre pour poursuivre leur débat.

Dans les milieux de l'opposition, on estime que la convocation extraordinaire du Parlement, obtenue par son président, M. Kamal El Assad — écarté du dialogue national à la suite d'un veto syrien — n'est qu'une nouvelle tentative de « banaliser » le rôle du congrès national de réconciliation envisagé.

Campagne anti-américaine

On a ici de plus en plus l'impression que le président Gemayel n'a accepté l'accord du 25 septembre que sous la pression directe des États-Unis, et que l'État libanais n'est nullement pressé de s'engager dans la voie du compromis négocié.

L'Orient-Le Jour, qui semble avoir pris la tête de la campagne contre cet accord « dont la paternité véritable revient très vraisemblablement aux États-Unis », écrit-il, se livre à une attaque en règle contre « ces grands nafs ou ces fâchés hypocrites d'Américains ».

« Pour les Américains, écrit encore l'éditorialiste, il paraît désormais acquis que le dialogue interlibanais devra déboucher sur un rééquilibre interne impliquant fatalement une plus large participation musulmane à l'exercice effectif du pouvoir. Ainsi aurait évolué spectaculairement le concept fort à la mode l'an dernier de « gouvernement national chrétien » (l'État Béchir), qui semblait devoir émerger de l'invasion israélienne, on en viendrait à un pouvoir qui ne tirerait plus sa force que de la très large adhésion musulmane qu'il susciterait ».

« L'idée se défend, mais — et c'est là que le bât blesse — cette opération de « rééquilibre » paraît s'appuyer sur une double et dangereuse fiction : à laquelle se rattache pourtant Washington : d'une part, la Syrie aurait véritablement à cœur les intérêts des musulmans libanais, assertion pour le moins hasardeuse lorsqu'on sait avec quelle violence désespérée les groupements sunnites de Syrie combattent un régime qu'ils jugent minoritaire, et avec quelle violence froide ce régime sévit contre ses destructeurs ».

D'autre part, répondant aux déclarations au *Monde* du ministre syrien des affaires étrangères (le 28 septembre) le ministre de l'Information, M. Chikhan, affirme que les propos de M. Abdel Halim Khaddam « confirment l'intervention syrienne directe ou indirecte dans les affaires intérieures libanaises... Nous sommes des partisans du dialogue et j'estime que le dialogue doit s'engager en premier entre les ministres syrien et libanais des affaires étrangères dans une indépendance totale, une liberté complète et sans compter sur les courants marginaux qui sont venus se greffer sur le dialogue principal ».

Sur le terrain, la violation la plus caractéristique du cessez-le-feu a été signalée dans la région de Iqlim où les miliciens des « forces libanaises » stationnées dans le village de Baassir se sont opposés mardi pendant trois heures aux troupes du parti socialiste de M. Joublat et de leurs alliés du village de Barja dans un violent duel d'artillerie. Plusieurs affrontements entre l'armée et les milices chiites d'Amal ont d'autre part eu lieu dans la journée de mardi.

M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, s'est d'autre part invité les chrétiens de Mreijé qui ont fui le quartier lors des combats de vendredi dernier, à regagner leurs foyers. M. Berri affirme que le mouvement Amal « se porte garant de leur sécurité, de leur liberté et de leurs biens », soulignant que la coexistence islamo-chrétienne de la banlieue sud au cours des années de guerre écoulées est la meilleure preuve de la crédibilité du mouvement Amal.

Dans un communiqué publié par la presse, l'union des ligues chrétiennes libanaises dénonce « l'exode forcé auquel sont contraincts les habitants chrétiens de Mreijé » ; le communiqué affirme que « depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les chrétiens de Mreijé continuent à être forcés à l'exode après que les maisons de nombre d'entre eux aient été pillées et incendiées. Les auteurs de ces actes, poursuit le communiqué, sont des libanais et non des étrangers, ce qui rend le problème d'autant plus grave et nous porte à nous interroger sur la portée du plan mis au point pour déplacer les populations chrétiennes de certaines régions ».

J. G.

La livre libanaise se valorise...

Beyrouth (A.F.P.). — En l'espace de quelques heures, la livre libanaise — qui connaissait en fin de semaine dernière ses pires jours — a effectué une remontée spectaculaire dès l'ouverture des marchés le lundi 26 septembre. La simple annonce de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu a suffi pour que s'opère un renversement total de la tendance quatre heures plus tard.

Le plus troublant de l'histoire, c'est qu'il n'existe aucune raison véritable de réjouissance immédiate ou dans un proche avenir, tant-on voit dans les milieux économiques. L'économie libanaise est dans un piteux état, quel que soit le secteur concerné.

Les pertes n'ont pu être jusqu'à présent évaluées, mais une étude non exhaustive effectuée il y a deux semaines par l'hebdomadaire libanais *Al Nahar* Arab Report and Memo, estimait à 700 millions de dollars environ les pertes directes et indirectes de la nouvelle guerre au Liban, pour l'ensemble des secteurs. Ce chiffre a eu moins d'impact au cours des deux dernières semaines, à cause notamment du déchaînement sans précédent des armes destructrices.

AVEC LES MILITAIRES DRUZES D'ALEY

« Des deux côtés, on creuse et on établit des barrages de sable pour les futures batailles »

De notre envoyé spécial

Aley. — En temps normal, un automobiliste mettrait environ une demi-heure pour parcourir les 20 kilomètres séparant Beyrouth d'Aley. Il met aujourd'hui deux heures et demie. Les vicissitudes de la guerre civile à la division du pays en plusieurs zones occupées par des factions ennemies obligent le voyageur à emprunter la route de montagne passant par Beit-Mery, Bruumena, Dhaur-el-Choueyr, Hamana, Sofar, Bhandoun, avant d'arriver sur Aley.

Jusqu'à Dhaur-el-Choueyr, les contrôles sont effectués par l'armée libanaise et parfois par les Forces libanaises qui se déplacent d'habitude dans leur mouvement. Entre Dour et Dhaur-el-Choueyr, il faut traverser un no man's land de près de 200 mètres bordé de maisons et d'hôtels en ruine et, d'un coup, on se trouve en territoire contrôlé par les Syriens. Les guérillas sont décorées par l'inévitable portrait du président Assad et les contrôles sont revêtus de l'insigne des « panthères roses », les unités spéciales syriennes.

D'habitude, ce changement ne comporte pas de difficultés majeures. Il faut tout simplement présenter aux fonctionnaires syriens le permis délivré à Beyrouth par le parti socialiste progressiste (P.S.P.) de M. Walid Joublat. Il est cependant vivement recommandé de ne pas se tromper de permis et de ne pas leur montrer celui délivré, toujours à Beyrouth, par le ministère de l'Information pour les déplacements à l'intérieur des zones contrôlées par le gouvernement.

Les choses se sont apparemment compliquées depuis quelques jours, puisque les fonctionnaires syriens exigent maintenant une autorisation valable pour un seul voyage — délivrée à Chitaura par un bureau spécialisé de l'armée. Ce

qui allonge le trajet de près de deux heures si l'on prend en considération la lenteur de la bureaucratie syrienne. Il semble, cependant, qu'il s'agisse d'une mesure vexatoire appliquée aux seuls journalistes français.

Même après Sofar, où commence la « zone druze », il ne faut pas bon de se recommander de la France. « Pourquoi nous faisons la guerre ? », telle est la première question que l'on vous lance à la figure dès que vous déclinez votre qualité de Français. On insiste pour vous montrer les destructions causées à Aley par les « bombardements de la marine américaine, de l'armée libanaise et, ajoute-t-on inévitablement malgré vos protestations, des unités françaises de la force multinationale ».

En tout les cas, les dégâts sont impressionnants. Tout le centre-ville autour du vieux quartier du Souk a été ravagé. Certains bâtiments de la place, noircis par les incendies, tendent à confirmer les affirmations de nos guides qui nous assurent que les Américains ont utilisé des bombes au phosphore. De même, l'hôpital national a été touché de plein fouet et quatre de ses ambulances calcinées. Les malades d'Aley sont désormais soignés dans des cliniques privées ou transférés dans les hôpitaux de Chitaura si la gravité de leur état l'exige.

Un peu en retrait de la place du Souk, l'unique synagogue israélienne d'Aley a été soufflée par l'explosion de plusieurs bombes qui ont dévasté les maisons qui l'entouraient. La tour de la vieille synagogue a été emportée et l'édifice est entièrement recouvert de gravats. Seule est demeurée intacte la plaque au Chitaura si la gravité de leur état l'exige.

« Le temple d'Ohel Jacob a été érigé en l'an 5 657 (1 897) par M. Anzurur pour perpétuer le mémoire de son père, Jacob Anzurur, décédé à Manchester le 7 kiev 5 652 ».

Les villages vont revivre

Il ne fait pas de doute que la cessez-le-feu est apparemment respecté. Nous n'avons pas entendu un seul coup de feu, alors que lors de nos précédents voyages on entendait le bruit incessant de bombes qui tombaient au-dessus de la tête. La circulation a repris sur les grands axes de la montagne, et les villages qui n'ont pas été complètement désertés vont à nouveau revivre.

La responsable militaire du P.S.P. d'Aley n'est cependant pas très optimiste. « Je veux vous parler très franchement, nous dit-il. Des deux côtés, on creuse et on établit des barrages de sable pour les futures batailles. Il est vrai qu'il n'y a pas de véritable violation du cessez-le-feu, mais nous demeurons vigilants et avons jusqu'à repoussé plusieurs tentatives de l'armée de s'infiltrer dans nos positions. Nous souhaitons que le cessez-le-feu dure, mais nous n'avons aucune confiance dans les militaires libanais et la gouvernance de Beyrouth. C'est pourquoi nous nous apprêtons à accroître nos forces, pas nécessairement pour reprendre les hostilités, mais pour nous défendre le cas échéant ».

Res-Djebel, situé à quelques kilomètres au sud-ouest d'Aley, est une succession de collines. Les forces du P.S.P. occupent dans ce paysage déserté plusieurs places fortes qui font face, cent mètres

plus loin, aux positions de l'armée et des forces libanaises. Un immeuble de six étages, qui porte le nom d'Al Khinkirly, était, il y a un mois, le P.C. des forces israéliennes dans la région. Il a été, par la suite, occupé par les forces libanaises avant de passer sous le contrôle du P.S.P. Il en est de même d'un autre immeuble nommé Al Matar, détruit à moitié « par la marine américaine », nous précise-t-on, et qui se trouve à cinquante mètres plus au nord.

De loin, on aperçoit les « positions ennemies » qui portent les noms évocateurs d'Al Khaznate (les réservoirs), Tall al Emir (le col de la palme), Qaer El Salam (le palais de la paix) ; plus à gauche, une colline chauve dissimule à nos yeux Souk-El-Gharb, situé à mille cinq cents mètres de là à vol d'oiseau ; par le route, il faut compter au moins six kilomètres. Dans cet amoncellement de montagnes les uns plus belles que les autres, on se demande comment tant les belgérants pour se reconnaître tant sont imbriquées les positions.

Al Khinkirly et Al Matar sont tenus par de jeunes miliciens libanais appartenant aux organisations du Front du salut national (opposition). Ce sont tous des jeunes gens, âgés de dix-sept à vingt-cinq ans, qui affirment avoir suivi une longue période d'entraînement avant de s'engager pour, disent-ils, « défendre nos droits civils et politiques ». Un garçon de dix-sept ans, pas plus haut que la fusi qu'il porte en bandoulière, dit : « Nous voulons respecter le cessez-le-feu. Mais si rien n'est entrepris rapidement pour donner satisfaction à nos revendications politiques nous ferons tout pour sauter de nouveau. Il faut que l'on comprenne que nous avons autant de droits au Liban que les Phalanges ».

JEAN GUEYRAS.

Jérusalem craint que le président Gemayel ne puisse résister aux pressions syriennes

De notre correspondant

Jérusalem. — Les éventuelles répercussions du cessez-le-feu au Liban et le nouveau rapport de forces qui en découle provoquent une certaine inquiétude dans les milieux politiques israéliens. On redoute avant tout à Jérusalem que le président Aminé Gemayel soit de moins en moins en mesure de résister aux pressions syriennes visant à obtenir du gouvernement libanais une dénonciation explicite de l'accord conclu le 17 mai avec Israël et qui n'est toujours pas ratifié officiellement.

Les dirigeants Palestiniens craignent les « manœuvres » de la Syrie pour neutraliser l'O.L.P.

De violents combats continuent à opposer, à Tripoli, dans le Nord-Liban, des fedayin appartenant à la même organisation, le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.G.-C.G.) de M. Ahmed Jibril. Adversaires et partisans de celui-ci se sont battus pour le contrôle de la base militaire de l'organisation située au camp de réfugiés de Bad-doul.

Les principaux cadres de cette base s'étaient, en effet, ralliés à M. Yasser Arafat, ce qui avait conduit les fidèles de M. Ahmed Jibril (pro-syrien) à tenter de prendre d'assaut cette position militaire. Les combats se sont soldés par au moins

une dizaine de morts et de nombreux blessés. La dissidence au sein du F.P.L.G.-C.G., rappelle-t-on, avait éclaté le 17 août dernier.

De Tunis, notre correspondant, Michel Douré, rapporte que la direction de l'O.L.P. est vivement inquiète de la tournure que prennent les événements au Liban. Elle redoute que la conclusion de l'accord de cessez-le-feu ait été en partie réalisée à son détriment. Elle se méfie en particulier des « manœuvres » auxquelles se livreraient les autorités syriennes pour neutraliser l'O.L.P.

Outre les troubles suscités à Tripoli, les forces syriennes ont ces derniers jours assiégé, désarmé et déplacé des combattants loyalistes du Feth dans la partie centrale de la Bekaa. « La mise sous tutelle politique ayant échoué, déclarent-ils dans les milieux palestiniens de Tunis, Damas s'emploie désormais à resserrer l'étou sur le terrain ».

Le président de l'O.L.P., qui aurait décidé de prolonger son séjour à Tripoli, dans le nord du Liban, multiplie les appels aux divers gouvernements arabes, mais en vain, ces derniers préférant observer une prudente « neutralité » dans le conflit qui oppose M. Arafat au président Assad. Les diverses « missions de conciliation » entreprises par les États « frères » sont au point mort. Les dirigeants palestiniens envisagent de convoquer une réunion extraordinaire du conseil central de l'O.L.P. pour faire le point de la situation.

Certes M. Gemayel avait jusqu'à présent tenu bon face à la Syrie, qui tentait l'accord israélo-libanais pour un « contrat de soumission ». Combien de temps pourra-t-il faire la sourde oreille aux exigences de Damas, alors que la Syrie et ses protégés ont renforcé leur main au Liban. La présence au sein du comité de réconciliation nationale de plusieurs personnalités ouvertement hostiles à l'accord israélo-libanais et auquel elles ont toujours déclaré vouloir faire obstacle — notamment

MM. Walid Joublat, Raed Karame et Soliman Frangieh — ainsi que le statut d'observateur obtenu par la Syrie, alimentent, bien entendu, les craintes israéliennes. Autre sujet d'inquiétude : l'éventuel renforcement de la coopération militaire entre les druzes et l'O.L.P. M. Moshe Arens, ministre de la Défense, a adressé mardi une mise en garde aux druzes en leur demandant d'« expulser les terroristes du Chouf : sinon nous devrions agir ».

« Aussi longtemps, a-t-il ajouté, que vous combattirez pour vos villages et la sécurité de votre population, nous pourrions vous comprendre. Ce n'est plus possible lorsque nous vous voyons avec les terroristes aux portes de Beyrouth ».

M. Arens a indiqué qu'Israël avait adressé ces derniers jours un message d'avertissement en ce sens aux responsables druzes. Il a précisé que les patrouilles israéliennes au

nord de la rivière Awali se poursuivraient — tout qu'il y aura du désordre dans cette région et qu'il existera un danger de voir les terroristes s'approcher de cette ligne ».

A plus long terme, la presse s'interroge sur les formes que revêtirait la présence israélienne au Sud-Liban si celle-ci devait se prolonger. Va-t-on vers le renforcement d'un « conton israélien » en deçà de la rivière Awali ?

Les structures mises en place par l'administration militaire de cette région, remarque le journal *Haaretz*, ressemblent à celles établies en Cisjordanie occupée : les municipalités soumettent leur budget à l'approbation des autorités militaires et les tribunaux locaux leurs verdicts. « Ces activités, observe *Haaretz*, n'ont aucun fondement légal. Bien sûr, nous ne serons pas des hôtes de passage au Sud-Liban, nous devenons des propriétaires ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Yann QUEFFÉLEC

Le charme noir

roman

« Yann Queffélec possède ce don rarissime : une voix dont la tonalité accroche l'oreille d'emblée ».

Angelo Rinaldi/L'Express

« Netteté, intelligence et drôlerie, ce texte très dur frappe au cœur... La naissance d'un grand écrivain ».

Jean-François Josselin/Le Nouvel Observateur

GALLIMARD wf

سكنا من الامم

DIPLOMATIE

AU COURS DU SOMMET ORGANISÉ PAR M^{me} GANDHI A NEW-YORK

M. Mitterrand a regretté le durcissement de certains pays industrialisés à l'égard du tiers-monde

De notre correspondante

New-York. - Arrivé dans l'après-midi à New-York, M. Mitterrand a participé à la première réunion du sommet informel réuni par le premier ministre indien, M^{me} Gandhi, au titre de présidente du groupe des pays non alignés. Organisé sur le modèle des conférences du Commonwealth, ce sommet n'a pas attiré tous les chefs d'Etat ou de gouvernement que le premier ministre indien souhaitait. Les pays industrialisés y sont particulièrement mal représentés, puisque le président Reagan, M^{me} Thatcher et le chancelier Kohl ne font pas à M^{me} Gandhi l'honneur de leur présence.

La première réunion, dans laquelle M. Mitterrand a fait figure de vedette, a duré deux heures, et a été essentiellement consacrée aux problèmes économiques nés de la récession et à leurs effets sur les pays en voie de développement. Outre la Communauté européenne et la France, treize pays y étaient représentés : l'Autriche, la Bulgarie, le Cap-Vert, Chypre, la Hongrie, l'Inde, Maurice, le Nicaragua, la Pologne, le Surinam, la Tanzanie, le Vanuatu et la Yougoslavie. Une seconde réunion aura lieu jeudi, à laquelle participeront les grands absents de mardi : MM. Trudeau (Canada), Palme (Suède), Mubarak (Égypte), Doe (Libéria), ainsi que le roi Hassan II du Maroc.

Couvrant les débats, M^{me} Gandhi a fait un vaste tour d'horizon, soulignant la « stagnation du dialogue Nord-Sud ». Le président français lui a succédé pour évoquer les déceptions qui ont suivi le sommet de Cancun et regretter le durcissement de l'attitude de certains pays industrialisés à l'égard des problèmes du développement, des pays dont certains ont des conceptions dignes du

dix-neuvième siècle, a-t-il estimé, alors que le dialogue Nord-Sud est également indispensable aux deux parties.

M. Mitterrand a insisté sur la nécessité de développer les négociations économiques et financières en cours entre les pays du Nord et du Sud par le truchement des institutions déjà existantes, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui doivent conserver leur autonomie. Le président a assuré que la France n'accepterait jamais la régression de l'aide des pays industrialisés au tiers-monde, et a souligné que les pays riches devaient répondre aux deux défis majeurs des pays en développement : l'endettement et le sous-développement. Il a aussi exprimé la volonté de la France de faire avancer le projet de conférence monétaire internationale lancé lors du sommet de Williamsburg.

Le chancelier d'Autriche, M. Si-monovic, a, pour sa part, estimé que la priorité, pour les pays du Sud comme pour ceux du Nord, était le désarmement ou, au moins, la réduction des stocks d'armes, « de façon à réduire les risques d'erreurs ».

Dans la matinée, le ministre des relations extérieures français, M. Claude Cheysson, a rencontré ses homologues des pays membres de la force multinationale au Liban, MM. Shultz, Andreotti et Sir Geoffrey Howe. Les quatre ministres se sont mis d'accord sur trois points : soutien au président Gemayel, présence souhaitable d'observateurs sur le terrain, nécessité de conserver des liens avec les Nations unies. Aucune précision supplémentaire n'a été

donnée sur l'origine possible de ces « observateurs », mais on rapproche ces informations des suggestions faites à plusieurs reprises, notamment par les responsables libanais, de l'envoi d'observateurs de l'ONU sur le terrain.

L'offensive diplomatique du Nicaragua

Si les problèmes du développement avaient été pratiquement ignorés par M. Reagan dans son discours de lundi devant l'Assemblée générale de l'ONU, ils ont été doublement à l'honneur mardi : avec le mini-sommet de M^{me} Gandhi, mais aussi l'offensive diplomatique lancée par M. Daniel Ortega, coordinateur de la junte nicaraguayenne. Comme s'il n'avait précédemment plus rien à perdre avec les Américains, ce dernier a prononcé un discours extrêmement violent, accusant de « génocide » ceux qui « invoquent le nom de Dieu et les droits de l'homme pour justifier leurs budgets d'armes nucléaires et leurs agressions contre les peuples ».

Apportant son épui à tous ceux que Washington considère actuellement comme ses ennemis - le SWAPO en Namibie, l'African National Congress en Afrique du Sud, le Polisario, les indépendantistes portoricains, les Palestiniens, les Libyens, le Chili de M. Allende, etc. - M. Ortega a lancé l'anathème contre l'ordre économique imposé par « les pays parasites de l'économie de marché ». « Un ordre économique, dit-il, qui a assuré la prospérité de ces pays, mais a occul-té 664 milliards de dollars de dettes pour les pays du tiers-monde non

producteurs de pétrole (...), a incité les banques internationales à réduire à 95 milliards de dollars leurs prêts, contre 160 en 1980. »

Accusant les États-Unis de « faire la guerre en Amérique centrale pour assurer leur politique expansionniste », M. Ortega a donné les chiffres les plus récents des pertes civiles et militaires nicaraguayennes : 717 tués entre 1981 et 1983, 514 blessés, 529 personnes enlevées. Dans le même temps, 1636 « contre-révolutionnaires » ont été tués et 280 blessés ; 108 millions de dollars de dégâts ont été infligés par la guerre au Nicaragua, soit le quart des investissements annuels du pays, a précisé M. Ortega.

Remarquant une nouvelle fois la France et le Mexique « pour leur contribution au dialogue », et le groupe de Contadora (Panama, Venezuela, Colombie, Mexique), le chef de la junte n'en estime pas moins que leurs actions restent insuffisantes, surtout étant donné « la progression rapide de l'engagement américain » dans la région. Et il a demandé que « la question d'Amérique centrale, ses menaces pour la paix, la souveraineté et le droit à l'autodétermination de son peuple » soit ajoutée d'urgence au calendrier de la trente-huitième session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Un cours d'une conférence de presse, M. Ortega a, d'autre part, indiqué qu'il y avait eu, pendant le week-end, un combat contre des « contras » venus du Honduras « avec la participation directe de l'armée hondurienne ». Vingt d'entre eux auraient été tués, ainsi que six soldats nicaraguayens.

NICOLE BERNHEIM.

R.F.A.

La gauche malade des euromissiles

Plus l'échéance de l'implantation des euromissiles se rapproche et plus la gauche ouest-allemande est gagnée par le trouble. Elle n'est certes pas la seule. Le parti libéral qui, en tant que membre de la coalition gouvernementale, soutient le principe du déploiement, est également anxieux de l'éviter. Son président, M. Genscher, qui est aussi vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, dans son souci de voir aboutir les négociations de Genève, avait même cru devoir récemment une souplesse nouvelle dans l'attitude soviétique. Il fut vertement remis à sa place par Moscou qui lui reprocha tout simplement de prendre « ses désirs pour des réalités ».

L'attitude de M. Genscher est significative de ce que la conscience posée aux Allemands de l'Ouest par l'arrivée prochaine des Pershing et des missiles de croisière. Les syndicats à tendances social-démocrates ont bravé leur volonté traditionnelle de ne pas se mêler ouvertement de politique en appelant à un arrêt de travail symbolique de cinq minutes le 5 octobre. En reprenant à leur compte les revendications pacifistes, ils veulent surtout éviter que leurs adhérents soient récupérés par les Verts ou se détournent des actions purement revendicatives.

Les déchirements du S.P.D.

Si l'opposition des Verts à l'installation des euromissiles ne souffre pas de nuances, ils n'en sont pas moins divisés sur la stratégie. L'automne chaud qu'ils ont promis au gouvernement de M. Kohl s'annonce plutôt tiède. Les uns sont partisans d'actions non violentes qui seules leur permettraient de gagner ou de conserver la sympathie de l'opinion publique et le soutien de personnalités religieuses ou culturelles. Mais ils sont bien conscients de l'efficacité très limitée des « grandes masses » pacifistes. C'est pourquoi la violence a ses défenseurs. Comme aux plus beaux jours du mouvement étudiant de la fin des années 60, la tendance dure des Verts fait la distinction entre la « violence contre les personnes », qu'elle réprouve, et la « violence contre les biens », qu'elle soutient ; la plus déterminée prône une « stratégie de l'escalade » qui pourrait commencer par des grèves pour s'achever par un blocus des bases américaines où seront installés les missiles, voire par des sabotages. Les autorités de Bonn craignent que cette tendance ne gagne du terrain après que les Pershing auront été effectivement déployés.

Le plus embarrassé est toutefois le parti social-démocrate, qui s du mal à masquer ses déchirements. Toutes les opinions y coexistent. A droite, un petit noyau, regroupé autour de l'ancien chancelier Schmidt et de M. Hans Apel, ancien ministre de la défense, soutient la « double décision » de l'OTAN : négocier

et déployer en cas d'échec.

Mais il est très isolé. A gauche, des fédérations régionales de plus en plus nombreuses se prononcent contre le déploiement des euromissiles sans même attendre le résultat des pourparlers de Genève. Une partie va même plus loin, en mettant en cause la participation de la R.F.A. à l'OTAN.

Entre ces deux extrêmes, la direction du S.P.D., avec MM. Brandt, président, et Vogel, chef du groupe parlementaire, espère encore que Soviétiques et Américains parviendront à un compromis qui évite le déploiement des missiles de l'OTAN et leur égarer une prise de position claire. Pour ménager cette hypothèse pourtant peu probable les dirigeants sociaux-démocrates ont décidé de repousser le congrès extraordinaire consacré aux questions de défense qui était prévu pour le début du mois de novembre. Paradoxalement, ils ont demandé à M. Schmidt de prononcer le discours inaugural, bien que l'ancien chef du gouvernement de Bonn ait affirmé sans ambiguïté qu'il défendrait la politique de l'OTAN, dont il a été un des principaux inspirateurs à la fin des années 70. Cette politique a d'ailleurs été approuvée par deux congrès du S.P.D. mais ses adversaires font maintenant valoir qu'entre-temps la situation a changé, que la détente Est-Ouest est déjà plus que compromise et que le Congrès américain a notamment refusé de ratifier l'accord SALT-2.

Pour éviter que les divisions de leur parti ne s'étalent au grand jour, MM. Brandt et Vogel sont prêts à se resserrer à toutes les branches et à faire entrer dans le marchandage l'armement nucléaire de leurs partisans. Ne souhaitant-ils pas que les forces de dissuasion française et britannique soient prises en compte dans le potentiel occidental comme le demandent les Soviétiques ? Pourrait les sociaux-démocrates, comme d'ailleurs l'ensemble du mouvement pacifiste, ne sont pas beaucoup aidés par l'U.R.S.S. M. Andropov vient seulement de répondre à une lettre que lui avaient adressé, il y a plusieurs mois, des parlementaires du S.P.D. mais il se contente de répéter les positions anciennes de son gouvernement sans manifester le moindre esprit d'ouverture. Les pacifistes occidentaux auraient bien besoin d'un petit coup de pouce de Moscou pour donner quelque crédit à leur argumentation.

Le format du Kremlin ne change rien au fait que la majorité du S.P.D. est maintenant opposée au déploiement des euromissiles. La parti peut même s'appuyer sur ses deux succès électoraux de Brême et de Hesse pour affirmer que son « gauchissement » ne nuit pas à son audience ; si le prochain congrès confirmait cette orientation, le S.P.D. briserait le consensus très large qui existait en R.F.A. sur la politique étrangère depuis plus de vingt ans.

DANIEL VERNET.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● EMBUSCADES AU SUD DE KABOUL. - Les sources diplomatiques occidentales à la Nouvelle-Delhi et à Islamabad font état de revers subis ces derniers jours par les forces soviéto-afghanes au sud de Kaboul. Un convoi est tombé dans une embuscade tendue par les résistants, le 16 septembre, dans la vallée de Musayy, à l'entrée de la province du Logar, proche de la capitale. Vingt-quatre soldats soviétiques et afghans auraient été tués. Le 19 septembre un autre convoi a été contraint de faire demi-tour après être également tombé dans une embuscade. - (A.F.P., U.P.I.).

Pérou

● GRÈVE GÉNÉRALE. - Des incidents ont provoqué la mort de deux personnes et cent cinquante arrestations à Lima, à l'occasion de la grève générale de 24 heures organisée le mardi 27 septembre par la Confédération générale des travailleurs péruviens (C.G.T.P.-communiste). Le mouvement avait pour but de protester contre la politique économique libérale du gouvernement. Selon la C.G.T.P., à laquelle s'étaient jointes les quatre autres centrales syndicales du pays, le mouvement a été très suivi. - (A.F.P., Reuters).

APRÈS LE SÉJOUR DU SECRÉTAIRE AMÉRICAIN A LA DÉFENSE A PÉKIN

Un échange de visites aura lieu début 1984 entre MM. Reagan et Zhao Ziyang

De notre correspondant

Pékin. - Chinois et Américains paraissent avoir utilisé au mieux l'occasion que leur fournissait la visite à Pékin de M. Weinberger, secrétaire à la défense, pour poser les bases d'une coopération dans le domaine des armements. M. Zhao Ziyang, le premier ministre chinois, a lui-même évoqué, mardi 27 septembre, devant les journalistes américains, la possibilité d'achat « d'équipements militaires ou d'armes » aux États-Unis.

Le bon déroulement des conversations a, d'autre part, été confirmé mercredi matin lorsque M. Weinberger, à l'issue de son entrevue avec M. Deng Xiaoping, a annoncé que le chef du gouvernement chinois se rendrait en visite officielle à Washington en janvier prochain avant d'accueillir à Pékin, en mois d'avril, le président Reagan. Avant de s'enlever pour Xian, où il devait visiter une usine de moteurs d'avions, M. Weinberger a déclaré que son voyage avait été « jusqu'à présent très utile et positif » et ses conversations « très amicales, franches et empreintes d'un climat de confiance » en dépit de l'existence de « certaines divergences en certains domaines ».

Bien qu'un flou règne sur les types de licence ou de matériel que les États-Unis seraient prêts à céder à la Chine - on parle de systèmes de

M. Zhao Ziyang n'a pas caché que la Chine accordait à la question des transferts de technologie - qui est distincte de celle des ventes d'armements - une grande importance. Aux yeux des dirigeants de Pékin, ces échanges doivent en effet être compris comme « une marque de la confiance » susceptible de se développer entre les deux pays. En ce sens, une étape importante a été franchie et le premier ministre chinois s'est ouvertement félicité, en recevant M. Weinberger, de l'assouplissement de l'attitude américaine à ce sujet même si, a-t-il dit, « bien des obstacles restent encore à surmonter ».

M. L.

● Démenti du Pentagone. - Le Pentagone a démenti les informations diffusées mardi 27 septembre, à Tokyo, selon lesquelles la « boîte noire » du Boeing sud-coréen abattu par les Soviétiques près de l'île Sakhaline avait été repérée (nos dernières éditions datées du 28 septembre). Les recherches se poursuivent en mer du Japon pour retrouver l'épave de l'appareil.

APRÈS LES PROPOSITIONS DE M. REAGAN

«La France est favorable à un équilibre des forces au niveau le plus bas»

déclare le Quai d'Orsay

« La France est favorable à un équilibre effectif des forces au niveau le plus bas », a déclaré le mardi 27 septembre le porte-parole du Quai d'Orsay à propos des propositions formulées au sujet des euromissiles par M. Reagan dans son discours à l'ONU (le Monde du 28 septembre).

Le porte-parole a indiqué que la France n'était pas partie aux négociations, il ne lui appartenait pas d'émettre des avis sur chaque proposition soumise, et a rappelé les trois conditions qui permettraient au gouvernement français de s'associer, le moment venu, à une négociation sur le désarmement nucléaire : réduction des arsenaux des deux grandes puissances à des niveaux tels que « l'écart entre les potentiels ait changé de nature » ; limitation quantitative et qualitative des systèmes stratégiques défensifs ; enfin, progrès significatifs dans la réduction des déséquilibres conventionnels et disparition de la menace des armes chimiques.

Cette prise de position a trouvé un écho à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, où le mi-

nistre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, a indiqué les conditions de la participation de son pays à une conférence des pays détenteurs d'armes nucléaires, afin de négocier une réduction générale de ces armements : l'U.R.S.S. et les États-Unis, a-t-il dit, devront avoir « abouti à un accord sur une réduction de 50 % de leurs arsenaux nucléaires » et avoir « entrepris des actions concrètes » pour mettre un terme aux expérimentations et à la fabrication de ces armes.

Le ministre chinois a accusé les deux superpuissances de n'avoir « aucun désir sincère de désarmement » et de chercher à « tromper l'opinion internationale » par des propositions qui « ne visent qu'à couvrir leurs efforts tendant à un accroissement continu de leurs arsenaux nucléaires ».

A Moscou, tandis que l'agence Tass continue de voir dans le discours de M. Reagan à l'ONU « le même jeu de propagande et rien d'autre », M. Gromyko, sans commenter directement les dernières déclarations américaines, a accusé

Washington d'« avancer des propositions déséquilibrées, inacceptables » par l'autre partie.

Parlant devant son collègue tchécoslovaque, M. Chmoupek, en visite au Kremlin, le ministre soviétique des affaires étrangères a encore accusé les États-Unis d'« agir en occupant » au Liban, tout en relevant la « signification positive » de l'accord de cessez-le-feu récemment conclu.

Le communiqué soviéto-tchécoslovaque, publié à l'occasion de cette visite affirme que les projets d'installation des missiles de l'OTAN « constituent une menace extrêmement grave » et que leur réalisation « conduirait inévitablement à des conséquences d'ordre politique et militaire qui aggraveraient considérablement la situation en Europe et au-delà ».

● L'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie et les autres pays membres du pacte de Varsovie seront confrontés à la nécessité de prendre des contre-mesures pour assurer leur sécurité, pour maintenir la parité militaire à l'échelon européen et global », conclut le communiqué. - (A.F.P., Tass.)

PROMOTION
RENTREE 83

CONDITIONS
EXCEPTIONNELLES

sur tous les instruments en stock
prolongées jusqu'au samedi 1^{er} octobre



hamm

135-139 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

DIPLOMATIE

Pacifisme, atlantisme, sécurité européenne

II. — La crise de la dissuasion

par JEAN-PIERRE COT (*)

POINT DE VUE

Dans un premier article, Jean-Pierre Cot évoque le phénomène pacifiste et estime qu'il convient, après le déploiement des SS-20 soviétiques, de restaurer l'équilibre en Europe (Le Monde du 28 septembre).

Restaurer la stabilité stratégique fondée sur la dissuasion est notre second objectif. La crise de la dissuasion ne date pas d'hier. Le cours s'en est accéléré avec la mise en œuvre par l'OTAN des la fin des années 60. Dès lors qu'on raisonne par palier, on accepte une forme de bataille, que l'on cherche à contenir et à limiter dans ses effets.

La thèse correspond aux intérêts des Etats-Unis qui cherchent à maintenir l'affrontement dans le cadre européen et à éviter d'être entraînés dans un conflit avec leurs villes, leurs mairies, leur population. Elle s'oppose aux intérêts de l'Europe, pour qui un conflit limité au continent européen serait tout aussi désastreux qu'un holocauste général et dont la garantie ultime doit être la menace de généralisation de la guerre.

Aussi, on comprend que diplomates et généraux américains aient eu de cesse d'affaiblir la notion de dissuasion — intercontinentale par définition — au profit de la notion de bataille, géographiquement plus limitée. Dans un premier temps, il s'est agi, par tous les moyens d'élever le seuil nucléaire, c'est-à-dire de retarder le moment où l'armement nucléaire entrerait en jeu et donc de prolonger au maximum la guerre conventionnelle. Une telle stratégie rejoignait la politique de gribouille en raison de l'éstante supériorité de la puissance conventionnelle soviétique en Europe. Dans un second temps, il s'est agi d'égaliser le pacte de Varsovie sur le plan conventionnel grâce à la supériorité technologique de l'Occident. C'est l'ambition du plan Rogers proposé par le commandant en chef américain de l'OTAN qui appelle à une modernisation de l'armement conventionnel des forces atlantiques pour faire pièce à un éventuel déferlement des forces du pacte de Varsovie. Mais, dans l'affaire, que deviendrait la pauvre Europe ? L'exigence de notre territoire, la densité de notre population nous fait craindre une guerre menée par les moyens conventionnels modernes tout autant qu'un conflit nucléaire limité.

Une action sans relâche

L'évolution est favorisée aux Etats-Unis par le renouveau de l'isolationnisme ou, plus exactement, de l'indifférence américaine au regard de l'Europe. Je suis frappé de voir combien, dans le présent débat stratégique aux Etats-Unis, les intérêts spécifiques des alliés sont négligés. Les nombreux démocrates qui, autour du sénateur Kennedy, animent le mouvement du « freeze », le gel des armements nucléaires, ne s'attardent pas au déséquilibre européen et regardent le seul équilibre bipolaire entre les deux superpuissances. Quant au président Reagan, en relançant la course aux armements par son discours « Guerre des étoiles », il porte un coup sévère à la crédibilité pour l'avenir des forces de dissuasion française et britannique. Le développement de protections antimissiles par des systèmes A.B.M. installés le cas échéant dans l'espace, s'il n'est pas pour demain, indique la volonté de sanctuariser le territoire américain et donc de renoncer à l'équilibre de la terreur, fondement de la dissuasion depuis trente ans. Or la sanctuarisation physique de l'Europe occidentale est un leurre qui rend d'autant plus amère l'offre, ajoutée à la hâte, dans le même discours, de partager avec les alliés la technologie A.B.M.

Sur le chapitre de la stabilité stratégique, la France doit mener une action sans relâche. D'abord en s'opposant, dans la mesure du possible et avec les moyens qui sont les siens, à la dérive qui mène de la dissuasion à la bataille et de la bataille au concept de victoire qui commence de s'installer chez certains des plus exaltés à Washington. Ensuite en prenant l'initiative sur ce terrain et dans le domaine de la maîtrise des armements. Si le désarmement général et contrôlé n'est pas pour demain, la négociation peut restaurer et renforcer la stabilité stratégique en élayant la

dissuasion. Kissinger l'avait naguère compris en concluant l'accord sur l'interdiction des systèmes A.B.M. de protection antimissile défensif en apparence, déstabilisateur en réalité. Plus récemment, il a proposé, à juste titre, d'éliminer progressivement les fusées à têtes multiples et de revenir à la notion de vecteur à tête unique, qui facilite le contrôle du respect des accords et éloigne la tentation d'une attaque préventive.

Nous avons intérêt à toute mesure qui réduit l'avantage de l'attaquant ou renforce la capacité de riposte. Nous devons condamner la relance de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, faire pression en faveur d'une limitation des armes anti-sous-marines qui menacent l'invulnérabilité de notre dissuasion. Plus généralement, nous avons avantage à la maîtrise des armements. Puisqu'il s'agit de la dissuasion du faible au fort, c'est le faible qui a intérêt aux règles du jeu. L'hostilité du général de Gaulle au processus de désarmement ou de maîtrise des armements m'a toujours semblé en contradiction avec sa volonté d'assurer l'indépendance et l'efficacité de notre force de frappe. Car le pouvoir égalisateur de l'atome est appelé à s'effriter avec les progrès de la technologie militaire. Nous avons un intérêt évi-

dent à figer les choses en l'état, c'est-à-dire à soutenir la maîtrise des armements, à l'animer.

Certes, les problèmes de procédure ne sont pas aisés. Comment négocier alors que nous n'avons rien à négocier, notre propre force de dissuasion étant calculée au plus juste ? Et où négocier ? Je pense que des réponses peuvent être apportées à ces questions, à condition qu'on le veuille. Pour le moment, il faut bien constater la timidité des positions françaises en matière de désarmement, c'est-à-dire l'insuffisance de l'impulsion politique. Portons un regard neuf sur la sécurité européenne, examinons autrement le processus SALT, saisi l'occasion de la Conférence sur le désarmement en Europe pour avancer des propositions différentes, reprenons les thèses naguère développées par François Mitterrand sur la création d'autres structures de négociation, la matière ne manque pas si on en a la volonté.

Le tabou du « découplage » américain

Pallier le découplage américain, ce troisième objectif est le plus délicat. Il est toujours difficile de dire que le roi est nu. Nous touchons au tabou abordé à mots couverts dans les couloirs de

l'alliance. J'ai la faiblesse de croire que la méthode Coué n'est pas une réponse en ce domaine. De Gaulle, encore lui, avait vu juste : la logique du feu nucléaire conduit au découplage, car aucune nation n'acceptera de s'immoler pour un allié, si proche fut-il. Sa réponse était la force de frappe indépendante. Elle ne suffit plus aujourd'hui.

L'incertitude sur l'engagement américain alimente l'inquiétude des opinions publiques et justifie la poussée pacifiste. Si les jeunes Allemands ou Néerlandais répondent en masse à l'appel des organisations ou aux diverses marches pour la paix, c'est parce que la quiétude à l'ombre du parapluie n'est plus. La guerre redevient une possibilité : il faut donc l'éviter par tous les moyens, y compris la soumission.

L'inquiétude est partagée par les responsables dans les pays de l'OTAN et singulièrement en République fédérale d'Allemagne. En public, il n'est pas question de laisser transparaître le doute : mais, en privé, l'attitude change au S.P.D. et à la C.D.U. Les réflexions portent en priorité sur les moyens de recoupler les défenses américaines et européennes, de mieux arrimer le sort

des uns et des autres. Mais si cela ne suffit pas, il faut bien songer à autre chose. Et c'est ainsi qu'une défense européenne autonome redevient d'actualité.

Cette démarche rejoint celle qui doit être aujourd'hui la nôtre. La crédibilité de notre force de dissuasion a toujours été liée à l'existence de la garantie américaine que nous entendons provoquer de ce fait, mais à laquelle nous ne pouvons nous substituer. La sanctuarisation du petit Hexagone, l'indifférence au fracas de la bataille outre-Rhin, n'ont jamais été des hypothèses sérieuses. Aussi le désengagement américain nous concerne-t-il autant que nos alliés. La seule différence est que vous avez les moyens de faire avancer une solution alternative.

Certes, il n'est pas question pour le moment d'étendre la garantie nucléaire française au territoire de la République fédérale d'Allemagne. Ce serait une erreur tout aussi considérable pour l'avenir de l'exclure. L'incertitude touchant l'étendue de nos intérêts vitaux est nécessaire pour étayer la crédibilité de notre dissuasion, mais aussi les évolutions indispensables à la définition d'une notion commune de sécurité européenne.

Quels peuvent être les contours de cette notion ? Une zone dénucléarisée en Europe centrale ? Certainement pas, tant que le

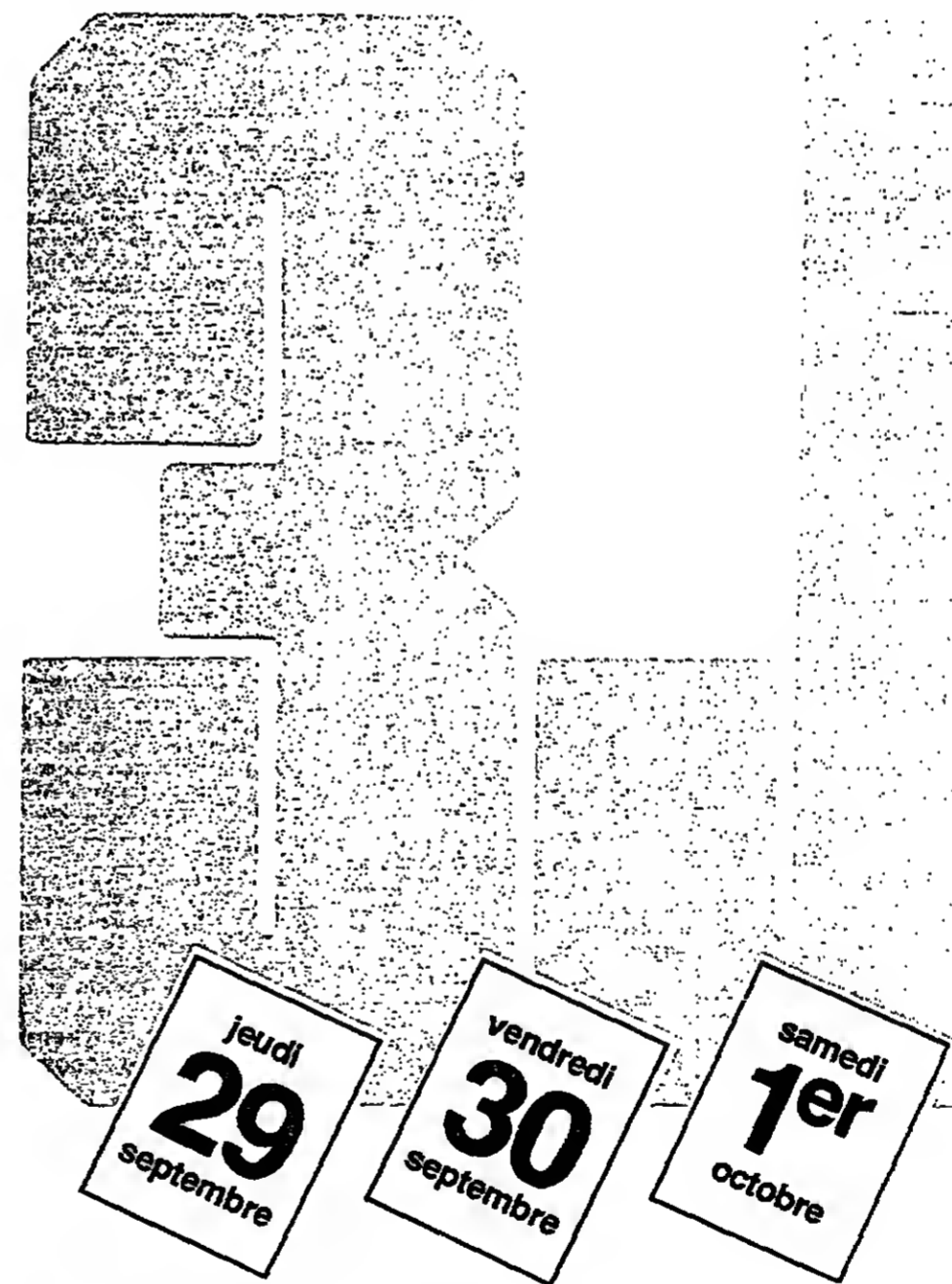
niveau d'armement conventionnel et le déséquilibre des forces en présence ne sont fondamentalement pas modifiés. La sécurité commune ne peut se construire que progressivement, par des consultations fréquentes sur les questions de défense, qui ne doivent plus être interdites dans les enceintes de la Communauté. L'industrie européenne d'armement doit devenir une réalité. Une position commune de l'Europe sur les questions de maîtrise des armements doit être développée avec une autre audace qu'à présent, où elle se ramène à un médiocre dénominateur commun.

Dans un second temps, il faudra bien aborder les questions nucléaires. On connaît les contraintes actuelles : cela n'empêche pas d'évoquer l'avenir. La double clef européenne, l'arrangement nucléaire tactique, la bombe à neutrons, sont autant de sujets obligatoires si l'on veut s'engager dans la voie préconisée.

Nous devons, au cours des années à venir, gérer ce paradoxe qui nous impose une extrême prudence dans la démarche et une grande audace quant à l'objectif. Si nous ne sommes pas déterminés à en accepter les périls, ne parlons plus de sécurité européenne et résignons-nous à l'une des deux branches de l'alternative que sont l'atlantisme ou le pacifisme. Mais le plus dangereux est de ne pas choisir !

FIN

GALERIES LAFAYETTE



Des milliers d'articles à J. tous les jours en vente !
Les 3 J de réve : des articles de réve à des prix 50.
Reportage permanent sur Europe 1.

Crédit gratuit 6 mois sur tout le magasin
à partir de 2000 F d'achats

seul sur les articles marqués d'un point rouge. Des abonnements ou des cartes, après versement d'un montant de 1000 F, vous permettent de bénéficier de ces avantages (sous assurance facultative) sont pris en charge par les Galleries Lafayette.

Galleries Lafayette

Hausmann, Montparnasse, Belle-Epine, Entrepôt St-Saint-Denis, Lyon La Part-Dieu, Nord-Mercat, République.

هكذا من الامم

حکومت الاصل

AFRIQUE

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA HAUTE-VOLTA

« La France a été perçue comme l'auteur principal du coup d'Etat du 17 mai dirigé contre moi » nous déclare le capitaine Sankara

Quelle est la finalité de la révolution voltaïque ?

— C'est d'abord la réponse appropriée à une série de questions que le peuple voltaïque s'est posées tout au long de son histoire. Nous cherchons donc à faire le bonheur d'un peuple. Plusieurs expériences se sont succédées. La lutte contre le colonialisme s'est effectuée à travers un certain nombre de partis, qui, à l'époque, avaient le mérite de mobiliser les esprits contre un ennemi commun, facilement identifiable : le colonisateur. Un sentiment d'esprit national s'est développé à la faveur de cette lutte, mais, très vite, celle-ci a été récupérée. Bien que l'on ait proclamé l'indépendance, le peuple voltaïque n'a pas eu le sentiment qu'une solution correcte avait été apportée à ses problèmes, alors que l'indépendance était précisément apparue comme pouvant être une solution.

— L'indépendance dans les Etats africains n'a pas été cette réponse que nous attendions, d'où les premiers soubresauts, les premiers heurts, juste après les années 60. Chez nous, cela s'est traduit par la naissance ou le développement d'organisations politiques, clandestines à l'époque. Elles aussi avaient rassemblé un espoir du peuple. Puis, le 3 janvier 1966, la contestation brutale du régime a entraîné la chute du président de l'époque, Maurice Yaméogo.

— C'était un point de départ : les Voltaïques comprenaient que ni les luttes de la période coloniale ni celles de la période post-coloniale ne pouvaient véritablement résoudre la question de la capacité du peuple à défendre ses intérêts. Les familles politiques se sont alors affirmées et, à cette époque, on a commencé à parler de démocratie voltaïque. Mais ces partis ont démontré clairement qu'ils étaient incapables, eux aussi, de poser et de résoudre les problèmes du pays. En fait, ils ne le voulaient pas. Ces problèmes sont d'ordre matériel, intellectuel et moral : se loger, se nourrir, se vêtir, avoir droit aux soins médicaux et sauvegarder sa culture.

— En tirez-vous la conclusion que le principe même du multipartisme n'est pas bon pour la Haute-Volta ?

Avant le sommet franco-africain des 3 et 4 octobre à Vittel, auquel il doit, en principe, participer, le capitaine Thomas Sankara, chef d'Etat de la Haute-Volta, président du Conseil national de la révolution (C.N.R.), qui a pris le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat le 4 août dernier, s'explique, dans un entretien qu'il nous a accordé, sur les objectifs de la « révolution » voltaïque, ainsi que sur les relations de la Haute-Volta avec la France et la Libye. A Ouagadougou, où le couvre-feu est maintenu de 23 heures à 5 heures du matin et où les activités des partis politiques ont été suspendues, la mise en place des comités de défense de la révolution (C.D.R.) s'accompagne par un quadrillage de la ville destiné notamment à empêcher toute tentative « contre-révolutionnaire ». Le chef de l'Etat voltaïque, qui est âgé de trente-cinq ans, se définit avant tout comme un nationaliste.

— Non, le multipartisme n'est pas mauvais en soi, dans la mesure où des forces contradictoires peuvent être source de créativité, de dépassement, d'émulation. Mais nous disons que la vision politique et la nature même de ces partis leur interdisait de s'occuper d'autre chose que des intérêts d'une minorité. Cette vieille garde politique a la responsabilité d'avoir trahi l'élan nationaliste et patriotique qui s'était dégagé dans la lutte contre le colonialisme. Etant récupérés, ces dirigeants se sont comportés en véritables ennemis du peuple, parfois de manière consciente.

« L'Afrique aux Africains »

— L'une des accusations que vous avez portées contre les dirigeants des partis aujourd'hui interdits est d'être soumis à l'impérialisme. Qui est cet impérialisme ?

— L'impérialisme, ce ne sont pas des pays pris dans leur sens géographique. Lorsque les Américains luttaient pour leur indépendance et criaient « l'Amérique aux Américains », ils lançaient un slogan que nous-mêmes, aujourd'hui, nous sommes fiers de reprendre à notre compte en disant « l'Afrique aux Africains », parce que c'est une vérité universelle.

— Mais cet impérialisme, n'était-ce pas aussi la France ?

— Justement, lorsque l'on envoie des troupes massacrer, imposer un ordre dans un autre pays, nous appe-

lons cela de l'impérialisme. Et tous les pays, tous les régimes qui le font, pratiquent une politique impérialiste. De même, lorsque l'on organise une domination économique très subtile, mais finalement perceptible, pour faire de tel ou tel pays une zone de pillage. L'impérialisme, c'est ce capitalisme débordant, envahissant, qui ne peut plus se développer dans ses limites initiales et qui est obligé d'en imposer à d'autres, plus faibles.

— S'agissant de la France, nous avons des rapports avec des Français qui semblent nous dire que eux-mêmes dénoncent l'impérialisme. Mais force est de constater que la Haute-Volta en 1983 est et demeure, avec le Conseil national de la révolution et un gouvernement de gauche en France, une terre à la merci d'un système qui l'exploite et que nous appelons l'impérialisme.

— Dans la mesure où la France apporte une aide financière importante à la Haute-Volta, est-ce qu'il n'y a pas obligatoirement une relation de dépendance, voire d'impérialisme ?

— L'aide que la France peut apporter à la Haute-Volta n'est pas forcément empreinte d'une volonté d'exploitation et d'un paternalisme s'apparentant à du néo-colonialisme. Mais il s'agit de savoir si les intérêts réels des peuples sont pris en considération. De France, nous nous sommes beaucoup aidés, les statistiques le prouvent. Mais ces aides ont généralement été apportées au profit de tel ou tel régime, que l'on savait être un régime réjetté par les masses populaires voltaïques. C'était alors un vaste complot international contre le peuple voltaïque. En revanche, si cette aide est apportée au peuple, alors s'établissent entre les peuples français et voltaïques des relations de respect mutuel. Il y a de reste quelques exemples heureux de ce type de coopération.

que qu'il n'avait pas jusqu'alors ?

— Pour vous répondre franchement, je dirais que c'est impossible. En revanche, il est possible de développer chez un peuple une conscience politique qui avait pris naissance. Notre tâche est donc possible. Lorsque l'on évoque le concept d'impérialisme en Haute-Volta, les Voltaïques savent ce que cela veut dire, même si ce n'est pas avec toute la profondeur voulue. Lorsque l'on parle d'« ennemis du peuple », ils peuvent citer des noms, identifier des gens qui ont amassé des richesses en empiétant sur les droits des autres.

— Quelle est la différence entre la délation et le fait de conseiller à la population de « déboucher les ennemis du peuple » ?

— La délation revêt un caractère de médisance, une intention de nuire, c'est souvent de la calomnie. Nous ne l'encourageons pas. Mais la vertu pour un responsable, c'est d'accepter de devenir transparent, d'accepter que le peuple soit sa mauvaise conscience. Il nous est impossible, à nous, aujourd'hui, quand bien même nous le voudrions, de détourner l'argent du peuple, parce que de par nos engagements nous avons permis au peuple de s'élever en censeur. Sept millions de Voltaïques sont prêts à dénoncer le moindre détournement.

— On a beaucoup dit dans la presse internationale, notamment française, que le 4 août, c'est un « pro-Libyen » qui accède au pouvoir. Quelle est la nature des relations que vous comptez avoir avec la Libye ?

— La Libye est un pays africain. Le colonel Kadhafi est un chef d'Etat africain. Nous entendons entretenir d'excellentes relations avec tous les pays africains, avec la Libye également. Nous entretenons des relations avec ce pays, en respectant sa souveraineté, son indépendance et ses choix. A l'inverse, nous exigeons de lui la garantie d'un respect total des choix des Voltaïques. Nous pensons que cette garantie existe. C'est pourquoi nous ne nous inquiétons pas. Le colonel Kadhafi a une politique internationale que je n'ai pas à apprécier. Mais cette même presse qui le présente comme un épouvantail, oublie que cet homme a transformé son pays, lui faisant réaliser un bond qualitatif. Ce qu'il a fait sur la base de ses convictions politiques et idéologiques, du point de vue des résultats concrets, est fort appréciable. Les Libyens ont maintenant des routes, des écoles, des hôpitaux, des universités.

— Est-ce un exemple possible pour la Haute-Volta ?

— C'est une aspiration pour tous les pays. Evidemment les Libyens ont eu des difficultés à résoudre, au Salvador où plus de cinq millions d'habitants se disputent vingt mille kilomètres carrés. Il y avait, en 1980, trois cent mille familles sans terre, soit près de deux millions de Voltaïques. Soixante-seize mille d'entre eux ont profité de la réforme agraire par la junte militaire-civile qu'a précédée jusqu'au printemps 1982 le chef du parti démocratique chrétien, M. José Napoleón Duarte — soit en devenant membres de coopératives sur les exploitations de plus de 500 hectares qui ont été expropriées, soit en devenant proprié-

LE CONFLIT SAHARIEN

Hassan II s'engage devant l'ONU à se considérer comme tenu par les résultats d'un référendum

Le règlement du conflit saharien est plus que jamais dans l'impasse après l'échec de la réunion du comité de mise en œuvre des résolutions de l'O.U.A. à Addis-Abeba, provoquée par le refus de la délégation marocaine de s'asseoir à la même table que le Front Polisario (le Monde du 24 septembre).

Se présentant comme l'élément « de bonne volonté », les Saoudiens entendent isoler le Maroc et pousser leur avantage. En route pour l'Assemblée générale de l'ONU, où le roi Hassan II a pris la parole mardi 27 septembre, M. Ibrahim Hakim, « ministre sahraoui des affaires étrangères », avait annoncé la veille, à Paris, que M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, avait écrit aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (dont trois, la France, les Etats-Unis et l'U.R.S.S.) ont des accords de coopération militaire avec Rabat) pour les prendre à témoin du « refus marocain » et les mettre en garde contre les livraisons d'armes, qui « encouragent l'intransigence » du Maroc.

— Un débat à l'ONU est inévitable. Le vote d'une résolution émane de l'ONU est saisi de façon permanente du dossier du Sahara occidental », a déclaré M. Hakim. Il a également affirmé qu'il n'y aura pas de Maghreb sans la « République arabe sahraoui démocratique ».

— Le Maghreb comprend six pays », a-t-il dit (Mauritanie, Sahara occidental, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye), en soulignant que les combats se poursuivraient tant qu'il n'y aurait pas de négociations directes.

Les autorités marocaines s'efforcent, elles, de dédramatiser l'affaire, en expliquant que le point principal des résolutions est l'organisation d'un référendum avant le 31 décembre, alors que la question des négociations directes est un « élément accessoire ». De toute façon, affirment-elles, « la porte reste ouverte pour trouver d'autres formules », afin de sortir de l'impasse. Revenant sur ce qu'il avait dit précédemment (le Monde du 22 septembre), Hassan II a affirmé à l'ONU qu'il s'engage à se « considé-

rer obligé et tenu » par les résultats du référendum.

Quelques amis du Maroc se sont également étonnés que le lieutenant-colonel Mengistiu, président en exercice de l'O.U.A., ait cherché à exercer de la sorte les deux parties alors que dans le passé les sept « sages » les entendaient séparément. Mais M. Hakim a affirmé à ce propos que le chef de l'Etat éthiopien avait, en lançant les invitations, informé les intéressés de la procédure qu'il entendait suivre sans soulever d'objections de leur part. De plus, précise-t-il, « la formule de travail adoptée a été décidée à l'unanimité par les membres du comité de mise en œuvre ». Pour byzantins qu'elles puissent paraître, ces discussions sont un élément non négligeable des batailles de procédure dans lesquelles excellent les intéressés.

L'Algérie reproche sévèrement au Maroc de « prendre la responsabilité de faire éclater l'O.U.A. », tandis que les dirigeants mauritaniens et sénégalais se montrent soucieux et inquiets : les présidents Haïdalla et Abdou Diouf avaient, en effet, rédigé le texte de la résolution adoptée à Addis-Abeba. Confrontés à de graves difficultés économiques comme leurs voisins, ils souhaitent qu'un règlement ramène la paix dans la région et ils voient leurs espoirs déçus.

Pour lever les imprécisions et les ambiguïtés des résolutions de Nairobi I, II et III, ils avaient nommé désigné les deux belligérants et proné une procédure classique dans ce genre de conflit : négociation, cessez-le-feu, référendum. Le principe du référendum rallie tous les chefs d'Etat du tiers-monde, mais nous savent également qu'il n'est applicable que s'il est précédé d'un accord entre les intéressés. Or l'échec d'Addis-Abeba remet en cause la procédure adoptée en juin par le dix-neuvième sommet. Ne risque-t-il pas dès lors de compromettre le vingtième, que doit accueillir à Conakry le président guinéen Sekou Touré ? C'est ce qu'on redoute apparemment à Nouakchott et à Dakar.

PAUL BALTA.

« La France a livré des armes »

— Vous estimez que la France est intervenue dans les affaires intérieures voltaïques, le 4 août ?

— Nous savons qu'il y a eu des livraisons d'armes, en quantités énormes, avant le 4 août, au président Jean-Baptiste Ouédraogo, par la France. Les échanges téléphoniques se sont multipliés, des plans ont existé. Nous savons surtout que le 17 mai (1) la France a été perçue en Haute-Volta comme étant l'auteur principal de ce coup d'Etat.

— A tort ou à raison ?

— Il est difficile de le dire, dans la mesure où les accusations étaient catégoriques, dans la mesure aussi où des coïncidences déconcertantes se sont produites.

Vous parlez notamment de la visite de M. Guy Pénne...

Par exemple, mais aussi de certains propos tenus, une fois mal dissimulés, parfois proclamés, le 17 mai, lors de banquets auxquels assistaient des Voltaïques ; de certains contacts pris juste avant le 17 mai avec des autorités françaises qui disaient que l'ordre allait être rétabli en Haute-Volta... Bref, un ensemble de faits qui permettent d'accuser. La France n'a rien fait pour démentir ces accusations qui demeurent dans les esprits des Voltaïques et de Français.

— Ces soupçons peuvent-ils, dans l'avenir, assombrir les relations franco-voltaïques ?

— Non. Mais nous voulons que la France accepte une critique, peut-être dure, mais objective. Nous aurons été de ceux qui, en Afrique, auront osé dire à la France comment elle est perçue chez nous. Non pas dans le but de jeter l'anathème sur la France et les Français, mais dans celui de lui montrer ce que nous pouvons supporter et ce que nous ne supportons pas.

— Vous avez fixé aux comités de défense de la révolution la mission de « conscientiser » le peuple voltaïque. Dans quelle mesure peut-on inculquer à tout un peuple une conscience politi-

AMÉRIQUES

Cuba

Un opposant qui s'était précédemment réfugié à l'ambassade de France a été arrêté

Deux affaires de violation des droits de l'homme dans les Caraïbes, l'une à Cuba, l'autre à Haïti, préoccupent le gouvernement français.

Le Quai d'Orsay, qui estime que de telles affaires ne peuvent être traitées efficacement que dans la discrétion, confirme seulement que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Gutmann, a reçu le mardi 27 septembre l'ambassadeur de Cuba, M. Boza. M. Gutmann lui a demandé « des éclaircissements compte tenu des rumeurs qui courent sur la situation de M. Ricardo Bofill ». L'ambassadeur a répondu qu'il allait s'informer auprès de ses autorités.

M. Ricardo Bofill (sans liens de parenté avec son homonyme l'architecte catalan), quarante-neuf ans, est un ancien vice-doyen de la faculté des sciences humaines de La Havane, et ancien professeur de marxisme, de sociologie et de journalisme. Accusé de faire partie d'un groupe d'opposition au sein du parti communiste cubain, il a déjà fait plusieurs années de prison.

Selon le correspondant de l'A.F.P. à La Havane, M. Bofill a été arrêté le samedi 24 septembre. L'écritain espagnol Fernando Arrabal a également été arrêté de la « disparition » par la femme de M. Bofill, réfugiée aux Etats-Unis, et par l'écritain anticommuniste M. Armando Valladares, actuellement à Madrid.

Le gouvernement français est impliqué dans cette affaire car, le 29 avril, M. Bofill s'était réfugié à l'ambassade de France, qui avait été aussitôt entourée de soldats cubains. L'ambassadeur, M. Decamps, ayant obtenu du vice-président du gouvernement, M. Carlos Rafael Rodríguez, l'assurance qu'il ne serait pas inquiété et qu'il pourrait quitter le pays, M. Bofill était rentré chez lui. L'hebdomadaire l'Express ayant révélé cette affaire sans donner de nom et en la situant juste avant la visite de M. Cheysson à La Havane (au début août), le Quai d'Orsay avait « rejeté catégoriquement les allégations selon lesquelles l'ambassadeur de France à La Havane aurait remis un opposant anticommuniste aux autorités cubaines ».

Haïti : une famille réfugiée à l'ambassade

A Haïti, c'est une enseignante, M^{lle} Lafont Médard, qui s'est réfugiée à l'ambassade de France depuis trois semaines, avec ses deux enfants, âgés de onze et douze ans.

Le Quai d'Orsay refuse toute confirmation et tout commentaire, mais les faits ne font aucun doute. M^{lle} Lafont Médard s'estime menacée et veut obtenir la libération de son mari, M. Yves Médard, dit Rasoul Labouchin, cinéaste, poète et opposant au régime du président Jean-Claude Duvalier. Après un temps d'exil au Mexique, il était rentré à Haïti en juin et a été arrêté le 29 août. Il aurait provoqué la colère du président en refusant de travailler pour le Panthéon national, monument à la gloire du régime.

El Salvador

Le sursaut des paysans

(Suite de la première page.)

Ils ont agité aussi les paysans bien, blanc et vert, qui servent d'emblème à leurs coopératives.

A la tribune est monté M. Jorge Camacho, un homme menacé de mort comme tant d'autres ici. Dirigeant de l'association qui regroupe toutes les coopératives agricoles du pays, il est devenu une cible pour les Escadrons de la mort qui défendent les intérêts de l'oligarchie. Une bombe a fait exploser sa voiture le 6 septembre dernier. Il a été « invité » sous peine de mort à quitter le pays. Il est resté. Comme était resté M. Santiago Hernández, secrétaire général de la Fédération nationale syndicale salvadorienne (syndicat de gauche) arrêté dans un jardin public, le 25 septembre, alors qu'il se rendait à un congrès de sa fédération. Disparition qui a suivi de quelques jours celle d'un haut responsable du ministère des affaires étrangères, M. Amilcar Martínez Aguiar, enlevé devant chez lui et « condamné à mort » par ses ravisseurs sous prétexte qu'il avait appartenu autrefois au parti communiste.

C'est donc la gorge un peu serrée sans doute que les manifestants ont commencé à sillonner les rues mardi. Comment savoir si quelque part il n'y avait pas des tueurs venus les provoquer ? « Pas d'homme sans terre », ont-ils dit. C'est l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre au Salvador où plus de cinq millions d'habitants se disputent vingt mille kilomètres carrés. Il y avait, en 1980, trois cent mille familles sans terre, soit près de deux millions de Voltaïques. Soixante-seize mille d'entre eux ont profité de la réforme agraire par la junte militaire-civile qu'a précédée jusqu'au printemps 1982 le chef du parti démocratique chrétien, M. José Napoleón Duarte — soit en devenant membres de coopératives sur les exploitations de plus de 500 hectares qui ont été expropriées, soit en devenant proprié-

taires des lopins de terre qu'auraient elles devaient louer.

Mais les élections du 28 mars 1982 ont amené au Parlement une importante représentation de la droite. Celle-ci est entrée en force dans le gouvernement de coalition formé avec le parti démocratique chrétien, le premier du pays. Comble d'ironie : l'Arena (Alliance républicaine nationale), le parti des grands propriétaires terriens, a mis la main sur le ministère de l'Agriculture et sur tous les organismes chargés de mettre en œuvre la réforme agraire ; autrement dit, ceux qui étaient contre cette réforme sont depuis un an et demi tenus de la faire appliquer.

A en croire les syndicats agricoles, ils n'en sont pas bien gardés. Ils ont bloqué les crédits destinés aux coopératives. Un ancien technicien de l'ISTA (Institut salvadorien de transformation agricole) affirme que 20 % des dirigeants de coopératives ont été remplacés par des sympathisants de l'Arena « et d'autres, ajoute-t-il, sont marginalisés ».

L'Assemblée législative élue en mars 1982 est en train d'élaborer une nouvelle Constitution. Elle doit bientôt discuter les articles de loi portant sur le régime économique du pays. Un équilibre instable s'est établi entre les soixante députés à propos de la réforme agraire : la moitié soutient, pour, et la moitié contre ; il suffirait de peu pour que celle-ci soit mutilée. C'est pourquoi les syndicats qui se présentent comme démocratiques (Unité populaire démocratique et Confédération générale des travailleurs) ont appelé leurs adhérents paysans à manifester. Ils souhaitent que leurs voix soient entendues dans le bâtiment moderne et froid qui sert de Parlement et où va se discuter le sort de ceux qui espèrent encore et qui sont, pour la plupart, dans les campagnes entre les raids de la guérilla et les offensives de l'armée.

CHARLES VANHECKE.

Etats-Unis

La nouvelle « gaffe » du secrétaire à l'intérieur

Washington (A.F.P.). — M. James Watt, secrétaire à l'intérieur, vient de commettre une nouvelle « gaffe » qui pourrait, selon certains, amener M. Reagan à se passer de ses services. M. Watt a écrit il y a quelques jours la commission chargée de le conseiller sur les problèmes charbonniers comme « une mineure : un Noir, une femme, deux juifs et un infirme ». La secrétaire à l'intérieur, qui parlait devant des hommes d'affaires, a reformulé ultérieurement que sa formule « n'était pas très heureuse » et a expressément demandé au président Reagan d'excuser ses propos.

La fonction de secrétaire à l'intérieur est l'une des plus diversifiées et des plus difficiles qui soient. Celui-ci administre près d'un tiers du territoire américain encore propriété fédérale, gère les parcs nationaux et les réserves naturelles, décide de la politique de l'eau, contrôle l'exploitation minière, aussi bien en mer (pétrole offshore) que sur le continent.

Gaffeur complet, M. Watt avait indiqué l'an dernier à l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis que « Washington supprimerait l'aide à son pays si les Juifs libéraux américains ne soutenaient pas son programme énergétique ».

La perte incontestée du secrétaire à l'intérieur était jusqu'ici l'interdiction signifiée au groupe de rock The Beach Boys de participer à la célébration de la fête nationale du 4 juillet parce qu'ils attirent « des éléments indésirables ». L'avalanche de protestations avait eu pour cette déclaration avait contraint le président Reagan à désavouer publiquement son ministre en invitant personnellement les Beach Boys à la Maison Blanche.

Dans une interview au New York Post, M. Reagan a indiqué, lundi 26 septembre, qu'il laissait M. Watt libre de décider s'il devait ou non donner sa démission. Le Sénat doit également se prononcer dans les prochains jours sur une motion demandant le départ du secrétaire à l'intérieur.

LES BELLES LITÉRIES

TRÉCA

EPÉDA

SIMMONS

s'achètent toujours chez

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente

37 Av. de la République - PARIS 11^e

Métro : Flandre - Tél. 357.48.35

LIVRAISON GRATUITE - TRÈS RAPIDE

DANS TOUTE LA FRANCE

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE L'OPPOSITION

M. Barre cherche à mobiliser l'opposition

Les députés et sénateurs de l'U.D.F., réunis à Divonne-les-Bains (Ain) mardi 27 septembre, ont consacré la première de leurs journées parlementaires à l'Europe et à la politique économique et budgétaire de la France. Après le débat qui, le matin, avait opposé, en présence de M^{me} Simone Veil, partis sans adversaires de l'alliance entre l'U.D.F. et le Front national au deuxième tour des élections municipales de Dreux, la journée a surtout été marquée par le discours de M. Raymond Barre.

L'ancien premier ministre a expliqué avec beaucoup de fermeté les raisons de son hostilité à toute idée de cohabitation entre un président de la République et une majorité de sensibilité politique différente.

Divonne-les-Bains. — Mardi matin, 27 septembre, Mme Simone Veil consacra son propos à l'Europe. L'ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes souhaite que le R.P.R. et l'U.D.F. « ne mènent pas des campagnes trop différentes, sinon, dit-elle, la surenchère sera nationale et non pas européenne ».

Mme Veil évoque les « graves dangers » qui menacent la C.E.E. du fait de la montée du pacifisme et de l'évolution des partis socialistes. Elle estime que les « réactions très vives à l'implantation des Pershing, en R.F.A., davantage encore aux Pays-Bas, ne sont que le révélateur d'une évolution beaucoup plus profonde vers un neutralisme diffus qui se répand dans toutes les couches de la population, sentiment que savent cristalliser les partis sociaux-démocrates jusqu'ici sincèrement attachés à l'alliance atlantique. Or la distance prise par rapport à l'alliance atlantique est aussi une distance par rapport à la Communauté ».

Mme Veil dénonce « les contradictions et les ambiguïtés de notre politique étrangère qui suscitent la méfiance de nos partenaires [européens] ». « Nous refusons, dit-elle, que (...) que la présence de ministres communistes au gouvernement nous isole au sein de la Communauté et fasse que, seule avec la Grèce, la France ait refusé de prendre des sanctions contre l'Union soviétique à la suite de la destruction du Boeing coréen ».

Le débat qui, après l'intervention de Mme Veil, devait s'engager sur la politique européenne, porte très vite sur la récente élection municipale de Dreux.

Hypothèses

Mardi soir, M. Raymond Barre a dit que ce serait une « erreur » de croire que les élections législatives de 1986 sont considérées par les socialistes et les communistes comme un « moment décisif ». « Ils savent que ce qui compte sous la V^e République, c'est l'élection présidentielle. Pour gagner cette élection, la gauche déploie, selon M. Barre, une « stratégie de la survie » qui repose, d'une part, sur « un

« Il a prononcé son discours de Bayeux », (1) remarque un sénateur. Un député note qu'en fixant comme butoir l'élection de 1986, on établit un échafaudage précis. M. Barre pourrait renouveau une partie de l'électorat de l'opposition; celui-ci même qui a voulu croire à l'éventualité d'élections législatives anticipées. « M. Barre vient de mettre la main sur une partie du R.P.R. qui semble désorientée par les récentes prises de position de M. Jacques Chirac sur la cohabitation. » Députés et sénateurs attendaient mardi soir avec impatience les réactions du président du R.P.R. et de M. Valéry Giscard d'Estaing sur ce thème de la cohabitation.

De notre envoyée spéciale

changement d'orientation de la politique économique conjoncturelle et l'adoption d'un nouveau langage destiné à donner l'impression de la rigueur, de l'efficacité (...) ; d'autre part, sur « la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives ».

Cette réforme, selon lui, « pourrait permettre l'élection d'une Assemblée nationale assez morcelée, où le président de la République, fort de son expérience de la IV^e République, pourrait se forger une majorité à sa convenance (...) ». « Il suffirait d'ailleurs, poursuit l'ancien premier ministre, que les communistes quittent le gouvernement pour que le président de la République obtienne au nom de l'anticommunisme, du bon fonctionnement des institutions et du « recentrage » qui sommeille au fond du cœur d'une bonne part de la classe politique, les concours les plus pressés et sans doute les plus inattendus ».

M. Barre envisage ensuite l'hypothèse de l'élection en 1986 d'une majorité issue de l'opposition actuelle, et le problème qui se poserait alors d'une « cohabitation » entre un président de la République et une majorité d'« inspiration politique différente ». « J'ai lu la Constitution de 1958, dit-il, et je la respecte. Je sais qu'elle ne comporte aucune disposition qui interdise juridiquement la cohabitation d'un président de la République et d'une Assemblée nationale élue successivement par des majorités opposées. Je pense cependant que cette situation, si elle n'est pas interdite à la lettre par la Constitution, est en fait contraire à l'esprit de la Constitution, surtout si l'on veut bien tenir compte de la réforme de 1962 introduisant l'élection du président au suffrage universel (...) ». Je suis en effet convaincu, insiste M. Barre, que la cohabitation serait intolérable — pour ne pas dire invivable — pour le président de la République (...) et pour le premier ministre (...) ».

Il continue : « Je n'ai jamais pensé, ni dit, ni laissé entendre que l'opposition devenue majorité à l'Assemblée nationale devrait en quelque sorte déposer le président de la République. Elle n'en a ni le droit ni les moyens. Et je ne suis pas amateur de coups d'Etat ! Il appartient au président de la République et à lui seul de prendre ses responsabilités (...) ». Tout dépendrait en réalité de l'ampleur de la victoire de la nouvelle majorité. Si cette victoire est franche et incontestée, je vois mal une autre solution que le départ. Si cette victoire est incertaine, le président de la République peut nommer un premier ministre et un gouvernement de son choix qui chercherait à voter s'ils peuvent travailler convenablement avec l'Assemblée ; ou bien il peut démissionner et se présenter à nouveau (...) ou il peut dissoudre à un moment opportun la nouvelle Assemblée. Mais ce qui importe dans la Constitution de 1958-1962, c'est le contrat personnel de confiance entre le président et le peuple ; il convient pour le président de s'en assurer et de ne point chercher à survivre sans cette confiance. » M. Barre ajoute cependant : « Une seule hypothèse permettrait à la rigueur une cohabitation provisoire : celle où le président de la République accepterait de se soumettre totalement. Je ne peux envisager cependant une telle éventualité car elle me paraît à la fois injurieuse pour le président de la République et dangereuse pour l'avenir de nos institutions, dont le président cesserait d'être la clé de voûte. »

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Le 16 juin 1946, à Bayeux (Calvados), le général de Gaulle, qui avait quitté le pouvoir six mois auparavant, avait pris date pour l'avenir, en exposant ses conceptions politiques et constitutionnelles.

M. Chirac s'installe dans la durée

Les journées d'études parlementaires du R.P.R. s'ouvrent jeudi 29 septembre en Avignon, dont le maire R.P.R., M. Jean-Pierre Roux, a été élu contre une municipalité à direction socialiste en mars dernier.

Les débats des élus chiraquiens porteront successivement sur la politique étrangère, l'économie, le budget et la fiscalité, ainsi que sur la sécurité. Les travaux seront présidés par M. Claude Labbé, qui prononcera un discours vendredi 30 à Orange, ville

reprise par le R.P.R. à l'opposition. Le même jour, les parlementaires seront reçus à Carpentras, dont le maire est M. Charvetier, ancien ministre, ancien député U.D.F., et dans deux autres villes où l'opposition l'a emporté : Nîmes, aujourd'hui administrée par M. Bousquet, et Arles, que dirige M. Camoin (tous deux ont battu des municipalités communistes). Samedi après-midi, M. Chirac prononcera un discours au cours d'une réunion publique au Palais des expositions d'Avignon.

Conscient de l'« exaspération » grandissante d'une partie de l'opinion publique, M. Chirac prêche aujourd'hui l'« apaisement », la « modération » et le « sang-froid ». L'ancien premier ministre, qui — à la différence de certains de ses amis — n'a jamais demandé la démission du président de la République, le renvoi du premier ministre ou la dissolution de l'Assemblée nationale, s'est installé dans la patience.

Ne parlant plus des deux années auxquelles devait se limiter, selon lui, l'expérience socialiste, le président du R.P.R. préfère envisager dès maintenant « l'après 1986 ».

L'acceptation de la durée ne s'accompagne pas pour autant de résignation. Ainsi, dans le domaine institutionnel, M. Chirac s'oppose toujours à l'éventuelle introduction d'une dose de représentation proportionnelle dans l'actuel scrutin majoritaire pour les élections législatives de 1986, ainsi que le gouvernement l'envisage.

La notion de durée lui a aussi permis de normaliser ses relations avec les autres leaders de l'opposition. Depuis mai 1981, M. Chirac est toujours soigneusement gardé de prendre à partie, ne serait-ce que par de simples allusions, MM. Giscard d'Estaing et Barre. Cet amitiage, même s'il est formel, est observé scrupuleusement.

aujourd'hui, par les anciens frères ennemis, comme l'attestent les amabilités échangées récemment entre les deux anciens premiers ministres (Le Monde du 20 et du 21 septembre).

C'est dans cet esprit que M. Chirac a proposé — sans grand succès — une liste unique de l'opposi-

tion pour les élections européennes. De même, il s'est gardé d'exploiter au profit du R.P.R. les difficultés que connaît actuellement l'U.D.F. Il est vrai que ce comportement permet à M. Chirac d'affirmer, par contraste, que le R.P.R. se porte bien, de souligner qu'il n'est traversé d'aucun courant, qu'aucune fronde ne s'y fait jour.

En outre, la conquête de nombreuses communes en mars dernier, après celle des départements communaux lors des cantonales de 1982, constitue pour le chef d'un parti qui a longtemps, au cours de son histoire, négligé les collectivités locales une précieuse base pour ses ambitions nationales. Le maire de Paris va d'ailleurs multiplier les déplacements en province, comme celui qu'il a fait à Rambouillet le 12 septembre et comme ceux qu'il fera dans la région d'Avignon pendant les journées parlementaires pour rencontrer des maires de l'opposition tout entière, et pas seulement ceux du R.P.R.

radicalisation de l'extrême droite, il ne croit pas qu'elle puisse avoir une ampleur plus menaçante.

Plusieurs concepts inspirent aujourd'hui son action : la fidélité aux institutions et au dogme de l'indépendance nationale ; la « réhabilitation » de l'initiative privée, le retour à un certain libéralisme économique et la réduction du rôle de l'Etat.

Face à la majorité, M. Chirac continue de privilégier un angle d'attaque : la « disqualification », que constitue, selon lui, l'alliance des socialistes avec les communistes. Celle-ci, affirme-t-il, plus qu'il n'y paraît, à la fois sur la conduite des affaires intérieures et sur la politique étrangère du chef de l'Etat.

Seule l'attitude de M. Mitterrand en faveur de l'installation des missiles américains en Europe a trouvé grâce aux yeux du député de la Corrèze. Dans les autres domaines — Boeing, Tchad et même Liban — la critique de M. Chirac s'est faite récemment plus sévère. Une occasion lui sera donnée au cours d'un voyage en Allemagne fédérale vers le 15 octobre de parler de la politique étrangère tout en développant sa propre dimension internationale.

Un comportement négatif

Lorsque l'un reproche à M. Chirac d'avoir à l'égard de la majorité un comportement essentiellement négatif, il répond par plusieurs arguments.

L'opposition, étant par nature l'adversaire de la majorité, ne peut approuver la politique conduite par celle-ci. M. Chirac rappelle cependant que son hostilité n'est pas a priori et qu'il a approuvé certaines initiatives du pouvoir ne serait-ce que l'abolition de la peine de mort, le discours de M. Mitterrand au Bundestag, la maintien de la politique de dissuasion nucléaire, celles des lois Attoux qui concernent l'expression des travailleurs, le cinquante-septième de congé et la retraite à soixante ans.

« L'opposition n'a pas à fournir au gouvernement ses propres recettes — que celui-ci d'ailleurs ne réclame pas — puisque, selon M. Chirac, il est uniquement guidé par l'idéologie et applique son dogme ».

« La situation évolue trop vite pour que deux ans avant l'éventuelle alternance, l'opposition prévienne et annonce ce qu'elle devra mettre en œuvre ».

M. Chirac compte certes, en Avignon, les grands principes qui inspireront ses solutions et aussi quelques-unes des mesures qu'une nouvelle majorité arrivant au pouvoir devrait immédiatement mettre en œuvre, pour, dit-il, « réparer les dégâts de la gestion socialo-communiste ». Il s'inspirera des propositions précises élaborées par le Club 89 — qui prépare les contre-projets techniques visant, par exemple, les dénationalisations, l'emploi et la défense et qui réunira une « convention » le 8 octobre à Paris.

En même temps que son action se développe auprès des élus locaux, des jeunes, des cadres, M. Chirac va également tenter de convaincre les salariés de la fonction publique et du secteur privé. Il voudrait rassembler une majorité qui ne soit pas uniquement négative, c'est-à-dire faite de l'addition des mécontentements catégoriels et d'hostilité au pouvoir en place comme c'est le cas aujourd'hui.

Enfin, le président du R.P.R. compte associer davantage les quatre-vingt-dix députés et les cinquante-quatre sénateurs de son mouvement à la véritable campagne permanente qu'il va pratiquement mener jusqu'en 1986. Les parlementaires qui se sentent parfois un peu négligés par le chef de leur parti souhaitent, en effet, jouer un rôle plus important auprès de lui.

M. Chirac s'efforce donc toujours de tracer une troisième voie entre « le libéralisme mou, le capitalisme sauvage » et « le socialisme marxiste et le totalitarisme bureaucratique ». N'ayant pas été assez entendu lorsqu'il développait ce thème pendant la campagne présidentielle de 1981, il estime que, aujourd'hui, après « l'expérience » socialiste conduite depuis deux ans, l'opinion doit y être plus réceptive.

ANDRÉ PASSERON.

Le « tournant » de Dreux

En affirmant que, si elle devait voter au deuxième tour des élections municipales de Dreux, elle choisirait l'abstention plutôt que le vote en faveur d'une liste d'opposition faisant place à l'extrême droite, Mme Simone Veil a suscité de profondes divisions au sein de l'U.D.F. Ces divisions sont apparues nettement mardi matin lors des journées parlementaires de cette formation. Les partisans et adversaires de l'alliance avec le Front national à Dreux se sont violemment opposés.

Curieusement, alors que le C.D.S. avait dénoncé l'alliance avec l'extrême droite, c'est un sénateur contrasté, M. Jean Colin (Essonne), qui parle du « caractère malheureux » de la déclaration de Mme Veil et qui souligne que M. Le Pen est « quand même un bon Français ». C'est non moins curieusement un député U.D.F.-P.R., M. Emmanuel Hamel (Rhône), qui remercie Mme Veil pour sa « force morale », et notre combat dans les années à venir, dit-il, sera spirituel et moral. Bien entendu, le communisme est le mal. Mais ce n'est pas une raison pour faire alliance avec des hommes qui n'ont pas dans leur philosophie le respect de la personne humaine.

M. Christian Barneix (P.R.), nouveau sénateur du Morbihan, se dit « accablé par ces discussions de queues de cerises ». Mme Simone Veil s'étonne que sa prise de position ait pu surprendre le monde politique. Elle estime qu'en s'associant au Front national l'U.D.F. a amorcé « un changement de stratégie fondamentale qui méritait un débat approfondi ». Elle regrette que la confédération n'ait pas su assurer ce débat. Il aurait fallu se demander « si cela ne valait pas la peine de perdre Dreux avant

de prendre un tel tournant politique », souligne M^{me} Veil, qui estime qu'elle a rendu service à l'U.D.F. en exprimant la « voix de la morale ». Elle souligne enfin qu'elle n'aurait « aucune crédibilité au Parlement européen » si elle n'avait pas adopté une telle attitude.

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, intervient fort maladroitement en ironisant sur l'attitude qu'auraient pu adopter, face à l'extrême droite, et un Jacques Chirac ou un Olivier Sion mis en difficulté par la gauche dans leur propre ville. Il rappelle que M. Hieaux, tête de la liste d'union d'opposition à Dreux, avait clairement annoncé, dès le premier tour, quelle serait son attitude au deuxième tour. Dans la mesure où l'U.D.F. n'a pas, à ce moment-là, manifesté son désaccord, pourrait-elle ensuite abandonner M. Hieaux au milieu du gué, demande M. Gaudin ? Il conclut : « Nous nous sommes engagés dans un combat politique, c'est été grave si nous avions perdu à Dreux ! »

« Nous avons perdu morale », s'exclame M. Stael, député C.D.S. de la Marne, qui, avant Mme Veil, s'était prononcé pour l'abstention.

Enfin, M. Michel Poniatowski, président d'honneur du P.R., intervient pour défendre Mme Veil, dont « l'attitude doit nous donner à réfléchir ». Il souligne que, sur le terrain, les électeurs qui ont voté pour l'extrême droite ne sont pas « des gens de l'extrême droite, mais des gens de l'extrême ras-le-bol ». « C'est pourquoi, dit-il, il est urgent que nous nous interroguions sur les réponses que nous pouvons apporter à leur problème. »

C. F.-M.



54, rue François 1^{er}, une agence de voyage à services complets, unique dans sa catégorie : FAST, au cœur du quartier d'affaires, à deux pas des Champs-Élysées.

Entrez.

C'est déjà une invitation au voyage. Espace rythmé de lignes de la lumière, chaleur et compétence de l'accueil : le monde est là, à une portée d'ailes de Boeing.

Les services.

Ils vont du plus élémentaire au plus élaboré. Toujours personnalisés.

Parmi les plus appréciables :

Information 24 h sur 24 en appelant le 225.77.15, formalités rapides (passports, visas), billets à domicile, réveil téléphonique, alerte départ au bureau, consignes et instructions de dernière minute, réservation de bureaux, assistance permanente (interprète, secrétaire, réservation hôtels-spectacles).

L'agence de voyages FAST fait partie du groupe FAST, et le groupe FAST c'est aussi la location de voitures de prestige.

FAST met à votre disposition un parc exceptionnel : Rolls, Mercedes, BMW, R 30, 604... accompagnées d'une gamme de services qui ne le sont pas moins : téléphone, système eurosig, revue de presse, chauffeur trilingue, escorte VIP avec motards.

FAST, l'agence que vous attendiez. L'événement.

54, rue François 1^{er} - 75008 Paris - Tél. 225.77.15 - Télex 643652F

fast
Voyages

DES « PLUS » QUI FONT LA DIFFÉRENCE.

APR 1984

du conseil des ministres

POLITIQUE

Selon un sondage de la SOFRES

SIXANTE POUR CENT DES FRANÇAIS SONT FAVORABLES A UNE RÉDUCTION DU MANDAT PRÉSIDENTIEL

Selon un sondage effectué par la SOFRES et publié par le Figaro du 28 septembre (1), 46 % des personnes interrogées « souhaitent » que, en cas de victoire de l'opposition aux prochaines élections législatives, M. François Mitterrand démissionne; 42 % désirent que le président de la République reste jusqu'à la fin de son mandat; 44 % des personnes interrogées estiment que, dans la même éventualité, le président de la République « serait obligé de démissionner »; 41 % pensent qu'il pourrait rester à la présidence de la République. Parmi les sympathisants de l'opposition, les pourcentages sont respectivement de 57 % et 32 %.

Toujours à propos des prochaines échéances législatives, 44 % des personnes interrogées se déclarent favorables à l'institution d'un scrutin proportionnel, contre 43 % favorables au maintien de l'actuel scrutin majoritaire.

Deux pour cent des personnes interrogées estiment que le Parlement joue, sous la présidence de M. François Mitterrand, un rôle plus important que pendant le septennat précédent, contre 21 % jugeant son rôle moins important; 42 % estiment que le Parlement joue le même rôle qu'à l'époque de M. Giscard d'Estaing. A la même question à propos des partis politiques, les pourcentages sont respectivement de 28 %, 12 % et 41 %.

Enfin, 60 % des personnes interrogées pensent que la durée du mandat présidentiel « doit être de cinq ans », contre 35 % favorables à la durée actuelle de sept ans.

(1) Sondage effectué du 16 au 21 septembre auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes.

Pour l'anniversaire de la Constitution de 1958

M. GISCARD D'ESTAING PRONONCERA UN DISCOURS A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS LE 4 OCTOBRE

Le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la V^e République, dont la Constitution avait été promulguée le 4 octobre 1958, sera célébré, mardi 4 octobre, à l'hôtel de ville de Paris. Au cours de cette cérémonie, après une brève allocution de M. Jacques Chirac, maire de la capitale, M. Michel Debré prononcera un discours consacré à « la genèse et l'esprit des institutions de la V^e République », et M. Valéry Giscard d'Estaing prononcera une allocution. A cette célébration, dont le principe avait été adopté par le Conseil de Paris, le 20 décembre 1982, assisteront, notamment, le président du Sénat et tous les anciens premiers ministres de la V^e République. M. Jacques Chirac, au cours d'une conférence de presse, ce mercredi 28 septembre, a rappelé que, dès le mois de décembre 1982, il avait invité le président de la République, mais que celui-ci lui avait fait savoir qu'il ne pourrait venir, non plus que le premier ministre et le président de l'Assemblée nationale. M. Chirac a ajouté : « Il va sans dire que je déplore leur absence ».

Le maire de Paris a évoqué « les principes simples qui assurent désormais à la France force et stabilité », grâce à la Constitution fondée par le général de Gaulle.

M^{me} Pauline Salmona a été élue grande maîtresse de la Grande loge féminine de France au cours du conseil de cette obédience maçonnique, qui s'est réuni à Paris du 23 au 25 septembre. Agée de soixante-quatre ans, M^{me} Salmona, qui a fait toute sa carrière professionnelle dans l'administration universitaire, succède à M^{me} Gilberte Colaneri, qui assumait la charge de grande maîtresse depuis 1980.

LA DÉCLARATION COMMUNE C.F.D.T.-CODENE

« Le gouvernement doit tout mettre en œuvre pour assurer le succès de la négociation de Genève »

La C.F.D.T. et le Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE) ont rendu public, au cours d'une conférence de presse, mardi 27 septembre, leur déclaration commune « sur les prochaines initiatives pour la paix » (le Monde du 28 septembre). La C.F.D.T. et le CODENE estiment que « l'actuelle course aux armements résulte de la politique des deux blocs et non d'un seul ». « Aussi, déclarent-ils, la lutte pour le désarmement doit-elle se situer dans la perspective du non-alignement et du refus de la politique des blocs. En Europe occidentale, un vaste mouvement d'opinion exige des Etats qu'un coup d'arrêt soit donné à l'épreuve de force en cours. A l'Est, une protestation convergente se dessine, qui se heurte à une brutale répression. Aussi la lutte pour la paix est-elle, en même temps, un combat pour la liberté ».

La déclaration ajoute : « Dans un contexte menaçant pour la paix mondiale, il est essentiel que la

négociation de Genève aboutisse à des solutions concrètes, qui amorcent une diminution des armements nucléaires en Europe. Il appartient aux deux puissances nucléaires de trouver les moyens d'un accord. La négociation doit définir une démarche progressive, simultanée et contrôlée, pour aboutir aux objectifs suivants : la destruction des SS-20 ; la non-implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière américains. Pour ce qui le concerne, le gouvernement français doit tout mettre en œuvre pour assurer le succès de la négociation en cours ».

Les deux organisations soulignent « leur refus commun de l'arme nucléaire », mais la C.F.D.T. indique qu'elle « poursuit sa réflexion sur sa conception syndicale de la défense nationale », tandis que le CODENE demande l'arrêt des essais et du programme de modernisation de la force nucléaire française.

LES ÉLECTIONS DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES ET D'AULNAY-SOUS-BOIS AURONT LIEU LES 6 ET 13 NOVEMBRE

Les électeurs de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) et d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) retourneront aux urnes les 6 et 13 novembre pour élire de nouveaux conseillers municipaux.

Ces deux élections font suite à l'annulation le 14 septembre, par le Conseil d'Etat, des scrutins du 13 mars dernier, au terme desquels les deux maires communistes sortants avaient été réélus (le Monde du 16 septembre).

A Villeneuve-Saint-Georges, la liste de la majorité conduite par M. Gandon (P.C.) avait obtenu 6381 voix (50,34 % des suffrages exprimés); celle de l'opposition conduite par M. Fraisse 6294 (49,65 %).

A Aulnay-sous-Bois, la liste d'union de la gauche conduite par M. Thomas (P.C.) avait recueilli 14088 voix (50,54 %) et celle de l'opposition conduite par M. Abrioux (R.P.R.) 13786 (49,45 %).

● A ANTONY (Hauts-de-Seine), trois maires de gauche battus en mars dans trois communes du département, M. Robert Pontillon, sénateur socialiste et ancien maire de Suresnes, M. Parfait Jans, député communiste et ancien maire de Levallois, et M. Jacques Le Dapkin, ancien maire communiste de Châtillon, sont venus, le lundi 26 septembre, assurer M. André Aubry, maire communiste de la commune, invalidé par le Conseil d'Etat, de leur soutien total et mettre en garde les Antoniens face au « péril » que représenterait l'élection de M. Patrick Devodjian, tête de liste du R.P.R.

« La droite qui a pris nos communes se livre à une démolition systématique de nombreuses années de gestion de gauche », a déclaré M. Pontillon. « Elle domine totalement et sans partage nos conseils. Nous n'avons plus aucun moyen d'expression ni au sein du conseil ni avec la population. Nos permanences n'ont pas été accordées. Nous ne recevons les documents administratifs que la veille des réunions, nous avons été éliminés de toute délégation, de toute commission, de toute représentation. Tous nos partisans encore employés par la commune sont déplacés, muets, huit animateurs socio-culturels licenciés, l'office municipal de la jeunesse, le club Léo-Lagrange et le comité d'action sociale démantelés, des centaines de logements sociaux abandonnés ». Ce bilan de Suresnes a été repris à peu près dans les mêmes termes par les deux autres élus locaux, qui observent les mêmes « brimades ». « Les Antoniens doivent savoir ce qui les attend », a conclu M. André Aubry, « la mainmise du R.P.R. sur nos municipalités ».

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois* (sans apport ni caution) Liv. gratuite dans tte la France

Ex. : STEINMANN 10 900 F 61 mensualités 161 x 298 F

26 MARQUES REPRÉSENTÉES Garantie jusqu'à dix ans

Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h

DAUDÉ

78 BIS, AV. DE WAGRAM, 17° 227-58-54/763-34-17

Liseo

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

VOUS AVEZ VENDU L'ANCIEN QUID DE VOS MEUBLES RÉCENTS ?

Au OEPOT VENTE DE PARIS - le spécialiste des successeurs - vous obtiendrez un très bon prix de votre mobilier moderne (living, matelas, frigo, vaisselle etc.) si vous n'avez pas vendu au préalable votre mobilier ancien ou de valeur.

81, rue de Lagry (20^e) tel. 372.13.91

L'Albertine

LIVRES ANCIENS ET MODERNES
LIVRES ILLUSTRÉS
ÉDITIONS ORIGINALES
ESTAMPES

Catalogue gratuit sur demande

9, rue Maître-Albert, Paris 5^e

(1) 329.39.20

avec sécury-film

BLINDEZ VOS VITRES

invisible, très efficace et peu onéreux.

TEL. 261.58.59

VOS BUREAUX INSTALLÉS EN 48 HEURES

La lenteur coûte cher... Vous créez votre société, ou vous voulez rénover son image. Vous avez donc besoin de bureaux. Un besoin urgent. Dans la plupart des cas, vous allez les attendre trois semaines qui se transformeront parfois en trois mois. Ne perdez pas une seconde. Appelez le

225 44 04

Meubles et Sièges

NE VAGHI

FRANCE

109 rue du 14^e Septembre 75008 PARIS

PRÉSENT AU SICOB NIVEAU 1 ZONE AF - STAND 1152

Cet ouvrage sera tiré selon le nombre de souscriptions et relié au fur et à mesure des demandes.

le livre capital sur la peinture

LE TRAITÉ DE LA PEINTURE de LÉONARD DE VINCI

Ce texte, toujours d'actualité, est aujourd'hui introuvable dans sa totalité. Jean de Bonnot propose aux amateurs de livres rares et précieux cette œuvre magistrale dans ses versions française et italienne.

Le TRAITÉ DE LA PEINTURE qui révèle les secrets perdus du "Grand Art", comporte notamment les étonnantes dessins de Léonard figurant dans les manuscrits originaux.

Traduction nouvelle d'André Keller, diplômé de la Société Dante Alighieri de Rome, précédée par la biographie de Léonard rédigée en 1950 par Giorgio Vasari.

Tousjours épris de raretés, Jean de Bonnot a retrouvé l'édition italienne du Traité, imprimée à Bologne en 1786, où figurent les dessins de Léonard de Vinci, gravés d'après les interprétations de Nicolas Poussin.

En tout, 307 illustrations parfaitement reproduites en partant directement des gravures originales de l'époque.

Edition en un volume unique d'environ 600 pages, grand format in-quarto (21 x 27 cm).



à la forme ronde filigrané dans la masse, pages de garde, signet et tranche-fils assortis.

Quel surprenant personnage que Léonard ! Il domine toute la Renaissance et son influence se manifeste jusqu'à nos jours. Son Traité notamment a guidé tous les grands maîtres de la peinture, de Rubens aux impressionnistes. Les cubistes eux-mêmes et les artistes les plus révolutionnaires d'aujourd'hui y ont trouvé matière à réflexion. On peut dire sans exagération que la compréhension de la peinture passe par Léonard et son Traité. Ce livre est une somme. On y trouve à côté des conseils pratiques pour peindre, dessiner, construire un tableau, des pensées et des réflexions d'une élévation d'esprit qui rejoint Pascal.

Peintre, sculpteur, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, physicien, il était universel et eut un destin à la mesure de son génie. Fils naturel et sans fortune, il vécut dans l'intimité des grands et mourut en France dans les bras de François I^{er} à qui il légua la Joconde, le 2 mai 1519.

Garantie de fabrication

J'atteste que mon papier est un véritable papier chiffon, vergé au naturel : que les peaux de mouton de mes reliures sont coupées d'une seule pièce sans couture ou collage apparent ou caché ; que les fers utilisés pour le décor des plats et des dos sont gravés à la main et signés ; que l'or employé est de l'or véritable titrant 22 carats.

Jean de Bonnot

cadeau

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

BON

Vente exclusive chez Jean de Bonnot. Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le volume du Traité de la Peinture de Léonard de Vinci auquel vous joindrez ma gravure en cadeau. Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :

☐ régler à réception, au facteur, la somme de 268,00 F + 41,10 F de frais de port T.T.C., soit 309,10 F.

☐ joindre à ce bon de souscription un chèque de 268,00 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Nom Prénoms Adresse Code postal Ville Signature 1

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

★ WALL STREET INSTITUTE ★

★ PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS ★

★ D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN ★

★ AU 807.07.05. ★

★ Le mois d'étude ne coûte que 550F. ★

★ Wall Street Institute ★

★ 18, rue du Faubourg du Temple, 75011 Paris. Tel. 807.07.05. ★

★ Métro République. ★

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

سكنا من الامم

سكنا من الامم

Le Monde

société

APRÈS LA DISSOLUTION DE LA CONSULTE NATIONALISTE CORSE

Les habitants de la Corse ont accueilli avec scepticisme la dissolution de la Consulte des comités nationalistes, décidée mardi 27 septembre au conseil des ministres. Principal élu de l'île, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), président de l'Assemblée de Corse, est même cri-

tique à propos de cette dissolution, approuvée tout de même par le plus grand nombre.

Les révélations du Monde du 28 septembre au sujet des missions en Corse de la cellule antiterroriste mise en place à l'Elysée en août 1982 sont pour leur part largement com-

mentées. Les Corses ont appris avec une certaine surprise que la « guerre » entre policiers et gendarmes avait continué après la nomination de M. Robert Broussard, commissaire de la République chargé de la sécurité, et que le pouvoir cherchait toujours à « négocier » avec l'ex-F.L.N.C.

AU CONSEIL DES MINISTRES

M. MITTERRAND : la rigueur et la fermeté nécessaires

Avant de prononcer la dissolution de la Consulte des comités nationalistes corses, le conseil des ministres réuni mardi 27 septembre avait entendu un exposé de M. Defferre, ministre de l'intérieur, sur cette question. M. Defferre a noté que depuis la dissolution du F.L.N.C. le 3 janvier 1983, des liens nombreux et « constitutifs » avaient été constatés entre cette organisation et la C.C.N. Des documents saisis par les forces de police, il ressort, selon lui, que ces comités ont été créés à l'initiative du F.N.L.C. et sous son contrôle.

Le premier ministre, pour sa part, a indiqué qu'il s'agissait d'appliquer avec rigueur la loi de la République. M. Mitterrand a estimé que cette « fermeté » et cette « rigueur » sont nécessaires dès lors que le gouvernement de la République a mis en place des organismes représentatifs au terme d'élections démocratiques. M. Defferre a enfin souligné que le

gouvernement n'entend pas rejeter qui que ce soit, sauf ceux qui se sont mis en contrevenance avec la loi.

Commentant la décision prise par le conseil en application de l'article 1 de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées (notamment de ses paragraphes premier et 3), M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a relevé que l'assassinat de M. Massimi est l'un des éléments de l'évolution de la situation prise en compte dans la décision du gouvernement. Selon lui, jusqu'au 5 janvier 1983, la Consulte des comités nationalistes se bornait à une activité culturelle, théorique, « parfaitement légitime ».

Depuis cette date, a-t-il affirmé, la C.C.N. a joint « la pratique à la théorie » et est apparue comme le « refuge légal » du F.N.L.C.

Un message politique et une clarification

Dissoudre une organisation est une réponse à un défi. Un acte de fermeté. En décidant de dissoudre, mardi 27 septembre, la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), le conseil des ministres a voulu adresser un double message politique. En substance, il indique à l'opinion publique qu'il ne laissera pas le dossier corse impunément dériver et signifie aux Corses qu'il veille au grain. Dissoudre est d'abord un acte destiné à frapper les imaginations. C'est le quatrième fois, depuis le 10 mai 1981, que la gauche y recourt après les dissolutions du Service d'action civique (juillet 1982), du groupe Action directe (février 1982) et du Front de libération nationale de la Corse (janvier 1983).

La décision qui frappe la Consulte des comités nationalistes répond aussi à une autre nécessité. Comme il a été dit au cours du conseil des ministres, elle ne doit pas se limiter à une dissolution « sur le papier ». Elle intervient juste à temps pour des

policiers et certains magistrats irrités dans sa heurte à des militants nationalistes « agissant comme des hors-la-loi sous une couverture légale ». Convaincus que les membres de la C.C.N., à tout le moins leurs dirigeants, et les clandestins du F.L.N.C. ne font qu'un, ils considèrent que cette dissolution est la moindre des choses, une clarification. La C.C.N. ne sera plus « le haut-parleur respecté » d'une organisation « illégale ». C'est là une dimension « psychologique ».

Enfin, derniers dividendes d'une dissolution attendue, policiers et magistrats pourront désormais travailler avec les articles 56 et suivants du code pénal destinés à réprimer les « attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national ». En somme, il sera possible de faire appliquer « la loi avec rigueur », comme l'a demandé M. Pierre Mauroy.

L. G.

LE TEXTE DU DÉCRET

Le décret portant dissolution de la C.C.N. a paru au Journal officiel du 28 septembre. Ce texte, signé par le président de la République, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, précise ainsi les raisons de cette décision :

- « Le groupement de fait dénommé « Consulte des comités nationalistes » ainsi que les comités nationalistes locaux relevant de ce groupement ont pour objet avoué de porter atteinte à l'intégrité du territoire national en soustrayant les départements de la Corse de la souveraineté française ;
- « Le 10 juillet 1983, à Vero (Corse-du-Sud), le groupement de fait dénommé « Consulte des comités nationalistes » a organisé une manifestation à laquelle participaient des individus armés et masqués ;
- « La Consulte des comités nationalistes - est l'organisme directeur, coordonnateur et fédérateur de comités nationalistes locaux, qu'ils soient régionaux, départementaux ou communaux ;

Les réactions

● M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) : « La dissolution de la C.C.N. est une mesure scandaleuse, arbitraire et absurde. Comme ses prédécesseurs, le gouvernement croit pouvoir régler le problème national corse par une fuite en avant, au moment même où la clarté n'est pas faite sur l'assassinat d'Orsoni. La L.C.R. met en garde l'opinion publique sur le précédent très dangereux qui vient d'être commis contre les libertés démocratiques en interdisant l'expression légale d'un courant politique. »

● Les Comités communistes pour l'autogestion (C.C.A.) : « Ils protestent contre la dissolution de la C.C.N. prononcée par le gouvernement ». « Les militants nationalistes corses, qui avaient appelé à voter le 10 mai 1981 pour François Mitterrand, espèrent que ce gouvernement poserait la question nationale corse en termes différents. En fait, le statut particulier pour la Corse est d'abord celui de la répression particulière qui cherche à étouffer la lutte d'un peuple. »

Scepticisme résigné dans l'île

Correspondance

Bastia. - La mort de Tino Rossi a relancé au second plan, mardi 27 septembre, l'annonce de la dissolution de la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.). La Corse, saisie par la nouvelle, s'abandonnait pour une fois à un événement qui sortait du contexte politique. Aussi est-ce à peine si les insulaires ont exprimé leur scepticisme résigné sur les retombées concrètes de la décision gouvernementale. Les seuls à réagir rapidement ont été les nationalistes qui attendaient, depuis dimanche, la délibération du conseil des ministres.

Celle-ci a d'abord été reçue comme une confirmation de ce que l'on savait déjà. Dans la stratégie d'affrontement souhaitée avec l'Etat, l'estampille de la dissolution, loin d'être un obstacle à la lutte, équivalait au contraire pour les nationalistes à un surcroît de légitimité politique, et quelques militants cachaient mal, mardi après-midi, une certaine jubilation à rentrer dans le « club des ex », ce club composé des mouvements nationalistes corses dissous : le Front paysan corse de libération (1974), l'Action pour la renaissance de la Corse (1975), et le F.L.N.C. (janvier 1983).

Les responsables de l'ex-C.C.N. ont immédiatement répliqué en considérant que « la décision du gouvernement n'avait aucun fondement juridique dans la mesure où, selon M. Léo Batesti, la preuve n'a pas été faite de l'existence de relations organiques entre la C.C.N. et un quelconque mouvement clandestin ». Cette argumentation pourrait être à la base d'une requête devant le Conseil d'Etat afin de faire annuler par cette juridiction la décision gouvernementale.

Le désaccord de M. Alfonsi

Sur un terrain plus directement politique, l'ex-C.C.N. a lancé des attaques tous azimuts, contre l'Etat, bien sûr, accusé de « militariser le problème corse », contre les chefs

de clans, assimilés à la Mafia, et contre M. Edmond Simeoni, élu autonomiste, « coupable » de ne pas avoir joué le jeu de la solidarité nationale. Et, cette dissolution, M. Edmond Simeoni, tout comme M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), président de l'Assemblée de Corse, la condamne. Elle est « inopportune dans le contexte actuel », a déclaré M. Alfonsi qui estime que l'on a voulu « sanctionner le délit d'opinion ». Ce n'est pas l'avis de M. François Giacobbi (M.R.G.), président du conseil général de la Haute-Corse, qui a pleinement approuvé la décision du conseil des ministres, regrettant seulement qu'elle n'ait pas été prise plus tôt.

M. Giacobbi a même révélé que les élus de la Corse s'étaient engagés auprès de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, toutes tentatives politiques confondues, à défendre les choix gouvernementaux en matière de lutte contre le terrorisme. Cette déclaration met incontestablement en porte-à-faux M. Alfonsi et fait apparaître pour la première fois au grand jour certaines dissensions entre le président de l'Assemblée corse et celui du conseil général de la Haute-Corse, alors qu'ils sont tous deux membres du Mouvement des radicaux de gauche.

La disparition de la C.C.N. peut aussi avoir comme conséquence la dispersion et la radicalisation de plusieurs dizaines de militants nationalistes, qui choisiraient délibérément la seule clandestinité. Pour limiter ce risque d'éparpillement et reconstruire une force pratique au service de l'indépendantisme, on prête aux militants de l'ex-C.C.N. la volonté de constituer un nouveau mouvement dès la semaine prochaine. Une assemblée générale de tous les nationalistes a été convoquée dimanche 2 octobre à Bastia. Elle devrait permettre de préciser la stratégie de l'« après C.C.N. ».

DOMINIQUE ANTONI.

Le rôle du capitaine Barril

Les membres de la cellule anti-terroriste mise en place à l'Elysée en août 1982 ont beaucoup travaillé sur la Corse. Beaucoup plus que ce qu'ils ont pu confier, au fil des mois, à leurs collègues du ministère de l'intérieur, au cours des traditionnelles réunions du bureau de liaison anti-terroriste. La confiance n'a jamais été la principale caractéristique de ces échanges hebdomadaires.

L'été était en effet, à l'automne 1982, on l'apprend aujourd'hui, l'une des zones d'intervention favorite des hommes du commandant Christian Proustau. Gendarmes et policiers attendaient discrètement sur la base aérienne de Solenzara pour des missions de quelques heures ou de quelques jours, pour un contact furtif ou une surveillance prolongée. Ces va-et-vient étaient peu remarqués : les services de police en Corse, à l'époque, étaient progressivement laissés paralyser depuis la négociation, en 1981, de la « trêve » avec le F.L.N.C.

Mais à l'automne 1982, quelques mois avant la nomination du commissaire Robert Broussard, l'Elysée charge les membres de sa « cellule » de savoir pourquoi, depuis le mois d'août, le F.L.N.C. a volontairement rompu cette trêve. Quels sont les griefs de l'organisation nationaliste contre M. Mitterrand, alors que celui-ci a l'impression de remplir sa partie du contrat, par la mise en place d'institutions politiques plus autonomes ?

Le capitaine Paul Barril - à l'époque chef par intérim du G.I.G.N. - rencontrera beaucoup de Corses, notamment dans les milieux autonomistes. Il cherchera aussi à entrer en contact

avec la direction du F.L.N.C. : pour cela, il renoue, à Paris, des relations avec Alain Orsoni, frère du militant nationaliste qui sera enlevé le 17 juin. C'est par l'intermédiaire de l'ami des Orsoni que l'organisation sera discrètement sondée et que sera tentée une médiation. Après des semaines d'approches, le F.L.N.C., entouré du 5 janvier, date de sa dissolution par le gouvernement, paraît décidé à faire connaître ses griefs et sa position sur le futur voyage qui doit effectuer le chef de l'Etat dans l'île, au mois de juin.

Le 12 janvier, Alain Orsoni, selon certaines informations, aurait remis au capitaine Barril une lettre destinée à l'Elysée. Mais les deux hommes découvriront ce jour-là, qu'ils sont suivis par les renseignements généraux et que leurs conversations téléphoniques ont été écoutées.

La filière est brisée et le soupçon s'installe désormais entre le ministère de l'intérieur et le « cellule élyséenne ». Dès lors, il sera moins facile pour le capitaine Barril et ses hommes de se montrer en Corse. Chaque « camp » policier prendra l'habitude de taire son point de vue sur la Corse ou le F.L.N.C., de masquer ses enquêtes et surtout, de surveiller l'autre.

Toutefois, selon certaines informations, l'Etat et le F.L.N.C. auraient continué, par-delà cette guerre insulaire des polices, à se jauger mutuellement. Une négociation indirecte aurait été maintenue, notamment en avril, pour obtenir des nationalistes une trêve des bombes durant le voyage présidentiel.

PHILIPPE BOGGIO.

POUR SUIVANT SON TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS

Le Monde

RÉALISERA, DU 14 AU 19 NOVEMBRE 1983, UNE SEMAINE AVEC

L'Île-de-France

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PUBLICITÉ, CONTACTEZ LOUIS-MARIE LAGOUTTE

Le Monde 5, rue des Italiens, 75009 PARIS - Tél. : 246.72.23 Telex : MONDPU 641 774 F

Copie en série
Copie en série
Copie en série
COPIE URGENTE
Copie en série
Copie en série

Les services techniques de Toshiba ont mis au point un interrupteur de copie. Ainsi une copie urgente peut-elle interrompre un cycle de copie en cours. La copie une fois effectuée, la série peut reprendre. Un copieur bien élevé, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 12315 RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.
Tél. : 723 97 03, 723 36 71. STAND SICOB 5602 NEUILLY 3 ZONE F.

La recrudescence alarmante du paludisme

(Suite de la première page.)

Les moustiques devenaient « résistants » aux insecticides, y compris ceux successeurs du D.D.T. Les épidémies massives avaient, à la fois, dégradé l'environnement et sélectionné des souches de moustiques capables de résister efficacement aux produits toxiques.

Quelques années plus tard apparut un nouveau phénomène, tout aussi alarmant : la résistance du parasite lui-même, cette fois dans l'organisme humain, aux médicaments antipaludéens mis au point pendant la seconde guerre mondiale pour relayer la quinine naturelle. A la fois curatifs et préventifs, ces médicaments, étaient efficaces, pratiquement dénués d'effets secondaires et peu coûteux.

Aujourd'hui, cette double résistance a pris des proportions gigantesques : née en Extrême-Orient, en particulier au Vietnam, au cours de la guerre, elle a essaimé dans d'immenses parties de l'Asie, de l'Amérique latine et atteint l'Afrique de l'Est. Elle s'oppose non seulement à une prévention efficace, mais même au traitement des malades, qui, dans un nombre croissant de cas, se révèle aujourd'hui, franchement insupportable.

Une vingtaine d'équipes au travail

D'où le renouveau récent de la recherche, dans plusieurs directions : il s'agit à la fois de mettre au point de nouveaux médicaments et d'accélérer la découverte d'un vaccin.

Trouver de nouveaux médicaments actifs n'est pas chose aisée. Au cours de ces dernières années, la recherche américaine a testé plus de 200 000 molécules nouvelles, en a sélectionné quelques-unes et compte aujourd'hui sur deux produits. Le premier, la méfloquine (1), pourrait être commercialisé dès 1984. Comme la chloroquine, elle est à la fois curative et préventive. Mais des résistances contre ce nouveau produit sont d'ores et déjà apparues. L'industrie cherche donc à protéger à tout prix le second, l'halofantrine (2), contre l'apparition des résistances.

Reste une substance très ancienne connue en Chine, le quinquina, sur laquelle travaillent les chercheurs. En l'état actuel des connaissances, elle présente plusieurs inconvénients : son élimination est rapide, donc son efficacité de faible durée. Manifestement, la recherche n'a pas épuisé toutes les voies possibles dans le domaine médicamenteux.

La gravité croissante du problème, le nombre des cas mortels, la prise de conscience par les pays du tiers-monde des entraves qu'impose le paludisme au développement et par les pays industrialisés du risque d'importation de la maladie a fortement stimulé la recherche pour la mise au point d'un vaccin, qui, depuis quelques années, s'est accélérée. Il s'agit du premier vaccin antiparasitaire humain. L'année cruciale, sur ce point, a été 1976 lorsque, pour la première fois, deux chercheurs du Rockefeller Institute de New-York, les docteurs W. Traeger et J.B. Jensen, parvinrent à cultiver in vitro le parasite, condition préalable à tout travail d'ampleur pour la mise au point d'un vaccin.

Depuis, plusieurs voies se sont ouvertes. Les principales visent à obtenir une protection vaccinale contre les formes sanguines de la maladie, ce qui bloquerait l'évolution du cycle parasitaire et constituerait, à la fois, une prévention et un traitement.

En tout, plus d'une vingtaine d'équipes dans le monde travaillent à la mise au point d'un tel vaccin, en particulier aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie et en France, où les principales recherches sont menées par l'Institut Mérieux et l'Institut Pasteur.

Les travaux qu'a engagés l'Institut Mérieux sont menés, dans ce domaine, en liaison avec les équipes du professeur Miodrag Ristic à l'université de l'Illinois et du professeur Pierre Ambroise-Thomas à Grenoble. Ils ont été fortement stimulés par la mise au point, toute récente, par le professeur Ristic, d'un vaccin contre une maladie parasitaire animale proche du paludisme, le babésiose, un produit que l'Institut Mérieux commercialisera dès 1984 (3).

Pour la mise au point d'un vaccin antipaludéen humain, les trois partenaires utilisent la méthode classique de la culture in vitro du parasite et purifient les produits « purs » de ces cultures qui contiennent des particules vaccinales. Des singes ont déjà pu être immunisés à l'aide de cette méthode. Reste à purifier davantage encore le produit et surtout à passer de l'animal à l'homme : puis viendra le stade de la

production industrielle du vaccin, qui pourra se faire soit par les voies classiques, soit en recourant aux méthodes nouvelles des manipulations génétiques.

Les chercheurs de l'Institut Pasteur n'utilisent par les « snrags » des cultures, mais travaillent directement sur le parasite lui-même : ils cherchent à identifier la protéine parasitaire qui déclenche, chez l'homme, la réponse immunitaire. Cette protéine, déjà « à demi » purifiée à Paris, est testée sur des « singes-écureuils » à l'Institut Pasteur de Cayenne. Ces recherches utilisent des la quinine naturelle, du clonage (division cellulaire) pour obtenir le parasite, l'idée étant de faire produire ce dernier, à l'avenir, par des bactéries, c'est-à-dire par la méthode des manipulations génétiques.

D'une manière générale, le colloque d'Anney a permis de dégager des directives claires dans le

UNE PIQÛRE DE MOUSTIQUE

Il existe plusieurs sortes de paludisme, dont l'une, provoquée par le parasite de type *Plasmodium falciparum*, peut être mortelle. La maladie est transmise par la femelle d'un moustique, l'anophèle. Celui-ci injecte à l'homme, en le piquant, des sporozoïtes, qui gagnent la foie, s'y développent, passent dans le sang et y font éclore les globules rouges. Ces éléments libèrent des mérozoïtes, dont certains deviendront des gamétozoïtes, ingérées par le moustique lors d'une nouvelle piqûre. Le parasite continue alors son cycle dans les glandes salivaires du moustique, qui, en piquant un nouvel individu, lui transmettra les sporozoïtes, cellules mères de l'ensemble du processus infectieux.

domaine de la lutte antipaludique : il convient désormais, non seulement de continuer et d'accélérer les recherches portant sur le vaccin et de nouveaux médicaments, mais de renforcer la lutte contre le moustique-vecteur, fortement négligée depuis plus d'une décennie. Il faut aussi, pour éviter l'apparition de nouvelles résistances, renoncer à la chimiothérapie de masse et traiter systématiquement tous les accès fébriles, reprendre la formation, elle aussi quelque peu abandonnée, de jeunes paludologues, et améliorer encore la connaissance épidémiologique de la maladie.

C'est pour répondre à l'objectif d'un renouveau de la recherche sur tous ces aspects du paludisme que vient d'être créée à Anney la Fondation Laveran. Elle vise à définir les moyens d'un « contrôle » du paludisme. Concrète et non plus abstraite, son objectif moins idéaliste et plus conforme aux multiples visages d'une maladie contre laquelle on a cru trop souvent, depuis trente ans, avoir trouvé l'arme absolue.

CLAIRE BRISET.

- (1) Laboratoires Hoffmann-La Roche.
- (2) Laboratoires Smith, Kline et French.
- (3) Il s'agit, dans un premier temps, d'un vaccin canin. Les babésioses forment un groupe de maladies animales particulièrement répandues chez les bovins, les chevaux, les moutons, les porcs et les chiens. Elles sont transmises par des tiques.

MOINS DE FRANÇAIS FAVORABLES A LA PEINE DE MORT

Si l'on en croit un sondage réalisé du 13 au 18 septembre par l'IFOP auprès de mille dix-sept personnes, et que publie l'hebdomadaire *les Nouvelles*, 59 % des Français interrogés sont favorables au rétablissement de la peine de mort, 45 % estiment que le nombre d'assassinats commis en France a augmenté depuis la suppression de la peine capitale. On notera que le nombre des partisans de la guillotine marque une légère régression par rapport à décembre 1980, où 63 % des personnes interrogées par la SOFRES s'y disaient favorables, alors que en 1978 et 1979, seulement 58 % et 55 % des personnes répondant oui à la question.

La même étude fait apparaître, d'autre part, que 71 % des Français sont opposés à l'empêchement des mineurs âgés de moins de quinze ans, et que 87 % se montrent très favorables au développement des peines de substitution pour remplacer la prison. Mais 63 % des personnes interrogées sont hostiles aux permissions de sortir, et 71 % aux libérations conditionnelles.

AU SIXIÈME SYNODE MONDIAL DES EVÊQUES

La confession, sacrement malade

La sixième assemblée générale du synode mondial des évêques se réunira à Rome du 29 septembre au 25 octobre pour discuter de « la réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise ».

Les deux cent vingt et un membres (évêques élus par leur conférence épiscopale : patriarches, arche-

vêques majeurs et métropolitains des Eglises de rite oriental ; dix religieux élus par l'Union des supérieurs religieux ; cardinaux chefs des dicastères romains ; et des membres nommés par le pape, qui ne doivent pas dépasser 15 % du nombre total) examineront la désaffection à l'égard de la confession privée et les moyens d'y remédier (1).

Le phénomène est sensible depuis une vingtaine d'années. En 1952, les catholiques français étaient 23 % à se confesser une fois par mois ; ils ne sont plus que 1 % en 1983, et 69 % disent ne jamais se confesser aujourd'hui, contre 54 % en 1974.

Confrontés à cet effondrement de la pratique de la confession privée avec ceux des pénitents, dite « confession auriculaire », les prêtres ont cherché des remèdes. D'abord - et c'est peu connu - le rite même du sacrement a été réformé, à la demande du concile, pour le rendre plus « humain ». C'est ainsi que le prêtre doit parler le premier au pénitent venu se confesser à lui, en l'accueillant chaleureusement et en lui parlant de l'amour et de la miséricorde de Dieu. Le prêtre doit lire un passage de l'Evangile avant de prononcer l'absolution et conclure l'entretien par une prière de louange et d'action de grâces, etc.

Ensuite, dans certaines églises, comme Saint-Louis d'Antin à Paris, on a remplacé les confessionnaux en bois par des petites « chapelles de la réconciliation », où prêtre et pénitent peuvent avoir un entretien discret. Enfin, les cérémonies pénitentielles avec absolution collective se multiplient, pour permettre aux chrétiens qui n'ont pas de pénitents graves à se reprocher de se réconcilier avec Dieu et leur prochain, au sein de la communauté liturgique.

Un plaidoyer pour le rite traditionnel

Le sacrement « malade » de la pénitence sera au cœur des débats du synode qui se réunira à Rome le 29 septembre, mais les travaux de ce forum consisteront à réunir le pape réconciliant de se heurter à une ambiguïté. Le thème retenu, « La réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Eglise », dépasse de loin le seul problème de la confession auriculaire, et de nombreux évêques souhaitent parler de la paix et de la justice dans un monde déchiré par des conflits. Or Jean-Paul II, qui pèsera par sa présence muette sur les délibérations synodales, ne cache pas son désir de voir le synode tout faire « pour instruire et persuader les fidèles du besoin de recevoir le

pardon de façon personnelle, fervente, fréquente », comme il l'a dit à Lourdes, le 15 août, et répété à plusieurs reprises depuis.

Le document de travail, distribué à toutes les conférences épiscopales, reflète déjà cette ambiguïté. Divisé en trois parties, le document consacre la première à l'humanité, à la recherche de réconciliation. On y dresse un catalogue des tensions et conflits qui divisent les hommes, les nations et les « blocs » Est-Ouest, Sud-Nord, et l'Eglise elle-même : ses divisions ont pour cause le péché. La seconde partie s'attache à décrire l'histoire du salut chrétien sous l'angle de la réconciliation, à la troisième partie, qui est la plus longue puisqu'elle compose la moitié du document, est centrée sur la réconciliation avec Dieu par le ministère de l'Eglise, grâce aux sacrements du baptême et de pénitence. Il y est dit clairement que la norme doit être la confession auriculaire, alors que l'absolution collective doit être exceptionnelle : lorsqu'il y a danger de mort ou un manque de prêtres, dans les pays de mission.

Les lacunes du document sont évidentes. La première partie, avec son sombre tableau de notre monde éclaté, passe sous silence les efforts de rapprochement accomplis depuis la dernière guerre, ainsi que les démarches en faveur de la paix : les évêques d'Allemagne fédérale, des Etats-Unis, des Pays-Bas, de la Belgique et de l'Irlande - pour ne pas citer ceux-ci - ont réécrit, récemment publiés des déclarations sur le désarmement. La deuxième partie, sur l'histoire du salut, est centrée sur l'Eglise catholique. Le mouvement œcuménique est ignoré, alors que la réconciliation entre les Eglises chrétiennes est au cœur du sujet. Quant à la troisième partie, elle insiste sur un point précis, à l'exclusion de tout autre : la restauration dans l'Eglise catholique du sacrement de pénitence tel qu'il fut pratiqué entre le concile de Trente et le concile Vatican II. N'est-ce pas une façon d'obliger le synode à travailler dans une seule direction ?

Les réserves françaises

Cette contrainte pose le problème théologique du rôle de l'institution synodale. Rétablie par le concile et voulue par Paul VI pour l'aider « dans sa tâche de gouverner l'Eglise », cette institution n'a pas encore trouvé son rôle véritable. Instance consultative, si elle pourrait devenir délibérative, si le pape en décidait ainsi - elle a encore trop tendance à s'en remettre à l'autorité suprême, avant l'élaboration du document final. Or, le synode permet aux évêques dispersés de « s'exprimer par le moyen d'un acte commun et par un « votum » collé-

gial sur des questions de première importance pour l'Eglise de notre temps », a dit, lors du synode de 1969, un jeune évêque polonais, Mgr Karol Wojtyła...

Reçu par les informateurs religieux le 27 septembre, Mgr François Favreau, nouvel évêque de Nanterre et délégué au synode, a déclaré que la délégation française comptait « se faire l'écho, à Rome, de ce qu'il y a de positif dans les célébrations pénitentielles collectives qui resteront, de toute façon, exceptionnelles ». « Je souhaite, a-t-il ajouté, que le synode ne se polarise pas sur la confession personnelle. Sans minimiser l'importance de ce sacrement, il faut considérer les autres actes pénitentiels - célébrations, pèlerinages, témoignages - qui sont porteurs de grâce ».

L'évêque de Nanterre s'est également interrogé pour savoir si le synode « aura le courage de nommer de nouveaux péchés « publics », comme le racisme, la torture, le terrorisme ». « Je suis convaincu, a-t-il conclu, par divers groupes pour défendre leurs intérêts » au synode, notamment des femmes, des traditionalistes et des divorcés-remariés ».

ALAIN WOODROW.

(1) La délégation française est composée de Mgr Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale ; du cardinal Echeagay (Marseille), de Mgr Coffy (Albi) et Mgr Favreau (Nanterre). Les suppléants élus sont Mgr Carrière (Laval), Mgr Buisson, évêque auxiliaire de Grenoble, Jean-Paul II a nommé quatre autres Français : le cardinal Lustiger (Paris), Mgr Decourtray (Lyon), Mgr Aubry (Saint-Denis de la Réunion) et Mgr Ramousse (missions étrangères de Paris).

EDUCATION

Réunis en association

LES PROFESSEURS D'ECONOMIE VEULENT GARDER LEUR INDÉPENDANCE

Les professeurs d'économie sont mécontents, « émus » selon leur expression, du décret relatif aux obligations de service des enseignants du supérieur, publié récemment (le Monde du 2 septembre). Quelque deux cents économistes, sur les trois cents qui enseignent dans les universités, viennent de signer un manifeste demandant que soit maintenue la spécificité du corps des professeurs, reconnues clairement les fonctions et les responsabilités qui leur incombent. Selon eux, la gestion des carrières et la définition des cours ne devraient pas être laissées à la discrétion des conseils d'université.

Ces économistes ont créé une association rassemblant des enseignants de « toutes tendances politiques et syndicales ». « Sous couvert de mesures financières, le petit décret remet en cause l'indépendance des enseignants », (1) explique M^{me} Jeanne-Marie Parly, professeur d'économie à Paris-IX (Dauphine) et membre du bureau provisoire de l'association. M^{me} Parly doit rencontrer, mercredi 28 septembre, le ministre de l'éducation nationale pour lui dire la crainte des membres de l'association devant des décrets et des projets « qui constituent une attaque violente contre l'indépendance du corps des professeurs, elle-même garante des progrès scientifiques de la nation ».

(1) Adresse provisoire : M^{me} Parly, 15, rue des Ursulines, 75005 Paris.

● Rentrée scolaire : déficit de cinquante mille heures d'enseignement, selon la PEEP. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) dénonce les difficultés « durables et généralisées » de la rentrée scolaire camouflées, selon elle, dans toutes les académies par une « rétention massive des informations ». La PEEP demande la constitution d'une commission parlementaire pour « évaluer l'étendue de la dégradation du système éducatif ». Elle évalue à cinquante mille le nombre d'heures d'enseignement non assurées dans les lycées et collèges.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 988 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1194 F 1727 F 2260 F
ÉTRANGER
(par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 857 F 1140 F
2 - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1105 F 1430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Licence professionnelle d'animation culturelle et sociale.

Maîtrise professionnelle d'animation culturelle et sociale.

Diplômes nationaux offrant une formation de haut niveau préparant aux carrières de l'animation (institutions culturelles, collectivités locales, milieux spécialisés).

Inscriptions : Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 PARIS.

Tour 24/24, 2^e étage, porte 06 - Tél. : 336-25-25, poste 51-78.

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

Enseignement supérieur privé
48, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 533.81.23/229.03.71/359.44.11

Du meuble individuel... aux grands ensembles

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Vienne

61, rue Froidevaux, 14^e.

CONTEMPORAINES aluminium



ensemble d'angle : haut 245 cm, prof. utile 30 cm, larg. grand côté 269 cm, larg. petit côté 129 cm. Contenance : 510 volumes environ.

CONTEMPORAINES JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

5 hauteurs - 3 largeurs - 3 profondeurs - 4 couleurs

Description générale : Modèles contemporains en PROFILÉ ALUMINIUM ANODISÉ BRUSSE et en surface métallique blanc, noir, rouge ou gris. Montants et traverses en aluminium anodisé brossé. Pince à vitres plastique noir. Châssis et fond en mélaminé double face 8 mm, émaillés aluminium anodisé. Étagères réglables en aggloméré mélaminé double face 19 mm, chançées avec 1 aluminium anodisé. Tous ces modèles peuvent être terminés sur option par des portes en mélaminé, des glaces claires, des glaces Persol bronze ou des glaces miroir Persol.



JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 2 modèles de 94 cm de large avec 1 modèle de 76 cm de large. Hauteur de l'ensemble 200 cm. Profondeur hors tout : 35 cm. Largeur hors tout : 250 cm. Contenance : 400 volumes divers.



JUXTAPOSITION DE MODÈLES CONTEMPORAINS
TOUS FORMATS
Ensemble obtenu par juxtaposition de deux modèles de 94 cm de large et d'un modèle de 76 cm de large. Hauteur de l'ensemble 200 cm. Largeur 266 cm. Profondeur hors tout : 35 cm. Contenance : 450 volumes environ.

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement!

A DES PRIX IMBATTABLES!

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert Rochereau - Galté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

BORDEAUX, 10, rue Bouffard, tél. (05) 44 39 42.
CLERMONT-FERRAND, 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93 47 06.
DIJON, 100, rue Monge, tél. (80) 45 02 45.
GRENOBLE, 59, rue St Laurent, tél. (70) 42 55 75.
LILLE, 88, rue Esquemoise, tél. (20) 55 69 39.
LIMOGES, 57, rue Jules Norac, tél. (55) 79 15 42.
LYON, 9, rue de la République (Métro Hôtel de Ville-Louis-Prad), tél. (7) 828 38 51.
MARSEILLE, 109, rue Paradis (Métro Esplanade), tél. (91) 37 60 54.
MONTPELLIER, 8, rue Sétane (Métro Gare), tél. (67) 58 19 32.
NANCY, 8, rue Saint Michel (Métro Pontonville), tél. (83) 33 84 84.
NANTES, 16, rue Gambetta (Métro Gare), tél. (40) 74 59 35.
NICE, 8, rue de la Bouchette (Vieux Nice), tél. (93) 50 14 89.
RENNES, 18, quai E. Zola (Métro Gare), tél. (99) 30 26 77.
ROUEN, 43, rue des Chartres, tél. (35) 71 96 22.
STRASBOURG, 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36 73 78.
TOULOUSE, 1, rue des Trois Renards (Métro Gare St-Sernin), tél. (61) 22 92 40.
TOURS, 5, rue H. Barbusse (Métro Gare), tél. (47) 61 03 28.

Ouverts du mardi au samedi inclus

DES MILLIERS DE COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE A PARTIR DE



50 MODELES

JUXTAPOSABLES, SUPERPOSABLES, DÉMONTABLES

La maison des BIBLIOTHEQUES

BON à retourner à GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14
Veuillez m'envoyer, sans engagement, vos catalogues en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matières, conceptions, prix, etc.) sur vos modèles STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE, etc...

M. _____
Code Postal _____ Ville _____

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE.
DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

(1) 320.73.33

50 من الاموال

SOCIÉTÉ

Nuits de Chine chez Maxim's

De notre correspondant

Pékin. — Il fallait le faire. Cardin l'a fait. Le lundi 26 septembre, le couturier français a inauguré, dans une salle d'opéra, le restaurant Maxim's de Pékin. Avant Londres, New-York et Moscou, où, paraît-il, M. André pour plaie d'impitoyable. Excusez du peu.

On se frotte les yeux, on se dit qu'on est victime d'une hallucination, mais non, c'est bien ça : le tapis rouge qui avance sur le trottoir, les grognons en tenue qui accueillent les invités à l'entrée, les lettres de l'enseigne, sautillantes comme si elles sortaient de la main d'un calligraphe un peu ivre, le décor 1800, le plafond fumé pour faire ancien, tout est là comme à Paris, rue Royale.

La seule différence est qu'on est à Pékin, en 1983, que Mao, à deux pas d'ici, dort tranquillement dans son mausolée et qu'aucun garde rouge n'est en vue à l'horizon pour mettre le feu à ce symbole des « mœurs décadentes » de la bourgeoisie occidentale.

Pour le dîner d'inauguration offert à un nombreux parterre d'amis venus spécialement de Paris, de diplomates et de représentants de la presse, le menu — succulent — du Maxim's de Pékin proposait une fricassée de fruits de mer, un filet de bœuf rôti garni d'asperges, suivi d'un sorbet aux framboises, le tout arrosé d'un pouding à la vanille. Un dîner d'un pouding à la vanille. Un dîner d'un pouding à la vanille.

champagne a coulé à flots, tandis que la princesse de Polignac chantonnait un *Frou-frou* repris en chœur par une salle transportée dans un rêve. Ah, les nuits de Chine chez Maxim's !

Pierre Cardin, lui aussi, était au septième ciel. Pour réussir son exploit, le couturier a fait venir 12 tonnes de matériel de Paris, les glaces biseautées, très rares, qui couvrent les murs, ont été spécialement taillées en France, le tapis a été commandé à Glasgow, en Ecosse. Une quinzaine de jeunes chafis français ont accepté de passer deux ans dans la capitale chinoise pour assurer le lancement de l'établissement, le rasta du personnel sera chinois. Les bénéfices, lorsqu'il y en aura, seront partagés moitié-moitié entre la municipalité de Pékin et la société Pierre Cardin.

Un dîner au Maxim's de Pékin n'en coûtera pas moins, paraît-il, environ 50 dollars, soit 100 yuans. A ce prix-là — c'est à peu près le salaire mensuel d'un cadre moyen de l'administration — seuls les résidents étrangers et les hommes d'affaires de passage pourront s'offrir le plaisir d'une « vraie soirée parisienne » à Pékin. Mais, parce qu'il est, dit-il, « le plus socialiste des capitalistes », Cardin ouvrira d'ici peu, à côté du Maxim's, un *Minim's*, dont les prix pourraient être plus accessibles sinon au Pékin, de base, du moins à une certaine élite fortunée et friande de dépaysement.

MANUEL LUCBERT.

AUTOMOBILISME

L'heure des transferts

Les pilotes de formule 1, qui sont généralement engagés par les écuries pour une durée d'un an, négocient leur transfert au mois de septembre. La période la plus chaude se situe traditionnellement lors du Grand Prix d'Italie, qui a pour cadre le circuit de Monza.

Les choses ont été un peu différentes cette année. Certains sénateurs du « grand cirque » ont, comme d'habitude, cherché à monnayer leurs talents. Alain Prost a été, pour une fois, l'un des premiers en piste. Le pilote français avait pour secret désir de piloter la saison prochaine pour Ferrari. Largement en tête du championnat du monde après le Grand Prix d'Australie, il était alors dans une position idéale pour séduire le Commandatore. Enzo Ferrari n'a, semble-t-il, pas réagi en apprenant les ambitions du pilote. La présence de ce dernier dans son écurie ne pouvait se concevoir que si René Arnoux, d'une façon ou d'une autre, était écarté de l'équipe italienne.

La situation a rapidement évolué. Les ambitions d'Alain Prost, qui avait mis deux fers au feu en annonçant par ailleurs qu'il était également intéressé par un contrat avec l'écurie McLaren, ont été réduites après son erreur — l'accrochage avec Nelson Piquet — lors du Grand Prix des Pays-Bas. La régie Renault a alors annoncé que son pilote avait signé un nouveau contrat avec elle.

L'accord Hinault-Tapie

LE CHAMPION RESPONSABLE

M. Bernard Tapie s'est expliqué, mardi 27 septembre, sur les raisons qui l'ont conduit à commander un contrat à l'équipe cycliste professionnelle constituée autour de Bernard Hinault, en rupture de contrat avec le groupe Renault-Gitane depuis le 6 septembre. Cet homme d'affaires intéressé par les entreprises en difficulté est sensible à la dégradation de l'industrie française de la bicyclette.

« Elle est en train de mourir alors qu'elle se développe ailleurs, principalement aux Etats-Unis et au Japon. »

« Les coureurs cyclistes professionnels doivent être responsables et faire leur métier dans les meilleures conditions possibles », estime de son côté, l'ancien champion du monde. « Il n'est pas normal qu'ils dépendent d'un directeur sportif disposant de tous les pouvoirs, et que la concurrence leur soit le plus souvent refusée. C'est pourquoi j'ai formé le projet d'une équipe confiée, non plus à un seul directeur sportif, mais à un entraîneur pour s'occuper des questions sportives et à un manager chargé des problèmes d'entendement. »

Le nom du nouveau groupe, qui n'a pas été dévoilé, pourrait être La Vie Claire. Les coureurs utiliseraient probablement des bicyclettes Bernard Hinault, fabriquées par MICMO-Gitane.

J. A.

pour la saison prochaine. Affaire réglée.

Eddie Cheever, en revanche, quittera Renault. Le pilote américain n'était pas, lui non plus, dépourvu d'ambition. Il rêvait d'être considéré, au sein de l'écurie française, comme premier pilote, à égalité de droit avec Prost. Gérard Larrousse a dit non. L'Américain devra chercher un autre employeur.

Chez Ferrari, les incertitudes ont aussi été levées. René Arnoux courra pour les mêmes couleurs : Patrick Tambay, lui, a été remercié. Le Commandatore a exprimé « sa reconnaissance au pilote français pour son intelligence et sa compétence ». Une preuve qu'on peut avoir des qualités que ne possède pas le meilleur de la formule 1 et se retrouver hors d'une écurie.

L'Autrichien Niki Lauda, en son temps, avait connu pareille mésaventure. L'Italien Michele Alboreto, qui courait pour le compte du Britannique Tyrrell, prendra la place de Tambay.

Pour les autres pilotes, rien n'a été décidé. Jacques Laffite, sous contrat encore pour un an avec Williams, pourrait changer d'horizon, compte tenu du mauvais rôle que lui a fait jouer cette saison l'équipe britannique. Le contrat du Finlandais Keijo Rosberg a en revanche été renouvelé.

GILLES MARTINEAU.

LE CONSTRUCTEUR JEAN RONDEAU A DÉPOSÉ SON BILAN

Dans le monde de la course automobile, comme dans celui de l'industrie, l'aventure paie rarement. Celle de Jean Rondeau, trente-sept ans, petit constructeur manceau qui avait, en 1980, à force d'astuces et de talent, gagné les Vingt-Quatre Heures du Mans, n'aura duré que huit ans. La S.A.R.L. Jean Rondeau, vingt-trois salariés, a déposé, mardi 27 septembre, son bilan devant le tribunal de commerce du Mans.

Depuis 1976, année où il avait engagé ses premières voitures, Jean Rondeau, à la fois constructeur et pilote, avait vécu sur le fil du rasoir, faute de financements suffisants. Soutenu par la société d'ascenseurs Otis, il avait innové en vendant chaque année ses voitures à des annonceurs, I.T.T., le Point, V.S.D., etc., selon la pratique courante dans les sports de voile. Cela n'a pas suffi, le marasme économique et la fin de son contrat avec Otis ont eu raison de la petite société.

Tout n'est peut-être pas perdu. Le tribunal de commerce a prononcé la mise en règlement judiciaire de la société, mais il a autorisé la poursuite de l'activité. Une diversification dans l'ingénierie et la signature possible d'un contrat avec Ford permettent d'espérer un redressement. Mais l'aventure en « solitaire » de Jean Rondeau n'est pas moins terminée.

CORRESPONDANCE

Une lettre de M^e Garnier

Après la publication de notre article intitulé « Un syndicat inculqué dans l'affaire Bouscat » dans le Monde du 22 septembre, M^e Jacques-Marie Garnier, syndic près les tribunaux de grande instance et de commerce de Paris, nous écrit notamment :

Je n'ai assumé dans le cadre de la liquidation du Groupe Bouscat aucune responsabilité qui ne m'ait été confiée par la loi. Je n'ai obéi à aucune directive qui ne m'ait été inspirée par l'intérêt constant des créanciers et de l'entreprise que j'avais pour mission de tenter de sauver. Je n'ai cessé de me soumettre au contrôle des magistrats du tribunal qui m'avaient désigné. Je n'ai recueilli aucune suggestion si ce n'est celle... des pouvoirs publics.

Il n'existe pas de comptabilité que j'aurais été chargé de tenir et qui « ne porterait pas trace de plusieurs dizaines de millions » — ce qui peut laisser croire à un détournement de ces sommes que personne ne songe à me reprocher. Il ne faut pas confondre la comptabilité de l'étude d'un syndicat et la comptabilité de l'entreprise qui lui est confiée. A supposer que des lacunes existent dans cette comptabilité quant à la détermination de l'origine de tel ou tel dépôt de fonds, l'essentiel est que, bien entendu, toutes les sommes dues à l'entreprise aient été dûment déposées à son compte.

La qualification légale de « malversation de syndic » prévue par l'article 146 de la loi du 13 juillet 1967 peut désigner les agissements les plus divers. En l'espèce, non inculpation a principalement pour objet de me permettre de fournir des éclaircissements sur les conditions dans lesquelles a été rémunérée une société d'expertise comptable à laquelle le tribunal avait recouru avant même de me nommer syndic.

Après m'avoir entendu sur le fond, ce qui n'a pas encore été le cas, le magistrat instructeur dira s'il peut être retenu à la charge des auxiliaires de justice qui ont utilisé cette société d'expertise une erreur d'appréciation quant à l'importance des honoraires qui lui ont été payés. En tout état de cause, il s'agit là d'un problème limité. Faut-il rappeler une fois encore que l'inculpation, pour blessante qu'elle soit pour l'homme qui la subit, est une simple mesure d'instruction, et non une condamnation ?

■ M^e Nicole Questiaux, ancien ministre, conseiller d'Etat, a été chargée d'exercer les fonctions de président de sous-section de la section du contentieux du Conseil d'Etat par arrêté du premier ministre paru au Journal officiel du 28 septembre.

L'ETOILE DES NEIGES

Établissement agréé et conventionné S.S. Recrutement des enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année Scolarité dans l'établissement

- Maladies des voies respiratoires
- Asthme

Cadre familial - 20 lits - Air. 950 m. 05400 La Roche-des-Arnauds Téléphone : (02) 57-82-57

CARNET

Naissances

— M^{me} Bruno JOHANET, M. et M^{me} Pierre BOLOTTE, Catherine, Gilles Johanet et Henri ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

leur petite-fille, fille et sœur, le jeudi 22 septembre 1983, à Paris, 9, rue du D^o Jacques-Marie-Clemenceau, 75015 Paris. Courtellement, 45340 Chemault.

Mariages

— M. Pierre CHAUSSIER et M^{me} CHAUSSIER, née Manique LAPARRA, sont heureux de faire part du mariage de leur fille

Anne

avec Jean-Louis DEVRED. Paris, 1^{er} octobre 1983. Inspection académique, BP 510, 29107 Quimper.

Décès

TINO ROSSI

— M^{me} Tino Rossi, M^{me} Pierrette Rossi et ses enfants, Laurent Rossi, Antoine Rossi, M^{me} veuve André Barandou, née Rossi, M. Joseph Andreani et M^{me} née Rossi, M. Gabriel Leniaud et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Tino ROSSI,

commandeur de la Légion d'honneur,

leur époux, père, frère, beau-frère, oncle et cousin,

survenu en son domicile, à Neuilly, le 27 septembre 1983.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 30 septembre 1983, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris-8^e, et le vendredi 30 septembre 1983, à 14 h 30, en la cathédrale d'Ajaccio.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard Maillot, 92200 Neuilly.

— Thibaut et Marie-Claude Lacan, Sybille Lacan, ses enfants,

Cyril et Fabrice Roger, Iris et Ariane Lacan, ses petits-enfants, Ses neveux et nièces, Sa famille et ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise BLONDIN,

survenue le 23 septembre 1983 à Paris. Les obsèques ont eu lieu le lundi 26 septembre 1983, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brénoisier, 75017 Paris.

Notre abonné, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde » est prié de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Georges Busquet, son épouse, M. et M^{me} Angel Villarroys et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Clément et leur fille, M. et M^{me} Henri Busquet et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Roger Galland et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre-Marie Matti et leurs enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges BUSQUET, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille des évadés,

survenu à Paris le 23 septembre 1983.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Charbonnières-les-Bains (Rhône), le 26 septembre 1983, dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6 bis, rue de Valenon, 75005 Paris.

— M. Léon Chazelas, M. et M^{me} Jean Chazelas et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Chazelas et leurs enfants, M. et M^{me} François Chazelas et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Chazelas et leur fille, M^{me} Marie-Pierre Chazelas et sa fille, M. et M^{me} Edouard Chazelas et leur fille, M^{me} Bruno Chazelas et ses enfants, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Léon CHAZELAS,

R.E.C.,

survenu, le 25 septembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont été célébrées à Grasse dans l'intimité familiale.

10, boulevard Crouzet, 06130 Grasse, 124, boulevard Blanqui, 75013 Paris.

— M. et M^{me} Dominique Destrem, M. Alain Destrem et sa fille, M^{me} Laurence Destrem et son fils, M. et M^{me} Eric de Bazelaire et leurs enfants, M. Hugues Destrem, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Raymond DESTREM,

née Simone Barot,

ancienne vice-présidente du comité de la Croix-Rouge de Cligny, insignes de bronze de la société française de Recours aux blessés militaires 1915-1918, médaille vermeil de la Croix-Rouge française,

leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue, le 25 septembre 1983, en son domicile, dans sa quatre-vingt-neuvième année. La cérémonie religieuse aura lieu le

jeudi 29 septembre 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7^e.

Ni fleurs ni couronnes.

5, quai Voltaire, 75007 Paris, 8, rue Montalivet, 75008 Paris.

— M^{me} Jean Fabre, son épouse, M. et M^{me} Paul de Guilhermier et leurs enfants, M. et M^{me} Edouard Fleury, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Bernard Fabre et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FABRE,

entré dans la paix du Seigneur, le 27 septembre, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 29 septembre dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 30, rue Buffon, 84000 Avignon.

— M. et M^{me} Jean-Robert HUTZLER

font part du décès de leur mère, dans sa cent quatrième année, et rappellent à ceux qui l'ont connue le souvenir de

Paula.

7, rue Albert-Bayet, 75013 Paris.

— Les assistantes du service social des P.T.T. ont le très grand regret de faire part du décès de

Jeanne ROZALE, assistante sociale chef, ancienne conseillère technique au ministère des P.T.T., chevalier de la Légion d'honneur,

survenue le 26 septembre 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 septembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 351, rue Lecourbe, 75015 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière de Bagneux, à 10 h 30.

Anniversaires

— Le 28 septembre 1980

Shirley GOLDFARB, artiste-peintre,

est morte.

Que son âme vive dans son art.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le jeudi 6 octobre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88-90, rue de l'Assomption, Paris-16^e, à la mémoire de

Camille ERNST, préfet honoraire,

décédé le 1^{er} septembre 1983.

Messes anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du décès de

Jean-Georges CAILLOT-VASLOT et de ses deux fils

Mathieu et David,

une messe sera célébrée à leur intention, le samedi 1^{er} octobre 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Communications diverses

— Le Comité républicain recouvre, lors de sa prochaine rencontre, le 29 septembre à 19 heures, M. René Rémon, président de la Fondation nationale des sciences politiques, qui traitera du projet de loi concernant la réforme de l'Université et des nouvelles dispositions relatives à la réforme de l'enseignement supérieur. Cette rencontre aura lieu sous la forme d'un séminaire (participation : 70 F).

« Carole » républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université Paris-XII (Val-de-Marne), jeudi 29 septembre, à 14 h 30, salle G 100 (faculté de droit de Saint-Maur), M. Mohammed Marzak : « Le régime fiscal des bénéfices des sociétés françaises dans les Etats du Maghreb (Essai sur les conventions fiscales conclues entre la France et les Etats en voie de développement) ».

STERN

GRAVEUR depuis 1841

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

A touch of Fred®



Royale de FRED maroquinerie, bagages, cadeaux : 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65. Galerie du Claridge, 74 Champs-Élysées. Hôtel Méridien, Paris. Aéroport d'Orly. Hôtel Louis, Monte-Carlo.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Fellini fêté par Rimini, sa ville natale

Entre
innocence
et mémoire



Gustave Doré
à Paris

Un grand enfant

C'EST revenir sur ce qui a déjà, et bien, été dit de l'homme et de son œuvre, mais on ne va pas brimer Paris sous prétexte de décentralisation, ni laisser à Strasbourg seule le mérite d'avoir vu naître Gustave Doré (1).

A Paris, l'exposition venue d'Alsace est partagée entre le musée Carnavalet et les grâces douteuses du Pavillon des arts, à l'emplacement de ce trou des Halles dont les profondeurs sépulcrales auraient séduit l'imagination de l'artiste. Dans l'hôtel de la rue des Francs-Bourgeois, est présenté le travail de l'illustrateur. Sous le « parapluie » de la rue Rambuteau qui prolonge celle des Francs-Bourgeois, sont exposés ses peintures, ses aquarelles, ses sculptures, aspects les moins connus et généralement méprisés de l'œuvre.

Cette coupure, d'évidence imposée par des contraintes matérielles, a cependant son importance. Le peintre qu'il voulait être, et pour qui la critique française n'a pas eu de mots assez durs, se trouve en effet dissocié de l'illustrateur, dont le succès n'a jamais terni. Ce deuxième ensemble tient naturellement ses promesses. Quant au premier, il est une surprise : aquarelles, lavis, ou dessins gouachés, sont d'une qualité telle qu'on pardonne volontiers le reste, les sujets... disons un peu chargés, émoussés, des toiles, et même la disposition de leur style, de leur genre.

Gustave Doré était le meilleur gymnaste qui soit. Il était, à la manière d'Ingres, violoniste. Il aimait sa mère, énormément sa mère. C'est un point sur lequel insiste géographiquement le catalogue, qui rend la malheureuse responsable de tous les tracés nerveux, sexuels, imaginatifs ou picturaux de ce grand enfant de Gustave. Il s'en tira par le travail, par un appétit balzacien, « dumasque », et sa mère n'en étant qu'à moitié responsable, par des dons prodigieux, repérables dès l'enfance.

Né en 1832, et ainsi pourvu des qualités les plus variées (il passait en outre pour assez arrogant), Doré, jusqu'à sa mort, cardiaque, à cinquante et un ans, se trouva finalement en perpétuel porte-à-faux avec les artistes et les goûts de son époque, Napoléon III, Eugénie, Courbet et quelques autres exceptés. Ses attachements romantiques étaient passés de mode, son imagination exaspérante les réalistes, son considérable succès populaire avait de quoi rendre méfiant les tenants du grand art, tandis que sa formation d'auto-didacte pouvait agacer les académiciens et les autres.

Son succès populaire est sans doute attribuable, comme le suggère toujours le catalogue, à ces magies, à ces fêtes, à ces horreurs infernales qu'il disséqua aujourd'hui sous le drap et le terme commun d'inconscient. Peut-être est-ce aussi plus sensible aujourd'hui aux mêmes frayeurs, aux mêmes émerveillements. Une part émoive de Doré a passé le relais à d'autres images, à d'autres techniques. Pourtant son œuvre reste au moins aussi forte. L'illustrateur populaire est devenu artiste et reconnu sans réticences, sinon pour sa peinture, et il y a là un paradoxe car le caractère suranné des sujets, dans les toiles, qui est la première cause de notre méfiance, est parfaitement accepté dès qu'il s'agit d'illustration. Comme si, pour ce domaine, les outrances de ses visions étaient transformées, déformées, par la proximité des dessins d'humour ou des caricatures. Doré s'était ainsi immunisé contre lui-même.

FREDERIC EDELMANN.

* Musée Carnavalet et Pavillon des arts, jusqu'au 6 novembre. Catalogue : 100 F.

(1) Voir le Monde du 21 juillet.

J'ai mon premier film, car jusqu'à présent j'ai plaisanté... « J'aimerais faire un film d'espérance, je voudrais avoir la force de la nature qui avec un peu de pluie fait éclore des fleurs sur le chaos ».

Sur la terrasse et dans les salons, la fête commence avec l'illumination du sommet du Grand Hôtel transformé, comme par enchantement, en un transatlantique de E la nave va. Les invités se pressent. Ils sont quelque deux cent cinquante. Visages familiers de personnalités connues — on a cherché en vain Mestriani : il s'était trompé de jour, — grandes toilettes un peu provinciales du Tout-Rimini, décolletés et paillettes, corps constitués, — mais manquait l'Eglise, — ministre socialiste, côtoyaient le néglié savant des habitués romains de ce genre de manifestation. Le fond sonore — les musiques des films de Fellini — donnait à la fête un air singulier, un peu comme si la ronde de la Dolce Vita allait commencer. Fellini en aparté : « Vous aimeriez avoir une caméra ? » Rire : « Tout est là, un peu de politique, un peu de corruption, de la gentillesse, de la tendresse, une volonté de s'amuser et l'incapacité à le faire, une conclusion et l'impossibilité de conclure ».

PHILIPPE PONS.

(1) Le Monde des 8 et 13 septembre.

J'ai changé », avec la Rimini « province de l'âme » qu'il porte en lui.

Etait-ce la terrasse du Grand Hôtel de Rimini, ville aujourd'hui sans grand caquet, proie des touristes allemands, ou celle de l'hôtel d'Amarcord, c'est-à-dire d'une Rimini désuète et fantasmagique se donnant à la fois l'air d'opérette, sur laquelle nous nous trouvons ? Passé retrouvé ou « passé composé » ? Fellini se mettait en scène lui-même, avec la complicité de tous, et surtout cette même ambiguïté qu'il y a vingt ans quand il tournait Huit et demi : naviguant entre la réalité et son reflet.

« Federico » pour les uns, « Maestro » pour les autres, il était partout et on le cherchait partout. Retrouvant, bras ouverts, Simone avec qui il faisait de la bicyclette, serrant des mains, reconnaissant chacun de lui, signant des autographes, tapant des mains devant des photos d'enfance, — une exposition avait été organisée par David Menghini intitulée « Tattarcor », — dispensant ses sourires, se reposant sur un canapé avec la Tebaldi, marchant bras dessus bras

dessous entre Giulietta et Anouk Aimée, noire, diaphane et belle, vers le Teatro Novelli pour y être ovationné à la fin de la projection de E la nave va.

« Je ne sais pourquoi on a inventé cette légende de ma froideur pour Rimini. On ne peut rompre avec son pays natal sans être en contradiction avec soi-même. Où je me sens le mieux ? Là où j'ai vécu le plus, où j'ai le plus d'ancrages. C'est pourquoi je ne me sens pas bien à l'étranger. C'est l'étranger que je supporte mal. L'étranger, c'est finalement une région de moi-même que je ne connais pas et qui m'alarme. Je n'y ai pas mes moyens intérieurs, ce laboratoire fragile et poussiéreux. A l'étranger, il me semble que je ne comprends rien : j'en reviens avec des détails insignifiants et inutiles. Je ne suis pas un impressionniste. A l'étranger, je suis aveugle. Alors je préfère ne pas partir. » Les questions fusent, les réponses s'égarent, se perdent dans le brouhaha des rencontres. « Ce que je crois ? Je crois à ce qui m'émue, à ce qui me fait vivre. » « Qu'il je suis ? Fellini... » « A partir de maintenant, je

LA BALLADE DE NARAYAMA

Une complicité plus forte
que la plus incestueuse tendresse

« La Ballade de Narayama », de Shôhei Imamura, d'après deux nouvelles de Shôhichi Fukuzawa, Palma d'or au Festival de Cannes, sort ce mercredi sur les écrans. (Voir le Monde des 17 mai et 27 septembre.)

A l'aube, la neige bleuit sur les montagnes de Narayama. Le froid est dur pour les oiseaux rapaces agrippés aux maigres branches comme pour les hommes nichés dans leurs maisons. Pour les uns et les autres, la nourriture est rare. Ils se disputent le même gibier. L'homme possède un fusil, l'égla a

des serres, et c'est lui qui enlève la lièvre que la chasseuse a tué. Au printemps, les crapauds, les insectes s'accouplent, les reptiles s'enlacent. La rivière dépose sur les cailloux les cadavres d'un nouveau-né. L'homme s'est donné des lois pour s'adapter et survivre, et des devoirs pour donner force de rite aux lois.

Le film d'Imamura témoigne des rites, de leur impitoyable efficacité, de leur intime coïncidence avec les diables, de leur empreinte sur la vie de ces gens isolés, cramponnés là, parasites d'une nature qui n'est pas faite pour eux. Alors, ils riment, s'organisent selon une hiérarchie rigoureuse.

Si les bêtes mâles sont tués à la naissance, les filles ont une chance d'être épargnées dans l'espoir d'être vendues — que peuvent signifier, les mots chance, espoir ?

Le jour venu

Les fils cadets n'ont pas le droit de prendre femme, de créer une lignée. A soixante-dix ans, il est mal venu de conserver sa vigueur. On se doit d'aller dans la montagne, conduit par la fille aînée, et d'y attendre la mort. Mourir dans son lit est une honte, la signe de la colère des dieux, pour un crime commis peut-être par un ancêtre. Les enfants ont à effacer la faute des parents. Obéissant au dernier vœu de son père, une fille s'offre nuit après nuit à tous les fils cadets. Seul celui d'Orin, nebot trop repoussant, trop puant et qui rebute jusqu'à la chienne des voisins. Seuls l'accep-

tent Tatsuhai, son frère aîné, et sa mère qui persuade une vieille veuve sans odorat de consacrer une nuit à ce fils maud.

Entre Orin et Tatsuhai, existe une complicité secrète, plus forte que la plus incestueuse tendresse. Il est l'image du père disparu depuis longtemps, et qu'il évoque avoir abattu avec son propre fusil, ce fusil dont il s'est emparé et qu'il ne quitte plus. Tatsuhai a tué son père qui n'avait pas le courage de conduire son propre père dans la montagne. Le jour venu, Tatsuhai y conduira Orin. Auparavant, elle aura ordonné le futur, aura trouvé au fils éné une seconde

épouse, à qui elle aura appris comment et où pêcher les truites à la main.

Elle aura, par ruse, débarrassé son petit-fils d'une femme sans mérite, et de plus sacrilège : cette femme vole de la nourriture et la porte à sa famille. Orin amène les choses pour que les villageois s'en aperçoivent. Ils brûlent la maison des coupables et les emmènent vivants.

La décision d'Orin paraît irrémédiable le jour où, d'un seul coup de sa tête contre la muraille d'un puits, elle casse ses dents de devant, trop belles, signes d'une inconvenante vigueur. Elle cache de sa main sa bouche ensanglantée, le nebot trouve les petits os blancs et les garde, comme des amulettes. Le jour venu, à l'aube, Orin et Tatsuhai s'en vont après avoir pris connaissance des rites à observer — partir sans être vus, ne pas se parler — et du chemin à suivre. Ils franchissent des ruisseaux, des crevasses, contournent des lacs. Il se blesse la pied, ils ne se parlent pas. Elle se contente, quand il faiblit, de lui frapper l'épaule, de lui faire signe de continuer, en avant. Seule vit la petite main sans rides, et les yeux qui semblent voir un autre horizon. La marche est longue jusqu'à l'ossuaire où voient les corbeaux repus, paysage onirique, décor atroce et épais d'une dernière étreinte, insupportablement définitive.

Il s'en va, la neige tombe. « Tu es froid ? » D'un signe de la tête, d'un presque sourire, elle dit non. D'un mouvement de la main, elle la renvoie. Elle reste, reine menue couronnée d'oiseaux noirs.

Au retour, il est seul, définitive-

ment. Il entend les cris d'un père qui ne veut pas mourir et que son fils traîne, emmêlé dans un filet, et qui se débat à tel point qu'il tombe, rebondit, roule comme une pierre le long d'une pente déchaînée. Le jour est fixé, dans la vie des fils, où ils tuent leur père.

Dans la maison, le nebot couché dans la paille chante la vieille balade où il est dit que la neige est signe de chance pour la vieillesse que l'on va dans la montagne...

Misère et noblesse. Imamura n'évite rien. Son regard caresse de même façon les torsions gracieuses des arbres, des rochers, des serpents, les yeux opaques des bœufs, la mousseline de l'herbe pauvre, la mosaïque de équelettes blanches, les corps translucides des papillons qui font l'amour, les cuisses dorées des filles renversées dans le bois, la lumière chaude du feu dans les maisons sombres, et les rires, effarés eurent que les hommes.

Tranquille cruauté

A intervalles réguliers, dans l'histoire de ces individus soumis et intraitables, en butte à des doutes qu'ils ne savent pas définir, tombe en rupture la tranquille cruauté des vies animales et végétales, soustraite en contrepoint par la musique bollywoodienne habituelle à Imamura, elle-même tranchée par les tonalités rauques des vieilles balades...

Toujours, Imamura s'attache à des gens « à côté », mal inscrits dans leur environnement naturel, comme ici, — ou social comme dans les précédents films qui se passent dans l'étouffement des villes. Et c'est sans doute plus rude chez nous dans un pays comme le Japon, d'une organisation aussi rigide. « Orin est heureuse », dit Fukuzawa, auteur du roman, et Imamura ne le dément pas (le Monde du 27 septembre). Mais Tatsuhai est un homme hâlé, un héros tragique, torturé par le meurtre de son père. Ce n'est pas du remords, c'est le

conscience d'être pris dans un engrenage fatal au bout duquel il conduira sa mère — cette femme, cette partie de lui-même — à la mort. Ce moment où il se regarde encore, où il s'étreint encore, c'est comme dans les rêves où on se retrouve avec des êtres aimés dont on sait qu'ils sont morts, et on ne sait plus, plus rien n'est vrai. Fantasma d'Orphée retrouvant et perdant Euridyce.

Protégés par les dieux, les enfants de Narayama accomplissent leurs fantômes. Toujours, dans les films d'Imamura, la tragédie emporte dans sa folie l'apparent naturalisme, et c'est encore, c'est toujours, l'universel duel avec la mort. Mais ici il n'est plus — comme dans le Pornographe, ou le Vengeance est à moi — une bataille triviale, affreusement dérisoire. Ici, c'est un échantillon grave, immense, intemporel.

COLETTE GODARD.

* Voir films nouveaux.

سكن من الامل

صكنا من الاجل

YOURI LIOUBIMOV A LONDRES

MAURICIO KAGEL

Crime et châtiement

La pédagogie

Accueilli à Londres pour y mettre en scène Crime et châtiement, Youri Liouboïmov vient de se placer sous la protection du gouvernement britannique et d'obtenir une extension de son visa.

Une venue de Youri Liouboïmov à Londres il y a un peu plus de huit semaines, en réponse à une invitation du Lyric Theater, dans l'arrondissement de Hammersmith, représente l'aboutissement de cinq années de négociations. Avec son adaptation de Crime et châtiement, interprétée par des comédiens anglais, le metteur en scène soviétique vient de créer sa première mise en scène de théâtre en Europe occidentale. Youri Liouboïmov a acquis depuis déjà longtemps une solide réputation internationale avec sa compagnie - on a pu voir en France, pour le Festival d'automne : Les dix jours qui ébranlèrent le monde ; la Mère ; Makiavski, et des spectacles à la Scala, à Munich, à Naples.

Aujourd'hui, le spectacle poursuit une série de représentations triomphales - on parle d'une prolongation dans un théâtre commercial du West End. Un succès remarquable - la presse parle d'un nouvel Orson Welles et prétend, le compliment n'est pas mince, ne rien avoir vu d'aussi original depuis la fameuse mise en scène du Songe d'une nuit d'été par Peter Brook, en 1970. Plutôt que de faire une transposition linéaire de Crime et châtiement, Youri Liouboïmov a agencé les scènes de son spectacle comme autant d'éclats, de lames effilées pointées vers le cœur du roman de Dostoïevski. Le crime a déjà eu lieu, et, en s'installant, les spectateurs trouvent à leurs pieds les corps sans vie de l'usurier et de la jeune Lisa-veta. La scène, désormais, est tout entière à Rodion Raskolnikov. « A un vrai Napoléon, tout est permis », lui fait dire d'entrée Liouboïmov : la scène appartient à une question morale et politique, posée par Dostoïevski, qui est celle de l'accommodement avec l'absolu, avec la mort, avec le bien et le mal. Le scénographe David Borovski a

imaginé un système de portes et de charnières mobiles, symboles de la vie déchirée, du dilemme de Raskolnikov. Le reste du plateau est nu, livré aux apparitions des comédiens, à la pluie, à des jeux de lumières fulgurants. Youri Liouboïmov ponctue cette armature de quelques effets-lévités, un jeu d'ombre, un liquide renversé, une flamme soufflée. Maître de son art, Youri Liouboïmov, à soixante-cinq ans, est aujourd'hui gravement frustré dans son propre pays de toute possibilité d'en aménager ou d'en prévoir les conditions d'exercice. C'est sans doute ce qui l'a poussé

le 5 septembre dernier, par un long entretien avec le Times, à rompre le silence qui entoure ses relations avec les autorités soviétiques. Anciennes et compliquées, faites de conflits et de compromis incessants, ces relations semblent désormais avoir atteint un point critique qui est tout simplement celui de l'existence du Théâtre de la Taganka, fondé par Liouboïmov, et dont il assure aujourd'hui la direction. « Je ne me laisserai pas piétiner », a-t-il déclaré, précisant, d'autre part, que les fonctionnaires en charge du théâtre dans son pays n'avaient « aucune compétence artistique ».

Mauricio Kagel est au Festival d'automne, avec des films, du 5 au 10 octobre, au grand foyer du Centre Pompidou. Avec, le 11 octobre, au grand auditorium de Radio-France : Die Erschöpfung der Welt, et, du 27 octobre au 13 novembre, salle Gémier, la Trahison orale, théâtre musical. Le 6 novembre, France-Culture organise une « journée Kagel ».

fait pas rire ou, au mieux, un compositeur sans inspiration musicale, et n'acceptait pas ces définitions trop commodes sans une certaine méfiance. Lui non plus. Le purisme ? Faisant allusion à nombre de ses œuvres qui comportent une dimension théâtrale ou simplement visuelle, il déclare d'entrée de jeu : « Je ne crois pas aux choses à l'état pur. En revanche, je crois que l'impureté est le seul moyen de réfléchir sur la pureté. Il faut se méfier des mots-étiquettes comme « musique pure », car on finit par croire ce que disent les mots. Une part importante de ma recherche se situe dans ce terrain entre le « pur » et l'« impur », un terrain pour lequel il n'existe pas de dénomination parce qu'on n'a pas de référence.

« Le côté spectacle de la pratique musicale a toujours été un côté mal-gré lui. Faire du chef d'orchestre un acteur et pas seulement un médium, comme le voudrait une certaine morale artistique, serait aller contre l'humanité qu'un veut extraire de la musique comme le jus d'un fruit. Au concert, on doit faire abstraction du spectacle, on n'en parle pas. Pourtant, les vedettes de l'esthétique, qu'il s'agisse de chefs, de pianistes, de violonistes, possèdent un fluide extramusical, et c'est à cela, en grande partie, que le public est sensible. Pourquoi vouloir le nier ? Que cette aura n'ait rien à voir avec la musique n'empêche pas que la communication en dépende. En tant que compositeur dont le métier est de trouver des moyens de communication, pourquoi devrais-je me passer de ce qui fonctionne si bien ?

Le poids des paroles

HOMME de grand talent mais aussi d'une grande habileté, Youri Liouboïmov n'a pas tout dit dans sa conférence de presse et dans l'interview accordée à The Times. Et c'est bien compréhensible. Car l'affaire Liouboïmov dépasse considérablement le directeur du Théâtre de la Taganka. Elle semble en effet s'inscrire dans la lutte pour le pouvoir qui continue de se développer à Moscou depuis la mort de Leonid Brejnev entre MM. Andropov et Tchemeniko.

Paradoxalement, c'est avec l'arrivée au pouvoir suprême de son protecteur que se sont envenimés les ennemis chroniques que Liouboïmov a toujours connus : la direction de son théâtre. Jusqu'à l'en dernier, l'enfant terrible du théâtre soviétique n'avait pas eu à faire d'esclandre public pour parvenir à tel ou tel compromis avec les autorités culturelles, pour faire lever telle ou telle interdiction (1). On savait qu'il bénéficiait de la compréhension d'un certain Youri Andropov, beau-père de Michael Filippov, l'un des membres de la troupe de la Taganka, et que le chef du K.G.B. - bien décidé à déraciner la dissidence, mais partisan d'un certain dialogue avec les intellectuels « critiques » - n'hésitait pas à intervenir en sa faveur. C'est d'ailleurs cette protection accordée à Liouboïmov qui fit attribuer à M. Andropov une réputation de « libéral » qu'il ne mérite nullement. Intelligence et libéralisme ne sont pas le même chose...

Toujours est-il qu'en début de l'été dernier, lorsqu'il se retrouvait en butte aux ordonnances de la censure, Youri Liouboïmov fit ce qu'il avait toujours fait : il demanda rendez-vous à M. Andropov pour lui expliquer l'affaire. Peine perdue : le numéro un soviétique lui fit savoir qu'il ne pouvait pas le recevoir et qu'il n'était pas - ou plus ? - habilité à traiter les questions idéologiques. Pour tout homme averti des luttes de sérial à Moscou, le message était clair : dans le partage des tâches, M. Andropov avait dû abandonner à son rival, M. Constantin Tchemeniko, les affaires idéologiques auxquelles ressortit la culture.

Un tel abandon n'a pas été, bien sûr, volontaire. Il tend à confirmer ce dont on se doutait : le pouvoir de M. Andropov est loin d'être absolu, et la règle selon laquelle il faut quatre ou cinq ans pour que se fasse réellement une succession à Moscou est toujours valable. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le « sort » de Youri Liouboïmov. Le metteur en scène doit bien savoir en effet qu'il n'a rien à attendre des services de M. Tchemeniko. Ce dernier ne s'est-il pas illustré lors du dernier congrès du parti par un discours particulièrement borné consacré aux questions idéologiques et culturelles ?

JACQUES AMALRIC.

Va-et-vient

Depuis cette première intervention, Youri Liouboïmov a demandé - et obtenu - du gouvernement britannique l'autorisation de prolonger son séjour en Grande-Bretagne, et il s'est placé sous la protection du Foreign Office. Il a rencontré à nouveau la presse, tout en poursuivant, entre son appartement gardé secret et le Lyric Theater des contacts rocambolesques avec les fonctionnaires de l'ambassade soviétique. Sur les ondes de la BBC, Youri Liouboïmov enfin a enregistré en russe un entretien d'une vingtaine de minutes, diffusé à trois reprises vers l'Union soviétique.

« Au Théâtre de la Taganka, dit Youri Liouboïmov, les autorités ont interdit mes trois dernières créations. J'ai travaillé à peu près six mois sur chacune d'entre elles pendant la dernière période de trois ans. Si les autorités ne me donnent pas la possibilité de monter ces spectacles, alors le théâtre devra continuer sans moi. Depuis un an, ils ont tout interdit. Ils veulent tout simplement que je m'arrête.

« Dans l'immédiat, j'ai besoin de me reposer. Je n'ai pas eu un moment d'interruption depuis trois ans (1), aussi je viens de demander d'être pendant trois semaines. Si les autorités veulent que je reste ici, je resterai. Si elles veulent que je travaille, elles devront me permettre d'exercer mon métier. Je ne peux pas les forcer à m'aimer.

« Youri Liouboïmov évoque avec humour l'époque où ses relations lui permettaient de faire lever les interdictions fréquentes prononcées à l'encontre du Taganka. Quand on lui demande s'il aimerait travailler davantage à l'Ouest, Youri Liouboïmov, que les directeurs de théâtre et de festival s'arracheraient, répond :

« Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de demandes que j'ai déposées au ministère de la culture. Certaines sont acceptées, la plupart sont refusées. J'ai été l'année dernière en Finlande, auparavant en Italie, en Allemagne. Mais le Maître et Marguerite, de Boulgakov, et Crime et châtiement ont été refusés pour la Pologne et pour la France. Et puis il y a toujours la Dame de pique. Le spectacle a été tué dans l'œuf, il y a six ans, quand je devais le présenter à l'Opéra de Paris. Tout est prêt, les costumes, la musique, la maquette. Cette année, Giorgio Strehler m'a invité à Paris dans son Théâtre de l'Europe. Il a envoyé un télégramme à Andropov, qui n'a pas répondu.

« J'aimerais aussi beaucoup revenir à Londres. Mon rêve est de monter Hamlet, ici, dans le pays de Shakespeare.

« Mais je veux travailler dans mon pays. J'ai créé le Théâtre de la Taganka, je lui ai donné vingt ans de ma vie.

Habile, Youri Liouboïmov l'est certainement. Il admet aujourd'hui, par ses déclarations à la presse, de « créer une pression » sur les autorités soviétiques « pour négocier une forme de compromis au sujet du Taganka ».

Mais entre la vie et la mort de son théâtre, la marge de manœuvre est étroite.

Youri Liouboïmov a une invitation pour l'Italie, à l'Opéra de Bologne. A Moscou, le Taganka l'attend. Son avenir ? Il destine dans le vide un grand point d'interrogation et répond : « Des nuances ».

MARC DONDÉY.

(1) Youri Liouboïmov a présenté ses spectacles en tournée et répété ceux qui ont été frappés d'interdiction.

Puritanisme, pureté

« Cela dit, je ne suis pas complètement contre cette morale : si on éclaire les chœurs et l'orchestre dans une cantate de Bach avec des spots verts et bleus, je ne dirai pas que c'est dégoûtant, mais que ce n'est pas utile. Cependant, il faut tout de même décaler d'une façon habile, car si les éclairages sont mauvais, cela aura l'air triste ; qu'on le veuille ou non, un chœur et un orchestre, c'est aussi un spectacle. Le souci de moralité va très loin : par exemple, si on met un uniforme aux choristes et aux musiciens, c'est pour éviter l'érotisme visuel, pour qu'on ne remarque pas les différences et qu'on puisse se concentrer sur la spiritualité de la musique. Le refus du spectacle dans la musique dite pure est fondé fortement sur un puritanisme latent.

Cette méfiance à l'égard du purisme, cette dénonciation par l'humour de la fausse pureté qu'on a prise pour une apologie de l'impureté, ce doit pointé sur ce que la pudeur empêche de nommer mais pas de regarder, ont valu à bon nombre d'œuvres de Kagel d'être accusées d'obscénité, ou d'être exclusivement négatives dans leur férocité critique. Ce faisant, on ne parlait pas de la musique elle-même mais, presque exclusivement, du spectacle qui l'entourait, tant il est vrai que les mélomanes sont les premiers à s'attacher à l'aspect visuel dont ils prétendent pouvoir faire abstraction, et qu'ils ont, en fait, beaucoup de mal à se concentrer sur la musique si on ne les y aide pas un peu... Kagel poursuit :

KAFKA
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
le lierre théâtre
22, rue du Chevaleret (13^e) - 01 586.55.83
LA COLONIE PÉNITENTIAIRE
KAFKA

La Ville de Paris présente le
XXI^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
du 20 septembre au 29 octobre 1983
20^e ANNIVERSAIRE
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS CHÂTELET
du 3 au 9 octobre à 20 h 30
matinée dimanche 9 octobre à 14 h 30
NEDERLANDS DANS THEATER
GIRI KYLIAN
LOCATION : aux caisses du théâtre le 11 h à 19 h
Par téléphone 261.19.33 de 11 h à 19 h
sauf dimanche

FARID CHOPÉL
Chopelia
PALAIS DES GLACES
37, Fg du Temple 75010 PARIS
Location ouverte : 607.49.93

AMERICAN IN V.O. AT THE AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, 75014 PARIS
633-67-28
ENGLISH FOR EVERYBODY
SESSIONS INTENSIVES
renouvelables tous les 15 jours
Début : 12 septembre
SESSION D'AUTOMNE
du 26 septembre au 17 décembre
Learn to speak American
tous les jours, le soir et le samedi
PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Daumesnil (7^e) - 01 586.72.15
SESMA
Gravures
Tij. et dim. de 10 h à 18 h, ven. 14 h - 18 h
14 SEPTEMBRE - 15 OCTOBRE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
55, rue de Richelieu (2^e) - 01 52.52.53
« du marché aux puces à la Bibliothèque nationale »
Georges Sirof
1896-1977
une collection de photographies anciennes
tous les jours de 12 h à 18 h
15 SEPTEMBRE - 10 NOVEMBRE

GALERIE DARIAL
22, rue de Beaune, Paris (7^e) - Tél. : 261-20-63
Ouvert du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h
ISADORE LEVY
PROLONGATION JUSQU'AU 22 OCT. 1983

GALERIE FRAMOND
RENCONTRES XIII
BEAUDIN • BORES • DE CONINCK
ESTÈVE • GARBELL • LEGER • LESIEUR
GUIRAMAND • REBEYROLLE • ROHNER
PICASSO • POLIAKOFF • VIEIRA DA SILVA
3, rue des Saints-Pères, VI^e

POCHE
Etienne BERRY dans
la dernière bande
SAMUEL BECKETT
mise en scène : Michel DUBOIS

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI
ART CINÉTIQUE
PEINTURE, SCULPTURE
GRAND PALAIS
CHAMPS-ÉLYSÉES
Vernissage le 15, de 17 à 21 h
Avenue Winston Churchill
15 septembre-9 octobre

La Foire de Burlington House,
la Foire des Antiquaires,
Royal Academy of Arts,
Piccadilly, Londres W1, Angleterre.
19-29 octobre
19-29 octobre 11 h-19 h
Entrée donnant droit à un catalogue.
19 octobre : 4 livres
20-29 octobre : 3 livres.

Galerie Maeght - Leiong S.A.
13 & 14, rue de Téhéran - 75009 PARIS - T. 563.13.19
JIRI KOLAR
NIGEL HALL
ALAN GREEN
27 septembre - 18 novembre

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
L'AVANT-GARDE RUSSE
AU FEMININ
Jusqu'au samedi 15 octobre
JOSE-LUIS SANCHEZ
Sculptures et Reliefs
ALLEN JONES
Lithographies 1961-1983
AFFICHES D'OPERA
de 1870 à nos jours
9, av. Matignon Paris 8 - 256.32.90
du mardi au samedi de
10 h 30 à 19 h 30.

AU FESTIVAL D'AUTOMNE

« PLATÉE », A VERSAILLES

par voies détournées

« Si je suis sensible au problème du purisme, c'est que j'ai aussi un côté puritain... Il y a certaines de mes pièces dans lesquelles ce que je donne à voir constitue un véritable sabotage de la partie musicale : c'est tout à fait conscient de ma part, car si un auditeur veut vraiment écouter la musique, il le peut : simplement je lui rends la vie difficile pour le mettre à l'épreuve. Ça, c'est le vrai côté religieux de ma démarche, le côté initiatique. Cela fonctionne si les gens ont la possibilité de venir entendre deux fois : alors ils découvrent tout ce qu'ils n'avaient pas entendu parce qu'ils avaient trop regardé. C'est l'histoire des putains qui deviennent des saintes, c'est le chemin de Liszt qui a fait l'amour comme une machine toute sa vie et l'a finie abbé. »

L'inverse n'est pas possible ou, du moins, n'aurait pas le même sens. Parvenir à dépasser les pièges visuels que je tends, c'est une façon de redécouvrir la pureté de la musique.

Cet aspect initiatique de l'œuvre de Kagel, ce désir secret de faire accéder l'auditeur à un degré supérieur d'intelligence musicale et de conscience lucide, trouve son origine dans la filiation directe qu'on peut établir avec l'Ecole de Vicaça (Schoenberg tout particulièrement) ou avec Beethoven et Brahms. Loia d'être, comme on l'a dit, ce rupture avec le passé, la technique de composition de Kagel reprend à son compte l'héritage du dodécaphonisme et de l'aventure sérieuse des années 50, mais ça se sent pas...

Les régions secrètes

« J'ai mis, dit-il, la sérénité qui somme comme la musique sérieuse, parce que je ne voyais pas pourquoi la technique devrait devenir esthétique mais, au fond, mon métier est d'une sérénité folle : tous les éléments sont sans cesse variés les uns par rapport aux autres, il n'y a jamais de répétitions, je fais l'inventaire de toutes les possibilités avant d'écrire. Cette sérénité est pour moi nécessaire à cause de la place très importante que je laisse à la subjectivité quand je compose : ça ne veut pas dire pour autant que l'auditeur doit s'apercevoir de la rigueur de l'écriture, au contraire. Ce que je n'aime pas chez les compositeurs romantiques, c'est que, quand ils écrivent une fugue, on entend que c'est une fugue. Chez Bach, c'est tout à fait différent, il avait besoin de cette forme pour s'exprimer, il ne l'a pas prise pour la rendre audible. Chez les romantiques, j'entends la forme, pas le contenu. »

Pédagogie, vraiment ? Ou alors ce ne sont pas les secrets de son écriture que Kagel veut faire pénétrer à l'auditeur, plutôt les régions secrètes de la musique. En tout cas, s'il reconnaît à posteriori le côté pédagogique de ses œuvres, il se défend d'y penser à priori.

« Je nie la pédagogie et je suis pédagogue : mon activité de professeur à Cologne, qui ne tient beaucoup à cœur, y est bien sûr pour quelque chose... La pédagogie musicale, c'est essayer de rationaliser des problèmes qui sont souvent irrationnels. Moi-même, quand j'écris, je suis tellement irrationnel que c'est seulement plus tard, à l'audition ou à la relecture, que je peux rationaliser. Cela s'explique facile-

ment : la recherche de la communication est une démarche essentiellement irrationnelle à côté de l'aspect rationnel de l'écriture et de la composition musicale. C'est pour cela qu'on ne peut pas décider a priori d'écrire une musique pédagogique pour l'auditeur. La pédagogie fonctionne après coup. Beethoven n'était pas pédagogique (en ce sens qu'il n'était pas académique) et on en a fait un pédagogue parce qu'il a apporté quelque chose qu'on ne pouvait pas apprendre ailleurs. »

« Au sujet de l'académisme qu'on lui reprochait, Brahms a dit un mot qui me plaît beaucoup : « Oui, mais chez moi ça sonne... » Je n'aime pas faire de la pédagogie dans mes œuvres mais, après la création, elles deviennent des objets capables d'être « pédagogisés ». »

Pédagogie tout de même, donc. La pédagogie kagélienne emprunte, de toute façon, des voies détournées. D'abord, comme on l'a vu, il y a le sabotage par le spectacle ou plutôt l'épreuve du visuel (encore qu'il ne faille pas s'y tromper : Kagel apportant un son tout particulier à la mise en scène, il n'est nullement interdit d'y trouver aussi du plaisir) ; ensuite, il y a l'épreuve du rire, qui oblige le public à prendre position.

L'humour, conclut Kagel, n'est pas seulement un moyen de communication privilégié, c'est une façon de faire réfléchir rétroactivement, de faire prendre conscience. Les choses sont toujours trop complexes pour qu'on les communique simplement en les nommant. C'est comme pour le « sabotage » visuel, je pense que les choses vraies ne sont jamais apparentes.

GÉRARD CONDÉ.

Bécassine chez le Roi-Soleil

Le tricentenaire de Rameau offre l'occasion de découvrir les formes quelque peu oubliées d'un siècle pourtant glorieux et de revoir des œuvres méconnues, comme *Platée*.

L'ENGLISH BACH FESTIVAL, fondé et animé par M^{me} Lina Lalandi, a beaucoup contribué à remettre Rameau à l'honneur ces dernières années, en montant, notamment, à Versailles, avec des bœufs divers, la *Princesse de Navarre*, *Hippolyte et Aricie*, *Pygmalion*, *Nais*, et aux Champs-Élysées un très beau *Castor et Pollux*.

Précédant les *Fêtes de Palmyre* (ce mercredi 28 septembre à la Galerie des Glaces), c'était mardi, à l'Opéra royal du château, le retour de *Platée*, beaucoup plus familier grâce aux

représentations du Festival d'Aix-en-Provence, en 1956, de Versailles, en 1964, et de l'Opéra-Comique, en 1977. Curieusement, cette parodie de la tragédie lyrique a été presque seule à illustrer l'opéra ramiste pendant plus de vingt ans, principalement grâce à un artiste exceptionnel, Michel Sénéchal.

Celui-ci incarnait de façon inoubliable la laide nymphe des marais qui se croit irrésistible et à qui Jupiter fait semblant de déclarer sa flamme pour guérir la jalousie de Junon, laquelle éclatera de rire en sautant la vallette de la ridicule mariée.

Sénéchal s'identifiait si bien au personnage, se coulait avec tant de bonheur dans cette musique, transcendant tous les traquenards proposés par Rameau à la malheureuse nymphe, de sa voix de fausset inimitable, malicieuse et qu'on ne peut pas bécoter, qu'il mettait les rieurs de son côté et confisquait le spectacle.



« Rameau l'Enchanteur »

L'esprit baroque

Le ballet « Rameau l'Enchanteur », créé par l'ensemble Ris et danceries au Mai de Bordeaux, a participé aux Fêtes de Versailles, qui célèbrent le tricentenaire du compositeur.

Jusqu'à présent, les reconstitutions de ballets du répertoire classique s'attachent à la *Fille mal gardée* (1789). Au-delà, il existe des descriptions de danses, des notations de pas (de Feuillet), des partitions musicales, une iconographie, mais rien sur l'exécution, le rôle du corps, la façon de mener l'intrigue. Et les danses du dix-septième siècle et du dix-huitième siècle sont encore considérées comme sujet de recherches livresques.

Il a fallu l'engouement récent des Anglais et surtout des Américains pour que les Français commencent à s'intéresser à cette forme très riche de leur patrimoine qui est la danse baroque. C'est ce qui a permis à la chorégraphe française Lancelotti de constituer, en 1980, en liaison avec l'Institut de musique et de danse anciennes, un petit ensemble, Ris et danceries, spécialisé dans ce style. Le spectacle *Bel et ballet* à la cour de Louis XIV, qui reconstituait le rituel de Versailles, a été très bien accueilli.

« Nous espérons beaucoup du tricentenaire de Rameau, dit Francine Lancelotti, car c'est grâce à sa musique que la danse baroque a connu son plein épanouissement. A cette époque, elle est devenue l'affaire de professionnels. C'est le début de la virtuosité, mais tempérée chez certains artistes comme M^{me} Sallé par une recherche du naturel qui annonce Noverre. Nous avons beaucoup travaillé sur ces musiques en prévision de la production des Indes galantes ; mais, au dernier moment, le metteur en scène M. Pizzi a refusé notre participation, et j'ai dû déboucher mes danseurs pendant plusieurs mois. Alors nous avons décidé de faire nos preuves nous-mêmes. Mais comment présenter les danses baroques en dehors du contexte de l'opéra-ballet ? Reconstituer une suite de pas aurait paru artificiel et scolaire. J'ai imaginé de les mettre en situation, de les lier par une trame dramatique dans la goût de l'époque : Rameau l'Enchanteur »

est le voyage de deux danseurs contemporains dans l'univers baroque, il est présenté comme une suite d'épreuves initiatiques imposées par une divinité de la danse avec la protection d'un magicien. Le metteur en scène Robert Fortune a donné une articulation théâtrale à ce conte qui requiert des effets de lumière et des changements à vue. Les musiques ont été enregistrées par Antoine Geoffroy-Dechaume et par Pierre Siché.

Créé au Mai musical de Bordeaux, *Rameau l'Enchanteur* a été repris les 24 et 25 septembre au Théâtre Montansier de Versailles. C'est un spectacle charmant qui exploite habilement les ressources de la danse baroque. Le prologue est un peu laborieux, mais, au fil des épreuves chorégraphiques exquises sont soumis les deux jeunes gens, on passe avec révérence des jeux de berge à l'entrée de Diane chasseresse et aux pas de caractère des Furies. Le bal chez la princesse — qui retient le jeune homme sous son charme — est réglé à la façon d'une fête galante. Wilfride Piollet, étoile de l'Opéra, passionnée de danse ancienne, joue la princesse et s'abandonne au doux balancement de la chaconne comme un personnage de Lancelotti.

Pour interpréter la divinité de la danse, Monique Lancelotti a fait appel à Malevika, qui juxtapose intelligemment au code classique le système tout aussi rigoureux de la danse hindoue. Sa colère sur « l'Air de la vengeance » de Zoroastre est un grand moment.

L'exécution de ces menusets, tambourins, rondeaux, lours et musettes, réclame une entente parfaite des danseurs ainsi qu'une technique maîtrisée : une formation classique ou moderne, complétée par la pratique du style baroque proprement dit. La danse s'accroît d'une « gestique », de Claudine Pella, qui s'harmonise aux pas et définit une unité de convention théâtrale.

Talons à bobines, jupes à tonneaux, la technique est encore restreinte pour les femmes qui « battent » à peine et brillent surtout par le battillage de petits pas vifs, mais c'est le début de l'envol masculin qui mènera de Pécor à Ballon et Vestris. Dégaqués hardis, entrecuirs, cabriols et petits brisés... Rameau l'Enchanteur se conclut sur une magnificence gavotte, véritable triomphe de la danse baroque.

MARCELLE MICHEL.

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
29 SEPT. 1, 3, 4, 6, 7 OCT. A 20H - 8 OCT. A 14H30 ET 20H30
2, 9 OCT. A 14H30
LES ÉTOILES ET LE BALLET
OPERA
COPPELIA
LOCATION AU THEATRE OU PAR TELEPHONE : 722.47.27 DE 11H A 17H30

COACH
SOUPLES ET DÉCONTRACTÉS, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6^e
326.29.17

CHAILLOT • GRAND THEATRE
21 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
23 SEPTEMBRE • 23 OCTOBRE 727.81.15
VERSION INTEGRALE
hamlet
THEATRE DE LA COMMUNE
AUBERVILLIERS

EMMANUELE RIVA, NELLY BORGEAUD
dans « EMILIE ne sera plus jamais cueillie par l'anémone » de MICHEL GARNEAU
mise en scène GABRIEL GARRAN
du 5 octobre au 20 novembre
Square Stalingrad - 833.16.16

A PARTIR DU 29 SEPTEMBRE
SALLE LOUIS JOUVET
Compagnie Théâtre Éclaté
LE PELICAN
de August Strindberg
réalisation Alain François
Dominique Gühhard
avec Anouk Ferjac
Frédéric Lelagans
Françoise Lugagne
Jean-Baptiste Molaret
Patricia Psaltopoulos
MARDI MERCREDI 19 h
JEUDI VENDREDI 21 h
SAMEDI 16 h
SALLE CHRISTIAN BERARD
Compagnie Intérieur Silem
CREDO
de Enzo Cormann
mise en scène Emmanuel Ostrovski
avec Françoise Bette
MARDI MERCREDI JEUDI 18 h 30
VENDREDI SAMEDI 20 h 30
LOCATION 742.67.27
FNAC-AGENCES

مكتبة الأمل

FORMES

Michel Humair

La peinture de Michel Humair se donne enfin libre cours. De son travail de deux ans, il a choisi le meilleur (1). Il a certes besoin du tremplin visible, mais c'est sa vision intérieure qu'il impose. En peinture, rien qu'en peinture. L'intérieur rose reste sans doute un intérieur, comme les autres coins de sa maison, l'air surtout, si magistralement transfigurés. Sans jamais l'imiter, Michel Humair aime trop Bonnard pour oublier sa leçon. Une composition rigoureuse endosse les débordements de la couleur, le temps : ainsi l'entre-mêlé, cette heure qui est entre l'été et l'automne. Et la ligne de fuite s'ouvre vers le large, voué au bleu, s'évase avec la lumière sur la plaine, car la lumière est le grand liant de ce monde polychrome à dominante verte (le ciel), rouges, oranges, saumon. Un monde purement émotionnel qui s'est substitué à la figuration initiale. Ebloui par tant de splendeur, l'artiste a peint son propre éblouissement.

Irena Dedicova

La vision d'Irena Dedicova, en l'occurrence une série d'huiles sur papier, et aussi sur toile et sur bois (2), est contemporaine du premier maître du monde. Du premier « petit maître », dont la lumière froide nimbe des paysages lisses, inhumains, sans vie organique, où pleuvent les météores, où s'étale un lac stérile. On assiste à la Naissance de la pierre, accouchement minéral, à celle de la *White Giant Star*. On est plus vieux de quatre à cinq milliards d'années quand une nova bleue ou une nova rose s'élève lentement au-dessus d'un décor pétrifié. Vertigineux retour aux origines évoqué d'une main qui sait tirer les rideaux du rêve.

Tal Coat

C'est avec l'âge que les artistes incontestables donnent toute leur mesure. Je pense par exemple à Tal Coat, que j'ai naguère trop briève-

ment traité sans avoir pu attendre sa grande rétrospective du musée d'Evreux. Il est omniprésent ces jours-ci à Paris non seulement (et encore) à Clivages mais chez Patrice Trigano (3), prestigieux ensemble où le contact pour ainsi dire corporel du peintre avec la terre-mère se transpose en plages inouïes, la plupart monochromes, éloquentes sous la poussée de l'esprit, vertes, jaunes, ocre, violettes (et ces superbes petits formats mauves !). Ces deux galeries continuent leur hommage à la FIAC, la seconde avec quarante autoportraits de Tal Coat, aux côtés des récentes compositions de Gérard Schneider.

Louis Lépine

Je pense également à un peintre de moindre envergure, bien sûr, Louis Lépine, qui n'a réussi à faire sortir de son silence (4). Ce autodidacte sincère n'est pas un naïf, en dépit de la gaucherie de ses portraits. Il a le don de la couleur et du rythme. Ses souvenirs de voyage ont permis à ce figuratif antiréaliste de recréer des cités aux pures éclatantes.

Scoraille

Cosme de Scoraille a trop vécu au contact de l'art et des artistes pour ne pas céder à son tour à l'impérieux désir de peindre (5). S'il « procède essentiellement par touches et par titonnements », selon A. Berne-Joffroy, ses taches savent aboutir à de délicates compositions, à des triangulations, par exemple, en tons sours, bruns ou roses d'un charme prenanti.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Bellint, 28 bis, boulevard de Sébastopol.
- (2) Artcurial, 9, avenue Matignon.
- (3) Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts.
- (4) La Galerie, 67, rue Saint-André-des-Arts.
- (5) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.

GALERIES

Des jeunes, nouvelles tendances

A la Foire internationale de l'art contemporain, la FIAC, édition 1983, il est moins rare que les années passées de rencontrer de très jeunes artistes, notamment des Français. Les marchands qui prennent le risque de les promouvoir ont souvent choisi de présenter l'un d'eux plus amplement dans leur galerie.

Il fallait bien s'attendre, en ces temps de foire et de rencontres internationales à trouver dans les galeries qui font la petite ceinture de Beaubourg ce qu'on y trouve : une bonne dose de peinture à la sauce diable, gonflée d'images ouvertes à tous les vents, sommaire, inachevée, emhrouillée, barbouillée, forte en pâte et en couleur, traversée d'accentuations dramatiques, ironiques et pourquoi pas, toniques. Où le subjectif, le pulsionnel, les souvenirs personnels et formels, les motivations autobiographiques et, d'une manière générale, tout ce qui avait été évacué dans les rangs de l'avant-garde au nom du formalisme ressurgissent avec une folle énergie. L'énergie du désespoir ?

Provoqué, né par insémination artificielle, ou pas, on ne sait déjà plus trop, pour les besoins du marché, l'enfant est là, sorte de monstre tentaculaire, enraciné partout en Europe. Plus lent à émerger, beaucoup moins structuré qu'au Allemagne, aux États-Unis ou en Italie, le phénomène a pris en France une telle ampleur, notamment chez les moins de trente ans, qu'on ne peut l'évacuer d'une pichenette. La FIAC pour la première fois en rend réellement compte dans le secteur des galeries regroupées sous la bannière « nouvelles tendances », où l'on voit les jeunes Français Blais, Combès, Di Rosa, Boisson, Blanchard, Garouste, Favier, Laget, Rousse et quelques autres bien en place à côté des ténors étrangers, pères, oncles et cousins que l'on s'arrache sur le marché international (pas toujours très bien représentés d'ailleurs, les marchands qui ont les cartes en main boudant quelque peu la foire).

Hors FIAC, ces galeries ont souvent choisi de présenter chez elles, parallèlement, des expositions individuelles : Hervé Di Rosa (galerie Gillespie-Laage-Salomon), Miquel Barcelo (galerie Yvon Lambert), Philippe Favier (galerie Farideh Cadot), auquel nous ajouterons Sandro Chia, galerie Daniel Templon, qui, au Grand-Palais, possède un stand en dehors du secteur des

nouvelles tendances. Comme quoi l'appellation n'a plus beaucoup de sens.

Miquel Barcelo (1), Catalan, vingt-six ans, semble s'imposer comme le représentant de la nouvelle peinture en Espagne, peut-être parce qu'il a eu la chance d'être sélectionné à la dernière Documenta de Kassel. Il peint lourd et sombre, travaille en épaisseur avec des couleurs de tourbe et de fange dans lesquelles il cerne des figures somnolentes. Situées entre terre et eau, elles servent un jeu de miroirs où le peintre représente le peintre arc-bouté, toile au sol - comme Pollock - et renvoie de lui une image monstrueuse, exprime ses angoisses de créateur face à la matière informe et mystérieuse. L'impression, agaçante, de déjà vu est cependant un peu tempérée par un accent dramatique qui sonne maladroit plutôt que faux.

Hervé Di Rosa (2) fait partie des jeunes vedettes de la nouvelle vague *made in France* dont la singularité, par rapport à l'allemande ou à l'italienne, serait de ne pas perpétuer l'héritage culturel expressionniste, ni d'user de références à l'histoire de l'art, mais de puiser dans la B.D., les images de pul et de télé. Né en 1959, punk aux cheveux bleus à quatorze ans, monté de Sète à Paris un peu plus tard, Di Rosa fait de la B.D. depuis qu'il est tout petit, et depuis qu'il est un peu plus grand force sur le format déversant sur le territoire « chie » de la peinture ses images cradingues descendues tout droit de la revue *Bazooka* (3) : héros, super-héros et mornions robotisés, nans gonflables et loustics bien vulgaires... Graphisme sommaire, gras, il aime aussi mêler sa propre image mimant l'effroi, l'acte sexuel ou la mort à ses monstres boulimiques, et semble croire qu'il va scandaliser, en se déclarant plus impressionné par Tintin que par Schnabel (ce en quoi on peut le suivre). Un peu comme si la B.D. en peinture, le mauvais goût en peinture, le pet en peinture, la vulgarité en peinture, étaient de vraies nouveautés. Passons.

Philippe Favier (4), c'est autre chose. Il est stéphanois, et jeune aussi. Son moyen de se faire, il l'a trouvé en prenant le contre-pied de la tendance générale à faire grand. Il donne carrément dans le microscopique avec des figures de quelques millimètres, peintes, découpées, épinglées ou collées au mur en compositions très étudiées, et se sert de l'infiniment petit pour introduire dans l'infiniment grand : le ciel et au-delà.

Il avait commencé, il y a trois ou quatre ans, par peindre des champs de choux-fleurs liliputiens et des foules estivales. Maintenant il donne dans les trompettes du jugement dernier, la chute des anges, le péché originel, et dans beaucoup de grands sujets pour plafonds d'églises baroques. Assise selon plusieurs types d'arrangements, en spirales ou à la manière classique avec arcades, temples, colonnades et même dallages en damier pour les jardins de paradis et les harem, sa folie d'images nourries de références et de réminiscences, est fort joliment maîtrisée. On aurait bien tort, par les temps qui courent, de se refuser le plaisir d'aller y voir de plus près.

Avec dix ans de plus que tous ces jeunes, Sandro Chia, vedette de la « transavanguardia » italienne, n'est certainement pas le pire du genre. Daniel Templon (5) expose de lui des toiles toutes fraîches - de ces trois derniers mois. Palette opulente et coup de pinceau habile : Chia est peintre, on en train de le devenir, sans *a priori* stylistique, en nomade de la citation et de la forme, des thèmes et des manières de faire, avec toutefois une prédilection pour l'entre-deux-guerres, Chirico, Carrà, Chagall aussi. Les thèmes de ses toiles récentes : femme et héros, figures mélancoliques, le vague à l'âme, la lame à l'œil, l'enfer, le paradis, le veuf, le solitaire, l'abandonné, l'inconsciemment de grands corps nus couchés, en symbiose avec l'espace. Pour une peinture état d'âme, oscillant entre le bucolique, la joie de vivre et la tristesse romantique, aux couleurs *ad hoc* généreusement dispensées, tour à tour nerveuses, solaires, électriques, furieuses, moites futuristes, sombres, lascives. Et la recherche d'une relation directe de l'homme à la nature.

Bien entendu, il n'y a pas que ça à voir dans les galeries, ni même à la FIAC. Des marchands qui demeurent fidèles à des amours anciennes, il en reste. Nous y reviendrons.

GENEVIÈVE BREERETTE.

- (1) 5, rue du Grenier-Saint-Lazare.
- (2) 24, rue Beaubourg.
- (3) Éditée aux éditions du Dernier Terrain vague. Celles-ci proposent d'ailleurs, parallèlement à l'exposition Di Rosa, une monographie « à mi-chemin entre la B.D. et le livre d'art » consacrée à l'artiste. Avec la bénédiction du C.N.L.
- (4) 77, rue des Archives.
- (5) 30, rue Beaubourg. La galerie Scroussil, 34, rue de Seine, expose également des œuvres de Sandro Chia.

SÉLECTION

CINÉMA

« La Ballade de Narayama » de Shohei Imamura

Voir notre article page 13.

ET AUSSI : Un jeu brutal, de Jean-Claude Brisseau (les étonnantes rapports d'un biologiste assassin avec sa fille, petite garce infirme) ; *Chronopolis*, de Piotr Kamler (extraordinaire nouveau jeu de l'énigme) ; *le Destin de Juliette*, d'Aline Issermann (l'enfer quotidien d'un mariage raté, en milieu prolétaire) ; *Liberty Belle*, de Pascal Kané (un étudiant de 1959 entre la guerre d'Algérie et l'aventure comme au cinéma) ; *Fanny et Alexandre*, d'Ingmar Bergman (saga familiale en version intégrale) ; *Hanna K.*, de Costa Cavras (une femme, Israël et les autres) ; *Orkney et la Fille au carton à chapeau*, de Boris Barnet (du muet au parlant, l'anti-conformisme d'un cinéaste soviétique à découvrir) ; *Peter Ibbetson*, de Henry Hathaway (il n'y a pas de prison pour l'amour fou).

THEATRE

« Hamlet » à Chaillot

Reprise du drame le plus mystérieux de Shakespeare dans son intégralité. Un spectacle de toutes les questions qui découlent de la question essentielle : être ?

« Le Gardien du tombeau » à la Bastille

La voix de Kafka et celle de Jean-Marie Pons, de leur murmure hypnotique, traversent la conscience.

ET AUSSI : les *Paravents*, de Genet, à Nanterre (la grande épopée de Patrice Chéreau). *L'Extraragant M. Wilde* à l'Œuvre (il disait que l'humour est la politesse du désespoir).

MUSIQUE

Musica 83 à Strasbourg

Le grand festival de musique contemporaine Musica 83, qui se déroule actuellement (et jusqu'au 9 octobre) en même temps à Rome et à Strasbourg, pour la première fois, a pour but de consolider le répertoire du vingtième siècle, faire entendre des créations et reprendre des œuvres à peine entendues des jeunes compositeurs. Têtes d'affiche les jours prochains à Strasbourg : Janacek avec le *Carnet d'un disparu*, mis à la scène par l'Atelier lyrique du Rhin (les 28 et 29). Varèse, figure de proue du festival, par l'Ensemble Intercontemporain, dirigé par Boulez (le 30). Pousseur (le 30), Steve Lacy (les 1^{er} et 2^{es}), Ligeti, Devillers, Manoury, Berio (le 2^e), Zemlinsky, Xenakis, Nono (le 4^e), avec un après-midi continu d'œuvres contemporaines pour accordéon, flûte et piano, interprétées par Andrzej Krzanowski, Aurèle Nicolet, M.-F. Bocquet et Cl. Helffer (le 1^{er}). Strasbourg a l'ambition de réussir la rencontre de la musique contemporaine avec son public.

ET AUSSI : Festival d'automne : *Maison*, de G. Tamestit (Pompidou, du 28 septembre au 7 octobre) ; Inauguration du nouvel orgue Mülheisen du Temple des Billettes (le 2 et le 9, à 17 h ; les 4 et 6, à 20 h 45) ; Kiri Te Kanawa (Athénée, le 3) ; Schubert, par le Quatuor Via Nova et M. Gendron (St-Séverin, le 4) ; Bach et Mozart, par l'English Chamber Orchestra et M. Parrish (Pleyel, le 4) ; Weber et Schoenberg, par le Groupe vocal de France et l'Orchestre de Paris, dir. S. Cambléring (Pleyel, le 5) ; d'Indy et Strauss, par l'Orchestre National, dir. S. Baudo, avec P. Resch (Champs-Élysées, le 5) ; Idil Biret (Th. des Variétés, le 5, à 15 h) ; l'Ensemble 2-2m (IRCAM, le 5, à 18 h 30 et 20 h 30) ; Musiciens et danseurs aborigènes d'Australie (Bouffes du Nord, du 5 au 15 octobre).

VARIÉTÉS-ROCK

Ray Barreto

Tourné en France du percussionniste portoricain, l'une des figures les plus talentueuses de la salsa, qu'il a su rénover et enrichir en utilisant l'apport du jazz. Avec le cœur battant de Spanish Harlem, Ray Barreto est à Paris (la Mutualité) le lundi 3 octobre, à Bordeaux le 4, à Angoulême le 5.

Farid Chopel

Farid Chopel revient au Palais des Glaces pour 30 représentations de *Chopelia*. Un étonnant one-man-show (à partir du 4 octobre).

Gilbert Bécaud

Arlequin possessif, angoissé, rassurant et heureux, Bécaud aime la scène d'amour, ose animer une chanson, met en vie ce que suggèrent les mots, à coups de gestes larges et précis, à coups d'éclats de rire et d'accords plaqués sur le piano. Gilbert Bécaud fête ses trente ans de scène à l'Olympia (à compter du 1^{er} octobre).

ET AUSSI : *Pierre Akenside* à Bobino ; *Black Sabbath* à l'Espace Balard le vendredi 30 septembre ; *Stranglers* à l'Espace Balard le jeudi 29 ; *Stray Cats* à Clermont-Ferrand (Maison des Sports) le 29, à Montpellier (Grand Odéon) le 30 ; *The Police* à Lyon le 3 octobre ; *Peter Tosh* à l'Espace Balard le mardi 4, à Strasbourg (Tivoli) le 5.

DANSE

XXI^e Festival international de danse de Paris

Derniers feux du New-York City Ballet au Châtelet qui, à partir du 4 octobre cède le pas au Nederlands Danses Theatre. Autre style, autres mœurs, mais Jiri Kylian a bien du talent.

Les Journées des jeunes créateurs organisées par la revue « Autrement »

La jeune danse présentée dans le contexte plus large de la création contemporaine. On y retrouve la compagnie de Karine Saporta entre un groupe rock et le chanteur Rachid Babri, au Crique d'Hyver (1^{er} octobre, 21 h), Marie-Claire Chéreau à l'Espace Kirou (1^{er}-2-3 octobre), Klara Grönova, Jean-Claude Ramseier, Kalfeldance à l'Atelier 15/20 (1^{er}-2 octobre).

Ouverture de la saison 83-84 du Ballet du Rhin à Mulhouse.

Création de *Trois Préludes* de Ben Stevenson, *Spring Festival* de Jean Sarrailh (sur la partition de « la Source » de Delibes), *le Prisonnier du Caucase* de Skibine et la première en Europe de *Doors* de variations de Yampolski, chorégraphe du Ballet d'Israël.

EXPOSITIONS

La FIAC au Grand Palais

Il reste encore quelques jours pour s'y rendre (jusqu'au 2 octobre), visiter ses cent soixante et quelque stands, et faire son choix parmi les 5 000 peintures, dessins, sculptures, photographies réunis sous la verrière du Grand Palais.

L'Australie

Au programme Australie du Festival d'automne, on trouve aussi des expositions : *Papunya* réunie à l'Ambassade (4, rue Jean Rey), les peintures de dix-sept artistes d'une communauté aborigène du désert central. Tandis qu'au musée des Arts africains et océaniques sont présentés 24 artistes utilisant le support photographique.

ET AUSSI : *Murillo dans les musées français*, au Louvre. *L'Expo des exos*, au musée des Arts décoratifs. *Les chefs-d'œuvre du musée de Liège*, au centre culturel Wallonie-Bruxelles.

théâtre Gérard Philippe Saint-Denis
27 septembre - 23 octobre

cervantès • intermèdes

mise en scène Jean Jourdeuil/Jean-François Peyret

Le théâtre prend des vacances... le meilleur rafraîchissement Libération

Une merveille de comédie Le Matin

Un sens infaillible de la dérision Le Nouvel Observateur

Plaisant - pointu - populaire L'Express

coproduction TGF/éditeurs TNP dans le cadre du festival d'automne

59 BD JULES-GUESDE LOC. 243-00-59 FNAC-AGENCES

UGC MARRITZ • REX • UGC BOULEVARD • UGC ODEON • UGC MONTPARNAISSE
UGC GODELINS • UGC CONVENTION • CINE BEAUBOURG LES HALLES
PARAMOUNT MONTMARTRE • UGC GARE DE LYON • 3 MURAT
ARTEL Nogent • ARTEL Villeneuve • PARINOR Aubry • ALPHA Argentan
UGC Scroussil • CINE Les Minimes • GREGY Puteaux • 3 DEFENSE • 4 TEMPS

BRIGITTE FOSSEY • STEPHANE AUDRAN
CHRISTOPHE MALAVOY • HITO JAJULMES





LE MONDE

LIBRIERIES

nouvelles tendances

ET. DES SPECTACLES

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'EMOI D'AMOUR - Théâtre 13 (583-16-30), 21 h, dim. 15 h, 1281.
TOUTES A TUER - Espace-Gaîté (327-13-54), 21 h, 30; dim. 17 h, 281.
DOMMAGE QUE'ELLE SOIT UNE PUTAIN - Cité Internationale, Res- (589-38-69), 20 h 30, (281).
ZOD ZOD ZODIAQUE - Carrefour de l'Europe (633-46-65), mar., jeu., ven., 20 h 30 (28).
CREDO - mar., 18 h 30; ven., sam. 20 h 30; LE PELICAN mar. 19 h; jeu., ven., 21 h; sam. 16 h; Athénée (742-67-27) (29).
MA VEDETTE AMERICAINE - Saint-Georges (874-74-37) 20 h 45; dim. 15 h (29).
L'ANITYME - Déjeuné (271-44-20), 18 h, dim. 15 h (30).
COCTEAU-MARAS - Atelier (609-49-24), 21 h; dim. 15 h (30).
LA MAIN DE LA VILLEGIA-TURE - Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 (30).
ROMANCE DE MEXICO - Ivy, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30, dim. 17 h 30.
LA COLONIE PENITENTIAIRE - Lièvre (586-55-83), sam. 20 h 30; dim. 17 h 30.
CYRANO DE BERGERAC - Moga-dor (285-45-30), sam. 16 h 30, 21 h; dim. 16 h 30; mar. 20 h 30.
HUMOUR ET FANTASIE - Tou-mour (887-82-48), 18 h 30 (11).

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), Les 28, 1^{er} oct. à 19 h 30; le 4 oct. à 20 h; le 5 oct. à 19 h 30; le 6 oct. à 20 h; le 7 oct. à 19 h 30; le 8 oct. à 20 h; le 9 oct. à 19 h 30; le 10 oct. à 20 h; le 11 oct. à 19 h 30; le 12 oct. à 20 h; le 13 oct. à 19 h 30; le 14 oct. à 20 h; le 15 oct. à 19 h 30; le 16 oct. à 20 h; le 17 oct. à 19 h 30; le 18 oct. à 20 h; le 19 oct. à 19 h 30; le 20 oct. à 20 h; le 21 oct. à 19 h 30; le 22 oct. à 20 h; le 23 oct. à 19 h 30; le 24 oct. à 20 h; le 25 oct. à 19 h 30; le 26 oct. à 20 h; le 27 oct. à 19 h 30; le 28 oct. à 20 h; le 29 oct. à 19 h 30; le 30 oct. à 20 h; le 31 oct. à 19 h 30.
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), Les 28 à 14 h 30; le 29 à 20 h 30; le 30 à 20 h 30; le 31 oct. à 20 h 30; le 1^{er} nov. à 20 h 30; le 2 nov. à 20 h 30; le 3 nov. à 20 h 30; le 4 nov. à 20 h 30; le 5 nov. à 20 h 30; le 6 nov. à 20 h 30; le 7 nov. à 20 h 30; le 8 nov. à 20 h 30; le 9 nov. à 20 h 30; le 10 nov. à 20 h 30; le 11 nov. à 20 h 30; le 12 nov. à 20 h 30; le 13 nov. à 20 h 30; le 14 nov. à 20 h 30; le 15 nov. à 20 h 30; le 16 nov. à 20 h 30; le 17 nov. à 20 h 30; le 18 nov. à 20 h 30; le 19 nov. à 20 h 30; le 20 nov. à 20 h 30; le 21 nov. à 20 h 30; le 22 nov. à 20 h 30; le 23 nov. à 20 h 30; le 24 nov. à 20 h 30; le 25 nov. à 20 h 30; le 26 nov. à 20 h 30; le 27 nov. à 20 h 30; le 28 nov. à 20 h 30; le 29 nov. à 20 h 30; le 30 nov. à 20 h 30; le 1^{er} dec. à 20 h 30; le 2 dec. à 20 h 30; le 3 dec. à 20 h 30; le 4 dec. à 20 h 30; le 5 dec. à 20 h 30; le 6 dec. à 20 h 30; le 7 dec. à 20 h 30; le 8 dec. à 20 h 30; le 9 dec. à 20 h 30; le 10 dec. à 20 h 30; le 11 dec. à 20 h 30; le 12 dec. à 20 h 30; le 13 dec. à 20 h 30; le 14 dec. à 20 h 30; le 15 dec. à 20 h 30; le 16 dec. à 20 h 30; le 17 dec. à 20 h 30; le 18 dec. à 20 h 30; le 19 dec. à 20 h 30; le 20 dec. à 20 h 30; le 21 dec. à 20 h 30; le 22 dec. à 20 h 30; le 23 dec. à 20 h 30; le 24 dec. à 20 h 30; le 25 dec. à 20 h 30; le 26 dec. à 20 h 30; le 27 dec. à 20 h 30; le 28 dec. à 20 h 30; le 29 dec. à 20 h 30; le 30 dec. à 20 h 30; le 31 dec. à 20 h 30.
CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer: Les 28 à 14 h 30; le 1^{er} oct. à 15 h; le 2 oct. à 15 h; le 3 oct. à 15 h; le 4 oct. à 15 h; le 5 oct. à 15 h; le 6 oct. à 15 h; le 7 oct. à 15 h; le 8 oct. à 15 h; le 9 oct. à 15 h; le 10 oct. à 15 h; le 11 oct. à 15 h; le 12 oct. à 15 h; le 13 oct. à 15 h; le 14 oct. à 15 h; le 15 oct. à 15 h; le 16 oct. à 15 h; le 17 oct. à 15 h; le 18 oct. à 15 h; le 19 oct. à 15 h; le 20 oct. à 15 h; le 21 oct. à 15 h; le 22 oct. à 15 h; le 23 oct. à 15 h; le 24 oct. à 15 h; le 25 oct. à 15 h; le 26 oct. à 15 h; le 27 oct. à 15 h; le 28 oct. à 15 h; le 29 oct. à 15 h; le 30 oct. à 15 h; le 31 oct. à 15 h; le 1^{er} nov. à 15 h; le 2 nov. à 15 h; le 3 nov. à 15 h; le 4 nov. à 15 h; le 5 nov. à 15 h; le 6 nov. à 15 h; le 7 nov. à 15 h; le 8 nov. à 15 h; le 9 nov. à 15 h; le 10 nov. à 15 h; le 11 nov. à 15 h; le 12 nov. à 15 h; le 13 nov. à 15 h; le 14 nov. à 15 h; le 15 nov. à 15 h; le 16 nov. à 15 h; le 17 nov. à 15 h; le 18 nov. à 15 h; le 19 nov. à 15 h; le 20 nov. à 15 h; le 21 nov. à 15 h; le 22 nov. à 15 h; le 23 nov. à 15 h; le 24 nov. à 15 h; le 25 nov. à 15 h; le 26 nov. à 15 h; le 27 nov. à 15 h; le 28 nov. à 15 h; le 29 nov. à 15 h; le 30 nov. à 15 h; le 1^{er} dec. à 15 h; le 2 dec. à 15 h; le 3 dec. à 15 h; le 4 dec. à 15 h; le 5 dec. à 15 h; le 6 dec. à 15 h; le 7 dec. à 15 h; le 8 dec. à 15 h; le 9 dec. à 15 h; le 10 dec. à 15 h; le 11 dec. à 15 h; le 12 dec. à 15 h; le 13 dec. à 15 h; le 14 dec. à 15 h; le 15 dec. à 15 h; le 16 dec. à 15 h; le 17 dec. à 15 h; le 18 dec. à 15 h; le 19 dec. à 15 h; le 20 dec. à 15 h; le 21 dec. à 15 h; le 22 dec. à 15 h; le 23 dec. à 15 h; le 24 dec. à 15 h; le 25 dec. à 15 h; le 26 dec. à 15 h; le 27 dec. à 15 h; le 28 dec. à 15 h; le 29 dec. à 15 h; le 30 dec. à 15 h; le 31 dec. à 15 h; le 1^{er} jan. à 15 h; le 2 jan. à 15 h; le 3 jan. à 15 h; le 4 jan. à 15 h; le 5 jan. à 15 h; le 6 jan. à 15 h; le 7 jan. à 15 h; le 8 jan. à 15 h; le 9 jan. à 15 h; le 10 jan. à 15 h; le 11 jan. à 15 h; le 12 jan. à 15 h; le 13 jan. à 15 h; le 14 jan. à 15 h; le 15 jan. à 15 h; le 16 jan. à 15 h; le 17 jan. à 15 h; le 18 jan. à 15 h; le 19 jan. à 15 h; le 20 jan. à 15 h; le 21 jan. à 15 h; le 22 jan. à 15 h; le 23 jan. à 15 h; le 24 jan. à 15 h; le 25 jan. à 15 h; le 26 jan. à 15 h; le 27 jan. à 15 h; le 28 jan. à 15 h; le 29 jan. à 15 h; le 30 jan. à 15 h; le 31 jan. à 15 h.
BEAUBOURG (277-12-33), Débat-Recontres-Musée: Les 28 à 19 h; le 29 à 19 h; le 30 à 19 h; le 31 oct. à 19 h; le 1^{er} nov. à 19 h; le 2 nov. à 19 h; le 3 nov. à 19 h; le 4 nov. à 19 h; le 5 nov. à 19 h; le 6 nov. à 19 h; le 7 nov. à 19 h; le 8 nov. à 19 h; le 9 nov. à 19 h; le 10 nov. à 19 h; le 11 nov. à 19 h; le 12 nov. à 19 h; le 13 nov. à 19 h; le 14 nov. à 19 h; le 15 nov. à 19 h; le 16 nov. à 19 h; le 17 nov. à 19 h; le 18 nov. à 19 h; le 19 nov. à 19 h; le 20 nov. à 19 h; le 21 nov. à 19 h; le 22 nov. à 19 h; le 23 nov. à 19 h; le 24 nov. à 19 h; le 25 nov. à 19 h; le 26 nov. à 19 h; le 27 nov. à 19 h; le 28 nov. à 19 h; le 29 nov. à 19 h; le 30 nov. à 19 h; le 1^{er} dec. à 19 h; le 2 dec. à 19 h; le 3 dec. à 19 h; le 4 dec. à 19 h; le 5 dec. à 19 h; le 6 dec. à 19 h; le 7 dec. à 19 h; le 8 dec. à 19 h; le 9 dec. à 19 h; le 10 dec. à 19 h; le 11 dec. à 19 h; le 12 dec. à 19 h; le 13 dec. à 19 h; le 14 dec. à 19 h; le 15 dec. à 19 h; le 16 dec. à 19 h; le 17 dec. à 19 h; le 18 dec. à 19 h; le 19 dec. à 19 h; le 20 dec. à 19 h; le 21 dec. à 19 h; le 22 dec. à 19 h; le 23 dec. à 19 h; le 24 dec. à 19 h; le 25 dec. à 19 h; le 26 dec. à 19 h; le 27 dec. à 19 h; le 28 dec. à 19 h; le 29 dec. à 19 h; le 30 dec. à 19 h; le 31 dec. à 19 h; le 1^{er} jan. à 19 h; le 2 jan. à 19 h; le 3 jan. à 19 h; le 4 jan. à 19 h; le 5 jan. à 19 h; le 6 jan. à 19 h; le 7 jan. à 19 h; le 8 jan. à 19 h; le 9 jan. à 19 h; le 10 jan. à 19 h; le 11 jan. à 19 h; le 12 jan. à 19 h; le 13 jan. à 19 h; le 14 jan. à 19 h; le 15 jan. à 19 h; le 16 jan. à 19 h; le 17 jan. à 19 h; le 18 jan. à 19 h; le 19 jan. à 19 h; le 20 jan. à 19 h; le 21 jan. à 19 h; le 22 jan. à 19 h; le 23 jan. à 19 h; le 24 jan. à 19 h; le 25 jan. à 19 h; le 26 jan. à 19 h; le 27 jan. à 19 h; le 28 jan. à 19 h; le 29 jan. à 19 h; le 30 jan. à 19 h; le 31 jan. à 19 h.
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77): Relâche.
CARRÉ SILVIA-MONTFORT (531-28-34), (lun. mar.), les 28, 29, 30, 1^{er} oct. à 20 h 30; le 2 à 16 h (Der.); L'archipel sans nom.

Les autres salles

A DEJAZET (371-44-20) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; l'Amour en visites.
AMERICAN CENTER (321-42-20) (D.), 21 h; les Démonstrateurs.
ANTIDINE (208-77-71) (L.), 20 h 30; dim. 15 h 30; Coup de soleil.
ASTELLE-THEATRE (238-35-53) mer., mar., 20 h 30; les Bonnes; jeu., ven., 20 h 30; dim. 16 h; le Malentendu.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) (D.), 21 h; les Trois Jeunes.
CARTOUCHERIE, Égée de Bois (808-39-74) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; la Maison de Bernarda Alba.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69) Grand Théâtre (D. L. mar.), 20 h 30; la Parodie.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (D.), 20 h 30; Fête.
COMEDIE-CAUMARTIN (742-43-11) (Mer. D. soir.), 21 h, dim. 15 h 30; Re- viens dormir à l'Elysée.
CONSTANCE (258-97-62) Mer., jeu., mar., 20 h 45; Appelés-moi Artur ou les Mystères de la table ronde; ven., sam., 20 h 45, dim., 17 h; l'Infinie merveille d'un gagnant du lotto dont la fiancée se tua accidentellement le lendemain du tirage.
DAUNOU (261-69-14) (Mer. D. soir.), 21 h; dim. 15 h 30; la Chénille.
ÉPIERIE (272-23-41) (D.), 20 h 30; le Monte-plais (dorm. le 30).
EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h 30; Mademoiselle Julie.
ESPACE-GAITE (327-13-54) (D. soir. L.), 20 h 15; dim., 15 h 30; la Bonne Femme aux camélias.
ESPACE-MARAS (271-10-19) 20 h 30, jeu., ven., 15 h; le Mariage de Figaro (dorm. le 1^{er}).
ESSAION (278-46-42) (D. L.), 19 h; Pas moi; 21 h; Agatha.
FONTAINE (874-74-40) (D. soir. L.), 20 h 15, sam. 18 h, dim. 17 h; Vive les femmes.
GAITE-MONTFARNASSE (322-16-18) (D. soir. L.), 20 h 15, dim. 16 h; Comment devient une mère jeune en dix leçons; 22 h, dim. 17 h; la Fausse Libér- tine.
GALERIE-SS (326-63-51) (D. L.), 21 h; Public Eyes - A Private Ear.
HUCHETTE (326-38-99) (D.) 19 h 30; la Camarade chavre; 20 h 30; la Leçon; 21 h 30; C'est Woody qui l'a dit.
LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir. L.), 21 h, dim. 15 h; Mort accidentelle d'un marquis.
LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 1; 18 h 30; Cujamar ou le supplice de Pi- zarro; 20 h 30; l'Enlèvement; 22 h 30; Bobby Lepointe; 23 h 15; les Fables de La Fontaine; 24 h 15; Six heures au plus tard; 25 h 15; Visages de Cocteau. Petite salle, 18 h 30; la Putain libérée; 19 h 45; Mozartement vore.
LYS MONTFARNASSE (327-88-61) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; Ven- dredi, jour de liberté.

Les autres salles

MARIGNY (256-04-11) (D. L.), 21 h, sam. 19 h et 22 h; les Sales Mômes.
MICHEL (265-35-02) (D. soir. L.), 21 h (5, sam. 21 h 30, dim. 15 h 30; Ou dîner au lit.
MICHDIERRE (742-95-22) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h; le Vison voyageur.
MDNTFARNASSE (320-89-90) (D. soir. L.), 21 h, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h; Marguerite et les autres; Petite salle (D. soir. L.), 21 h 15, dim. 16 h; l'Astronome.
NOUVEAUTES (770-52-76) (L.), 20 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h; l'Entour- loup.
ŒUVRE (874-42-52) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 16 h; l'Extravagant Mister Wilde.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir. L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim. 15 h 30; la Fille sur la banquette arrière.
PALAIS DES SPORTS (628-40-90) (Mer. soir. D. soir. L.), 20 h 30, mer., sam. 15 h, dim. 14 h 30 et 18 h 15; Un homme nommé Jésus.
POCHE-MONTFARNASSE (548-92-07) (D. L.), 20 h 15; la Dernière Bande.
PORT SAINT-MARTIN (607-37-53) (D. soir. L.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h; K2.
POINIERE (261-44-16) (D. soir. L.), 20 h 45, dim. 15 h 30; H Signor Fagot.
RENAISSANCE (208-18-50) (J. D. soir.), 21 h, dim. 15 h; le Théâtre de Bouvard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir. L.), 20 h 45, sam. 19 h 30 et 22 h, dim. 15 h 30; Cami.
TAI TH. DESSAI (278-10-79), 1; jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h; Tartuffe; lun., mar., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h; l'Écume des jours; 21; jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h; Fando et lys; mer., lun., mar., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h; Huis clos.
THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 45, dim. 15 h 30; H Signor Fagot.
THEATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 21 h 30; Arrête de rire, ça va sauter; 22 h 30; le Propriétaire.
THEATRE DE MÉNIMONTANT (1636-97-67) (Dim.), 21 h; Zacharie; ven., sam. 20 h 30.
THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30, dim. 17 h; le Dîner bourgeois (dorm. le 30).
THEATRE PRÉSENT (203-02-55) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 17 h; l'Opéra de Quel Sous.
THEATRE J4 (545-49-77) (D. L.), 20 h 30; Good bye Paradis Cancan.
THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h; Savannah Bay; (D. L.), 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30; Mois Beckett.
TH. 18 (226-47-47) (D. L.), 22 h; Bruits de peau.
TOURTOUR (887-82-48) (D. soir. L.), 20 h 30, dim. 15 h; Le Soleil n'est plus aussi chaud qu'avant.
TRISTAN BERNARD (522-08-40) (D. soir. L.), 21 h, sam. 19 h; Balle de match; Erreur judiciaire.
VARIETES (233-09-92) (D. soir. L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30; l'Édiquette.
Les cafés-théâtres
AU BEC FIN (296-29-35) (D. L.), 20 h 30; Tohu-Bahu; 22 h; le Président.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D. L.), 1; 20 h 15; Areuh = MC2; 21 h 30; Les Dames Loulou; 22 h 30; les Sacris Monstres; 23 h 15; les Cais; (D. L.), 22 h 30; Foulis.
BEAUBOURGEOIS (722-08-51) (D. L.), 19 h 30; la Spécialité.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (Mar.), 19 h 45; Macbeth (dorm. le 2).
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (L. L.), 1; 20 h 15+sam., 23 h 30; Tous, voilà deux bouillottes; 21 h 30; Mangeuses d'hommes; 22 h 30; L'Amour c'est comme un bateau blanc; (L. L.), 21 h 30; le Chronomètre chatouilleux; 22 h 30; Fais voir ton Cupidon.
L'ÉCUME (542-71-16), le 28 à 20 h; P. Moulin; (D. L.), 22 h; R. et H.C.I. Portal; ven., sam., 0 h; Khas and White (dorm. le 1^{er}).
LES LUCIOLES (526-51-64) (L. L.), 20 h; Roman-photo pour boniches en délire.
LE PETIT CASINO (278-36-50), (D. L.), 21 h; J'viens pour l'annone.
RESTOSHOW (508-00-81) (D. L.), 20 h 30; Du duc au duc; 22 h; G. De- han.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D. L.), 20 h 15; On est pas des pi- geons; 22 h; Vous descendez à la pro- chaine?
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. L.), 22 h; Les Burlingueurs (à partir du 1^{er}).
LE TINTAMARRE (887-33-82) (D. L.), 20 h 15+sam., 24 h; Phédre; 21 h 30; Apocalypse Na.
THEATRE DE DIX HEURES 1006-07-48) (D.), 20 h 30; les Voyages d'Yvonne l'etouff.
Les chansonniers
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, mat. dim. 15 h 30; Fran- çois, j'ai mal à mes sous.
THEATRE DES DEUX ANES (606-10-26), (mer.), 21 h, dim. 15 h 30; l'impot et les os.
En région parisienne
CHAUMES-EN-BRIE, Église le 30 à 20 h 45; Orchestre J.-F. Paillard (Lully, Couperin, Leclair...)
CHELLES, Théâtre (426-10-96), le 4 à 20 h 45; le Prix Marlin.
CHOISY, Théâtre P. Ehard (890-89-79), au restaurant de l'Hôtel de Ville, le 4 à 20 h 30; le Rouge aux lèvres.
CONFLANS-SAINTE-HONORINE, qual. de la République, Péniche-Opéra, le 1^{er} à 21 h; Rêves d'écluse.

Les autres salles

CLAMART, C.C. J. Arp (645-11-87), le 3 à 20 h 30; Chéri.
LA COURNEUVE, C.C. J. Houdremont (838-92-60), le 2 à 16 h 30; Illapu.
LA DÉFENSE, Esplanade (974-00-15), les 30, 1^{er} à 22 h; Musical meuniers.
EPINAY-SUR-SEINE, M.J.C. de Presles (826-45-00), les 28, 29, 30 à 20 h 30; les caprices de Marianne.
FONTEINAY-SOUS-BOIS, Festival de comédie de l'Arto, salle J. Brel 1877-75-00), le 4 à 20 h 30; M. Gontalez.
FONTEINAY-TRESIGNY, Église, le 1^{er} à 20 h 45; quatorze Razumowski (Haydn, Mozart, Beethoven).
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) voir Festival d'Automne.
MALLARDFF, Th. 71 (655-43-45), le 1^{er} à 20 h 30; Bill Derime.
MARLY-LE-ROY, Maison J. Vilar (958-74-87) le 1^{er} à 21 h; Monsieur Alexan- dre.
MILLY, Château, les 30, 1^{er} à 20 h 45; la Belle et la Bête.
MONTEUIL, Royal Jazz (253-45-05) les 30, 1^{er} à 20 h 30; S. Kessler/B. Brel.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) (D. soir. L.), 1^{er} à 20 h, Jeu 19 h 30, Dim. 17 h; les Paravents.
RODAUMONT, Abbaye (035-30-16), le 1^{er} à 20 h 30; S. Walker, D. Baldwin (Berlioz, Brahms, Enesco...)
RUILL-MALMAISON, Th. A. Malraux (749-77-22), le 2 à 18 h; R. Göttinger; le 4 à 21 h; Chéri.
SAINT-CLOUD, Huitième Festival d'Auto- nne (602-70-40), le 28 à 20 h 45; Cl. Bolling; le 29 à 20 h 45; R. Devos; le 30 à 20 h 45; Muscadelle de stude- Boun; le 1^{er} à 20 h 45; Volpoue; le 2 à 20 h 45; L. Férri.
SAINT-CYR-L'ÉCOLE (058-45-75) le 1^{er} à 21 h; Cirque de Barbarie.
SAINT-DENIS, Th. G. Philipe (243-00-59), voir Festival d'Automne.
SCEAUX, Quatrième Festival de l'Oran- gerie (660-07-79), le 30 à 21 h; R. Claire, C. Banchini, M. Muller, F. Lengellé (Rameau) le 1^{er} à 17 h 30; H. Bardo (Brahms, Mozart, Mendels- sohn); le 2 à 17 h 30; P. Fontana (Bach, Mozart, Schubert...)
SURESNES, Th. J. Vilar (773-38-80) le 1^{er} à 21 h; A. Souche.
VERSAILLES, Galerie des glaces (950-71-18), le 28 à 21 h; English toi Festival dancers; Th. Montcausse (1950-71-18) les 30, 1^{er} à 21 h; En sourdine les sar- dinas.
VILLEJUIF, Th. R. Rolland (726-15-02), Festival de la comédie de l'Arto, le 1^{er} à 20 h 30; le 2 à 15 h 30; C.N. Pope; le 1^{er} à 22 h; le 4 à 20 h 30; le 10 Ruzante.
VILLE D'AVRAY, Château (750-44-28), le 2 à 20 h 30; E. Steen (Grieg, Chopin, Balif...)

Pour faire la ville avec vous.

RATP. VIVE LA VILLE.

La RATP : est la fête de la ville. 6.000 arrêts de bus pour vous déposer là où vous avez choisi de vous amuser. 10 lignes de nuit pour vous permettre de jouer les noctambules si vous en avez envie. 360 stations de

métro pour vous emmener au cinéma ou à l'Opéra. Et, sans quitter la RATP sur les quais du métro ou du RER, les expos dont on parle, E.D. photo, les spectacles qu'il faut avoir vus : "Coups de Théâtre dans

le Métro", "Mélodie en Sous-Sol", "Les Vendredis Musi- caux d'Alain", "La B.D. dans le Métro". Chaque jour, la RATP travaille à rendre la ville plus facile, plus proche, plus agréable. Chaque année,

chaque mois, elle améliore ce qui existe. Elle réalise ce que vous attendez. Elle imagine la ville de demain. En pensant d'accord à vous. Pour la RATP, les transports urbains c'est aussi une question de rapports humains.

سكنا من الامم

سكنى من الاجل

USA LANGUAGE

Apprenez l'accent américain
Cours semestriels tous niveaux à partir du 19 septembre
matin, midi et soir
Stages intensifs
Cours sur les médias et la littérature
Cours pour les enfants
Professeurs américains expérimentés
Rencontres
Ambiance américaine
Open house
COUNCIL
CENTRE FRANCO-AMERICAIN
1 Place de l'Odéon 75006 Paris
Tél. (1) 634.16.10

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER
mardi
11 octobre
ouverture saison 83/84
20 h 30
matinée dimanche 14 h 30
places 46 F et 72 F
jusqu'au 22 octobre
les céphéides
de
Jean-Christophe Bailly
mise en scène
Georges Lavaudant
décors et costumes
Jean-Pierre Vergier
musique
Gérard Maïmone
pai le
Centre Dramatique National des Alpes
18 h 30
une heure sans entracte 33 F
du mardi au samedi
jusqu'au 22 octobre
édith butler
je m'appelle Edith
abonnements adhésions location
2 place du Châtelet
274.22.77

THEATRE FONTAINE

29 saison
60 REPRESENTATIONS SUPPLEMENTAIRES
VIVE LES FEMMES!
DE BEISSER
10, rue Fontaine - M° Blanche
Loc. 874.74.80/82.34 - et Agences

A PARTIR DU 14 OCTOBRE

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES

SUZANNE FLON
ROBERT HIRSCH
GUY TREJAN

CHACUN SA VÉRITÉ

de **PIRANDELLO**
mise en scène
FRANÇOIS PERIER

avec par ordre d'importance en scène
ANNIK ALANE
SARAH LUGER
PHILIPPE DESHEDIN
ANTOINETTE MOYA
GEORGES MONTILLER
ROSE THIERY
MAURICE BARRIER
EDITH PERRET
ROBERT DESLANDES
PIERRE LE RUMEUR
MARIE-LISE BOMME

LOCATION THEATRE 720.08.24 et AGENCES
Location ouverte

PIANO ***
SALLE PLEYEL
Mardi 4 octobre,
20 h 30
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
Direction et soliste
PERAHIA
MOZART - BACH
LOC. 563.88.73

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
MERCREDI 28 SEPTEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; *Frank Capra*, 19 h. *Blonde Platine*, 21 h. *Amour défendu*.

JEUDI 29 SEPTEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Mouchoir de la nuit*, de P. Billon ; *Frank Capra*, 19 h. *La Route*, 21 h. *La Grande Muraille*.

VENDREDI 30 SEPTEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Le Dîner de Cons*, de Ch. Stengel ; *Frank Capra*, 19 h. *Lady for a Day*, 21 h. *La Course de Broadway-Bill*.

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 2 OCTOBRE
Frank Capra, 15 h. *Pourquoi nous combattons* (Divertir pour résister) ; 17 h. *Pourquoi nous combattons* (la Bataille de Russie) ; 19 h. *Les Dammés*, de J. Losey ; 21 h. *Vivre libre*, de J. Renais.

LUNDI 3 OCTOBRE
MARDI 4 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MERCREDI 5 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

JEUDI 6 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

VENDREDI 7 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

SAMEDI 8 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 9 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

LUNDI 10 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MARDI 11 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MERCREDI 12 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

JEUDI 13 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

VENDREDI 14 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

SAMEDI 15 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 16 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

LUNDI 17 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MARDI 18 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MERCREDI 19 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

JEUDI 20 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

VENDREDI 21 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

SAMEDI 22 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 23 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

LUNDI 24 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MARDI 25 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MERCREDI 26 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

JEUDI 27 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

VENDREDI 28 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

SAMEDI 29 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 30 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

LUNDI 31 OCTOBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MARDI 1^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

MERCREDI 2^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

JEUDI 3^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

VENDREDI 4^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

SAMEDI 5^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 6^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

LUNDI 7^{er} NOVEMBRE
15 h. Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Les Deux Aventuriers*, de W. Dietrich ; 17 h. *Les Amants de Véronique*, de G. Radot ; 19 h. *L'accusé*, d'A. Gance ; *Frank Capra*, 21 h. *Le certain thing*, de J. Renais.

DIMANCHE 2 OCTOBRE

Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : 15 h. *Le Exilé*, de M. Ophüls ; 17 h. *Chung Kuo-la Chine*, de M. Antonioni ; *Rétrospective (Kleines Fernsehspiel)* ; 19 h. *Le Exilé*, de M. Ophüls ; 21 h. *Ludwig*, requiem pour un roi vierge, de H.J. Syberberg.

LUNDI 3 OCTOBRE

Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : 15 h. *Le Exilé*, de M. Ophüls ; 17 h. *Chung Kuo-la Chine*, de M. Antonioni ; *Rétrospective ZDF (Kleines Fernsehspiel)* ; 19 h. *Le Exilé*, de M. Ophüls ; 21 h. *Ludwig*, requiem pour un roi vierge, de H.J. Syberberg.

MARDI 4 OCTOBRE

Relâche.

Les exclusivités

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aut., v.o.) : Cinépolis, 6 (633-10-82) ; Marbeuf, 6 (225-18-43).

L'ARGENT (Fr.) : Lucerna, 6 (544-37-34).

ATTENTION, UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (233-63-65) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Champs-Élysées, 3 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 4 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 5 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 7 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 8 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 9 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 10 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 11 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 12 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 13 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 14 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 15 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 16 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 17 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 18 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 19 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 20 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 21 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 22 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 23 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 24 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 25 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 26 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 27 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 28 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 29 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 30 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 31 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 32 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 33 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 34 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 35 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 36 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 37 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 38 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 39 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 40 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 41 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 42 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 43 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 44 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 45 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 46 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 47 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 48 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 49 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 50 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 51 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 52 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 53 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 54 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 55 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 56 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 57 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 58 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 59 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 60 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 61 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 62 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 63 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 64 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 65 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 66 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 67 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 68 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 69 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 70 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 71 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 72 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 73 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 74 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 75 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 76 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 77 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 78 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 79 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 80 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 81 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 82 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 83 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 84 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 85 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 86 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 87 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 88 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 89 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 90 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 91 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 92 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 93 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 94 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 95 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 96 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 97 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 98 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 99 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 100 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 101 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 102 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 103 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 104 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 105 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 106 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 107 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 108 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 109 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 110 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 111 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 112 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 113 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 114 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 115 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 116 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 117 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 118 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 119 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 120 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 121 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 122 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 123 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 124 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 125 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 126 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 127 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 128 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 129 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 130 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 131 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 132 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 133 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 134 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 135 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 136 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 137 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 138 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 139 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 140 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 141 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 142 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 143 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 144 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 145 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 146 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 147 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 148 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 149 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 150 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 151 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 152 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 153 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 154 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 155 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 156 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 157 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 158 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 159 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 160 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 161 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 162 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 163 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 164 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 165 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 166 (233-56-70) ; U.G.C. Odéon,

COMMUNICATION

Mercredi 28 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les mercredis de l'information : Alcool, zone libre. Magazine de la rédaction de TF1, proposé par A. Douvres. La semaine qui n'en finit pas, les sorties du samedi soir, la première ciste, les bandes motorisées... deux jeunes chanteuses bretonnes, Yann Gicquel et Frédéric Nery, nous offrent des images saisissantes et brutales et l'omniprésence d'un phénomène qui on peut qualifier de pathologique mais, qui, de toute évidence, à une fonction de ciment social. Tourné en Bretagne, ce document, d'une surprenante richesse, montre une jeunesse sans point de repère qui lui-même pour se détruire que pour continuer à vivre.
- 21 h 40 Concert. Réalisation M. Sarraut. Deux motifs de Rameau, par l'ensemble orchestral de la Chapelle royale, sous la direction de Ph. Herreweghe.
- 22 h 25 Histoires naturelles. Championnat de pêche à Quiberon, une émission de E. Lalou, I. Barrière et J.-P. Fleury.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Tu seras une étoile. D'après C. Finch ; réal. J. Cooper. L'histoire de la fabuleuse Judy Garland, de ses débuts comme petite actrice de music-hall jusqu'à son premier rôle dans le Magicien d'Oz.
- 22 h 10 Série documentaire : Mœurs en direct : Portrait de l'homme idéal. Réal. A. Tresgot. Premier volet d'une série de deux émissions, sur la condition de femmes seules ou d'hommes abandonnés. « Portrait de l'homme idéal » dresse un portrait de la condition féminine actuelle, mais s'en tient au simple recueil de propos.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cadence 3 : Hommage à Tino Rossi. Émission de Guy Lux, L. Micic. Avec, en double du studio 102, Mireille Mathieu, Enrico Macias, Sacha Distel, Dalida, Gérard Lenorman, Hervé Villard, Michèle Torr... et des extraits d'émission, pour évoquer le souvenir du grand chanteur disparu hier matin.
- 21 h 50 Journal.
- 22 h 10 Documentaire : Plaf éternelle. Émission de M. Blatne. Conçu comme un vibrant hommage à la « même Plaf », ce documentaire accumule les échecs. Quelques moments d'émotion, bien sûr, mais trop rares.
- 23 h 05 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5 Cinéma 16 : le Dernier Mélo-drame, de G. Franju.
- 18 h 30 Vie régionale.
- 18 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 La nouvelle poésie chilienne.
- 20 h 35 Hommage à Pablo Neruda, montage poétique et musical, avec R. Barère, E. Villiquet, Y. Marie-Maupin, J.-P. Schmitt, A. Parry, R. Lopez.
- 22 h 30, Nuits magnétiques : Une scène inquiète.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Magazine romain.
- 21 h, Concert (en direct de Rome) : Intégrales, Octandre, Équatorial, de Varèse, par l'Ensemble intercontemporain, les Percussions de Strasbourg et le Chœur de Radio-France ; dir. P. Boulez.
- 23 h, Fréquence de nuit : rencontre avec A. Moravia ; vers 23 h 45, Goethe ou le voyage Rome-Strasbourg ; 0 h, souvenirs de Varèse ; 0 h 30, Goethe à Strasbourg.

Jeudi 29 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Le rendez-vous d'Annik.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Objectif santé.
- 14 h Ton amour et ma jeunesse.
- 14 h 20 La vie dans les nuages.
- 14 h 40 Variétés.
- 14 h 55 7 h moins 5.
- 15 h Météorologie.
- 15 h 15 Émissions régionales.
- 15 h 35 Émissions d'expression directe. C.G.T., C.F.D.T.
- 20 h Journal (et à 22 h 5).
- 20 h 35 Téléfilm : Julien Fontaines, magistrat. De J.-P. Boutron. Julien Fontaines, pris en otage, connaît enfin la situation de prisonnier.
- 22 h 5 Allée des brouillards : regards sur Maurice Utrillo. Émission de M. Crémène. Une jeune femme veut réaliser un film sur Utrillo et part à la recherche du peintre à travers archives, photos, témoignages... Un regard affectif sur l'homme, ses rapports de dépendance à sa mère, à son beau-père, à sa femme, à l'alcool.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Film : Coup de barbou. Film français de J. Boyer (1962), avec M. Presle, F. Périer, J. Richard, J. Dufillo, N. Roquevert, C. Laurence, J. Druyan. (N. rediffusion). Une femme qui a oublié une grosse somme d'argent dans un taxi simulé l'amnésie, j'ai perdu la raison d son mari, puis est atteinte de démence à son tour.
- 15 h 20 Un temps pour tout.
- 17 h 25 Dessin animé.
- 17 h 45 Récit A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe. C.G.C. et C.F.T.C.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévisions régionales. Programmes autonomes des douze régions.
- 18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Ciné-Passant, de M.-C. Barault.
- 20 h 40 Film : Passe ton bac d'abord. Film français de M. Piolet (1978), avec S. Haudepin.

- P. Marlaud, A. Alane, M. Caron, V. Chassigneux, J.-F. Adam. A Lens, des garçons et filles, issus de milieux ouvriers et modestes, s'apprêtent à passer le bac, en sachant qu'ils n'ont aucune perspective. Par désenchantement, ils se complaisent aux jeux de l'adolescence : liberté. Chronique sociale où la réalité contemporaine d'une ville de province se d'une génération placée dans une impasse délaient à chaque image, à chaque brique de dialogue.
- 22 h Journal.
- 22 h 20 Boîte aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin. Avec Alphonse Boudard, Walter Prévost. Portrait de Daniel Depland, romancier. Reportage sur Didier Martin, Prix Fénelon 1977, et sur Yves Martin (poète).
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 25 Prélude à la nuit. Contes de fées pour piano et alto, de Schumann, par G. Pludermacher, piano, et B. Pasquier, alto.

FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 8 A propos de Tchekhov.
- 17 h 35 Bushido : Arts martiaux du Japon.
- 18 h 17 Rendez-vous imprévus avec votre esprit.
- 18 h 25 Magazine du rock : Rocking chair.
- 18 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Dessin animé : l'Ours Paddington.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

- 10 h 45, Entretemps, avec S. Lilar pour la Confession anonyme.
- 11 h 2, Musique : Les années musicales d'I. Tourgeniev (et à 13 h 30).
- 12 h 5, Agnès : J. Chelini.
- 12 h 45, Passerons, avec F. Delay pour Riche et légère ; la littérature amillaise.
- 14 h, Sons.
- 14 h 5, Un livre, des voix : Oncle Octave, de Christian F. Adam.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : littéraires retrouvés ; 15 h 20, Dossier : les manuels scolaires ; 16 h, Reportage ; 17 h, Raison d'être.
- 18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 18 h 25, Jazz à l'académie.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine.
- 20 h, Nouveau répertoire dramatique : la Chasse Impériale, de L. Zorine, adapt. C. Imbert, réal. J.-P. Cotas, avec C. Sellers, E. Scob, J. Topart.
- 22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 7 h 5, Concert : œuvres de Saint-Saëns, Roussel.
- 7 h 45, Le Journal de musique.
- 8 h 10, Concert : œuvre de Franck.
- 9 h, La maison des musiciens : l'Allemagne au XX^e siècle ; œuvres de Egl. Hindemith, Messiaen, R. Strauss.
- 12 h, Le royaume de la musique.
- 12 h 35, Jazz : le blues urbain.
- 13 h, Concours international de guitare.
- 13 h 30, Poissons d'or.
- 14 h 4, Musique légère.
- 14 h 30, Musiciens à l'œuvre (en direct de Rome) : œuvres de Mozart, Cimarosa, Paisiello, Modeste, Clementi.
- 17 h 5, Répères contemporains : G. Turchi.
- 18 h, Concert italien : Noche arcaica, Capote de Petrucci, Concerto pour violon et orchestre, de Mendelssohn, par l'Orchestre de la R.A.I. ; dir. G. Petrucci, J. Semkov.
- 19 h, L'Impératrice (en direct de Strasbourg).
- 20 h, Jazz.
- 20 h 30, Magazine romain.
- 21 h, Concert (donné le 20 septembre 1983 à Rome) : La terre est un homme, de Franz Schubert, Duo pour Bruno, de Donatoni, Arizona, de Varèse, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France ; dir. G. Gelmetti.
- 23 h, Fréquence de nuit : Rome, ville en trompe-l'œil ; vers 23 h 45, Goethe ou le voyage Rome-Strasbourg.

LA DÉCENTRALISATION DE RADIO-FRANCE

Le costume étroit de Radio-Puy-de-Dôme

La direction de Radio-France organise, ce mardi 27 septembre à Vaison-la-Romaine (Vaucluse), une réunion de concertation sur le thème de la décentralisation. L'exemple de Clermont-Ferrand illustre les difficultés des radios décentralisées entre le « local » et la région.

Clermont-Ferrand. — Se préparer à réparer une erreur ? Jusqu'au 19 avril dernier, le paysage radio-phonique auvergnat était essentiellement occupé par la station de FR 3. Les émissions couvraient, à raison de trois heures par jour environ, les quatre départements (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme). Depuis cette date, la radio de service public a singulièrement rétréci ses bases. Il existe uniquement Radio-Puy-de-Dôme, dont la zone de service s'étend au département. Elle émet de 6 heures à 23 heures tous les jours, à partir de studios largement ouverts sur une des principales artères de Clermont-Ferrand.

Cette installation a coûté 3 millions de francs au conseil général qui a été le seul à chausser immédiatement les propositions de Radio-France lors de la grande réorganisation des radios régionales. Les personnes de l'ancienne structure ont mal vécu cette évolution, mais la nouvelle radio s'est mise assez paisiblement en place, éveillant des nostalgies auprès d'une partie de l'auditoire et des réactions, il est vrai limitées, comme celle de M. Jacques Fontaine, chef des services de FR 3-Auvergne, parti cette année à la retraite : « Ce que je constate, c'est que sur quatre départements, le service public en abandonne trois, ce qui me semble complètement absurde ».

Pourtant, les informations (assurées par sept journalistes et Hervé Veray, rédacteur en chef) se sont progressivement ouvertes à celles des autres départements par une simple couverture téléphonique d'abord, puis par une présence concrète sur le terrain. Timide

De notre correspondant

certes, en raison de la faiblesse des effectifs, mais tout de même assez sensible pour avoir été remarquée, Radio-Puy-de-Dôme se sent à l'étroit dans son costume.

Le premier acte de cette régionalisation rampante remonte au 14 juillet avec une opération d'animation à Gannat, dans l'Allier. Quelques semaines plus tard, la rédaction se déplace à Vichy pour donner, de 12 h 30 à 13 heures, son « Journal de table », en direct de la terrasse du Grand Casino. Enfin, le 4 septembre, la station met en place la retransmission du concert de clôture du Festival de la Chaise-Dieu, village de la Haute-Loire, à 90 kilomètres de Clermont-Ferrand.

Le retentissement national de cette dernière manifestation justifie le dépassement des frontières, d'autant que de nombreux habitants de la capitale régionale composent le public. Mais que signifient les incursions dans l'Allier ?

« Trente pour cent des appels téléphoniques qui nous parviennent émanent d'auditeurs de l'Allier », remarque le directeur de la station, M. Fred-Roman Duchateau. Et, plus particulièrement, de la région de Vichy. Le responsable de Radio-Puy-de-Dôme fait observer qu'il s'agit d'opérations ponctuelles menées près des limites de sa zone et que, jamais, elles ne s'effectuent au détriment du département.

Il lui faut se montrer prudent. Du côté du conseil général, on n'a enregistré aucune réaction après ces trois sorties, si ce n'est celle d'un élu d'un camp limitrophe de l'Allier qui a trouvé cocasse que Miss Radio-Puy-de-Dôme ait été désignée lors des émissions enregistrées à Gannat. Mais l'honneur est sauf : la demoiselle sacrée reine des ondes se trouve domiciliée dans le bon département !

Cela ne veut pas dire pour autant que le conseil général se désintéresse de Radio-Puy-de-Dôme. Par une lettre en date du 19 août, il demande à

Radio-France la création d'un comité consultatif — sorte de Haute Autorité départementale — composé de ses membres et de l'association des maires. Radio-France a fait monter le courrier jusqu'à la Haute Autorité. M^{me} Michèle Costa et ses collègues ont reçu une demande du même ordre de la Radio-France-Comté et de Radio-Périgord.

Concurrence Radio-Chamalières

Cependant, l'évolution vers la région paraît inéluctable. Les restrictions budgétaires interdisent d'envisager la création d'autres radios départementales. La réalité auvergnate et les besoins de l'ensemble de la population imposent sans doute d'autres dépassements de frontières, tout comme d'ailleurs l'inévitable soubait des journalistes et des animateurs de ne pas « tourner en rond » à court terme.

Cet expansionnisme en douceur n'empêche pas la station de préparer pour octobre une opération d'envergure centrée sur Clermont-Ferrand. Ce retour à la case départ s'explique par la volonté de réduire l'influence de Radio-Chamalières, la plus puissante des stations privées du département : son écoute sur l'agglomération clermontoise équivaut à celle de Radio-Puy-de-Dôme ! Elle est subventionnée par la municipalité fidèle à M. Valéry Giscard d'Estaing et par des industriels et se déclare de « tendance libérale ». Mais si Radio-Puy-de-Dôme défie maintenant le terrain qui lui est le plus proche, c'est aussi parce qu'elle a su « fidéliser » un auditoire dans les campagnes, au terme de nombreuses sorties sur le terrain.

LIBERT TARRAGO.

ACCORD INA-VISNEWS : LE MARIAGE DES ARCHIVES

M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), et M. Julian Dinsell, directeur général de la société britannique Visnews Productions, ont annoncé la signature d'un accord de collaboration à long terme. Parmi les premières coproductions envisagées, les deux organismes préparent d'ici à une série de dix épisodes sur le sport, une histoire de l'Union soviétique et une série sur la mythologie de la vie urbaine.

Ce premier accord à long terme entre des sociétés de télévision britannique et française va permettre d'exploiter tout un fonds d'archives audiovisuelles, source importante de production originale pour les futurs réseaux (télévision payante, câble, satellites). L'INA — qui est le détenteur de tout le patrimoine de la télévision française — confirme ainsi sa volonté d'être un producteur à part entière et d'accéder au marché international. Visnews, qui possède une importante cinémathèque d'actualités, a déjà une solide expérience commerciale dans le montage d'archives et ne cache pas son intention de s'attaquer au marché européen de l'information audiovisuelle.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 28 SEPTEMBRE

— TF1 retransmet, en direct de New-York, le discours du président François Mitterrand devant l'Assemblée générale des Nations unies à 16 h 40.

— M. Jacques Koscinski-Moricez, ancien ambassadeur de France aux Nations unies, est l'invité de l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h 30. Thème de l'émission : « A quel sert l'O.N.U. ».

JEUDI 29 SEPTEMBRE

— M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, est reçu au journal de France-Inter, à 7 h 40.

— M. Jean Leconet, président de l'U.D.F., participe à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.-C., à 8 h 15.

— M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est l'invité de l'émission « Spécial ligne Rouge » sur Radio Puy-de-Dôme, radio décentralisée de Radio-France, à 18 h 40. 1102,5 Mhz, Clermont-Ferrand.

NEUBAUER

Profitez de conditions exceptionnelles sur les derniers modèles 1983 encore disponibles

104 - Samba Rallye - Samba GLS Solara - Rancho et 604

M. GÉRARD - 821-60-21

ARLEQUIN

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre

vous gagnez dans le désordre



TIME

CE

SUR

LA

TELEVISION

سكزا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

La vie en trench

Parmi les thèmes classiques remis à la mode cet hiver, le trench tient la vedette. Souvent surtaillé, il est traité avec fantaisie, voire une pointe d'humour.

La plus attrayante à cet égard est signée Jean-Paul Gaultier. Il s'agit d'un trench à la coupe classique, en coton bégia à ceinture nouée, porté en défilé sur un faux chausson noir, la couleur absolue de la saison (2090 F, Kashiyama, 147, boulevard Saint-Germain). Claude Monsera donne une silhouette de rugbyman à un modèle en chevron à empiècements et parements de cuir (5800 F, 31, rue de Grenelle). Chanel ornée son trench à boutons dorés et sigles (4990 F, 31, rue Cambon) et Dorothée Sis exagère les proportions généreuses d'un vêtement sous la mollette (1800 F, 17, rue de Sévres).

Dans les prix accessibles, C. & A. (122-124, rue de Rivoli), centres commerciaux régionaux propose une série d'imperméables doublés de velours de coton ou de pile (450 F et 800 F), dont un 7/8 en polyester et coton à emmanchures basses.

Patita prix chez Marks et Spencer avec des vêtements de pluie à 450 F; les reglans lavables en machine, parfois doublés de fourrure, se vendent 750 F.

Claudia Havrey (15, rue du Vieux-Colombier) joue avec les couleurs, lavande, bleu pétrole et vert forêt, à côté des inévitables noir et beige, et, les matières contrastantes: ciré et laine, velours côtelé et toile à bêche (de 910 F à 1400 F).

Les trenchs masculins se distinguent par le raffinement des détails et leur prix confortable. Ainsi Aquascutum, qui vient d'installer son stand au Gallia-Club des Galeries Lafayette, affiche-t-il 3100 F l'imper rendu célèbre par Humphrey Bogart dans une version en fil à reflets de beiges changeants.

Burberry a augmenté ses prix de 20 % en un an (Maddis, Brummell, Raymond Lescur, Maine-Montparnasse). En fait, le même imperméable - 1710 F

en coton et polyester - grimpe à 2185 F en pur coton, les prix de diffusion étant nettement plus raisonnables que ceux pratiqués dans les boutiques de la marque.

Les trenchs, c'est aussi l'affaire du Surplus Saint-Germain (6, rue Guisardal, Ceux de l'U.S. Army, à doublures chaudes amovibles, oscillant entre 250 F et 500 F.



(Dessin de C. DUBREUIL)

MARKS & SPENCER: trench-coat raglan à grandes manches, en polyester lavable en machine, et à doublure écossaise. Existe en marine, beige ou marron, du 36 au 44, en deux longueurs. 750 F (35-37, boulevard Haussmann, Rosny-2, Reims, Lyon-la Part-Dieu, Strasbourg et Lille).

Le Florentin de la rue Royale

Derrière la façade classée en pierres de taille du 21, rue Royale, à l'angle du faubourg Saint-Honoré, Gucci, l'illustre sellier, maroquinier, chausseur et maroquinier florentin déploie ses collections déjà vendues dans cent quatre-vingt magasins du vaste monde. Se côtoient la prêt-à-porter féminin et masculin, les tenues de ski et de tennis, l'orfèvrerie, la joaillerie, les cadeaux, la lingerie de maison.

La décoration, d'une grande sobriété, fait valoir le marbre des sols avec le marbre des murs, poudrés de marbre à la façon des palais palatins.

Les vêtements doivent leur élégance aux tissus rustiques de tons neutres éblouissants d'une note vive, aux coupes simples et décontractées. Remarquables, les tricotés à dessins géométriques, torsadés ou en patchwork, dont les artisans italiens ont le secret. N. M.-S.

RÉGIONS

La Datar épargnée par la rigueur budgétaire

Ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger, programme technologique, la Datar 2000, accroissement très substantiel des crédits... Autant de perspectives encourageantes pour la Datar, commentées le 26 septembre par M. Bernard Attali, délégué à l'aménagement du territoire.

Après l'inauguration au printemps dernier d'un bureau à Tokyo, la Datar s'appareille à installer deux nouvelles antennes: l'une à Houston en octobre, l'autre à Osaka en novembre. A cet égard, M. Attali a rappelé que les investissements étrangers en France ont permis la création de 12 000 emplois pendant l'année 1982 et de 6 000 au premier semestre 1983.

Au cours de la même période, la Datar a contribué, par le biais de la prime d'aménagement du territoire, à la création et au maintien de 22 000 emplois. Quelques déconcentrations marquantes figurent parmi les projets - primés -: notamment celles du centre de recherche d'E.D.F. à Lyon (450 postes) et de la division « Espace » de Thomson à Toulouse (800 postes), par exemple.

Autre dossier prioritaire: le programme Urba 2000, présenté par le président de la République lors de son intervention télévisée du 15 septembre. Coordonnées par la Datar, (Le Monde du 23 septembre) les études menées depuis un an ont suggéré de regrouper localement - dans le Nord-Pas-de-Calais et en Aquitaine - la « fine fleur » des technologies nouvelles (électronique, télécommunications, informatique, énergies, biotechnologies).

Côté budget, la délégation fait figure de privilégiée. Après une progression significative en 1982 et

1983, les crédits alloués à l'aménagement du territoire augmenteront l'an prochain de 43 %, alors que le taux de croissance des dépenses civiles du budget de l'Etat plafonnera à 6,5 %. Principaux bénéficiaires de ce coup de pouce: le Fonds d'intervention (FIAT), dont une partie des ressources financera les contrats Etat-régions (+ 22 %) et les crédits d'investissement (+ 41 %).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 28 septembre:

DES DÉCRETS

● Portant publication de trois accords de sécurité sociale entre les gouvernements de la République française et de la République fédérale d'Allemagne, signés à Paris le 26 mai 1981.

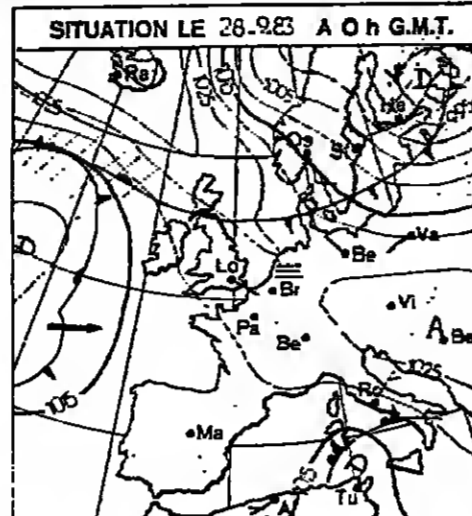
● Fixant la composition de la délégation française à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations unies.

● Modifiant le décret du 10 mai 1982 instituant une aide à la mécanisation agricole.

● Portant nominations dans les cadres des officiers de réserve.

Par ailleurs, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 28 septembre publie des décrets portant promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques; des arrêtés décernant la médaille et le diplôme d'honneur des conseils de prud'hommes, portant attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales; une citation à l'ordre de l'armée.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 28 septembre à 0 heure et le jeudi 29 septembre à minuit.

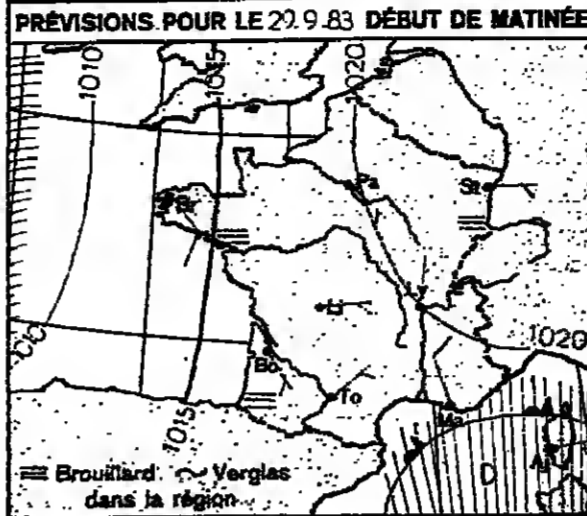
Le champ de pression continuera à s'affaiblir sur la France, permettant ainsi au flux perturbé atlantique d'approcher les côtes ouest et à des masses d'air instable de remonter de la Méditerranée.

Jeudi, en matinée, les nuages seront abondants sur la Corse et la Côte d'Azur où ils donneront des averses. Le temps sera également maussade en Aquitaine où de nombreux brouillards se seront formés en fin de nuit. Sur les autres régions, il fera très beau. Dans la journée, les averses s'étendront au massif alpin et à la basse vallée du Rhône. Sur le Sud-Ouest, les brouillards se dissiperont et feront place à du beau temps ensoleillé. Le ciel de la Bretagne et de la Vendée se couvrira progressivement, et des pluies sont à craindre en soirée. Ailleurs, le soleil se maintiendra.

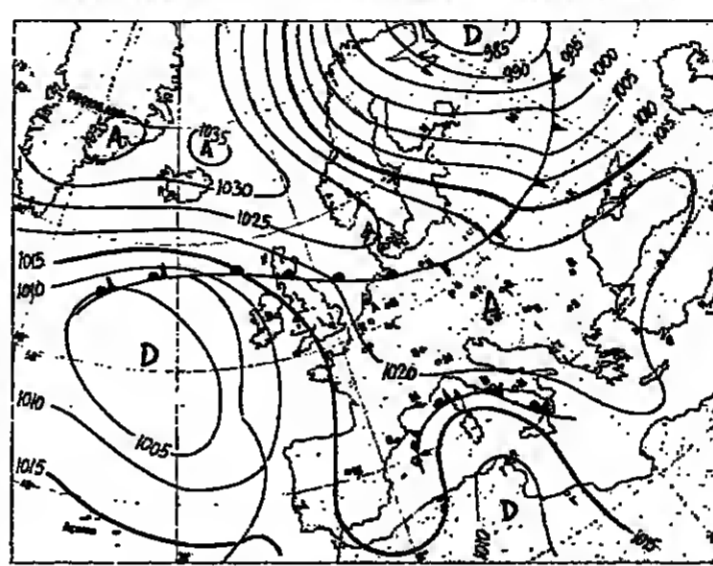
Les températures, voisines de 10 degrés au lever du jour (sauf en Méditerranée où elles seront de l'ordre de 18 degrés) s'élèveront jusqu'à un maximum allant de 20 à 25 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 septembre 1983 à 8 heures, de 1020,3 millibars, soit 765,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 septembre; le second le minimum de la nuit du 27 septembre au 28 septembre): Ajaccio, 25 et 15 degrés; Biarritz, 26 et 16; Bordeaux, 24 et 11; Bourges, 23 et 10; Brest, 23 et 12; Caen, 24 et 9; Cler-



PRÉVISIONS POUR LE 29 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



bourg, 16 et 12; Clermont-Ferrand, 25 et 9; Dijon, 22 et 9; Grenoble, 25 et 12; Lille, 25 et 13; Lyon, 25 et 10; Marseille-Marianne, 25 et 14; Nancy, 23 et 5; Nantes, 24 et 10; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17; Paris-Le Bourget, 25 et 9; Pau, 26 et 13; Perpignan, 26 et 11; Rennes, 27 et 8; Strasbourg, 22 et 6; Tours, 24 et 9; Toulouse, 27 et 10; Poitiers-Poitou, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 26 et 16 degrés; Amsterdam, 18 et 14; Athènes, 26 et 16; Berlin, 23 et 12; Bonn, 25 et 8; Bruxelles, 23 et 15; La Caire, 32 et 19; Les Canaries, 34 et 28; Copenhague, 21 et 11; Dakar, 31 et 27; Djibouti, 24 et 17; Genève, 22 et 8; Jérusalem, 27 et 17; Lisbonne, 34 et 19; Londres, 19 et 15; Luxembourg, 24 et 12; Madrid, 30 et 15; Moscou, 12 et 7; Nairobi, 28 et 12; New-York, 23 et 16; Palma-de-Majorque, 27 et 11; Rome, 28 et 20; Stockholm, 19 et 5; Tadmor, 26 et 16; Tunis, 20 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

EN BREF

BIENFAISANCE

VENTE ANNUELLE DES CHIFFONNIERS D'EMMAUS. - La communauté de vie Emmaüs, fondée il y a trente ans par l'abbé Pierre, organise une vente exceptionnelle dans son centre de Plessis-Trévise (Val-de-Marne), 41, avenue Lefèvre, le samedi 1^{er} octobre, de 9 heures à 18 heures. Les chiffonniers d'Emmaüs offrent, à des prix très compétitifs, des meubles de tous styles, de la friperie, de la vaisselle, des bijoux, de l'électro-ménager, des outils, etc.

JOURNÉE NATIONALE DES AVEUGLES

- La 26 octobre aura lieu la journée de soutien aux associations d'aveugles et malvoyants. La collecte qui aura lieu sur la voie publique n'est pas un appel à l'aumône ou à l'assistance mais une aide volontaire aux 50 000 aveugles et amblyopes ainsi qu'à la vie associative qui défend leurs droits.

LOISIRS

LA PETITE REINE ET LA FÉE ÉLECTRICITÉ - Moyennant une somme de 200 livres (environ 2400 F), les cyclistes britanniques les de pousser sur les pédales pourront, dès la fin de cette année, faire l'acquisition d'une bicyclette électrique. Conçu par le Transport and Road Research Laboratory (1), l'engin pourra rouler à une vitesse de 24 kilomètres à l'heure et disposera d'une autonomie avoisinant 18 kilomètres. Équipé d'une batterie rechargeable sur le secteur, l'électrocycla à cependant été doté d'un pédalier classique, précaution indispensable... La machine sera présentée pour la première fois au Salon des techniques des études industrielles qui s'ouvrira à Birmingham le 4 octobre.

STAGES

JOURNALISME D'ENQUÊTE. - L'écrivain Gilles Parreut (l'auteur du *Pull-over rouge* et de *Orchestra rouge*) animera du 17 au 28 octobre un stage de perfectionnement aux techniques de l'enquête et de l'investigation. Cette session, réservée aux journalistes professionnels français ou étrangers, comporte de nombreux travaux sur le terrain ainsi que des rencontres avec des enquêteurs.

* Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.), 33, rue de Louvre, 75002 Paris, tél. 508-86-71.

FORMATION A LA PRATIQUE MUNICIPALE. - L'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) organise, de septembre 83 à février 84, des journées de formation à l'intention des élus.

* U.F.C.S., 6, rue Béranger, 75003 Paris, tél. 272-19-18.

JOURNALISTES DEMANDEURS D'EMPLOI

- Un stage gratuit réservé à des journalistes demandeurs d'emploi (détenteurs de la carte professionnelle) aura lieu du 14 novembre 1983 au 25 février 1984. Organisé par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), le nombre de places en sera limité. Date limite d'inscription: 10 octobre. Les candidatures sont à adresser à M^{me} Rabanes, Centre national de reclassement des journalistes, 145, rue Montmartre, 75002 Paris.

RENCONTRES

LES PRIX NOBEL A LA FNAC. - A l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la naissance du Suédois Alfred Nobel, la FNAC et l'université de Paris-Sorbonne ont invité à Paris, du 25 au 28 octobre, le Prix Nobel du monde entier, qui participera à une série de rencontres et de débats ouverts au grand public et à la presse, sur le thème: « Science et paix: la réponse du Nobel ».

Rencontres et débats auront lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne et à l'auditorium de la FNAC au Forum des Halles, les 25, 27 et 28 octobre, en présence de nombreuses personnalités françaises.

* Claudie de Sarmont, FNAC, 136, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. 548-24-46, tél. 204-56-64.

PARIS EN VISITES

JEUDI 29 SEPTEMBRE

• Musée du Louvre, 10 h 30 et 15 heures.
• Musée national du jeu de paume, 15 heures, en anglais (Caisse nationale des monuments historiques).
• Exposition Murillo, 14 h 30, musée du Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).
• La Conciergerie, 14 h 45, 1, quai de l'Horloge (Arts et curiosités de Paris).
• Les impressionnistes au Musée du jeu de paume, 14 h 30, entrée (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
• De l'hôtel de Sens à la place des Vosges, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filiales).
• Présence du Moyen Age, 15 heures, Saint-Séverin (Histoire et archéologie).
• Chez un orfèvre-argenteur, 14 h 30, métro Arts-et-Métiers (P.-Y. Jaslet).
• L'île de la Cité, 15 heures, portail central de Notre-Dame, 15 heures (Paris et son histoire).
• L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
• La Monnaie, 14 h 45, 11 quai Conti (Toursisme culturel).

Du 23 septembre au 2 octobre 1983

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU

près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 770.88.78

AUTOMOBILE

COMMERCIALISATION DES AUSTIN MAESTRO

Le nouveau modèle du groupe Austin Rover, le Maestro, distribué en France par British Leyland, sera commercialisé le 1^{er} octobre 1983. Elle se situe dans la gamme des voitures moyennes et est conçue sous la forme d'une deux-volumes au dessin très séduisant. Compromis entre des solutions résolument modernes (électronique, carrosserie) et des conceptions anciennes (motorisation) (1), la Maestro sera disponible en France dans cinq versions sur les sept que comporte la gamme anglaise.

Trois modèles de 1,3 litre de cylindrée: deux économiques (E et LE suivant les finitions) disposant d'une boîte de vitesses à trois rapports plus un, et une version standard HL (68 ch DIN) équipée d'une boîte de vitesses à quatre rapports (ou cinq en option).

Deux modèles de 1,6 litre de cylindrée dans le haut de gamme: la HLS (81 ch DIN) et la MG (103 ch DIN), toutes deux livrées avec une boîte à cinq rapports, les vitesses maximales possibles étant respectivement de 163 km/h et 179 km/h. Seul le modèle MG est équipé de l'instrumentation électronique complète (affichage numérique et ordinateur de bord à synthèse vocale): cette option disponible en Grande-Bretagne sur la plupart des modèles n'est pas envisagée en France.

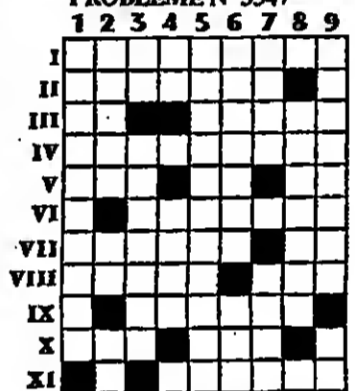
D. H.-G.

(1) Le Monde du 5 mars 1983.

* Les prix des différentes versions sont les suivants: E, 43 950 F; LE, 45 950 F; HL, 49 950 F; HLS, 56 950 F; MG, 66 950 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3547



HORIZONTALEMENT

I. Un œil ouvert sur l'infini. - II. Prêter certaine chose avec intérêt. - III. A donné une dimension à la Chine. Jeu d'idées conceptuelles par un « jeu » de mots. - IV. Action louable ou déloyale, selon qu'il s'agit de fil ou de ficelle. - V. Squatter chez Pomone. Personnel. Dépôt de bière. - VI. Embaume le souffre au pays du mistral. - VII. Entreprise de déménagement. Se retrouve sur l'herbe. - VIII. Les femmes dont on parle. Pièce qui serait refusée au palais Garnier. - IX. Agent moteur d'un mouvement. - X. Passage dangereux entre des flots. Tragédie d'Euripide ou ferment de drame apocalyptique. - XI. Se livre à une besogne énergique et bien appliquée.

VERTICALEMENT

1. Boîte à spectacles. - 2. Stoppe un élan vers le ciel. Symbole d'un métal léger. Pratiques. - 3. Saint le plus laïc de Marianne. Système pratique pour apprendre le langage des doigts. - 4. Participe passé. Une fameuse langue. - 5. Assurais une situation ferme et durable. - 6. Le supplément indispensable pour faire un garçon bien constitué. Ce que l'on montre à celui que l'on ne peut voir. - 7. Port maghrébin. Monnaie d'échange. - 8. Maître incontesté du barreau. Il ne plaide pas pour autrui la relaxe de ses clients. - 9. Prise d'air consécutive à une prise d'eau. Interjection.

Solution du problème n° 3546

Horizontalement

I. Boucher. - II. Estampeur. - III. R. Usé. - IV. Gratuit. - V. Lissage. - VI. Rein. En. - VII. Miettes. - VIII. Née. Telle. - IX. Dénrée. E.V. - X. Roter. Eve. - XI. Uns. Elues.

Verticalement

1. Bergère. Dru. - 2. Oser. Néon. - 3. Ut. Aliments. - 4. Cantinière. - 5. HM. Us. Ere. - 6. Epuisée. - 7. Restante. Eu. - 8. Us. Elève. - 9. Trève. Sèves.

GUY BROUTY.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

le journal de la philatélie

On a trouvé 22.000 m² pour s'installer. On visite le 28.



DOL 2/amp. Les mariés au catalogue par l'inauguration.

**IKEA EVRY. OUVERTURE
28 SEPTEMBRE A 9H.
A 16H BJÖRN BORG
VOUS FERA PARTAGER
LE PLUS GROS GÂTEAU
JAMAIS VU NI MANGÉ
EN FRANCE.
UN RENDEZ-VOUS
A NE PAS MANQUER.**

Vous n'avez peut-être pas 22.000 M², si vous débutez. Mais sûrement quelques espaces à meubler, sans trop dépenser. Alors à Evry, ça va être votre fête. Toute l'année. D'abord, pendant cinq jours pour l'inauguration de IKEA Evry, c'est la fête à la suédoise. Vous n'aurez jamais vu un aussi gros gâteau de mariage. Pour le couper, il fallait un champion. Mercredi 28,

à 16 h, c'est Björn Borg en personne qui vous en offrira une part. Et si vous venez plus tard, la musique sera encore là, avec des jeux, des cadeaux pour les enfants. Pendant cinq jours, dix gagnants remporteront quotidiennement pour 5000 F de meubles, ou un week-end pour deux à Stockholm, ou des étagères Pontus. Le tout sera animé par deux radios

libres, RFM et 95.2. Si vous êtes débutants dans la vie, venez courir votre chance à IKEA Evry. Surtout si vous êtes à cheval sur les prix.



RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
Heures d'ouverture pendant
les 5 jours d'inauguration:
Mercredi 28 9-20 h - Jeudi 29 11-22 h
Vendredi 30 11-20 h - Samedi 1 9-20 h
Dimanche 2 11-21 h
Tel. (01) 487.65.65

**IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES.**

**NATIONALE
BROCANTE
LE CHATOU
Paris de Paris.
avec M. R. Chatou.**

هكذا من الامم

صلى الله عليه وسلم

	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'ETOFFE D'UN CONSULTANT

Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez de sérieuses compétences dans le domaine du Management. Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses contraintes, elles vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.

Votre formation est impérativement celle d'une très grande Ecole d'Ingénieurs, avec de substantiels compléments en expérience industrielle.

Nos clients sont de grandes sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève.

Pour nous rejoindre écrivez à Axial (sous référence 5185) 27 rue Taitbout, 75009 Paris qui transmettra. Votre dossier sera traité confidentiellement.

TECHNICIEN POUR ETUDES PROTO-CONTROLE

Société fabrication
composants électroniques
(Benlieux Ouest)
recherche

Exp. n° 1 042.357 M. le
Mond. Pub. des
services ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

AGENCE DE PUBLICITE
NEULLY

COMPTABLE UNIQUE
Minimum 3 ans d'expérience.
Compétibilité sur ordinateur
en 1984. Ligne de suite.
Tél. : 758-22-77 pour R.V.

La filiale d'un grand groupe industriel français,
leader européen sur son marché, situé en banlieue Ouest,
recherche son

Chef de Projet gestion de production

- Il est responsable de l'implantation du progiciel IMS-TP sur matériel CII H8-DPS 7 (environnement temps réel et base de données).
- Il analyse les besoins spécifiques des utilisateurs et met en place les logiciels correspondants, avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Le poste convient à un ingénieur ou analyste programmeur expérimenté sur des projets en temps réel et base de données, et désireux d'évoluer vers un poste à responsabilités.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M/105 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20



COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs)
spécialisée dans la conception et la réalisation
de matériels d'optique, recrute pour son
Service Industrialisation - Développement

ingénieur

Débutant ou quelques années d'expérience.

Diplômé école d'ingénieur avec formation comportant optique, électronique ou mécanique.

Il sera Chef de projet, Responsable de la conception, de la mise au point et de la recette matériel laser (proto et pré-série) en liaison avec services spécialisés : bureau d'études, électronique, optique.

Adresser candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI,
Chef du Personnel CILAS - Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS.

STÉ D'EXPERTISE ET D'ANALYSE FINANCIÈRE

PLUSIEURS ANALYSTES FINANCIERS

De haut niveau (H.E.C., E.S.C., Sciences éco.) pour missions d'assistance économique auprès de Comités d'Entreprises : diagnostics d'entreprises, études stratégiques, montages financiers.

Expérience souhaitée en Cabinet d'Audit et de Conseil ou en entreprise.

Formation économie industrielle appréciée.

Postes à pourvoir à Paris ou en province.

Envoyer C.V. et salaire actuel à :
RÉGIE-PRESSE sous n° 1 042.384 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Grande entreprise Industrielle banlieue Ouest

Chef de Projet gestion commerciale

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place du système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

Ingénieur Informaticien débutant

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- Matériel CII H8 DPS 7, environnement TP et base de données.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. du poste souhaité
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

LA VILLE DE GENNEVILLIERS, 92

(46.000 habitants)
recrute

UN (E) ATTACHÉ (E) COMMUNAL (E)

pour responsabilité du Secteur « action sociale générale »
au sein du Centre Communal d'action sociale.

- Expérience souhaitée, intérêt pour le droit social.
- Recrutement par mutation ou sur liste d'aptitude.

UN (E) ANIMATEUR (TRICE) SOCIO-CULTUREL (LE)

pour diriger l'office communal « animation-retraités »
(loisir-vacances-formation-club de quartiers).

- DEFA, CAPASE ou équivalent exigé, solide expérience
notamment en tourisme social ou formation des adultes.
- Recrutement niveau attaché communal.

Env. avec curriculum vitae à :
Mairie de Gennevilliers, 92231.

secrétaires

GRUPPE DE RECHERCHE Association 1901 RECRUTE D'URGENCE

SA SECRÉTAIRE

Gestion financière du groupe.
Organisation des séminaires.
Préparation des publications.
Anglais souhaité.
Utilisation de moyens
informatiques.

Env. C.V. + prétentions à :
Francis ROGELMAN
Groupe Sciences Culture c/o
CESTA, 5, rue Descartes
75005 PARIS.

LA DIRECTION GÉNÉRALE D'UNE P.M.E.

recherche SA Secrétaire

EXPÉRIMENTÉE

Anglais indispensable
allemand souhaité.

Ad. C.V. + prétentions à :
HENRY et C^{ie}, 36, bd de
Vincennes 94120
Fontenay-sous-Bois.

représentation offres

IMPRIMASTIC S.A., éditeur
de revues, UN, dévloppe,
photocompo cherche
AGENT COMMERCIAL
ou V.P.P. MULTICAPTE
Tél. pour rendez-vous
heure de bureau, 306-38-20.

Photographe en difficulté
cherche un
COMMERCIAL
pour redresser situation.
Qualité requise :
BATTANT
Tél. pour R.V., 348-16-32.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

- 1 à 4 ans d'expérience.
- Connaissance informatique
industrielle.
- Expérience VAX ou PDP 11
indispensable.

Postes à pourvoir en
région parisienne ou l'est
de la France.

Env. lettre manuscrite, C.V.,
photo et prêt, sous n° 3.345
PUBLICITE RECHER
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

AGENCE O.L.P.J. (OH)
NÉGOCE/TRAITE
Fin + commission - 222-70-63.

STE D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES

recherche pour son
USINE DE FABRICATION
en SEINE-ET-MARNE

INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS ou aéronautique
- groupe aéronautique aviation
- matériel de Sécurité avion
envoyer C.V. à MASER
2, rue Tolstoy-Lesne
75011 PARIS

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

ÉTUDIANTS, ÉTUDIANTES.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles
avec vos études
- rémunération élevée

Téléphoner au :
523.48.48

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE



emploi international

(et départements d'Outre-Mer)

LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

institution internationale située à Bâle (Suisse)

recherche
Pour son Département Monétaire et Économique

UN STATISTICIEN

âgé de 30 à 40 ans.

Le poste offert comporte d'importantes responsabilités dans le domaine du traitement, de la mise au point et de l'interprétation de statistiques financières internationales, et en particulier bancaires, ainsi que de la vérification factuelle de données économiques. Les candidats devront justifier d'une expérience en matière de statistiques internationales, de préférence financières, et dans l'utilisation des ordinateurs. Une bonne connaissance pratique de l'anglais et des notions d'allemand sont exigées.

Bonne rémunération, système de pensions et régime social de premier ordre et autres avantages complémentaires.

Le dossier de candidature, comprenant C.V., copies de certificats et photographie récente, sont à adresser au Bureau du Personnel de la Banque des Règlements Internationaux, 4002 Bâle, Suisse.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification
permet aux
sociétés nationales
ou internationales
de faire publier
pour leur siège ou
leurs établissements
situés hors
de France leurs
appels d'offres
d'emplois.

CAPE TOWN

Union of South Africa

For our restaurant to be opened
around December 1983 we are
looking for an

experienced HEAD COOK
who is looking for a new chal-
lenge and wants to give rene-
wed evidence of his excellent
know-how in a nouvelle cui-
sine.

Naturally, employment condi-
tions and his salary will be
commensurate with up-to-date
levels.

If you are interested in this po-
sition and have a good com-
mand of the English lan-
guage, please submit your
application with the usual do-
cuments to CIPHER 44-42-209
Publicitas, P.O. Box CH-8021
Zürich.

Couple français, cinquantaine
jeune, dynamique, souhaite
quitter pays, trouver, occupé.
LUI : technicien bois, spé-
cialiste fabrication compo-
sants, meubles, industries gest.
commerce.

ELLE : exp. commerce.

Étudier, des propositions
M. SERVANT 33, rue du Pout
34000 Mèdes.

Maître des Sciences

et techniques.

microbiologie industrielle et ap-
pliquée 28 ans ch. poste fabri-
cation France ou Étranger.

Disponible à partir de décembre. Pour
tout renseign. Tél. 891-37-21
Mme Couderc 17, rue Brune
95610 Bouffémont.

DESSINATEUR P1

38 ans SPÉCIALISÉ OUTIL DE
COUPE/MACHINE SPÉ-
CIALES. 20 ans d'expérience chez
PARIS ou Banlieue Ouest Exp.
M. LEBERT place Paul DESMARE
75005 MONTROUGE.

Infirmière diplômée d'Etat depuis
1980 cherche poste stable Région
parisienne, nord de la France. Né-
cessaire ou crèche, ou infirmière dans
cabinet médical ou dans l'industrie.
Disponible à partir de décembre. Pour
tout renseign. Tél. 891-37-21
Mme Couderc 17, rue Brune
95610 Bouffémont.

Jeune fille cherche 1 patron
pour apprentissage de coiffeur.
Adresse : Céd. Gabriel-Péti
Bt 2 - 93280 St-Denis
Tél : 823-66-33.

DEMANDES D'EMPLOIS

« CHASSEUR DE TÊTES »

Polysténésien ayant 8 ans d'expérience professionnelle pri-
vée dans plusieurs pays. Je suis maintenant à un tournant de
ma carrière : je vous propose de me soumettre un devis
pour faire l'évaluation de mon potentiel à travers les en-
trevues et les tests qu'il vous plaira de définir.

Réponses à adresser à :
S. VAYSSIERE
8, rue de THIBAUDRY
75016 PARIS

Espagnol 28 ans, habitant
Paris, niveau d'études Bac+2
Université de Madrid, ayant suivi cours de
perfectionnement à l'Alliance
française recherche poste de
surveillant. Connaît cours
d'Espagnol, Traduction, etc.
dans l'Enseignement ou l'En-
seignement des langues.
Envoyez vos propositions.
Téléphone : 012-06-64.

F. 38 ans, infirmière D.E.
cherche de préf. hors secteur
hospitalier, trav. dynamique et
soigné - Étude toutes propo-
sitions France et Étranger.
Env. n° 8398 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

J. F. bil. Anglaise form. supé-
rieure, ayant développé en 10
ans d'expérience analyse et
synthèse, silence dans l'édu-
cation : sans développement or-
ganisation et contacts : recherche à
partir d'octobre poste col-
laborateur - Étude toutes
propositions, même courtes
temporaires.
Env. n° 2037 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Monsieur le Chef du Personnel donnez-moi ma chance !

J'ai 22 ans et viens d'obtenir la maîtrise
de droit social.

Passionné par la gestion du personnel,
la formation et le recrutement je souhaite
intégrer votre service des relations humaines.
J'ai de l'énergie à revendre et la mobilité
géographique ne me fait pas peur.

Offrez-moi, ne serait-ce qu'un contrat à durée
déterminée, je saurai mériter votre confiance.

J'ai demandé à l'Agence Contesse, 80 avenue de
l'Opéra, Paris 1er de me transmettre vos
propositions sous réf. 79639

Brigitte Lamotte

travail à domicile demandes

Mise en forme de textes édu-
catifs, dictée par dict. d'Étude
n° 957-71-82.

J. F. comptable 15 ans expé-
rience ch. travaux à domicile
Chorégraphie, comptabilité
etc. - rémunération à débiter
Téléphone : 848-88-55.

Pa

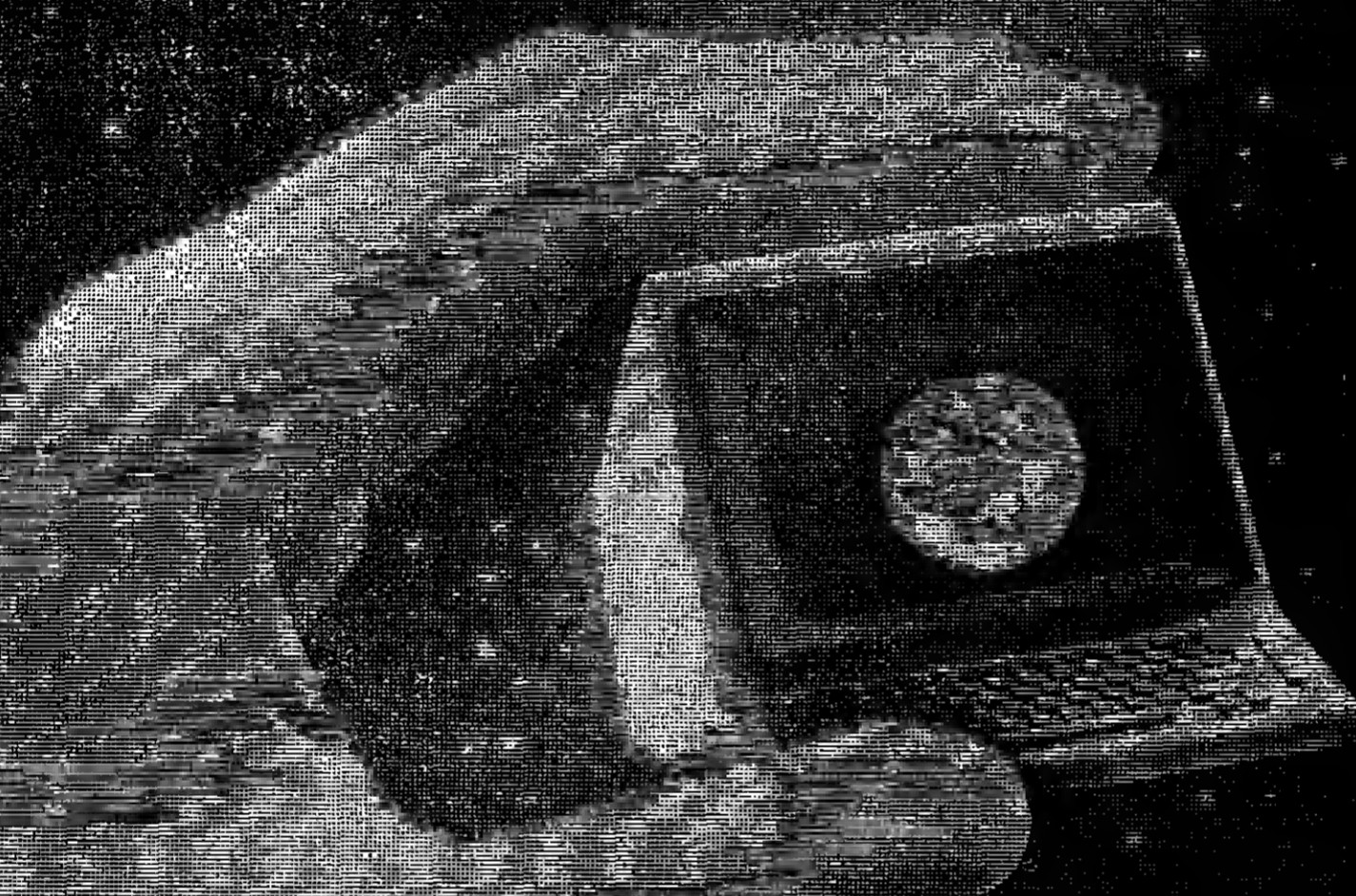
11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533

MATRA

COMMUNICATION



**LES TERMINAUX
LES PLUS BRANCHÉS
DU SICOB.**



POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE, ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER À : TEMAT-MATRA COMMUNICATION, 26/27 RUE DU DOCTEUR FINLAY, 75015 PARIS, TEL. : 578.05.20

LE SICOB

XXXIV^e Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau

Micro-ordinateur : l'outil universel

La diffusion de l'informatique ne cesse de s'accroître. Pour ne prendre que l'exemple de la France, le nombre d'ordinateurs installés croît de plus de 20 % l'an. La baisse du prix des matériels, bien sûr, a un effet prépondérant, qui permet à ce marché de ne point trop souffrir de la baisse sensible des investissements des entreprises.

Cette évolution, constante depuis des années, permet de trouver aujourd'hui sur le marché, des ordinateurs qui, pour moins de 100 000 francs - et souvent beaucoup moins encore - sont des outils complets, notamment pour la gestion. L'ordinateur devient ainsi « personnel », en ce sens qu'il devient un outil fiable, souple, et de plus en plus universel, au service d'un individu ou d'une

toute petite organisation. Sans parler de ce qui se passe dans la famille.

Mais les ordinateurs - fussent-ils « micro » - restent avant tout des objets professionnels. Et ces petites machines continuant leur progression inexorable, dans trois directions principales.

Tout d'abord, ce sont de nouvelles professions qui sont touchées, et notamment les professions « individuelles » : professions libérales, artisans et commerçants, agriculteurs, trouvent aujourd'hui des systèmes à leur portée. Ce développement est parallèle à la spécialisation des produits informatiques eux-mêmes : on assiste aujourd'hui à une certaine « corporatisme » des logiciels : les sociétés de services développent

ainsi, en profitant parfois de l'expérience de quelques pionniers, l'une des programmes pour les cabinets médicaux. L'autre pour l'hôtellerie, une troisième pour l'exploitation agricole.

Ensuite, ce sont, là où l'informatique est déjà présente, notamment dans les entreprises d'une certaine taille, de nouvelles couches de personnel qui sont touchées : on voit couramment se multiplier les micro-ordinateurs dans des entreprises où existait déjà un service informatique. Cette dissémination, qu'explique la plus grande souplesse de la micro-informatique, ne va pas, on l'imagine, sans poser quelquefois des problèmes.

Enfin, ce sont, de jour en jour, de nouvelles applications qui apparaissent grâce au micro-ordinateur. Certes, on demande encore principa-

lement à l'informatique - et la pathe comme à la grande - d'assurer des tâches de gestion. Mais l'imaginaire des auteurs de logiciels et la montée en puissance des « micro » aux-mêmes permettent la multiplication des systèmes de simulation - technique ou financière - de planification des tâches, de conception assistée par ordinateur, sans parler de l'automatisation du travail de bureau. Le « micro », tel un caméléon, se fait tout à tour automate de processus industriel, système de surveillance ou machine à écrire...

Bon marché, travaillant en autonome ou connecté sur un réseau, le micro-ordinateur va faire définitivement entrer l'informatique dans les bureaux et les ateliers, les arrière-boutiques et les officines : « ... tous étaient frappés. »

XAVIER WEEGER.

Un vaste enjeu industriel

La marche de la micro-informatique sera-t-elle catédoïque ? Pour surprendre qu'elle puisse paraître, la question mérite d'être posée à la lumière des évolutions du marché et des réactions du public américain ces dernières semaines. Alors que la vague des « micros », de l'ordinateur domestique ou personnel, du matériel à moins de 100 dollars et celui à 10 000 dollars gagne l'Europe dix-huit mois après les États-Unis, les experts, les constructeurs rêvent à la baisse leurs prévisions de vente sur le marché américain. Et les actions d'Apple ont subi, la semaine dernière, une véritable bourrasque à la Bourse de New-York.

A vrai dire, chacun attendait peu ou prou une telle remise en ordre du marché de la micro-informatique, qui recouvre en fait des produits aux prix, performances et usages fort différents. Sept ans à peine se sont écoulés depuis le lancement des premiers « micros » d'Apple. Aujourd'hui, Apple réalise un chiffre d'affaires voisin du milliard de dollars et on ne compte pas moins de 250 constructeurs, la plupart Américains. Aux jeunes pionniers des premières années se sont adjoints tous les grands noms ou presque de l'électronique. Sans parler des Japonais qui préparent une arrivée en force.

Or cette floraison de matériels, la guerre des prix déclenchée en août dernier, la pénurie de logiciels, déconcertent les utilisateurs. Cela est particulièrement sensible pour les ordinateurs domestiques, le bas de gamme, dont l'usage est jugé, paradoxalement, « trop complexe » par les consommateurs moyens, et les performances « trop limitées » par tous les passionnés d'informatique.

Les « micros » personnels, les « portables » paraissent mal répondre aux véritables besoins du marché, qui sont schématiquement de deux ordres. Diffusés dans les écoles, les universités, ils permettent de familiariser les jeunes générations aux techniques informatiques, de leur donner une formation de base. Utilisés au bureau, en voyage ou à la maison, connectés à des réseaux, ils permettent une décentralisation de l'informatique et une optimisation de ses performances.

On peut donc s'interroger sur l'avenir de la présente génération des ordinateurs domestiques. Les rangs des compétiteurs vont-ils se clairsemer. Seuls survivront ceux qui auront les ressources humaines et financières suffisantes pour développer une seconde génération de matériels offrant un meilleur rapport performance/prix, avec des utilisations semi-professionnelles. Des matériels qui risquent alors de concurrencer sévèrement les machines haut de gamme vendues actuellement.

Le marché de la « micro » est entré en turbulence. Paradoxalement, cela peut représenter une chance pour l'industrie française. Bien qu'à l'origine des « micros » avec le Micral de la société R.A.E., celle-ci eut pris un retard considérable. Or une redistribution des cartes à l'échelle mondiale peut être l'occasion pour les industriels français de rattraper sur les prochaines machines, de mettre les bouchées doubles sur les logiciels et logiciels, et de se replacer ainsi dans la compétition. Encore faut-il agir vite, et créer l'environnement propice à l'éclosion des talents.

J.-M. QUATREPOINT.

Une bataille dominée par les États-Unis

EN 1982, Apple Computers a réalisé un chiffre d'affaires de 664 millions de dollars. I.B.M. vient ensuite avec 500 millions - il s'agit bien évidemment du seul secteur de la micro-informatique. Les suivants sont Tandy avec 466,2 millions de dollars, Commodore avec 367,8 millions, Hewlett-Packard (H.P.) avec 235,2 millions, Texas Instruments (T.I.) avec 233 millions, et Digital Equipment Corporation (DEC) avec 200 millions. Tel est, d'après le magazine *Datamation*, le classement des sept premiers fournisseurs de micro-ordinateurs dans le monde. En 1983, d'après Future Computing, I.B.M. passerait juste devant Apple.

Première remarque : ils sont tous américains. Seconde remarque : on trouve dans la liste trois pionniers de l'informatique individuelle, Apple, Commodore et Tandy, et quatre sociétés dont l'activité principale est ailleurs, et pour lesquelles la micro-informatique représente au mieux 5 % du chiffre d'affaires global (1). Tandy est toutefois dans une position charnière : la micro-informatique ne compte encore que pour moins d'un quart dans son total. La conclusion est claire. Pour réussir, il faut être parti dans les premiers, ou avoir les reins très solides par ailleurs.

Une nébuleuse floue

Troisième remarque : en micro-informatique personnelle comme en « grande » informatique, I.B.M. pourrait bien devenir le géant qui laisse survivre quelques nains. Son absence a pris fin en 1981 avec l'introduction du « Personal Computer », le PC, disponible depuis le début de 1983 sur le marché européen. Le XT, plus puissant, est venu s'ajouter au PC, et des noms de code circulent : Peanut, Popcorn, Crackerjack. Le Peanut (bas de gamme) verra certainement le jour avant la fin de l'année. Or le marché de l'informatique individuelle est caractérisé par une « fidélité zéro ». Déçu pour une bonne ou une mauvaise raison, un utilisateur met sa machine au rencard et en achète une autre. La tendance est alors de s'adresser à un constructeur puissant, ayant une bonne image de marque, même si ses prix sont un peu supérieurs à ceux de la concurrence. I.B.M. a d'ailleurs baissé le prix du PC de 20 % en mars de cette année. Les autres ont bien dû en faire autant, quand ils l'ont pu.

Autre constatation, qui résulte de la comparaison des chiffres pour 1981 et pour 1982 : les taux de croissance sont fabuleux. Commodore a doublé son chiffre d'affaires, Apple l'a vu croître de deux tiers. Seul Hewlett-Packard se contente d'une « modeste » progression de 20 %. Cela confirme qu'à la vitesse du train il n'est pas aisé de le prendre en marche. Selon une analyse d'International Data Corporation (I.D.C.), le marché des micro-ordinateurs individuels représentait en 1981, en valeur, un cinquième de celui des petits systèmes informatiques plus traditionnels. La proportion devrait passer à la moitié en 1983, et l'égalité serait atteinte en 1985 - en 1987 seulement d'après d'autres analystes. A ce point de croisement, le marché mondial de la micro-informatique individuelle

serait de 12 à 13 milliards de dollars.

Cela étant, il ne faut pas faire dire aux chiffres plus qu'ils n'en peuvent. L'avenir est loin d'être écrit, comme le prouve un sensible - et très inattendu - ralentissement des ventes observé depuis quelques mois aux États-Unis. D'autre part, les positions établies en 1982 ne seront pas les mêmes un an plus tard. L'absence des Japonais dans les sept premiers ne les condamne pas à n'y jamais être. On voudrait pouvoir en dire autant des constructeurs français, mais, hélas !... Des évolutions ultra-rapides se produisent en micro-informatique, où aucun succès n'est définitif. L'Apple-II a été une merveille commerciale - un million d'appareils fabriqués - mais les défauts de jeunesse de l'Apple-III ont bien failli ruiner la firme.

Pour analyser plus finement une évolution encore bien incertaine, il faut répartir les ordinateurs en différentes classes. Il y a d'abord la distinction entre machines professionnelles et ordinateurs familiaux. Les premières peuvent être séparées en trois catégories : les machines de gestion pour P.M.E. ou professions libérales, les machines de bureau (celles qui seront sous peu le travail administratif, auxquelles on peut adjoindre les micro-ordinateurs à vocation scientifique) et, enfin, les « portables », que le cadre emporte avec lui dans ses déplacements. Bien entendu, aucune césure franche n'existe entre ces trois catégories, ni même entre les « professionnels » et les autres. Il est bien connu qu'un des attraits du portable est de permettre de « faire jouer les enfants » le soir ou le week-end. D'ailleurs, s'agit-il toujours des enfants ? N'y a-t-il pas résurgence du célèbre syndrome du train électrique ?

Le portable rejoint ici l'ordinateur familial « home computer » destiné aux utilisations domestiques ou autres - mais en existe-t-il de sérieuses ? Là encore, il faut distinguer la machine de « M. Toutlemonde ». L'ordinateur vraiment familial, et celle de l'amateur éclairé ou fanatique. Avant tout ordinateur de jeu, le premier ne se conçoit guère sans recours à la couleur, encore inutile pour les machines professionnelles. Les TI-99/4 et TI-99/4A de Texas sont les plus répandus dans cette catégorie avec les VIC-20 de Commodore. On peut aussi y placer la famille ZX de Sinclair, qui fait la transition avec la catégorie suivante. Dans bien des cas, c'est l'écran du téléviseur familial qui est utilisé, mais les « moniteurs couleur » se répandent. Cet ordinateur est essentiellement un support pour de nombreux programmes de jeux, ce qui fait qu'il supplante progressivement les jeux électroniques. Les actuelles difficultés d'Atari ne sont, pour partie, la conséquence.

Quant à la machine pour amateur qui programme, elle existe plus guère depuis la quasi-disparition des ordinateurs à mon-

ter soi-même et l'arrêt de fabrication du T.R.S.-80 modèle 1. Les amateurs, qui veulent maintenant des possibilités plus étendues, en particulier des lecteurs de disquettes, utilisent des machines - Apple-II principalement, T.R.S.-80 modèle 3, certains modèles de Commodore - qui sont un peu des machines à tout faire et trouvent ainsi des usages très variés. Ces matériels constituent finalement une catégorie à part, celle des micro-ordinateurs universels. Certains pourraient être tentés de les appeler les micro-ordinateurs dépassés, et il est exact que plusieurs membres de cette classe souffrent de leur conception ancienne. Cependant, ces ordinateurs ont été améliorés au cours des années, et leur ancienneté est en partie compensée par les vastes bibliothèques de logiciels créées pour eux. En général robustes - ceux qui ne l'étaient pas ont eu le temps de disparaître - ils conviennent assez bien aux usages éducatifs.

Il y a encore les ordinateurs de poche, qui ne se distinguent que malaisément des calculatrices programmables. Il y a quelques machines à vocation très spécialisée - dans le traitement de textes en particulier - mais qui sont éventuellement programmables et entrent ainsi dans la nébuleuse floue des micro-ordinateurs. Ce sont des machines « frontières », et l'on pourrait en dire autant de quelques terminaux plus ou moins intelligents. De toute manière, la différence entre machine professionnelle et « home computer », bien marquée si on considère les gammes de prix - plus de 15 000 F pour les premiers, 5 000 F ou moins pour les seconds - est beaucoup plus floue si on considère les usages, puisqu'il semble qu'un micro-ordinateur sur deux soit utilisé à la fois pour le travail et pour la distraction.

La lutte sera chaude

L'évolution des machines professionnelles - ce sont elles qui tiennent le marché - est celle qui peut être le mieux tracée. Pour la gestion d'une P.M.E., la puissance de calcul et la taille de mémoire sont deux nécessités qui justifient largement l'usage d'un microprocesseur 16 bits - le 8 088 d'Intel et le 16 000 de Motorola tiennent le haut du pavé. La gestion des données est contrôlée par un système d'exploitation, et la lutte est échaudée entre le MS/DOS de Microsoft et le CP/M-86 de Digital Research. On peut penser que les choix d'I.B.M. - 8 088 et MS/DOS - feront pencher la balance. Il apparaît une nette tendance vers la « compatibilité I.B.M. ». La compatibilité, c'est l'assurance d'offrir aux clients l'accès aux milliers de logiciels que de nombreuses micro-sociétés américaines - moins de deux personnes en moyenne - développent actuellement pour le PC. Texas Instruments a annoncé un « Professional Computer » construit autour du même microprocesseur et du même système d'exploitation que le PC d'I.B.M. Hitachi fait de même avec sa série 16000. Hewlett-Packard avec le HP-150.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 29.)

(1) Le chiffre d'affaire d'I.B.M. en 1982 de 34 milliards de dollars. Ceux de DEC, H.P., T.I. dépassent les 4 milliards.

Le mythe de l'enfant et de l'ordinateur

POUR l'enfant né à notre époque, fusées et navettes spatiales, mais aussi chaînes hi-fi, télévisions, magnétoscopes, robots et ordinateurs constitueraient un « environnement naturel », alors que, pour l'adulte, certaines de ces innovations ont nécessité familiarisation et adaptation.

Média de l'informatisation, l'enfant le serait parce que l'ordinateur lui apparaîtrait naturel et que leur relation serait sous le signe de l'immédiateté, de la facilité, de l'intensité, de la persévérance et de la créativité.

Ainsi, mis en rapport avec lui, l'enfant considérerait d'emblée l'ordinateur comme un nouveau jouet dont il ne se lasserait pas. Il témoignerait d'une facilité étonnante dans l'apprentissage de son maniement, à tel point que, très vite, il essaierait de comprendre son fonctionnement et d'exercer sa créativité avec cet outil nouveau. Bien plus, l'ordinateur permettrait d'accéder à d'autres connaissances sans « s'en rendre compte ». Il serait un merveilleux pédagogue, ami de l'enfant, ne le gronderait jamais et permettrait un « droit à l'erreur ».

Il n'est sans doute pas sans intérêt de s'arrêter ici quelques instants sur l'expérience menée à Menlo-Park (Californie), rebaptisée pour la circonstance « Computer Town ».

En avril 1979, B. Albrecht et R. Zamora installèrent des micro-ordinateurs à la bibliothèque de la ville, puis ils créèrent un cours afin d'enseigner aux enfants comment concevoir des programmes et utiliser le système. Le succès de l'opération fut considérable et, en août 1979, B. Albrecht estimait que, dans les mois suivants, près d'un millier d'enfants ayant mérité le badge « mon ordinateur m'aime » qui sanctionnait la com-

placité à utiliser le système pourraient se servir des ordinateurs. La ville entière (lycées, collèges, bibliothèques, pizzerias) se mit à l'heure informatique.

De nombreux articles (1) rendent compte de cette expérience, et les témoignages abondent évoquant « l'attraction magnétique qu'exercent les ordinateurs sur les enfants », leur passion et l'assimilation face à ce nouvel outil. L'aide pédagogique qu'il peut apporter notamment dans l'acquisition de concepts complexes : certains évoquent même « l'apprentissage d'un comportement social », « les enfants apprenant à coopérer et à partager durant la demi-heure où ils disposent d'un ordinateur ».

Observations que l'on retrouve dans certains des articles parus récemment dans la presse française. Ainsi, par exemple, dans l'article « Les enfants de l'ordinateur » (2) sont également évoqués l'engouement des enfants pour l'ordinateur (présenti comme banal et faisant partie de l'environnement « naturel » de l'enfant), la facilité avec laquelle ils en font l'apprentissage face à des parents qui n'y comprennent rien, leur créativité, etc.

Ainsi, à travers les discours des adultes sur le face-à-face enfant-ordinateur, on sent l'émerveillement qui désigne le conte de fées que les adultes créent et dont les enfants sont les héros. Mais comment finit ce conte ?

BARBARA ALLEN,
avec la participation
de Bertrand Girard,
chercheur au C.S.T.B.

(Lire la suite page 30.)

(1) Voir notamment *l'Intelligent Machines Journal*, avril 1979, et le *Memo Alberton Recorder*, octobre 1979.
(2) « Les enfants de l'ordinateur », Dominique Simonnot, *l'Express*, n° 1642, 24 décembre 1982.

Le Monde HORS SÉRIE

LA MICRO INFORMATIQUE



Que fait-on aujourd'hui avec un micro-ordinateur ? Quel sera l'impact de la micro-informatique sur la famille, l'école, la société ?

Dans cette brochure de 100 pages, des reportages, des enquêtes, des analyses pour nourrir la réflexion de tous ceux qui s'intéressent à ce phénomène ou s'en inquiètent.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET AU MONDE 28 F

سكزا من الاميل

مركز من الاجل

Pa

1

1

2022

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

GESTETNER LA CONFIANCE INEBRANLABLE.



Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith !
Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance dont bénéficie Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des entreprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot.



PHOTOCOPIEURS GESTETNER: QUESTION DE CONFIANCE.

Gestetner

Une bataille

La bataille pour le marché des copieurs est en cours. Les entreprises se disputent la part du lion. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents.

La bataille pour le marché des copieurs est en cours. Les entreprises se disputent la part du lion. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents.

Thomson : avant la petite

La bataille pour le marché des copieurs est en cours. Les entreprises se disputent la part du lion. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents.

La bataille pour le marché des copieurs est en cours. Les entreprises se disputent la part du lion. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents.

La bataille pour le marché des copieurs est en cours. Les entreprises se disputent la part du lion. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents. Les copieurs sont devenus un produit de base pour les entreprises. Les entreprises ont besoin de copieurs pour leurs documents.

Une bataille dominée par les Américains

(Suite de la page 27.)

Osborne, s'il survit à sa crise actuelle, modifiera prochainement son « Executive » pour le rendre compatible avec le P.C. Il est aussi certain qu'il n'y a pas de place pour la centaine de constructeurs qui ont attaqué ce marché, et que des faillites, concentrations et retraits sont à prévoir. D'autant qu', si l'utilisation des micro-ordinateurs pour la gestion reste le marché dominant, la croissance se fera de plus en plus dans le secteur voisin des utilisations bureautiques. C'est un marché tout différent par sa clientèle; ce ne sont plus des individus qui achètent pour leur propre compte, mais des gestionnaires de services administratifs ou de grandes entreprises qui passent commande par dizaines ou par centaines. Les décisions d'achat sont sous contrôle, au moins partiel, d'une direction informatique. D'après I.D.C., ces achats, presque inexistant avant 1980, comptaient pour 15 % du total en 1982; la proportion devrait être de 35 % en 1985.

C'est très exactement le créneau visé par le Lisa d'Apple ou le futur « Mac Intosh » du même constructeur. Aussi par le HP-150 de Hewlett-Packard et d'autres machines encore à naître qui participent de la même « philosophie » d'intégration des principaux programmes à la machine. On peut rapprocher de ces ordinateurs « bureautiques », ceux qui sont plus orientés vers les calculs scientifiques — mais l'ingénieur ne travaille-t-il pas le plus souvent à son bureau ?

Quant aux « portables », leur développement apparaît complémentaire de cette « micro-informatique » de la grande entreprise — dont on vient de parler. Il y a deux types de portables, les gros et les petits, et certains proposent de réserver l'anglicisme *portable* aux

premiers et de qualifier les seconds de « *portables* ». Le gros — l'Osborne Executive par exemple — pèse une douzaine de kilogrammes, ce qui fait qu'on y réfléchit à deux fois avant de le déplacer. Mais il a pratiquement les mêmes capacités qu'un micro-ordinateur standard.

Le modèle du petit pourrait être le T.R.S.-80 modèle 100, plutôt que le CC-40 de Texas; il n'est guère plus grand qu'un ordinateur de poche, mais n'en a pas le côté « jouet ». C'est une machine d'accompagnement, faite pour être utilisée seule pendant les voyages, mais aussi pour être fréquemment reliée à un ordinateur plus puissant. En effet, son écran minuscule limite sévèrement les possibilités d'emploi, ainsi que l'absence de lecteur de disquettes.

Le drame : la division européenne

Beaucoup plus flou apparaît le développement du marché des ordinateurs familiaux. La croissance y est moins rapide que dans le domaine professionnel, mais elle a en général dépassé les prévisions ces dernières années. Ces ordinateurs, qui répondent moins à un besoin, sont très sensibles aux phénomènes de mode. Comme les prix doivent être beaucoup plus « tirés », les marges sont faibles. La crise économique a freiné les ventes. L'actuelle reprise américaine les relance-t-elle ? L'Europe est encore très peu équipée, à l'exception de la Grande-Bretagne, où Sinclair a trouvé un marché porteur.

Il semble d'ailleurs que les pays latins — France et Italie — soient moins réceptifs à l'informatique individuelle que leurs voisins septentrionaux et que les démarrages y

seront plus tardifs. Les difficultés que rencontre actuellement I.B.M. pour vendre son P.C. en France en sont une manifestation.

Cela conduit à une question nouvelle. Quel est le futur des constructeurs nationaux des pays européens ? Ils sont en général partis plus tard, mais cela pourrait n'être pas trop grave puisque l'expansion du marché a aussi un net retard par rapport à ce qu'elle est outre-Atlantique. Mais le drame est qu'il y a plusieurs pays en Europe, et que les constructeurs nationaux — à l'exception de Sinclair — n'arrivent guère à s'implanter hors de leurs frontières. Olivetti, qui tient 37 % du marché italien des ordinateurs à plus de 1 000 dollars, est presque inexistant ailleurs. On peut en dire autant de Triumph-Adler — 11 % du marché allemand — et Research Machines — 9 % du marché britannique. Et qui a entendu parler hors de France du Micral et du Goupil qui tiennent chacun 9 % du marché national ? Pour ne rien dire, dans une autre gamme de prix, du TO-7 que Thomson s'est ingéniéré, d'abord, à ne pas fabriquer, ensuite à ne pas vendre.

En France, d'ailleurs, les choses sont claires. Les « nationaux » visent les marchés publics, qui leur seront réservés, ceux de l'éducation nationale et ceux des P.T.T. (l'informatisation des postes). A l'abri de la concurrence, ils survivront — l'administration, maîtresse des achats, leur maintiendra tout juste la tête hors de l'eau. Dans quelques années, quand la croissance du marché s'atténuera, ils accumuleront les pertes. L'histoire de la C.J.I. a surabondamment montré le chemin, mais il ne paraît pas être dans la mentalité des Français, industriels comme administratifs, d'en emprunter un autre.

MAURICE ARVONNY.

La leçon de marketing d'I.B.M.

La période d'I.B.M. dans les micro-ordinateurs devrait faire l'objet d'un cas de marketing pour élèves de H.E.C. Tout y a été pensé, les choix techniques, les programmes, la distribution, la publicité... en rupture avec les traditions de la compagnie. Le « micro » est un marché neuf, il fallait innover. Où, comment ? Par tout, sauf sur la technologie. I.B.M. est passée par où on ne l'attendait pas.

A vrai dire, les professionnels de l'informatique n'en ont pas été surpris outre mesure. Dans le milieu des informaticiens, personne n'ignore qu'I.B.M. ne retient que très rarement des techniques d'avant-garde pour ses ordinateurs, contrairement à sa réputation — entretenue — dans l'opinion publique. Du moins jusqu'à présent, puisque la profonde restructuration en cours depuis la nomination de M. John Opel à la présidence en janvier 1981 devait conduire le numéro un de l'informatique mondiale à revoir cette stratégie à l'avenir.

Mais, en 1980, tel n'était pas le cas. Les micro-ordinateurs avaient fait leur apparition depuis cinq ans sans qu'I.B.M. bouge. Pourtant, à partir du moment où ces machines atteignent les bureaux des cadres gestionnaires ou scientifiques, la compagnie se devait de réagir et de lancer à son tour son « personal computer » (P.C.). Les micro-ordinateurs arrivaient cette fois sur les plates-bandes du géant. Il ne fallait pas refaire l'erreur commise dix ans plus tôt avec les mini-ordinateurs.

Pour I.B.M., l'affaire n'est pas simple. Il s'agit d'un marché nouveau, instable, dont on connaît mal les ressorts. Les clients sont petits et dispersés. Autrement dit, ce qui fait la force de la compagnie — son extrême sollicitude pour ses clients,

les directeurs de l'informatique des entreprises et des administrations — se trouvait ici inutile. Il fallait inventer un nouveau système de vente, fidèle, sérieux, différent de celui des concurrents, et qui, surtout, ne risquait en aucun cas d'altérer l'image de sérieux de la compagnie.

Pour la première fois, I.B.M. va donc passer par des revendeurs indépendants, signer un accord avec la chaîne commerciale spécialisée dans l'informatique Computerland et se garder, tout de même, les « grands » comptes. Cette stratégie sera payante aux États-Unis, mais elle se soldera par un quasi-échec en France.

Techniquement, les choix sont également complexes. La technologie des « micro » est largement banalisée, dès lors que l'on a choisi deux éléments-clés, le microprocesseur et le logiciel d'exploitation. I.B.M. ne manque ni de l'un ni de l'autre. Mais les microprocesseurs de la firme américaine Intel sont vendus dans le monde entier et sont moins coûteux. Il sera donc retenu un microprocesseur 16 bits d'Intel.

Quant aux logiciels, I.B.M., après réflexion, fera appel à la société Microsoft, dont M. Ted Bates, son jeune créateur, vient de mettre au point un système (le MS/DOS) en passe de devenir le standard de la profession. Pourquoi n'avoir pas retenu un système maison ? Parce que, comme le magnétoscope, un micro-ordinateur se vend grâce à sa panoplie de programmes d'applications disponibles. I.B.M., avec un système d'exploitation de sa marque, se devait de développer rapidement une telle panoplie. En adoptant le MS/DOS, au contraire, tous les programmes existants liés à ce standard tournaient sur le P.C. Le choix fait, I.B.M. allait d'ailleurs

contribuer à son tour au succès du MS/DOS. La compagnie lance un appel général de création de programmes auprès du public, des universités, et bien sûr auprès de ses propres ingénieurs. L'appel sera entendu.

Ces deux choix — commercialisation par des revendeurs, technique acquise à l'extérieur de la maison — vont être complétés par un troisième du même type. Pour la première fois, I.B.M. reconnaît officiellement l'existence et l'intérêt des fabricants de « périphériques compatibles », ces matériels non-I.B.M., mais vendus pour être connectés aux ordinateurs du numéro un.

Son motif est clair : ces périphériques complètent le P.C. avec des extensions qu'il est — pour l'instant — incapable de fabriquer, l'« habillage » et le rendent apte à toucher une clientèle plus vaste.

Le P.C. sera prêt dans les délais impartis à la petite équipe chargée de le concevoir à Boca-Raton en Floride : un an. Il est lancé à grand renfort de publicité en août 1981. Avec 200 000 appareils vendus en 1982, I.B.M. ravit 20 % du marché à Tandy, Apple, Commodore et aux autres. Depuis, un autre modèle (le XT) est venu compléter la gamme vers le haut, et les analystes de ce marché en attendent un troisième dans le bas. Une évolution traditionnelle et sans surprise.

La surprise, c'est d'avoir vu une organisation, apparemment si rigide, faire preuve de tant de souplesse. C'est d'avoir vu I.B.M., qui ne cesse de flatter ses ingénieurs et ses vendeurs maison, passer outre leur amour-propre et faire appel à l'« extérieur » pour l'essentiel. Voilà un « micro » ni original, ni en avance, ni bon marché, ni vraiment I.B.M. Mais il se vend bien. Du marketing.

ÉRIC LE BOUCHER.

Thomson : la famille avant la petite entreprise

Le principal constructeur français à viser le marché de l'informatique familiale est Thomson avec, pour l'instant, son Télé-ordinateur, Système TO-7. Dans les « micro-boutiques », le TO-7 fait encore souvent figure de « pierre figurée ». A première vue, il est plus cher que la concurrence : le TI99/4A de Texas Instruments, la machine familiale la plus répandue dans le monde, est vendue couramment 1 200 francs de moins (2 300 francs au lieu de 3 500 francs) et dispose d'une bibliothèque de logiciels incomparablement supérieure; on les dénombre par centaines, contre moins de trente pour le TO-7.

La comparaison en matière de prix est encore plus dure quand on regarde d'autres « micro », encore moins chers, comme le Sinclair, l'Oric 1 ou le Victor Lambda.

Pourtant, chez Thomson, on pense que le produit supporte largement la comparaison : à la différence de ces trois derniers systèmes, le TO-7 n'est pas avant tout destiné à des fanatiques de la programmation, même si, parmi les premiers logiciels commercialisés, figure un Basic de Microsoft dont les performances sont plus qu'honorables. L'objectif est clairement, pour démarrer, celui d'une clientèle familiale cherchant avant tout du « prêt-à-porter ».

Par rapport à ce qui paraît donc être son concurrent direct, le Texas, le TO-7 est cependant nettement plus orienté « éducation » : le premier partenaire de Thomson pour les logiciels a été Nathan, et le TO-7 ne supporte pas — en fait ne cherche pas à supporter — la compétition avec les systèmes orientés « jeux vidéo », sans compter les consoles du type Atari.

L'ordinateur de toute la famille — c'est l'axe des premières campagnes publicitaires — s'adresse donc au « couple moderne » qui, par effet de mode ou par conviction, croit nécessaire de faire un premier investissement informatique : gestion de budget et carnet d'adresses pour les parents; pour les enfants, même très jeunes : jeux éducatifs — de mémoire ou d'intelligence plus que d'adresse — voire logiciels d'enseignement (didacticiels), mettant à profit des caractéristiques techniques assurément originales. Le TO-7 a ainsi été le premier micro familial (ses concurrents n'ont pas tardé à le copier) auquel est intégré un

crayon optique qui en fait vraiment un outil « convivial ».

Autre caractéristique — qui peut d'ailleurs poser des problèmes commerciaux : le seul lecteur de cassettes qu'accepte le TO-7 est, un magnétophone spécialement conçu par Thomson — et vendu 850 à 900 francs — qui a l'originalité de pouvoir délivrer au système à la fois des données et du son : on imagine le profit que peuvent en tirer les auteurs de logiciels éducatifs.

Thomson estime que cette orientation éducative portera ses fruits. Il est clair, d'autre part, que ce produit pourrait bénéficier d'une image de « produit français », fourni en logiciels par des éditeurs français : Nathan tout d'abord, rapidement relayé par Hadier et par l'association Matra-Hachette. Le ministère de l'éducation nationale d'ailleurs, au printemps 1983, commandé trois mille TO-7.

La preuve de la réussite reste cependant à faire : officiellement commercialisé depuis novembre 1982, le TO-7 a souffert, et souffre encore, d'une bibliothèque de logiciels largement insuffisante — et d'une montée en charge plus que tardive des lignes de fabrication. A la fin juillet, huit mille appareils avaient été vendus; et ce n'est que depuis avril-mai que l'outil industriel est totalement opérationnel, avec une capacité de production de quatre mille systèmes par mois, pouvant facilement être doublée.

Les équipes de l'entreprise nationale préparent déjà la suite : sans doute, dans le courant de 1984, un système « bes de gamme », vendu aux alentours de 1 500 francs; et surtout, des systèmes plus puissants, permettant de recadrer le marché visé vers un segment plus « professionnel ». D'ores et déjà, des passionnés ont développé, isolément, des logiciels très professionnels — en gestion agricole ou comme outil de contrôle des connaissances pour l'enseignement supérieur. L'intention de Thomson de doter un futur TO-9 ou TO-11 d'une mémoire plus importante et d'un clavier « professionnel », la préparation de MEMO 7 permettant au système de travailler sur des langages évolués comme Fortran ou Fort, tout comme l'intérêt de certaines sociétés de services, désignent clairement la future objectif de la gamme de produit : après la famille, la toute petite entreprise.

X. W.

Il n'y a pas un magasin au monde qui ait aidé autant de gens à choisir parmi autant de micro-ordinateurs.

500 MAGASINS AU MONDE.

Vous trouverez des points de vente Computerland en France, à Paris XV, Paris XI, Paris IX, Rennes, Caen, Lorient, Marseille, St-Laurent-Du-Var, Lyon (ouverture prochaine) et en Belgique à Bruxelles, Antwerpen et Liège.

Nous offrons aux personnes intéressées la possibilité d'une franchise Computerland. Pour en savoir davantage, contactez Computerland Europe - B.P. 2722 - Grand Duché de Luxembourg 1451. Tél. (19/352-72-94-74).



SOYEZ PROCHE DU FUTUR.

هكذا من الاحول

Le défi à l'éducation

DANS un monde industrialisé où les chômeurs se comptent en dizaines de millions, des centaines de milliers d'emplois d'informaticiens ne sont pas pourvus, faute de candidats qualifiés. Il n'est que de parcourir les rubriques des offres d'emploi dans la presse française et étrangère, d'entendre les utilisateurs, les constructeurs, se lamenter de la pénurie d'ingénieurs et de spécialistes en informatique pour prendre conscience de ce paradoxe.

Le manque de main-d'œuvre formée aux nouvelles technologies électroniques est ressenti comme un double handicap. Il risque d'enrayer le développement, l'évolution des produits, des logiciels, et, plus globalement, de freiner la transformation, la modernisation des industries et de l'activité économique des pays qui se seront laissés distancer.

Le débat sur la formation à l'informatique n'est pas nouveau. Dès 1970, en France, les experts du Plan avaient attiré l'attention sur les besoins de personnels qualifiés. A la même époque, un séminaire de l'O.C.D.E. concluait à la nécessité d'introduire l'informatique dans l'enseignement secondaire et insistait sur la nécessaire formation des maîtres.

Dix ans plus tard, en mars 1980, un nouveau rapport, rédigé par M. Tebeka, mettait en évidence le déficit en ingénieurs électroniques et le faible rôle joué par le système

éducatif dans la formation à ces nouvelles disciplines. Depuis, les rapports se sont multipliés. La mission Filière électronique, dans le document remis en avril 1982 au gouvernement, tirait de nouveau la sonnette d'alarme. Toutes les actions pour la modernisation du tissu industriel, le développement des industries électroniques, risquent d'être caduques si l'on ne fait pas sauter ce goulet d'étranglement qui constitue la formation.

Des résistances nombreuses

L'irruption des micro-ordinateurs a sensibilisé le public et les autorités à ce phénomène. En abaissant le coût des équipements, en simplifiant l'apprentissage à l'informatique, les « micro » rendent possibles des opérations de sensibilisation, de préformation sur une grande échelle. Aux États-Unis, en Grande-Bretagne, ils sont introduits dans le système éducatif. Ainsi, outre-Manche, 27 000 écoles ont été dotées, en un an, de « micro », et 57 000 instituteurs ont reçu une formation de base.

En France, la pénétration de l'informatique dans l'éducation nationale se fait plus difficilement : 7 000 machines seulement sont installées dans 700 établissements. Certes, d'ici à la fin du IX^e Plan, on prévoit l'implantation de 100 000

« micro » et la formation d'un nombre au moins égal de formateurs. Mais les résistances à la pénétration de l'informatique à l'école sont nombreuses. D'où les tentatives, à l'instigation surtout du Centre mondial de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, pour lancer des expériences de sensibilisation, de formation à la micro-informatique, à côté de l'éducation nationale : formation de jeunes chômeurs, centres de vacances d'initiation à l'informatique, opérations pilotes dans certains quartiers, etc.

Plus la population sera familiarisée avec les nouvelles technologies, plus l'industrie électronique trouvera, outre des débouchés pour ses produits, une main-d'œuvre de qualité lui permettant ainsi de rapatrier en France, dans des usines automatisées, des productions actuellement délocalisées dans des pays à main-d'œuvre à bon marché.

Certes, la formation à l'informatique à travers les seuls « micro » n'est pas la panacée. Savoir utiliser un T.O.-7, un Apple II, voire un P.C. d'I.B.M., ne fait pas forcément de vous un informaticien. C'est pourquoi ces actions de masse ne sauraient se substituer à la mise en place, sur une grande échelle, de véritables cours d'informatique, dans la secondaire, dans les universités, dans les grandes écoles, avec les moyens humains, techniques et financiers nécessaires.

J.-M. G.

Le mythe de l'enfant et

(Suite de la page 27.)

L'acquisition de connaissances ou l'informatisation de la société ne sont pas des finalités, et l'on sent poindre une attente à la fois vague et investie de tous les débouchés futurs.

Un monde nouveau

Ainsi, pour certains, de la rencontre enfant-ordinateur surgira un profond bouleversement social qui affecterait la société dans son ensemble, allant dans le sens d'une réduction, voire d'une disparition des clivages et des inégalités les plus structurelles. Ainsi, non seulement les modalités de cette « rencontre » échapperaient à la compréhension de l'adulte, mais aussi le changement qu'elle ferait naître. Un futurologue de trente-cinq ans du S.R.I. (Stanford Research Institute) nous déclarait : « C'est au travers des enfants qu'il faut essayer d'appréhender l'impact social de la télématique... Ce sont eux qui définiront le mode d'acceptation... Ils créeront un monde nouveau d'une façon qui nous échappe... Ils utiliseront les machines d'une manière étonnante : ce qui est décisif, c'est la façon dont ils sont en train de construire une réalité sociale... Les enfants vont être des créatures différentes de nous, j'apprends pour rester en contact avec eux, mais je suis déjà trop vieux... C'est l'image même de l'homme qui va changer... Le fossé entre générations va être bien plus grand... »

Il convient maintenant d'interroger ce qui sous-tend ce conte. D'abord, l'idée que ce nouvel environnement technique serait naturel pour l'enfant. Il est vrai que, contrairement à l'adulte pour qui est environnement s'est constitué progressivement, il a été donné dès le départ à l'enfant

comme un tout, les différents objets techniques y étant présents simultanément. De plus, comme le souligne J. Perriault, la nouveauté tient dans l'utilisation par l'enfant de ces objets dans un contact familier, alors que « nous ne pratiquons pas étant jeunes les machines à vapeur (3) ». Mais de là à affirmer que cet environnement est naturel, n'est-ce pas aller un peu vite et, sans entrer dans un débat sur la notion « fourre-tout » et idéologique du « naturel », notons ce qui semble surprendre dans l'expérience de Menlo-Park ou dans une démarche telle que celle de S. Papert, sur laquelle nous reviendrons : il s'agit de la coexistence de deux discours, l'un promeut l'environnement technologique et ses différents composants, dont l'ordinateur, comme instrument bénéfique du progrès, l'autre insiste sur ce qu'il faut mettre en place pour que cet environnement soit effectivement au service du progrès.

Dans son ouvrage, fruit d'une expérience de dix ans au MIT, S. Papert (4) défend plusieurs thèses.

Partant de l'idée que l'enfant apprend spontanément certaines choses (sa langue maternelle) et qu'il fait facilement l'apprentissage de ce dont son environnement est riche, S. Papert propose de créer, grâce à l'ordinateur, un environnement qui permettrait aux enfants d'acquiescer spontanément les concepts mathématiques. Il propose ainsi de créer une culture technologique où l'ordinateur ferait partie de l'environnement quotidien.

S. Papert critique sévèrement les modalités actuelles d'enseignement par ordinateur (E.A.O. notamment) qui, selon lui, asservissent l'enfant à l'ordinateur. Il propose au contraire, avec son sys-

tème Logo, une pédagogie où l'enfant guide et même instruit la machine en la programmant dès les premiers contacts. Le système Logo permettrait de dépasser le stade de l'utilisation mécaniste de l'ordinateur, l'enfant aurait le rôle actif et « s'autogérerait » : du même coup, il apprendrait à penser en réfléchissant sur sa propre pensée afin de la rendre accessible et compréhensible à l'ordinateur. Celui-ci servirait en quelque sorte de structure d'expérimentation par rapport à laquelle l'enfant découvrirait et testerait telle ou telle théorie. L'enfant accéderait ainsi à la pensée abstraite.

Un instrument « révolutionnaire » ?

Théorie de l'apprentissage séduisante pour beaucoup, dont nous ne discuterons pas ici. Si la théorie de S. Papert a le mérite de réfléchir aux moyens de mettre en œuvre pour rendre l'environnement technologique maîtrisable par l'enfant, notons qu'elle débouche sur un projet socioculturel ambitieux consistant précisément à généraliser un environnement technologique sophistiqué, lui-même condition de la mise en application du modèle d'apprentissage. Nous sommes face à un projet structuré par des inclusions réciproques.

D'autre part, cette théorie et ce projet se présentent comme ayant une validité certaine et pouvant s'appliquer à tous les enfants. Cela repose sur deux hypothèses, la première est que l'ordinateur répondrait au désir de chaque enfant : « Il (l'ordinateur) peut prendre des milliers de formes, remplir des milliers de fonctions et par conséquent répondre à des milliers de désirs différents (5) ». La seconde est que cet environnement technologique

A LA DECOUVERTE DU NCR DECISION V.

LE MICRO-ORDINATEUR PROFESSIONNEL QUI A DU CŒUR.

Il est indispensable de pouvoir compter sur son ordinateur personnel, comme sur l'un de ses proches. C'est pourquoi nous avons conçu le NCR DECISION V pour en faire votre ami dévoué. Discret quant à la place qu'il occupe, d'une extrême simplicité au niveau de sa mise en service (il suffit de connecter le clavier à l'ordinateur et de le brancher), le NCR DECISION V se distingue par sa grande facilité d'emploi et permet d'éviter la plupart des manipulations fastidieuses.

N'est-ce pas avoir du cœur ?

UN COUP DE CŒUR QUI SERA LE DEBUT D'UNE GRANDE AMITIE.

Avec le NCR DECISION V, vous pouvez envisager une association - amitié durable, grâce à des possibilités d'extension qui vont pouvoir suivre votre évolution. En mémoire, vous pouvez disposer de 512.000 octets et avec un disque Winchester vous portez votre capacité de stockage à 10 millions d'octets. Enfin, avec le réseau NCR DECISION NET vous aurez la possibilité de partager les données et d'établir le dialogue avec les micros professionnels de presque toutes les autres marques.

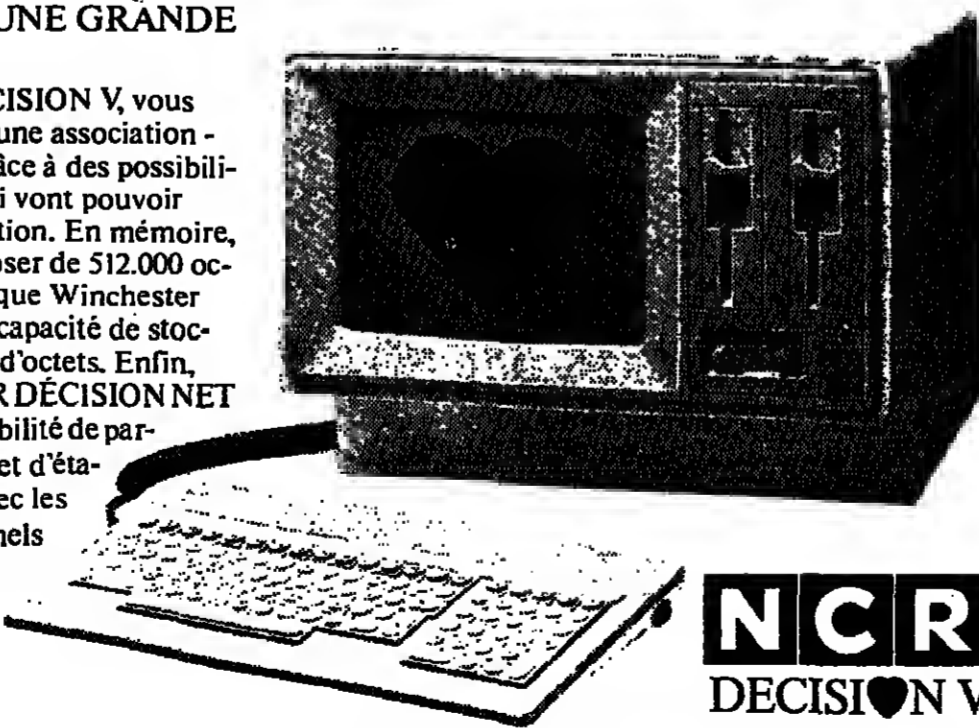
PARLONS A CŒUR OUVERT.

NCR fabrique des ordinateurs depuis toujours et notre société est implantée en Europe depuis 1885. Démarrez une longue amitié avec le NCR DECISION V. Avec nos 364 centres d'après-vente dans toute l'Europe, vous pouvez nous faire confiance sans réserve.

Alors, n'hésitez plus, venez essayer votre NCR DECISION V, le meilleur des micro-ordinateurs personnels. La preuve ? Nous lui avons donné un cœur.

NCR DECISION V.

Le micro-ordinateur professionnel qui a du cœur.



NCR France - Tour Neptune - 20 place de Seine - Cedex 20 - 92086 La Défense - Tél. 778.13.31
Ci-contre liste de nos distributeurs agréés.

NCR au Sicob - Niveau 3 - Zone DE - Stand 3455.

NCR DECISION V LISTE DES DISTRIBUTEURS AGREES

DISTRIBUTEUR NATIONAL
STE LIGEST
47, rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. 526.11.44

DISTRIBUTEURS AGREES
PARIS/REGION PARISIENNE
CLE 128
51, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. 742.46.03
STE I.M.F.
8/10, rue de l'Eglise - 75015 Paris
Tél. 575.58.30/578.07.62
STE PROGRAM
35, rue la Fontaine - 75016 Paris
Tél. 288.48.68
S.D.P.L.
424, La Closerie, Mont-d'Est
93160 Noisy-le-Grand
Tél. 305.81.30
S.D.I.
Tour Gallieni 1 - 78 à 80, av.
Gallieni - 93174 Bagnollet Cedex
Tél. 360.13.54/360.13.55
PROVINCE
STE PRO-GE INFORMATIQUE
9, rue Didot - 06000 Nice
Tél. (93) 53.61.22
STE ATEL
46, rue St-Jacques - 13006 Marseille
Tél. (91) 53.02.91
SPIL DIFFUSION
240, rue Paradis - 13006 Marseille
Tél. (91) 81.25.69
HEXAGONE INFORMATIQUE SUD
19, rue de Fontevès - B.P. 1957
13226 Marseille Cedex 02
Tél. (91) 91.91.15
MICRO-INFORMATIQUE SYSTEME
ET SERVICES
7, avenue de la Porte Neuve
17000 La Rochelle
Tél. (46) 34.86.02
BUREAU SERVICE
Av. Kennedy - 20000 Ajaccio
Tél. (95) 22.26.21
S.P.I.D.I.
18, rue Dame Rose - 21310 Mirebeau
Tél. (80) 36.50.86
SYSTEMES INFORMATIQUES
10, rue Jules Burry
39000 Lons-Le-Saulnier
Tél. (84) 47.05.00
ETS LE DUIGOU
2, bd Victor Hugo - 44000 Nantes
Tél. (40) 20.09.80
L'ORGANIGRAMME
16, rue Emile Zola - 51100 Reims
Tél. (26) 88.51.13
ETS DESMAG
273, bd Victor Hugo - 59000 Lille
Tél. (20) 54.44.30
INGEFOR
79, rue de l'Hôpital Militaire
59000 Lille
Tél. (20) 54.09.04
ACPM
30, rue de Ribeauvillé
67100 Strasbourg
Tél. (88) 34.51.75
MICRO BOUTIQUE
37, passage de l'Argue - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.37.63
SYSTEMES INFORMATIQUES
7, rue Victor Hugo - 69002 Lyon
Tél. (7) 837.21.54

de l'ordinateur

fonctionnerait de la même façon pour tous les enfants quelles que soient leurs origines socio-culturelles; ce qui amène le journal *Liberation* à parler de l'ordinateur revu et corrigé par le système Logo comme d'un instrument d'éducation révolutionnaire qui porte un coup de grâce à une société où la sélection des individus est effectuée en fonction de fausses théories sur l'aptitude.

Deux hypothèses très hardies qui font regretter de ne pas trouver dans le livre de S. Papert des éléments sur les expériences menées permettant de les valider. On aurait notamment aimé savoir si des enfants d'origines sociales et culturelles très diverses ont participé aux expérimentations et si les acquisitions facilitées par le système Logo ont été testées et analysées.

D'autre part, affirmer que tous les enfants s'investissent dans l'ordinateur du fait de ses caractéristiques peut paraître excessif.

Il semblerait ainsi intéressant d'analyser l'investissement de nombreux enfants sur l'ordinateur qui peut, en effet, être considérable et de le rapporter aux évolutions de la famille et de la société. De plus, peut-être, pourrait-on s'interroger sur une spécificité de l'ordinateur qui en ferait un objet d'investissement privilégié de l'enfant et de l'adolescent durant certaines phases de son développement et sur ce qui sous-tend cet investissement.

Voilà, il nous semble avoir quelque peu malmené ce beau conte de fées et peut-être n'est-ce pas bien... sauf que celui-ci n'est pas destiné aux enfants, mais qu'il les manipule pour entretenir les illusions des adultes ou plutôt pour les protéger de leur angoisse, angoisse que suscite justement cette société informatisée. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis et maintenant en France, bien des particuliers achètent des ordinateurs individuels par peur, s'ils ne le faisaient pas, de compromettre les chances d'insertion et de promotion sociale de leurs enfants. C'est bien le signe qu'ils portent une représentation d'une société future qui serait informatisée mais où les places seraient rares et où la très forte compétition serait arbitrée par la maîtrise de l'informatique. Cette angoisse n'est pas nouvelle et, de-

puis longtemps, les ordinateurs ont fait l'objet d'une abondante production imaginaire (romans, films de science-fiction). Pendant longtemps, le thème en a été le même: l'homme crée une machine qui s'automatise dans des circonstances diverses et le menace. Peut-être est-ce parce qu'ordinateurs (et robots) constituent, à ce jour, la tentative la plus achevée de l'homme de créer à sa propre image: en créant l'ordinateur, l'homme n'essaie-t-il pas, comme le suggère le terme « intelligence artificielle », de donner la pensée à la machine et, ce faisant, ne transgresse-t-il pas quelque part un interdit ou bien ne tente-t-il pas de se substituer à un ordre, source de toutes les croyances, superstitions, interrogations: celui de son origine?

A un autre niveau, l'ordinateur est l'objet de craintes bien concrètes: celle de la déqualification du travail, celle de la perte de l'emploi. Ne se pourrait-il pas alors que tous ces romans, films, et l'engouement qu'ils suscitent, expriment une angoisse de l'homme par rapport à son devenir, une ambivalence face à la toute-puissance de ce qu'il crée?

Ne pourrait-on pas alors faire l'hypothèse que si, dans un premier temps, l'homme a projeté l'angoisse de ce qu'il est et de son devenir dans ces productions culturelles, on assisterait aujourd'hui à un déplacement et à une annulation de cette angoisse. Après le déchaînement des forces du mal advient l'enfant « apprivoisé », « jouant », « aimant », « dépassant » la machine. L'enfant, lui, comprend, il a séduit la « bête », il saura vivre en l'an 2000 dans un monde technologique nouveau. De ce monde, l'adulte s'exclut lui-même comme s'il ne pouvait apaiser ses angoisses qu'en se déposant de son propre devenir.

BARBARA ALLEN,
avec la participation
de Bertrand Girard,
chercheur au C.S.T.B.

- (3) J. Periault, « Perspective pour demain » in *L'Enfant et l'Image*, 1979, C.N.D.P.
(4) S. Papert, *Le Jaillissement de l'esprit*, Flammarion 1981.
(5) *Liberation*, « Le père Noël de la révolution informatique », 22 octobre 1981.

La guerre des réseaux de distribution

UNE fois de plus, I.B.M. a bouleversé le marché de l'informatique. En annonçant il y a trois ans qu'elle allait entrer en force sur le marché du « personal computer » (P.C.), le géant créait l'événement et déclarait la guerre aux petites entreprises-champignons américaines qui ont inventé et imposé le nouveau concept de la « micro », à la tête desquelles trônaient trois musiciens intrépides aux couleurs de la bannière étoilée: Apple, Commodore et Tandy.

Ces lilliputiens courageux ont inventé l'ordinateur personnel à bas prix à la portée des cadres à la recherche d'un outil de travail individuel à usage professionnel, des « hobbystes » et des foyers familiaux. Micro-ordinateur autonome, parfois portable, ou multiposte qui peut désormais communiquer, par l'intermédiaire de réseaux de télématique, avec les plus puissants systèmes informatiques actuellement en service.

Règlements de comptes

Dans la foulée de cette nouvelle « race » d'ordinateur est apparue une nouvelle forme de distribution: la commercialisation de masse par l'intermédiaire de distributeurs, de revendeurs indépendants ou de chaînes de revendeurs spécialisés disposant de boutiques. Ainsi Apple compte plus de 3 300 revendeurs dans le monde, dont 350 rien qu'en France. Faute de statistiques sérieuses, on estime que le nombre de ces « partenaires » varie aujourd'hui entre 2 500 et 5 000 en France. Mais chaque jour qui passe voit apparaître de nouveaux adeptes. La chasse des distributeurs par les fournisseurs bat son plein.

La raison de cette débâcle de vocation: avec le faible prix de ces matériels (entre 8 000 et 50 000 F avec leurs logiciels et périphériques), les marges bénéficiaires sont insuffisantes et ne permettent pas aux fabricants d'avoir recours à une force de vente directe, coûteuse en hommes et en moyens.

Il s'agit d'un tournant dans l'histoire de l'informatique. Au début, seuls existaient les « grands » ordinateurs, volumineux et coûteux, vendus directement par les constructeurs. Avec

les « minis », une première évolution apparaissait puisque l'Américain Digital Equipment (DEC), leur « inventeur » et numéro 1 mondial de ce créneau, décidait de vendre une partie de ses machines par l'intermédiaire de revendeurs spécialisés dits O.E.M. (Original Equipment Manufacturers). DEC leur vendait des machines « brutes » qu'ils se chargeaient d'adapter aux besoins spécifiques des clients. Cette innovation fit le succès de DEC. Mais ces revendeurs restaient des sociétés spécialisées (Geveke, Métrologie, Teklec, en France), disposant de cadres, d'ingénieurs et de techniciens rattachés à l'entreprise. Avec les « micros », cette fois-ci, les constructeurs sont contraints d'abandonner une distribution « grand public », qui ignore tout de cette technique, comme les grandes chaînes de distribution aux Etats-Unis ou bien la Redoute, la FNAC, voire les boutiques de quartier en France. Cela pose et posera inévitablement des problèmes.

Dans un premier temps, on a vu se dessiner une première bataille entre nouveaux et anciens distributeurs. Laquelle a commencé à prendre des allures de règlements de comptes quand les constructeurs japonais (dont Sharp, Canon, Sony, Hitachi, etc.) et les entreprises-champignons américaines ont multiplié l'offre de ce type de produit et ont prétendu, eux aussi, faire appel aux distributeurs.

Résultat: plus d'une centaine de micro-ordinateurs sont actuellement proposés en France; c'est la jungle. L'affrontement permanent s'est transformé en une véritable guerre quand I.B.M. est entrée sur le marché, imitée très rapidement par certains de ses concurrents traditionnels, comme N.C.R. et Burroughs. Les gros constructeurs, qui se mettaient avec retard de la partie, entendaient écarter et fidéliser les distributeurs les plus compétents. En tête, I.B.M., qui domine de la tête et des épaules ses poursuivants. Et qui, comme pour les grands ordinateurs de gestion, prétend imposer ses standards.

Un deuxième front s'est ensuite ouvert au niveau des remises aux distributeurs et des services après-vente que leur offraient les

constructeurs (documentation, promotion publicitaire dans les grands médias, conseils et stages de formation gratuits, etc.). Tout y passe pour séduire mais également pour tester les qualités des revendeurs.

Certains constructeurs n'hésitent pas à les mettre en concurrence. Exemple, l'Américain Altos Computer qui se fait distribuer en France par Teklec, Alfatronic et Feutrier. D'autres, au contraire, jouent la carte de l'exclusivité au niveau national ou régional.

Aux distributeurs de prouver qu'ils sont ou seront les gagnants. Ce qui n'est pas évident. Beaucoup d'entre eux manquent de compétences techniques ou de moyens financiers et découvrent, parfois amèrement, que vendre des micro-ordinateurs n'est pas chose facile. Ils cherchent donc la meilleure stratégie. Certains ont choisi la carte multi-produits et multi-marques. D'autres — ou les mêmes — s'efforcent de signer des accords de coopération soit avec des firmes spécialisées dans la maintenance des matériels, soit avec des sociétés de services et de conseils en informatique (S.S.C.I.) en mesure de leur fournir logiciels et progiciels dont ont besoin leurs clients. Tous se battent bec et ongles pour s'affirmer sur un marché en pleine explosion, mais qui n'est qu'à ses débuts. Mais, après une période de recrutement intense, on risque d'assister à une hécatombe.

Combien seront-ils dans trois ou cinq ans? Personne n'est en mesure d'avancer un chiffre aujourd'hui. Une certitude: nombreux seront ceux qui laisseront des plumes. Ainsi malheureusement que certains de leurs clients qui feront sans nul doute les frais de la conjugaison d'une technologie encore en pleine mutation et d'un nouveau type de distribution qui recherche encore sa déontologie.

Chez les constructeurs, ce sont une fois de plus les grands de la profession qui tireront les meilleurs profits de cette évolution. Olivetti France semble d'ores et déjà bien placé avec son réseau de points de vente indirecte qui assure 70 % de la distribution de son micro-ordinateur personnel M 20. Ce réseau comprend des concessionnaires (totalisant 250 points de vente), près de 400 revendeurs indépendants

(distributeurs, S.S.C.I., pratiquant le « clé en main », boutiques) et fait aussi appel au commerce intégré (grandes surfaces, sociétés de vente par correspondance, etc.). Il préfigure ce que seront demain les grands réseaux de distribution des grands constructeurs: lesquels semblent vouloir garder en parallèle une force de vente pour leurs gros clients (les « grands comptes ») achetant en quantité, tout en se révélant, en revanche, plus réservés quant à la création de boutiques à leur enseigne.

Dans cette guerre sans merci des réseaux, les grands de l'informatique traditionnelle ont l'avantage, sur leurs adversaires, de pouvoir disposer de gros moyens et d'une image de marque conséquente. Laquelle passera sans nul doute dans les résultats et les conquêtes de leurs partenaires commerciaux.

Des « franchisés »

Un dernier front vient d'être ouvert avec la création de centres d'achat — comme celle de Carri — en France et de chaînes de « franchisés ». Les premières tentent de rassembler des petits distributeurs indépendants pour leur apporter un maximum de services au niveau de l'achat et de la sélection des matériels qu'ils veulent vendre, cette aide leur permettant d'échapper à la fureur de leurs gros fournisseurs.

La franchise prétend fournir la même aide, mais lie cette fois le revendeur à son « franchiseur ». Le groupe américain Computerland — distributeur de l'ordinateur individuel d'I.B.M. — constitue actuellement la plus importante chaîne de distribution de micro-informatique en boutique dans le monde. Son organisation couvre au total dix-sept pays et 400 points de vente.

Il a inauguré récemment son troisième point de vente parisien, portant ainsi à huit le nombre de ses boutiques dans la pays.

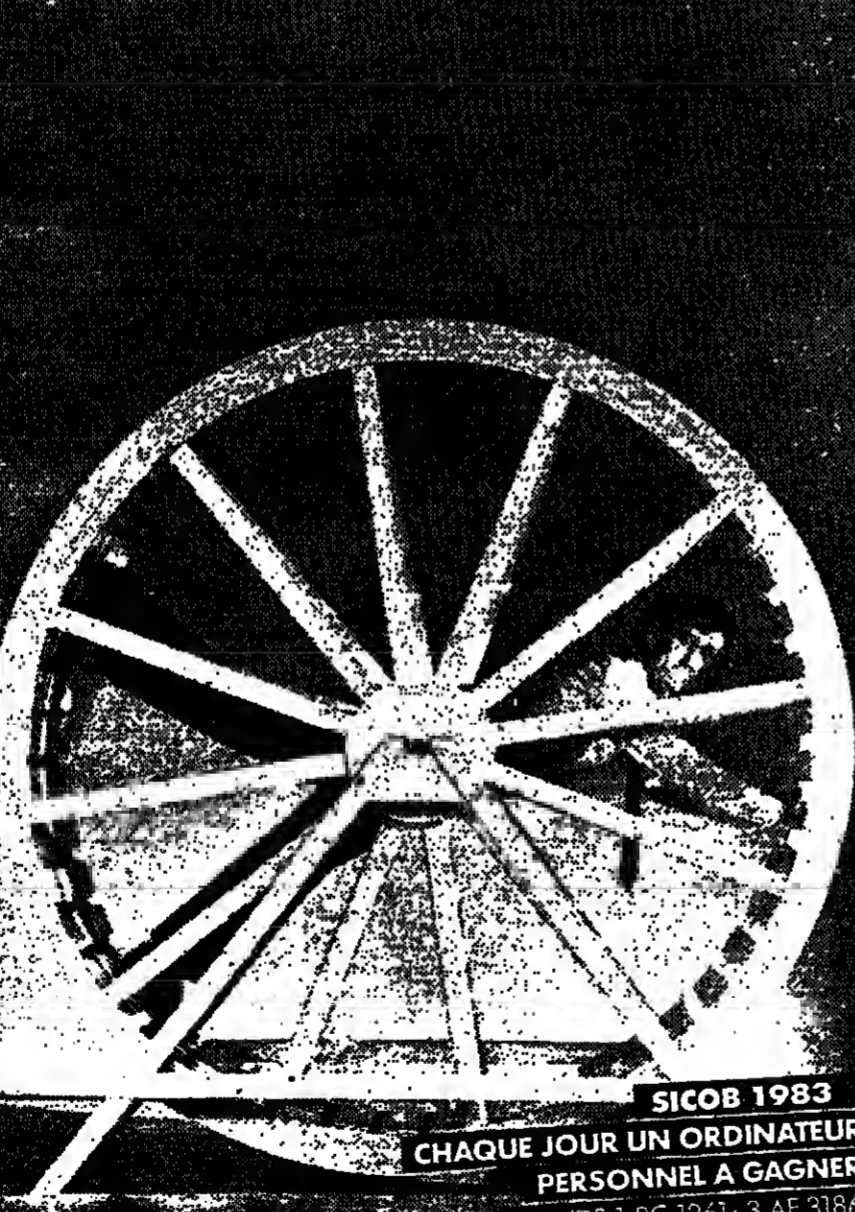
De son côté, Hachette vient d'acquiescer l'enseigne Nuggets et compte créer un réseau en partie franchisé qui bientôt (en plus des disques, des cassettes et des programmes vidéo) distribuera des logiciels pour micro-ordinateur. Il débutera avec huit points de vente et devrait en créer cinq par an.

Moins connue, mais tout aussi dynamique, la firme française Start Informatique a réussi sa reconversion en partant sur la franchise. Implantée depuis 1978 à Salles-de-Béarn (entre Pau et Bayonne), elle a commencé à commercialiser en O.E.M. des constructeurs californiens Onyx (petits systèmes basés sur Z 80 et Z 8000) et Mercator (8086/8088). Elle dispose aujourd'hui de douze revendeurs franchisés et vient d'opter pour Raxon — contrat portant pour la première année sur la commercialisation sous son label de 250 systèmes — prenant ainsi le relais de la société défunte C.M.C. Elle compte réaliser en 1983 un chiffre d'affaires de 70 millions de francs (en augmentation de 63 % par rapport à 1982).

Bref, on gagne de l'argent dans la franchise. Surtout si le franchiseur dispose de bons produits, est puissant et connu, enfin s'il permet de faire des économies d'échelle en marketing, formation, achat, maintenance, publicité, etc.

Une grande partie du succès tient au sérieux et à l'aide de ce franchiseur. Si ce n'est pas le cas, le commerçant a toutes les chances de se retrouver au chômage, et le client sans service après-vente.

PIERRE LINDÉ.



SICOB 1983
CHACQUE JOUR UN ORDINATEUR
PERSONNEL A GAGNER
STANDS 1 BC 1261: 3 AF 3186

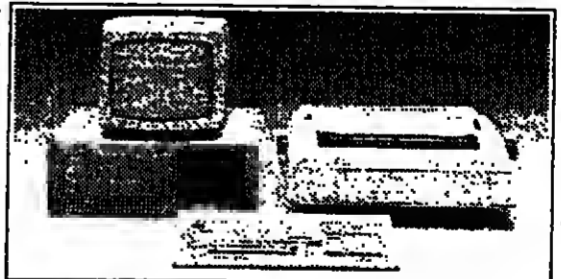
Un exemple de l'intercommunication dans l'entreprise:

LE PRINCE DE LA CAGE A ECUREUIL.

Quand la fébrilité règne dans les bureaux et que le personnel tourne en rond comme des écureuils dans leur cage, l'énergie humaine est inutilement gaspillée: lettres standards tapées mot à mot, calculs faits mentalement avec des risques d'erreurs, attentions éternelles devant le photocopieur.

Aujourd'hui, ces méthodes de travail sont périmées. Triumph-Adler a mis au point une bureautique intégrée efficace. Votre Distributeur-Conseil établira avec vous le diagnostic équipement bureautique de votre société et vous proposera selon vos besoins: machines à écrire électroniques, photocopieurs intégrés aux postes de travail, systèmes de traitement de textes modulaires, micro ou mini-ordinateurs; son Service Après-Vente assurera un service d'entretien ponctuel, rapide et fiable.

TA bureautique: la communication facile dans l'entreprise.



TA BUREAUTIQUE
TRIUMPH ADLER

Pour recevoir une documentation, veuillez retourner ce coupon à: Triumph-Adler France, 3/7, avenue Paul-Doumer 92502 Rueil-Malmaison, Cedex.

Nom _____

Tél. _____

Adresse _____

Formations MICRO INFORMATIQUE

Séances intensives: 3 à 5 jours

Aide à la décision
MULTIPLAN, VISICALC, SUPERCALC

Traitement de texte
WORDSTAR, EASYWRITER, SIRIUS-WRITER II, TEXTOR

Gestion de données
DBASE II (niveau 1 et 2)

Langages de programmation
BASIC (Niv. 1 et 2), PASCAL

Télécommunications et réseaux

GROUPE SIGMA
spécialiste en formation
informatique et micro-informatique
(t) 325 63.30

هكذا من الاجل

Un nouveau marché pour l'édition

SELON M. Alain Savary, le ministre de l'éducation nationale, « le système scolaire disposera en 1988 de cent mille micro-ordinateurs et d'autant de formateurs formés à son usage ». Tous ces appareils serviront à enseigner un peu de tout, l'informatique comme l'anglais, la physique comme le latin. On n'en est encore qu'aux balbutiements, mais le Centre national de la documentation pédagogique a déjà en catalogue plusieurs centaines d'heures de programme.

Lubie d'hommes politiques et de fonctionnaires fascinés par les nouvelles technologies ? Pas du tout.

La preuve : les éditeurs spécialisés dans le livre scolaire se sont eux aussi lancés dans l'aventure. Ils ont signé des accords avec des fabricants de matériels - Nathan s'est associé avec Thomson, Hachette avec Matra, Hatier avec Atari - ont constitué des équipes d'auteurs et commencent à lancer leurs premiers produits. Leur cible : les parents, la famille, la clientèle traditionnelle des jeux parascolaires, des manuels de révision, des cours de rattrapage. De manière significative, aucun ne vise directement les marchés de l'école publique. C'est délégué. « Nous ne pouvons pas, expliquent leurs responsables, espérer une réussite commerciale en nous pliant aux contraintes de l'éducation nationale, qui a choisi un langage, le L.S.E., et des machines qui ne sont pas les plus diffusées sur le marché ».

Le premier souci de ces éditeurs est, en effet, de créer des programmes pour les matériels les plus vendus. Ce qui est malaisé dans l'état actuel des choses : le

marché est si étroit qu'il peut, en l'espace de quelques mois, changer complètement de physionomie. D'où ces associations avec les constructeurs qui laissent à chaque partenaire la plus entière liberté et n'imposent aucune exclusivité : malgré son accord avec Atari, Hatier travaille avec Goupil ; Nathan, qui parle sur la réussite du TO-7, le micro-ordinateur que Thomson vend 3 500 F, commercialise des programmes pour Apple II...

Deux atouts

Cet intérêt pour un marché prometteur (on pense, en général, que les produits éducatifs représenteront le tiers du marché du logiciel domestique), mais qui, de toute évidence, n'est pas encore mûr, s'explique : les éditeurs veulent être prêts à temps. Pour cela, il leur faut réunir des auteurs, mettre au point des méthodes et préparer un réseau de diffusion (beaucoup aimeraient que les libraires y occupent une part importante, mais les difficultés qu'a toujours éprouvées cette profession à se diversifier les obligent à se concentrer sur l'examen d'autres solutions), ce qui ne se fait pas en quelques semaines. Les éditeurs français sont d'autant plus disposés à investir dans ce domaine qu'ils ont le sentiment d'avoir deux cartes à jouer, deux atouts :

- Une protection naturelle de leur marché par la langue et la culture. On peut exporter tels quels des jeux, on ne peut exporter des programmes éducatifs sans profondément les modifier ;

- Des auteurs qui sont, à l'heure actuelle, plutôt plus imagi-

natifs que leurs confrères américains.

Quant à leur principal handicap, la faible taille du marché hexagonal, il perd de sa gravité avec des produits à durée de vie longue.

Pour exploiter à fond ces avantages, Nathan a donné à sa filiale spécialisée dans les éditions électroniques, VIFI, une dimension internationale. Son association avec des éditeurs étrangers (allemands, italiens, britanniques, canadiens) doit faciliter la diffusion de ses produits, leur traduction et leur adaptation aux méthodes et matériels dominants sur les différents marchés européens. La dimension internationale est tout aussi présente chez Hachette et chez Hatier qui, fort de l'expérience de sa filiale Didier dans l'enseignement du français comme langue étrangère, prépare la distribution de logiciels aux États-Unis en association avec Atari.

Une large gamme d'applications

Dans les lycées, l'ordinateur est surtout considéré comme un outil pour le rattrapage et les révisions. « Il permet, explique Monique Perdrillat, vice-présidente de l'Ademir, une association qui regroupe des élèves et des professeurs passionnés d'informatique, d'individualiser l'enseignement, d'adapter les exercices, leur fréquence et leur difficulté au niveau des élèves. » Cet outil, ajoute ce professeur de lettres qui a longtemps travaillé dans un collège de La Courneuve, donne d'excellents résultats dans les classes difficiles. Je l'ai essayé avec des élèves qui accumulaient

les échecs scolaires, qui étaient en révolte permanente contre l'école. Il les a impressionnés ; ce qu'aucune autorité professorale n'avait su faire, et passionnés ».

Dans l'industrie et dans le monde de la formation professionnelle et permanente, on est plus exigeant. L'enseignement assisté par ordinateur est un investissement qui ne se justifie que s'il permet de faire des économies, de réduire les coûts de la formation. Les plus gros efforts faits l'ont été pour résoudre des problèmes pédagogiques liés à des situations très spécifiques : personnels dispersés (agences de banques...), taux de *turn-over* élevés (caissiers de grands magasins), postes de travail à contraintes de qualité très sévères, enseignements en langues étrangères... Tous problèmes dont la solution exige la mise en place de structures lourdes : machines « dédiées » (spécialisées), programmes réalisés sur mesure. Ce n'est plus le monde de l'édition classique, mais celui de l'informatique et de la formation professionnelle. On y trouve comme fournisseurs des spécialistes de l'informatique, comme Control Data qui s'intéresse à l'EAO depuis une vingtaine d'années, de la formation en après-vente comme Sonovision et Matra (c'est la division après-vente de la branche militaire de Matra qui a développé son système d'EAO : Mascotte) ou de la pédagogie en entreprise comme Eduvision.

Qu'ils s'adressent à des lycéens ou à des adultes en formation, les cours actuellement disponibles exploitent quatre grandes méthodes pédagogiques :

- L'exercice dirigé, dans la lignée des systèmes anglo-saxons

des questions à choix multiples et de l'enseignement programmé. On pose à l'élève une question. S'il y répond correctement, il peut continuer le programme ; s'il commet une erreur, il recommence. S'il ne trouve pas la solution, la machine lui dit de retourner à une leçon antérieure. Cette formule est souvent très élémentaire, c'est le cas sur la plupart des logiciels actuellement dans le commerce, mais elle peut être très complexe.

Définir des objectifs

C'est ainsi que le logiciel éducatif de Matra, Mascotte, possède un système expert qui définit à chaque moment du cours les stratégies pédagogiques à suivre en fonction de la personnalité de l'élève, de son niveau de connaissances, de ses objectifs (il s'agit de formations très techniques), de son état d'avancement dans le cours, de sa nationalité (les cours se faisant en anglais, tous les élèves n'ont pas les mêmes difficultés à suivre), de ses motivations. Ces formules sont difficilement applicables dans l'enseignement primaire ou secondaire, mais elles conviennent parfaitement pour les formations professionnelles où l'on sait définir des objectifs.

- La simulation : on introduit à l'intérieur du logiciel un modèle mathématique qui calcule automatiquement les effets d'une décision prise par l'élève. Les programmes construits sur ce principe sont souvent très proches des jeux, ils sont bien adaptés à des disciplines comme l'économie ou le management. Hatier a ainsi construit tout un cours autour de la Bourse. On demande à l'élève d'acheter ou de vendre des actions en fonction d'informations : comme un boursier, il voit son capital augmenter s'il prend les bonnes décisions et s'amenuiser si, à l'inverse, il choisit la mauvaise stratégie.

- La combinaison de plusieurs médias. Matra et Sonovision ont développé des systèmes qui combinent texte, graphique et vidéo. Le Vidame de Sonovision utilise un seul écran, le Mascotte de Matra en demande trois, mais il est beaucoup plus puissant et dispose d'un logiciel de traitement du graphisme très avancé qui donne la possibilité de simuler les résultats d'une décision de l'élève. L'apprenti pilote peut, ainsi, voir directement sur écran si le missile qu'il vient d'envoyer a touché sa cible ou pas. Ces systèmes multimédias ont de nombreuses applications professionnelles. Ils sont très intéressants lorsque l'on doit former des personnels appelés à travailler sur des claviers ou des tableaux de bord : caissiers de grands magasins, opérateurs dans une raffinerie, pilotes... L'écran tactile et la synthèse vocale élargissent encore les possibilités de ces postes d'enseignement qui valent, selon les modèles, de 75 000 à près de 500 000 francs.

La petite tortue du Logo

- L'apprentissage des mécanismes du raisonnement. C'est pour des enfants très jeunes, ne sachant pas nécessairement lire, qu'a été conçu le plus célèbre des systèmes exploitant cette méthode : Logo. Il s'agit d'un langage qui a pour ambition d'aider l'enfant à construire son raisonnement. Conçu, à l'origine, par une équipe américaine du MIT pour étudier les comportements des enfants et la manière dont ils procèdent pour résoudre des problèmes, il est devenu, au fil des ans, un véritable outil pédagogique. Un outil dont Bertrand Schwartz, auteur d'un rapport sur l'informatique et l'éducation, a dit qu'il le fascinait. La petite tortue du Logo est aujourd'hui utilisée pour une multitude d'applications scolaires : formation à la technologie, à la physique, à la linguistique, etc. Son succès auprès des éducateurs est tel qu'on en trouve plusieurs éditions : le C.N.D.P. à la sienne, Nathan et Matra-Hachette la leur.

D'autres solutions sont envisageables, comme la connexion à des bases de données : l'élève interroge en cours de leçon une banque de données pour recueillir

les informations nécessaires à la solution de son problème. Des formules de ce type ou d'autres qui exploitent les possibilités de la télématique sont intéressantes, mais elles ne se développeront que s'il y a un marché.

Or, pour l'instant, personne n'est en mesure de dire ce qu'il sera. « Nous visons très large », dit Marc Lenot, du G.I.E. Matra-Hachette, nous ciblerons plus tard. « Nous réfléchissons dans plusieurs directions », reconnaît Jacques Verrier, de Control Data.

Pour le grand public, on dispose bien de l'exemple américain. On sait que chaque acheteur de micro-ordinateur acquiert, l'année qui suit l'achat de sa machine, quatre logiciels. On sait aussi que les dépenses en logiciels varient beaucoup d'un matériel à l'autre. Mais comment vont évoluer les parts de marché dans la micro-informatique ? Que vont donner le TO-7 de Thomson, le petit ordinateur personnel que doit présenter l'année prochaine Matra ? Comment vont se comporter Goupil, Commodore ou Atari ?

Sur les marchés professionnels, les choses ne sont plus simples qu'en apparence. Sans doute peut-on déjà relever quelques réussites. Control Data, qui distribue le Micro-Plato, un ensemble de 150 000 francs avec micro-ordinateur et écran tactile, a de très nombreuses références en France : Citroën, Peugeot, la Société Générale, la C.F.P., Kodak, le Crédit agricole (cent soixante-dix agences équipées d'un poste d'enseignement)... De la même manière, Matra a déjà vendu Mascotte à l'étranger.

Mais le marché ne s'ouvrira vraiment que si l'EAO baisse ses prix et tient ses promesses. Or il est encore trop tôt pour le dire. S'il y a des expériences très positives, comme celle du Crédit lyonnais où « le temps moyen de formation des responsables du suivi local est tombé, avec l'EAO, d'un jour et demi à deux heures quarante-cinq », il en est d'autres qui le sont moins, comme celle de Renault. « Il ne semble pas, disait récemment un de ceux qui l'ont animée, qu'en acquisition de connaissances l'EAO en lui-même permette une économie spectaculaire des temps de formation » (1).

Cette incertitude qui n'est pas seulement hexagonale est sans doute le signe que, sur ce marché, l'industrie française n'arrivera pas après la bataille. C'est plutôt un bon signe.

BERNARD GIRARD.

(1) Deux expériences analysées lors de la Conférence informatique 83.

● DARTY ET LA MICRO-INFORMATIQUE. - A l'enseigne Infostore, les établissements Darty et Fils vont ouvrir à Paris (272, avenue de Vaugirard) la fin d'octobre, une « grande surface » où le grand public trouvera tous les matériels relatifs à la « micro-informatique, à la bureautique et à la communication » (téléphonie...). Jusqu'à présent Darty s'était spécialisé dans l'électroménager et - dans une moindre mesure - dans les articles de sport.

● CORRECTIE. - « Didacticiel » et l'enseignement assisté par ordinateur. Plusieurs articles de la brochure du Monde sur « La micro-informatique » utilisent le mot « didacticiel » pour désigner les logiciels d'enseignement assisté par ordinateur. Comme nous le signalons dans l'index de cette brochure, Didacticiel est une marque déposée de la société Facilité. Celle-ci, estimant que le préjudice qui lui fait subir cet usage est « considérable », nous interdit tout usage futur de cette marque en l'absence de son accord écrit et préalable. Dont acte.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Lemaire, directeur de la publication
Autres directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1980) - Jacques Favre (1980-1982)

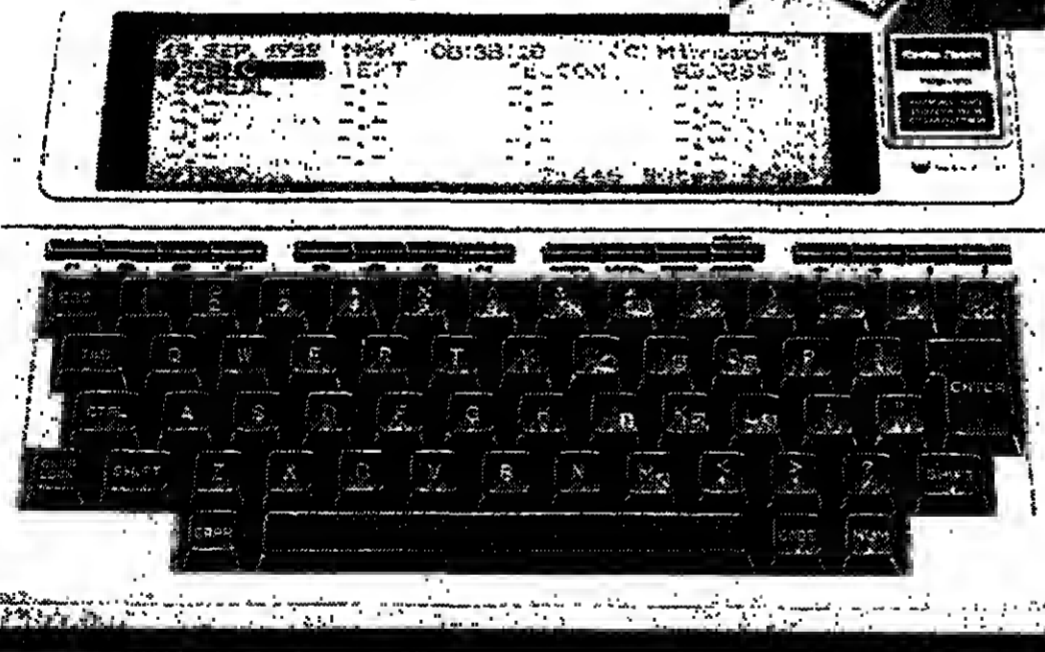
Imprimerie : « Le Monde », 5, r. des Italiens, PARIS-2^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57477 - ISSN 0395-2037

NOUVEAU

TRS-80
Modèle 100



Dimensions: 21,5 x 31 x 5 cm. Poids: 1 kg 800. Modèle illustré: 24K (26-3802)

L'ordinateur portable autonome et multifonction.

Son langage BASIC Microsoft® et ses 4 programmes d'application intégrés font du TRS-80 Modèle 100 un ordinateur performant et prêt à l'emploi. Communication active avec d'autres ordinateurs, traitement de texte, agenda, fichier d'adresses et répertoire téléphonique sont les principales fonctions de ce véritable poste de travail qui se glisse aisément dans une mallette.

Sur piles comme sur secteur, le TRS-80 Modèle 100 peut assumer avec brio la fonction d'ordinateur de bureau. Ainsi, il reçoit et transmet, par ligne téléphonique, lettres, rapports ou autres documents. Et - même en position "arrêt" - il surveille vos programmes et vos données pendant un

Profitez du crédit gratuit.

Achetez maintenant et payez en 6 mensualités sans intérêt. Après approbation du dossier par CETELEM. Frais de crédit pris en charge par TANDY Assurance facultative en sus. T.E.C. de 24,69%. En vigueur en juin 82. Offre valable du 1 au 30 septembre 1983. Les conditions peuvent varier dans les magasins franchisés.

mois. Connecté à un autre ordinateur, à toute imprimante TRS-80 ou à un magnétophone à cassette, il offre des possibilités sans commune mesure avec ses dimensions. Son authentique clavier de machine à écrire et son écran ultra-lisible vous assurent une sécurité et un agrément d'utilisation appréciables en toutes circonstances.



Le Modèle 100 se connecte aisément à d'autres ordinateurs et périphériques.

Le Modèle 100 concrétise un nouveau concept informatique d'une grande diversité. Il ne vous reste qu'à en tirer profit. En bénéficiant des conseils, de la garantie et des services Tandy.

A partir de **5.995 F** (TVA 18,60% incl.)

Prix au 1 septembre 1983, sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs.

Tandy

TANDY FRANCES S.A. Département TRS-80 (Moniteur) Beaulieu
211-213, boulevard MacDonald - 75019 PARIS - Tél. 238.80.88
J'aime bien en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 100

Nom _____ Profession _____
Rue _____ Code postal _____
Boîte _____
Localité _____ Tél. _____



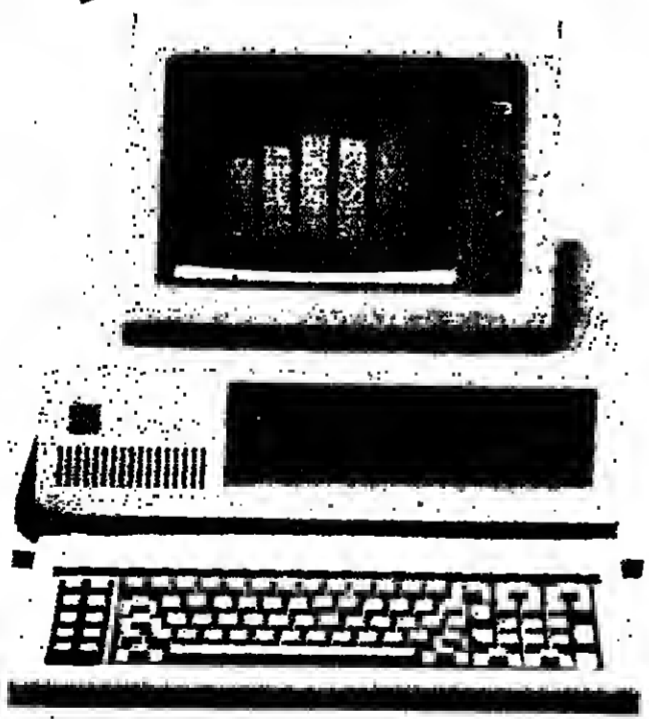
Liste des points
et renseignements
7 jours sur 7, au
au (0) 72

L'ord
la plu

simplifiez-vous le quotidien

<p>IL ETABLIT MES PRIX DE REVIENT.</p> 	<p>IL M'AIDE A COMPARER DIFFERENTES SOLUTIONS.</p> 	<p>IL M'INDIQUE L'ETAT DE MA TRESORERIE.</p> 	<p>IL CONTRÔLE LE NIVEAU DE MES STOCKS.</p> 
<p>IL FAIT LE SUIVI DES IMPAYÉS.</p> 	<p>IL ME SORT RAPIDEMENT DES RAPPORTS A JOUR.</p> 	<p>IL ME PERMET DE CHOISIR LA MEILLEURE OFFRE FOURNISSEURS.</p> 	<p>IL MET EN PAGE MES TEXTES ET ME SIGNALA LES FAUTES.</p> 

Liste des points de vente et renseignements complémentaires 7 jours sur 7, de 7 h à 22 h : au (1) 722.22.22



Je, tu, il, nous avons tous besoin d'un outil simple et efficace. Un outil qui amplifierait nos capacités personnelles, ferait pour nous les tâches fastidieuses, raccourcirait notre journée de travail. Le rêve.

Cet outil c'est l'ordinateur personnel IBM. Un outil aux pouvoirs multiples qui peut utiliser toute une palette de logiciels adaptés aux besoins professionnels.

Venez le découvrir chez votre distributeur agréé IBM. Parlez-lui de votre problème et découvrez-vous de nouvelles possibilités.



L'ordinateur personnel IBM: la plus simple des décisions.

هكذا من الامم

صكزا من الاجل

Le phénomène du piratage des logiciels

AVEC l'arrivée des progiciels, le piratage bat son plein. Apple estime que 50% de ses produits sont copiés. Visicalc a été dupliqué et commercialisé par deux entreprises allemandes sans l'accord de l'auteur; Tandy a fait intervenir la police dans un club informatique de la région parisienne. Atari a poursuivi onze contrefacteurs... La liste est longue.

Pourquoi les progiciels sont-ils particulièrement visés? Comparés aux logiciels d'application sur mesure, ils s'utilisent tels quels, sans adaptation; les protections «soft» (les verrouillages) sont moins complexes pour des raisons de place sur le programme et de coût. De toute façon, un verrouillage n'est jamais totalement inviolable. Ce qui attire surtout les pirates, c'est que ce marché est nettement plus porteur que ce-

lui des logiciels sur mesure. Les pirates sont surtout des sociétés qui copient pour revendre ou encore les clubs informatiques pour leurs adhérents, mais plus rarement l'utilisateur professionnel.

Aussi les conséquences d'un plagiat systématique risquent-elles d'être lourdes pour l'industrie française encore embryonnaire. Ce qui explique le manque d'enthousiasme pour les progiciels des professionnels que sont les S.S.C.I. (sociétés de services et de conseil en informatique). «Les investissements nécessaires pour créer des progiciels professionnels (pour l'industrie ou le tertiaire) ne sont rentables que sur des marchés importants non grevés par la piraterie. Le seuil de rentabilité d'un investissement de 1 million de francs ne commence qu'à partir de mille unités

vendues à un prix minimal de 5 000 francs.» Or vendre mille exemplaires d'un progiciel professionnel, c'est déjà un score difficile à atteindre.

De leur côté, les professionnels des progiciels grand public (jeux, formation, gestion personnelle, etc.) appartenant à l'édition du livre semblent beaucoup moins marqués par ce phénomène. Leurs investissements sont moins lourds, le marché plus large, et les prix de vente également moins élevés. Certains, comme Vifi-Nathan, feignent d'ailleurs de l'ignorer, mais recherchent néanmoins des supports difficilement copiables. D'autres attaquent le problème de front. Le G.I.E. Matra-Hachette, par exemple, a décidé de mieux connaître ses ennemis. En présentant ses premiers produits sur le marché, il a organisé un concours de «piratage».

Les copieurs les plus rapides et les plus doués reçoivent une récompense mais, en contre-partie, il leur est imposé une méthode.

Si les réactions sont diverses, aucun professionnel, quel que soit son secteur, n'est indifférent au problème, les enjeux étant trop importants. Il s'agit tout d'abord de l'enjeu économique: réduction d'un marché potentiel par des concurrents déloyaux qui commercialisent des produits ne leur appartenant pas, pour lesquels ils n'ont fait aucun investissement mais dont ils tirent profit. L'auteur réel (personne physique ou morale) est directement lésé, ce qui, à terme, peut avoir des retombées directes sur la créativité. Les auteurs de progiciels, déjà trop peu nombreux, vont-ils continuer de créer sans contre-partie financière?

Ce phénomène ne vise pas particulièrement les produits français. Aujourd'hui, ce sont plutôt les produits américains qui sont concernés, car ils existent. Mais, très prudentes, les sociétés françaises demandent, avant de se lancer dans ce créneau, un cadre juridique bien défini. Les matériels informatiques sont protégés par les brevets. Il est logique que les programmes, qui représentent aujourd'hui une part de plus en plus importante du marché de l'informatique, bénéficient d'un cadre juridique.

La reconnaissance de la propriété ne peut être une protection efficace à 100 %, estime-t-on au Syntec Informatique, mais peut être dissuasive! Pourtant... les produits américains, assez bien protégés, sont copiés. Il est vrai que les pirates sévissent surtout hors des États-Unis.

Depuis 1980, le Computer Software Copyright protège les codes sources et l'objet des programmes informatiques. Résultat: toute duplication illégale est très sévèrement punie. Récemment, Data Equipment a été condamné à payer la somme de 250 000 dollars aux sociétés MicroPro International Corp. et Digital Research Inc., pour avoir violé le copyright d'un progiciel d'application de micro-ordinateur. Ce serait le premier procès de ce genre.

Certes, en France, aucune loi spécifique ne protège les programmes d'ordinateur. Mais les auteurs ne sont pas pour autant totalement démunis. La loi du 11 mars 1957 sur le droit d'auteur s'applique. Les éditeurs de progiciels y font référence et la jurisprudence s'en inspire. Cette loi est, il est vrai, incomplète. Elle ne couvre que la reproduction de l'œuvre et non l'utilisation de son contenu. Or un programme informatique peut facilement être transcrit dans un autre langage. De plus, elle autorise expressément la copie pour l'usage privé du copiste.

Une dizaine de saisies

Pour être efficace, la loi devrait couvrir le savoir-faire (les idées et le raisonnement) et le produit fini, et, surtout, avoir une portée internationale. Des travaux sont menés dans ce sens à tous les stades: professionnel et gouvernemental. Vont-ils aboutir rapidement?

Dans l'immédiat, à défaut d'un droit sui generis, les pratiques du droit commercial s'appliquent également: l'obligation des contrats, le dépôt des marques... Des actions privées ont également été entreprises. Depuis quelques mois, tout logiciel ou progiciel peut, moyennant finance, être déposé auprès de l'Agence pour la protection des progiciels (A.P.P.), qui leur attribue un numéro d'ordre et la marque «France Logiciel». En cas de conflit, elle intervient à l'amiable ou assiste ses adhérents dans des poursuites judiciaires. Elle a déjà procédé à plus d'une dizaine de saisies de progiciels pirates.

La piraterie est sans aucun doute un danger pour la profession, mais des moyens de protection et de recours existent. Les récriminations des professionnels ne seraient-elles pas tout simplement une excuse au retard pris dans ce domaine?

L'immobilisme actuel — voilà cinq ans que ce problème est posé sans trouver de solution efficace — ne s'explique-t-il pas aussi par des raisons fiscales? Les S.S.C.I. poussent un cri d'alarme unanime. Mais, en leur sein, les avis sont partagés. Obtenir une protection légale pour un programme pourrait aussi les contraindre à en préciser la valeur réelle. Certaines S.S.C.I. ne semblent pas le vouloir. Peut-être parce qu'elles tirent plus de profits du flou réglementaire actuel?

NICOLE MATHIEU.

Quand

L'AGRICULTURE va devenir pour l'informatique un terrain d'élection. L'attitude des agriculteurs et des agricultrices ne trompe pas: ils ne veulent pas être en retard sur l'événement et multiplient les stages de formation. Les organisations professionnelles non plus ne veulent pas être prises de court, ce d'autant qu'elles sentent, confusément, qu'il y a là une chance pour l'agriculture, mais aussi un danger pour elles-mêmes. Il y va de leur pouvoir et de leur emprise sur le monde agricole. Mais ces enjeux de pouvoir, pour la maîtrise desquels les organisations se surveillent, tournent en fait encore autour de deux notions mal identifiées: la nature même du pouvoir qui confère le contrôle de l'outil informatique et la nature aussi de l'information qu'il est censé véhiculer.

Schématiquement, l'informatique agricole peut se présenter sous plusieurs aspects:

— Les automatisations, installées dans un atelier de production qui, selon un programme fixe, délivrent par exemple des rations alimentaires propres à chaque animal. Ils peuvent aussi enregistrer les performances de production des animaux.

— La gestion économique individuelle: micro-informatique: c'est la tenue de la trésorerie, de la comptabilité. Elle est assurée, en continu, par un micro-ordinateur installé à la ferme.

— La gestion technique individuelle, micro-informatique également: pour la conduite des ateliers de production, les rotations culturales, etc. Les appareils destinés à ces deux modes de gestion, économique et technique, implantés sur une exploitation, peuvent avoir une utilisation plus conviviale par un groupe d'agriculteurs dans une commune ou un canton. De même le conseiller agricole, bien qu'il s'agisse d'une utilisation en continu, peut intervenir au coup par coup.

— La consultation micro-informatique et périodique: c'est le territoire privilégié des institutions professionnelles et de leurs conseillers de développement, qu'il s'agisse de diagnostic d'ensemble sur la santé de l'entreprise, d'une réorientation partielle ou totale de l'exploitation, ou encore de conseils d'accompagnement avec les travaux améliorateurs pour l'élevage bovin. Dans ces exemples, le matériel sera le plus souvent portable, à la disposition du conseiller.

— La télématique enfin, à laquelle les organisations professionnelles se sont particulièrement attachées, grâce à l'appui de la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) et parce que la maîtrise du centre serveur et des données de la banque d'information contrebalance quelque peu les tendances centrifuges de la micro-informatique. C'est le choix opéré par le Crédit agricole pour la tenue permanente de la trésorerie des exploitations. C'est aussi le procédé qui permettra d'accéder aux conseils de traitement, de disposer d'un catalogue du matériel agricole, de rations alimentaires ou de processus d'analyse des sols. Mais c'est aussi le procédé qui permet l'arrivée à domicile de l'information: des aides disponibles pour l'installation de jeunes à la recommandation de tel ou tel produit par une firme chimique par exemple.

Devant ce tableau des possibilités, plusieurs problèmes se posent. En premier lieu celui de l'adaptation des produits les uns aux autres et de l'adaptation au marché également.

Pour une informatisation rationnelle de l'exploitation agricole, il faudrait d'abord pouvoir associer les appareils automatisés aux micro-ordinateurs de gestion technico-économique. En second lieu, il faudrait prévoir la compatibilité des logiciels de gestion économique et de gestion technique, qui ont bien évidemment, des interférences pour la conduite de l'exploitation. S'il existe aujourd'hui entre soixante et cent logiciels, ils sont faits par des personnes différentes pour des utilisateurs différents, adaptés à des matériels différents. On comprend, dès lors, la perplexité de l'acheteur éventuel.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher*, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur.

Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95115 — Cergy-Pontoise Cedex

LM 8293

L'ordinateur va aux champs

Hormis les institutionnels qui ont mis sur les logiciels utilisables par les conseillers agricoles (mais qui envisagent aussi, pour en contrôler la distribution, de pénétrer sur le marché des logiciels pour les utilisateurs individuels), il existe une quinzaine de sociétés, de dimensions diverses, les plus souvent régionales. Mais les témoins de l'informatique hésitent encore à s'engager.

Une demande mal connue

Un petit nombre d'éditeurs, qui disposent de deux à trois produits, envisagent d'en développer d'autres. Ils pourraient être encouragés par les pouvoirs publics qui disposent de crédits décaissés lors de la conférence annuelle agricole de 1981, moins cependant que d'éventuels nouveaux venus — trois candidats ont été recensés — qui accepteraient de s'engager dans une logique de fabrication de modules homogènes, qui tourneraient sur du matériel français.

L'adaptation au marché est aussi complexe. Aujourd'hui, 8 % seulement des agriculteurs tiennent une comptabilité et, dès lors, l'informatique de gestion peut apparaître comme une mode éphémère pour le court terme. Le marché n'existe pas encore, car on ne connaît pas la demande en nombre (I.B.M. estime à 5 000 les utilisateurs potentiels de micro-informatique de gestion pour les deux années à venir), mais on connaît mal aussi la demande en contenu d'informations. Ce marché n'a pas encore non plus suffisamment d'agents : éditeurs et distributeurs, maintenance, le secteur public (recherche agronomique surtout) s'étant attaché davantage à l'écriture de logiciels qu'à leur diffusion.

Ignorance encore, le juste coût d'un service informatique, dans la mesure où les expériences en cours sont toutes plus ou moins aidées. Comment savoir combien l'agriculteur est disposé à payer, dans la mesure où lui-même ne

sait quels gains de productivité il retirera de l'informatisation ?

Un autre souci se fait jour. L'agriculture française est volontiers collective. C'est-à-dire que de nombreux progrès ont été réalisés et sont encore possibles grâce à une organisation collective de recensements divers : résultats de gestions, contrôles de performances tant en productions animales que végétales. Ces données sont utiles pour le développement de l'agriculture, pour la recherche aussi. Les organismes concernés (centres de gestion ou syndicats de contrôle laitier, par exemple) sont dotés d'outils informatiques anciens. Les agriculteurs qui les alimentent en données le font parce qu'ils ont le souci de la collectivité et parce qu'ils reçoivent, en retour, un service de la part de ces organismes, mais avec un décalage dans le temps parfois important. Ces agriculteurs, adhérents d'organismes de développement, sont aussi parmi les plus novateurs, et il est permis de penser qu'ils seront parmi les premiers à s'équiper de ce nouvel outil de développement qu'est la micro-informatique qui leur rend des services en temps réel.

Le risque est grand alors de voir se tarir les sources d'information collective. Il est tempéré par le fait que les exploitants ont besoin d'éléments de comparaison, qu'ils savent depuis longtemps l'utilité des mises en commun. Mais il faudra aussi que les institutions agricoles sachent leur rendre un service plus « pointu » et surtout à un coût faible. L'autre danger, qui découle du premier, c'est que les organismes, soucieux de voir leur pérennité assurée, perdent de vue la question posée à l'origine — à savoir : quels services destinent-on aux agriculteurs ? — pour une question subsidiaire : quelles sont les places respectives des institutions face à l'informatique ?

Au cours des états généraux du développement agricole, en janvier 1983, cette double préoc-

pation est apparue : crainte de voir l'informatique utilisée, dans certains cas, comme un outil d'intégration par l'information économique déjà faite, sous couvert d'une trop grande sélection dans les modes de financement ; à l'inverse, dans le cadre d'un trop grand laisser-faire, crainte de voir se développer une multitude de systèmes individuels fermés, rendant impossible toute remontée d'informations vers les systèmes collectifs.

Avec la télématique, ces dangers de dispersion ou de perte de contrôle semblent écartés. Les organisations agricoles se sont précipitées vers la télématique. Elles y sont aidées par l'équipement : d'ici à cinq années, l'annuaire électronique sera installé dans 200 000 exploitations agricoles. Mais, surtout, ce mode de communication en étoile correspond bien à leurs structures : un centre émetteur et des rayons qui atteignent chaque adhérent. D'où, depuis deux ans, une quinzaine d'expériences environ qui, à chaque fois, ne représentent qu'un petit nombre de terminaux, entre 25 et 100.

Des expériences non significatives

Ces expériences ne sont pas en soi significatives, ni sur la réalité du service rendu ni sur son coût. Au-delà des 25 à 100 terminaux, qui n'ont pas la possibilité de se brancher sur d'autres émetteurs, c'est le vide. Pas de concurrence, pas d'émulation, pas de choix réel de la part d'une clientèle captive. En outre, ces expériences ont été largement financées par la D.G.T. Elles n'ont donc pratiquement rien coûté à ceux qui les mettent en œuvre, ni à leurs « clients ». Aujourd'hui, on peut penser que la source des cadeaux de l'État va se tarir. Il va dès lors falloir songer à calculer les prix de revient réel de la télématique à la ferme, pour les organisations, et pour les utilisateurs.

Pour occuper le terrain, des chambres d'agriculture s'équipent aujourd'hui en mini-ordinateurs. Plus généralement, les organisations professionnelles agricoles « classiques » se sont regroupées, pour mieux se contrôler mutuellement, au niveau du département. Elles entendent ainsi verrouiller le système, en le mettant en place. Elles contrôlent les centres serveurs, c'est-à-dire le réseau de distribution, elles ont le sentiment de pouvoir mieux contrôler la production de ces informations et écartant ainsi le risque de la perte de l'exclusivité qu'elles détiennent sur le mode agricole.

Cette démarche ne répond pas à la question du contenu des informations. Selon une enquête de la D.G.T., les demandes exprimées par les agriculteurs sont la connaissance des avertissements (conseils de traitement) et des cours des marchés. Cette démarche risque, en outre, d'être fort coûteuse. Si l'on admet que la rentabilité optimale du système suppose l'accès à des informations locales et nationales, cela suppose que travaillent ensemble des producteurs nationaux d'informations (des auteurs), un éditeur local, des auteurs locaux, un distributeur enfin.

De plus, la pratique de la saisie, de la mise à jour des fichiers et de la diffusion n'existe pas encore. Elle nécessitera beaucoup d'emplois, donc des coûts de fonctionnement dont on ne sait s'ils seront couverts par la demande des agriculteurs.

En fait, si l'arrivée de Télétel a pris de court les institutions qui entendent informer le monde agricole, qui ont cru aussi que cette information allait circuler d'un coup de clavier magique, l'approche est aujourd'hui moins enthousiaste.

La réaction des agriculteurs qui ont chez eux un terminal est intéressante à connaître. L'accueil n'est pas décevant. Les spécialistes décryptent trois raisons à cela : technique pas tout à fait au point,

messages trop élémentaires, difficultés de lecture.

Il reste que, ici ou là, on travaille à la constitution de banques d'informations. Au ministère de l'Agriculture, le service de la production des végétaux, qui dispose depuis longtemps d'une pratique de la collecte et de la diffusion (les « avertissements »), envisage de créer un système informatique agro-météorologique. L'ACTA (Association de coordination technique agricole) et les instituts techniques disposent d'un matériel pour les produits phytosanitaires.

Un danger potentiel

D'autres travaux, qui demanderont beaucoup de temps pour que soient mis en place les circuits de collecte, pourront déboucher sur d'autres systèmes pour l'alimentation animale, l'analyse des sols, le machinisme. Un projet sur ce dernier thème réunit le B.C.M.E.A. (Bureau commun du maëbinisme et de l'équipement agricole), le Cemagref (Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts) et la F.N.C.U.M.A. (Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole). L'investissement initial est estimé à 4 millions de francs en trois ans, et le coût de fonctionnement de 400 000 francs par an, après la période de rodage, en supposant que le nombre de clients estimé soit exact. Ceux-ci paieraient un abonnement annuel à la banque des données (50 francs), la communication téléphonique, et l'utilisation de la machine serveuse (100 francs de l'heure). Il n'est, dès lors, pas évident que les « consultations » soient très nombreuses.

Le Crédit agricole a estimé, lui, que la télématique était un bon outil pour la gestion des exploitations. A l'inverse du système « micro à la ferme », qu'il juge éphémère et peu apte à la vulgarisation, l'enregistrement des opérations et la

tenue des comptes à distance lui paraissent être de meilleure pédagogie, plus progressive que la micro-informatique. D'ailleurs, il ne s'agit que de tenir un compte de trésorerie, en alimentant en données les centres de gestion, qui rendent en retour un service immédiat. On retrouve ici la préoccupation, déjà exprimée, de maintenir le réseau de la collecte des informations par les organismes.

En outre, la gestion télématique contraint l'agriculteur à continuer d'avoir recours au service et de leur emploi. Ce qui assure la permanence des centres de gestion et de leurs emplois. Associé à l'IGER (Institut de gestion et d'économie rurale), le Crédit agricole diffuse donc un logiciel (SESAME) utilisé à titre d'expérience dans deux départements, l'Aveyron et la Loire-Atlantique. Selon les représentants de la « banque verte », « ça marche », et d'autres départements, une vingtaine, sont demandeurs. Quant au prix de ce service, calculé en coût réel et non en fonction de celui de l'expérience, il serait acceptable par les agriculteurs, même si on l'ajoute au coût du service comptable qui demeurera donc.

Les fichiers informatiques ne sont pas déteus par le Crédit agricole, mais par le centre de gestion. Pour un paysan, voir partir dans la nature, sur un fil téléphonique qui aboutit à un fichier, qui peut être connecté à un autre fichier, celui de son banquier par exemple, ses recettes et ses dépenses représentent un risque d'autant plus réel que le phénomène est « mystérieux ». « Je suis le seul à avoir la clef de mon coffre à informations, mais en suis-je bien sûr ? » Bieo qu'on s'en défende au Crédit agricole, beaucoup de gens sont « intéressés » par la connaissance de la situation de trésorerie des agriculteurs. Ce danger potentiel, tant que le jeu n'est pas certifié, représente aussi un frein au développement de la télématique.

JACQUES GRALL

POUR LES JEUX OLYMPIQUES
DE LOS ANGELES 1984
VOUS POUVEZ TOUJOURS COURIR!

BROTHER EM 200 ELECTRONIQUE
LA MACHINE A Ecrire OFFICIELLE
DES JEUX OLYMPIQUES DE 1984.

Au moment de la sélection, nous n'étions pas seuls, loin de là, et pourtant nous avons gagné : la machine à écrire BROTHER EM 200 équipera les centres de presse, les bureaux et toutes les installations des Jeux Olympiques de 1984, à Los Angeles. Pour tous ceux qui la connaissent, ça n'est qu'une demi-surprise : les performances de la BROTHER EM 200 la plaçaient d'emblée dans le peloton de tête. Comme toutes les machines qui pouvaient prétendre au titre, elle est dotée des derniers perfectionnements de l'élec-

tronique : clavier d'une incroyable légèreté, système d'affichage de 16 caractères, mémoire de correction de 500 caractères, mise en mémoire des formules pendant 72 heures, régulation d'impression, centrage et soulèvement automatiques, justification de la marge à droite, etc. Mais elle dispose en plus d'un atout unique : il est possible de transformer sa mémoire de 8 000 caractères en mémoire infinie, grâce aux Micro Floppy Disques MD 200. Cherchez à l'heure actuelle, une autre machine à mémoire infinie qui coûte 15 500 F *

Vous pouvez toujours courir !
* EM 200 : prix moyen 15 500 F H.T.
(16 000 F T.T.C.)

BROTHER INDUSTRIES LTD.
Nagoya, Japon.
BROTHER FRANCE A, rue Nicolas
Robert, 93402 Aulnay-sous-Bois
Tél. : 839.66.16, Telex : 212.905 F
Magnin, 1, rue Etienne-Mareel,
75001 Paris

Stand Sicob
Niveau 1
Allée D Stand 1753

brother EM 200

سكرا من الامم

صكنا من الاجل

Tiers-monde : le « micro » aux pieds nus

« D ÉMOCRATISER l'usage de l'informatique, diffuser la « culture » informatique et informatiser l'univers de chacun pour aboutir non seulement au plein emploi, mais au plein emploi des facultés de chacun », telle est l'ambition, selon les mots de son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, du Centre mondial informatique et ressource humaine, créé à la fin de 1981. Et cette ambition est universelle. Le Centre a déjà conclu des accords avec des universités ou des instituts de recherche de plusieurs grands pays développés comme les États-Unis, le Canada et le Japon. Mais ses dirigeants s'intéressent particulièrement au tiers-monde et prônent un « transfert massif du savoir et des connaissances ». La brochure de présentation du centre s'ouvre d'ailleurs sur la célèbre citation de Kuan-Tzu : « Si tu donnes un poisson à un homme, il se nourrira une fois. Si tu lui apprends à pêcher, il se nourrira toute sa vie ».

Deux expériences sont actuellement menées par le centre, l'une au Sénégal, l'autre au Tchad. Elles sont de nature fort dissimilable.

La première se déroule à Dakar depuis octobre 1982. Il s'agit d'initier un certain nombre de jeunes élèves à l'informatique en mettant à leur disposition des micro-ordinateurs. Leur comportement est constamment analysé, leurs progrès sont suivis de près et les enseignants s'efforcent de déterminer l'éventuelle incidence de cet apprentissage sur le reste du travail scolaire. Dirigée par une informaticienne, Mlle Sila, une équipe a été mise en place à l'Ecole normale supérieure de la capitale sénégalaise. Elle comprend six instituteurs et plusieurs spécialistes, notamment un docteur en sciences de l'éducation, un polytechnicien, un mathématicien et un psycho-pédagogue. Cette équipe, réunie à l'initiative du ministre sénégalais de la recherche de l'époque, M. Jacques Diouf, s'est mise au travail au début de 1982. Après un séjour à New-York, ses membres ont suivi deux

stages de formation de deux mois chacun à Paris.

A la rentrée d'octobre, quinze Apple II équipés d'un logiciel LOGO ont été mis en place à l'Ecole normale supérieure de Dakar. Cinquante élèves de la classe d'âge de neuf à treize ans ont été sélectionnés dans cinq établissements scolaires dont une école franco-sénégalaise. Les enfants étaient de niveaux très différents mais tous étaient réputés savoir lire et écrire couramment. Il s'est révélé par la suite que tel n'était pas toujours le cas, ce qui n'a d'ailleurs rendu l'expérience que plus intéressante. La transcription du langage informatique en oulof, l'une des langues sénégalaises les plus utilisées, a permis parfois de compenser le handicap dû à une connaissance imparfaite du français.

Une banque de données médicales

Un bilan de cette action a été établi lors d'un séminaire qui s'est tenu à Dakar en juillet 1983 sous la présidence du nouveau ministre de la recherche, M. Dassé. Il a été jugé suffisamment positif pour qu'il soit décidé de passer à une nouvelle phase. En octobre 1983, vingt-cinq nouveaux micro-ordinateurs, parmi lesquels quelques Thomson TO-7, seront installés directement dans les cinq écoles qui avaient fourni le premier contingent de « cobayes ». Des efforts sont actuellement déployés pour traduire le langage informatique dans d'autres langues africaines et notamment en mandingue, et un groupe de recherche sur l'application de l'informatique à l'apprentissage de la lecture précoce s'est mis en place. Des recherches sont également menées sur l'utilisation de l'informatique comme outil de formation en logique et en écriture.

Ce programme, on tient à le souligner au Centre, est entièrement contrôlé et réalisé par des Sénégalais. Le Centre mondial est intervenu pour la formation initiale des animateurs locaux, il donne une assistance technique notamment pour la maintenance

des matériels et il participe aux recherches pour la traduction en langues africaines du langage informatique. Sur le plan financier, ce soutien représente chaque année 2 millions de francs.

A Dakar, la micro-informatique est utilisée comme un moyen de formation. Le but que poursuit le Centre mondial en finançant et en appuyant les efforts déployés par des membres de l'association Médecins sans frontières est d'une autre nature. Le micro-ordinateur est conçu dans ce cas comme un moyen de

solution satisfaisante au problème des soins de santé dans les régions rurales reculées. Les jeunes médecins formés dans ces pays refuseront de s'y installer et les mesures contraignantes qui ont pu être prises ici ou là trouvent vite leurs limites, les intéressés préférant parfois s'expatrier plutôt que de s'y soumettre. L'utilisation des coopératives ne constitue qu'un palliatif souvent coûteux et ne permet pas une solution définitive du problème. Le mythe des « médecins aux pieds nus » a fait son temps, et la for-

Des questionnaires recensent systématiquement les principales données de base concernant le malade (âge, sexe, poids, taille, etc.) et les symptômes apparents ou décrits par l'intéressé. Selon que la réponse est positive ou négative, l'agent de santé trace ou non une croix dans la case correspondante. Le croisement de ces divers éléments permet l'établissement d'un diagnostic et la prescription d'un traitement.

Ce type de questionnaire se prête évidemment fort bien à un traitement informatisé, et l'équipe du Centre mondial a pu ainsi réaliser un programme. L'ordinateur posant des questions auxquelles il est possible de répondre simplement par oui ou par non. Les ordigrammes ainsi traduits en langage informatique équipent un micro-ordinateur portable en bandoulière et dont le poids avoisine 2 kilos. Il s'agit du Husky, construit par une firme britannique, la D.V.W. - Micro-electronics de Coventry. Le principal client en est pour le moment l'Electricity Board anglaise (équivalent de l'E.D.F.), qui le confie à ses agents chargés de relever les compteurs : chaque soir, tous ces appareils sont connectés à un ordinateur central qui recopie toutes les données collectées dans la journée et établit les factures.

« Un redoutable instrument du pouvoir »

Par son faible encombrement, sa robustesse, sa totale étanchéité, ce « micro », qui dispose d'une autonomie de quatre cents heures et dont la mémoire disponible a été poussée à 336 K, constitue un matériel parfaitement adapté à un emploi dans la brousse. La machine est équipée d'un écran de huit lignes et d'un clavier, actuellement très complet mais qui sera ramené à une quinzaine de touches pour l'utilisation que veulent en faire les responsables du Centre mondial. Cet appareil n'a qu'un défaut : son prix extrêmement élevé, de l'ordre de 30.000 F pièce, un prix excessif qui s'explique par l'absence de concurrence sur ce marché.

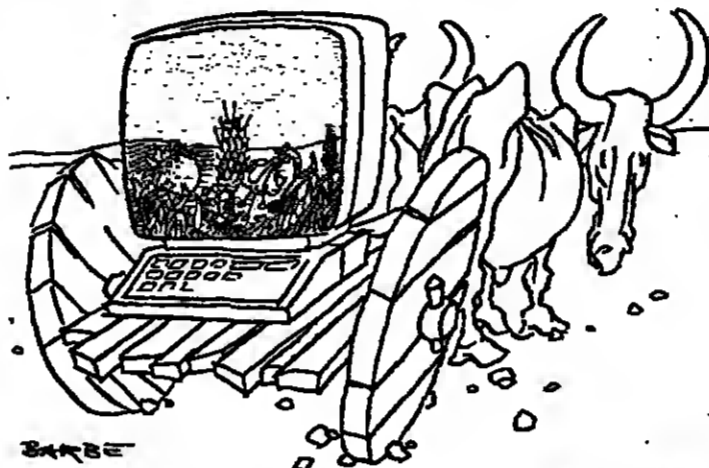
« Ce type de machine, estime M. Emmanuelli, n'exige de la part des utilisateurs potentiels que trois caractéristiques : savoir lire et compter, être honnête, être un peu malin pour rechercher ce qu'il ne sait pas. Le choix de cet opérateur sera primordial, car dans les pays où les pratiques magiques sont encore très développées, un appareil de ce type peut constituer un redoutable instrument de pouvoir ».

Cette banque de données portable ne nécessite aucune infrastructure particulière et aucun entretien, la suppression de tout élément mécanique excluant pratiquement les risques de panne. Son utilisation régulière finira par engendrer une autoformation, ce qui implique par la suite la mise au point de programmes plus perfectionnés. Son emploi cependant demande que deux conditions soient remplies : un approvisionnement suivi en produits pharmaceutiques ayant toujours le même conditionnement et, enfin, la présence à moins de deux jours de voiture d'un hôpital au cas où l'ordinateur recommanderait l'hospitalisation du malade.

Quarante médecins, infirmiers et laborantins de Médecins sans frontières sont actuellement présents au Tchad où, dans le cadre d'un programme de deux ans, financé par la C.E.E., ils gèrent sur le plan médical toute la région Nord du pays.

Ils ont réactivé hôpitaux de districts et dispensaires. A la fin septembre, cinq Husky seront mis en circulation dans une région-pilote pour une expérimentation en « vraie grandeur ». Ils seront d'abord utilisés en hôpital avant d'être confiés à des volontaires dans des dispensaires de brousse. L'expérience se déroulera sous la surveillance d'un médecin expérimenté dont ce sera la seule tâche. Si elle se révèle positive, elle pourra être généralisée à l'ensemble du Tchad. Des contacts ont été pris d'autre part avec le Gabon, lequel s'intéresse à cette réalisation, et où une expérimentation pourrait se faire dans des conditions pathologiques très différentes de celles du Tchad.

DANIEL JUNQUA.



Dessin de BARBE

palier - momentanément et partiellement - les lacunes de la plupart des pays du tiers-monde en matière de santé dans la brousse et les postes isolés. Cela n'exclut pas un effet induit de formation, mais ce qui est recherché dans ce cas c'est une utilisation pratique et immédiate. En raison de l'extrême misère qui le caractérise et de la présence d'équipes de Médecins sans frontières, le Tchad constitue un terrain d'expérimentation tout à fait approprié.

« Jusqu'à présent, nous dit M. Xavier Emmanuelli, l'un des fondateurs de l'association, responsable au Centre mondial de la réalisation de ce programme, aucun pays du tiers-monde, même parmi les plus avancés comme l'Inde ou l'Algérie, n'a trouvé de

mation sur place de gens en s'appuyant sur la pratique des médecins traditionnelles présente plus de dangers que d'avantages. Nous avons donc eu l'idée de créer, sous une forme compacte, une « banque de données » accessible à des personnes ne nécessitant pas un apprentissage préalable de données médicales ».

Au départ, les auteurs du programme se sont inspirés des ordigrammes ou « flow charts » mis au point depuis une dizaine d'années pour faciliter, en Afrique notamment, la formation des agents de santé aux techniques de diagnostic rapide et exact et de traitement de presque toutes les maladies et problèmes de santé qu'ils sont habituellement appelés à rencontrer.

Décidez. Nixdorf vous soutient.



Les structures de décision sont en train de changer. L'information que reçoit et gère votre entreprise doit se gérer au plus près. De haut en bas de l'échelle des responsabilités, davantage de concertation devient nécessaire. Pour décider, les dirigeants doivent aujourd'hui aller sur le terrain. Et l'informatique doit les y suivre.

Cette souplesse est notre règle. Plus que tout autre constructeur, nous avons cru à l'informatique au poste de travail. Plus que tout autre nous parlons à l'utilisateur final de l'informatique, le langage de son application. Nous contribuons à l'efficacité de vos décisions.

Nixdorf Computer S.A. 743, boulevard de Courbevoie, 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél.: 747.12.70.

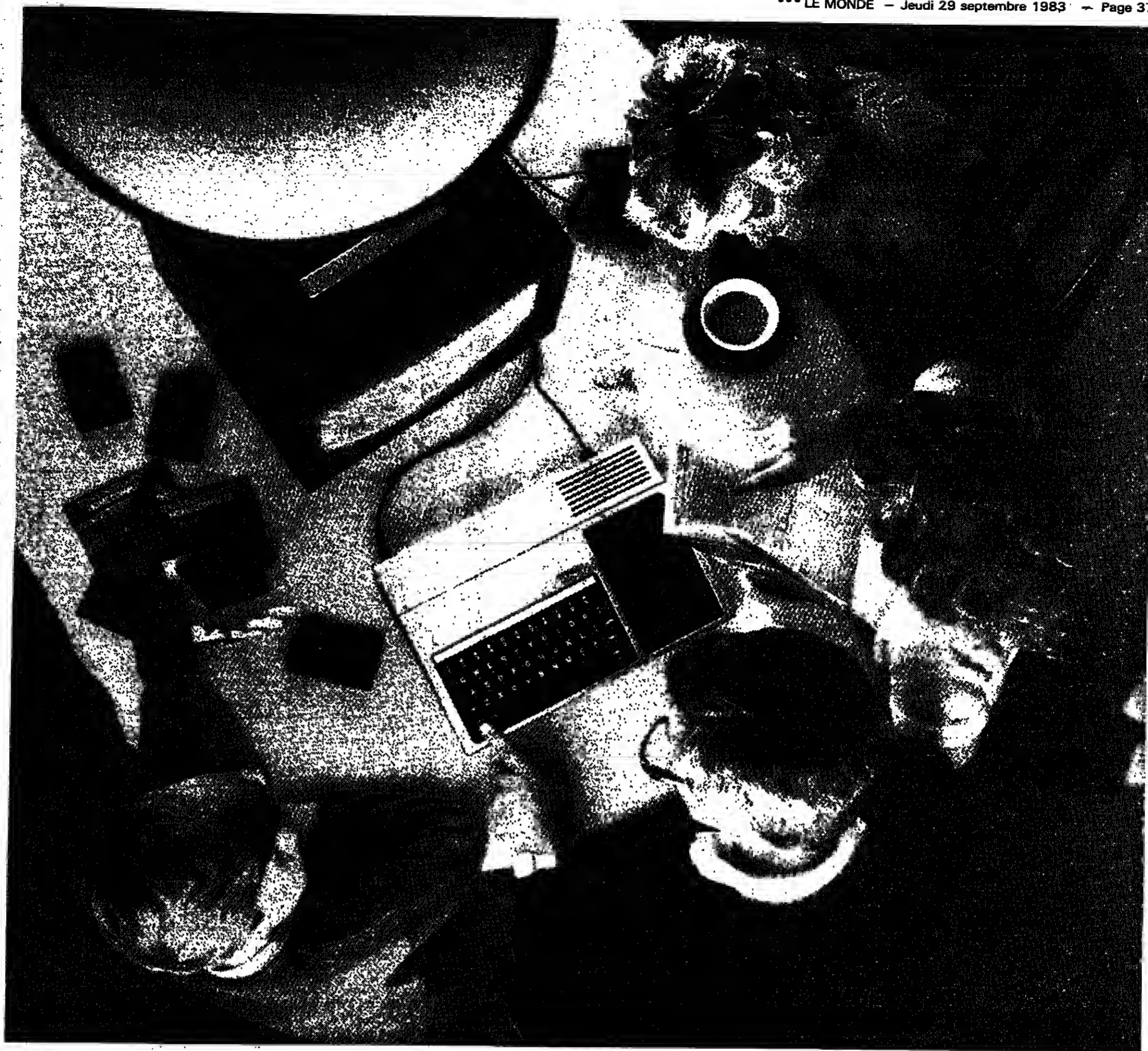
Nixdorf Computer Lyon S.A. 83-85, av. Félix-Faure, 69003 Lyon. Tél.: (7) 860.00.91.

AU SICOB STAND : 3 DE 3474

NIXDORF
COMPUTER

Orc

Ordinateur
arguments,
as connaître
anicher un
anne peut
Vous pot
re budget
échecs et
enfants p
ahs ou la g
fantastiq
ARSEC" e
meritent à
ments. Ca
e très gran
annes et n



MACANN-BECKSON

L'incroyable TI 99/4A, l'Ordinateur Familial de Texas Instruments: des programmes jamais vus à la télé!

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, c'est très facile à utiliser : sans connaître l'informatique, il suffit d'enficher une cartouche et le programme peut commencer.

Vous pouvez par exemple, gérer votre budget familial, apprendre à jouer aux échecs et composer de la musique. Les enfants peuvent apprendre les maths ou la grammaire. Et il y a même une fantastique série de jeux comme "PARSEC" et "OTHELLO" qui permettent à tous de passer d'excellents moments. Car Texas Instruments a déjà une très grande bibliothèque de programmes et n'arrête pas de l'enrichir.

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, avec son langage BASIC intégré est immédiatement prêt à vous initier à l'informatique. Et, le moment venu, vous pouvez avec lui évoluer facilement vers les langages de programmation plus sophistiqués : Assembleur, Logo, Pascal, etc.

L'Ordinateur Familial TI 99/4A est conçu de telle façon qu'il puisse répondre à tous vos besoins. Il dispose en option d'une large gamme de périphériques, du magnétophone à cassette au système de mémoire à disquettes, en passant par le synthétiseur de parole.

Pour un prix très familial de 1.800 F*, le TI 99/4A de Texas Instruments vous offre vraiment d'incroyables possibilités.

Essayez-le, vous comprendrez vite pourquoi l'Ordinateur Familial TI 99/4A de Texas Instruments constitue le meilleur choix pour toute la famille et s'est déjà vendu à plus d'un million d'exemplaires dans le monde.



TEXAS INSTRUMENTS

*Prix couramment pratiqué au 20.08.83.

هكذا من الامم

les offres d'emplois informatiques SPECIAL SICOB 1983 : offres d'emplois informatique les offres d'emplois informatiques

Nos ingénieurs commerciaux sont ambitieux : si vous l'êtes cette offre vous concerne.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles d'ingénieurs et de commerce, vous êtes à la recherche de votre première situation

Bien choisir votre métier, votre branche d'activité est une affaire désormais déterminante pour votre réussite professionnelle, votre réussite tout court. L'informatique est promise à un développement continu. Si vous êtes ambitieux, devenez ingénieur commercial IBM.

Le métier d'ingénieur commercial

L'ingénieur commercial représente la Compagnie auprès des Grandes Administrations et Entreprises. Il a la responsabilité commerciale d'une zone géographique ou d'une branche d'activité économique. Il établit des contacts au niveau le plus élevé et propose nos produits et services susceptibles d'améliorer la gestion d'une entreprise. Sa mission est vaste : suivi de la clientèle, recherche de nouveaux clients, vente de produits et services, suivi des paiements.

Pour vous préparer à l'exercice de ce métier, nous vous assurons une formation normalement rémunérée pendant un an, suivant un programme alterné dans nos Centres d'Education de la Région Parisienne, et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale. Nous sommes prêts à vous confier rapidement d'importantes responsabilités, si

au-delà de votre diplôme, vous présentez les qualités requises pour le poste.

Ce que nous attendons de nos futurs ingénieurs commerciaux

Votre motivation pour une activité de vente doit être forte. Nous recherchons des femmes et des hommes présentant les qualités suivantes :

- Aptitude à communiquer à haut niveau.
- Ambition, énergie au-dessus de la moyenne.
- Sens de la méthode, esprit de synthèse.
- Sens de la négociation et aptitude à convaincre.
- Imagination dans la recherche de nouveaux clients et dans la préparation d'un projet informatique.

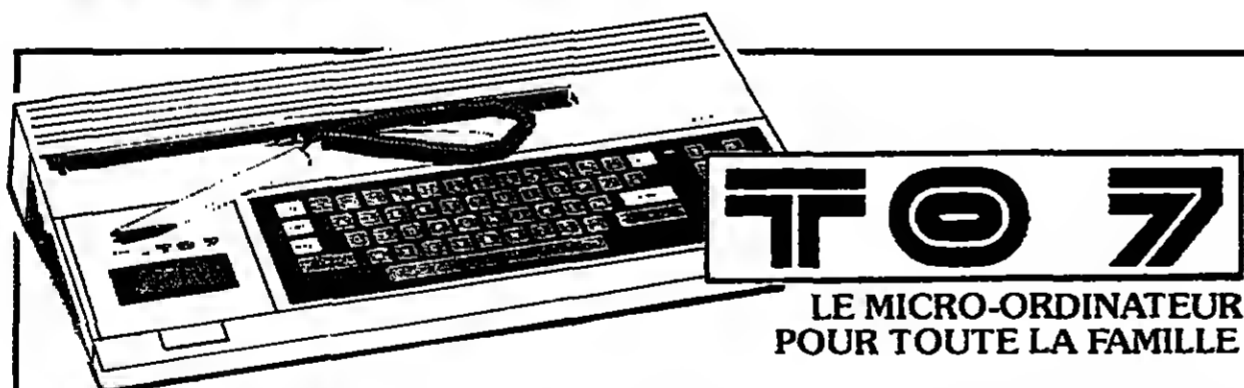
Nous vous demandons de répondre aux conditions suivantes :

- Avoir de bonnes connaissances de l'Anglais.
- Accepter le principe de la mobilité géographique : nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.
- Etre dégagés des obligations du Service national.

Processus de recrutement

Que vous soyez débutant, ou que vous ayez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans, adressez votre lettre de candidature à notre Département Recrutement - Orientation - Conseils - 2, rue de Marengo, 75001 Paris en mentionnant la référence ICM-29/9. Après examen de leur dossier, les candidats répondant aux conditions de base, seront reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.

IBM le bon départ.



INGÉNIEURS LOGICIELS, À VOUS DE JOUER...

Le TO7 de THOMSON : premier-né d'une nouvelle génération de micro-ordinateurs... et déjà un grand succès commercial. Face à ce constat de réussite, nous renforçons nos équipes. A vous de jouer...

RESPONSABLE DE PROJETS "JEUX"

Issu d'une Grande École ou titulaire d'un DEA, vous possédez une solide formation en INFORMATIQUE-ÉLECTRONIQUE. Vous avez 28/30 ans dont 5 années d'expérience acquises ou non en micro-informatique, en qualité de Chef de Projet de préférence. Responsable technique de projets auxquels vous participez, vous êtes gestionnaire de leur développement, rendez compte de leur avancement. Cette mission d'encadrement et d'organisation comporte aussi une part importante d'activités relationnelles auprès des sous-traitants, partenaires éditeurs et auteurs dont vous serez appelé à superviser, voire contrôler et tester les réalisations. Motivé, attiré par ce domaine où la technologie évolue très vite, vous êtes diplomate et très à l'aise dans les contacts à tous niveaux. Vous maîtrisez l'ANGLAIS. (Réf. 103).

INGÉNIEUR DE PROJETS

Ingénieur ou de formation équivalente, mais spécialisé en INFORMATIQUE, vous avez 26/28 ans et environ 2 ans d'expérience. Vous connaissez les logiciels de base ou les systèmes d'exploitation utilitaires ou le soit de base Tébcom. Vous participerez aux projets de conception et réalisation d'utilitaires et de logiciels, d'aide à la création pour notre TO7 et pour les nouvelles générations à venir. La connaissance de langages évolués, comme PASCAL, LOGO, etc., serait un atout supplémentaire. Ce poste est, bien sûr, appelé à une évolution vers une fonction de CHEF DE PROJET. (Réf. 104).

Pour un premier contact, adressez C.V., photo et présentations, en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil : ALPHA CDJ - 181, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC



Telemecanique

les solutions de progrès

recherche pour SOPHIA-ANTIPOLIS près ANTIBES (06)

UN INGENIEUR ANALYSTE

environ 3 ans d'expérience.

Le (la) candidat(e) intégrera une équipe dont les activités sont :

- L'installation et le suivi de logiciels CFAO électronique (schémas, simulations, circuits imprimés...)
- Le développement de logiciels spécifiques
- L'interfaçage des différents logiciels
- Leur communication par une base de données technique gérée par SGBD de type CODASYL.

L'anglais technique est indispensable et l'expérience des systèmes DIGITAL (VAX) sera très appréciée (DATATRIEVE, DBMS, FMS...).

Bien entendu, le (la) candidat(e) aura une facilité de dialogue et de contact avec les autres membres de l'équipe et les nombreux utilisateurs de tous les Services de l'Entreprise.

Envoyer CV + photo + diplômes + présent. à : TELEMECANIQUE
Direction du Personnel - Route des Lucioles
06565 VALBONNE - sous réf. SR/DWS1/31.08



INGENIEUR SYSTEME

Expérimenté ou débutant

LEE COOPER, premier Groupe européen de jeans, souhaite intégrer au sein de son centre informatique pilote pour la France et l'Europe de l'Ouest, un Ingénieur Système débutant ou ayant une première expérience. Cette Société offre à un jeune Ingénieur diplômé, une formation complète d'Ingénieur Système dans un environnement particulièrement dynamique et performant, ainsi qu'une perspective de carrière. Configuration du réseau IBM 4341/2 - 7 H.P. 3000 plusieurs centaines de terminaux. Des profils de candidats plus confirmés sont également recevables. Le poste est basé à Amiens.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV, sous réf. M8584 K A :

EGOR INFORMATIQUE
63, rue de Pontillon 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL

Jeune Ingénieur Futur Chef de Projet Informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un ingénieur débutant une très intéressante opportunité de formation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités à la mesure des compétences acquises au sein d'une équipe informatique jeune, performante et utilisant des techniques de pointe.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, il aura d'excellentes capacités de communication et il aura prouvé son ouverture aux problèmes de gestion par une formation complémentaire (type IAE) ou par des stages dans ce domaine.

Un début d'expérience professionnelle serait un atout supplémentaire pour ce poste.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion, production, marketing.

Large perspective de carrière dans le domaine de la gestion dans la Société ou au sein du Groupe BSN. Poste à PARIS.

Écrire sous référence BU 151 C à ETAP.

BSN 4, rue Massenet 75016 Paris **etap**



Analystes Programmeurs

Vous êtes de formation IUT ou équivalente, vous avez une expérience d'environ 3 ans, avec une pratique PASCAL, une connaissance bases de données, ou des systèmes temps réel, communication de messages, langages évolués.

Nous vous proposons dans notre Société de Services, filiale d'un important organisme public, de travailler au sein d'un secteur de pointe, avec des perspectives d'avenir.

Ces deux postes, basés à Paris, sont à pourvoir. L'un des postes nécessite des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., sous référence 83813 M. & Madame Claude FAVEDEAU

centor

13 bis, rue Henri Moitteur
75008 PARIS

GRAND QUOTIDIEN PARISIEN

recherche

UN INGENIEUR INFORMATIQUE

Il sera responsable :

- Du fonctionnement d'un important système de photocomposition et de son évolution.

Il sera en outre conseiller de la Direction pour les futurs investissements.

Le candidat âgé de 35 ans ou plus devra :

- Connaître les techniques temps réel et de préférence le système PDP11-4AS ;
- Avoir une expérience des responsabilités liées à la production ;
- Avoir le goût du travail en équipe et être un excellent formateur ;
- De préférence connaître les techniques ARTS GRAPHIQUES ;
- Parler l'anglais.

Le poste est situé à PARIS.

Préparez votre dossier de candidature, C.V., photo et présentations (lettre manuscrite) sous référence 272.406 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

les offres d'emplois info

ANG NOT DE L

DE L'INFORM

INGENIEUR DEBUTANTE

MARKETING GENIE INDU

les offres d'emplois informatiques
emplois informatiques SPECIAL SICOB 1983 : offres d'emplois informatiques les offres



**ANGERS :
NOTRE CENTRE INTERNATIONAL
DE LA MICRO-INFORMATIQUE**

THOMSON BRANCHE GRAND PUBLIC a situé à ANGERS (49) son usine la plus performante en matière d'Électronique Grand Public, et son Laboratoire International de Recherche et Développement de produits nouveaux.

Une ambiance et un contexte propres à stimuler la motivation créatrice des jeunes **INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS** recherchés aujourd'hui pour le :

**LABORATOIRE MICRO-INFORMATIQUE
(périphériques et unités centrales d'ordinateurs)**

SPÉCIALISTE MATÉRIEL

Rattaché au Chef de Laboratoire, il est chargé de la conception et du développement des circuits intégrés destinés à l'ordinateur domestique. Débutant "pointe" ou ingénieur expérimenté, il est, au sein du laboratoire, "le" spécialiste du traitement du signal sous forme analogique et digitale.

Travaillant en équipe, ses qualités d'ouverture et de communication seront des atouts majeurs pour son intégration. Enfin, il aime les voyages et est très mobile. Anglais courant, bien sûr. **Réf. 83347**

SPÉCIALISTE LOGICIEL

Sa mission : étudier et mettre au point des ensembles de logiciels s'étendant sur toute une gamme de micro-ordinateurs et leurs périphériques. Cet ingénieur possède au moins un à deux ans d'expérience des logiciels en micro-informatique (réseaux téléphoniques, micro-ordinateurs, jeux vidéo...). Il assure, après intégration, des responsabilités élevées sur un ensemble de projets, premier stade d'une évolution qui devrait être rapide et l'amener à encadrer une équipe. En corollaire aux perspectives d'évolution de ce poste : une très haute technicité et un sens aigu de la communication. Anglais indispensable. **Réf. 83348**

Enfin, ANGERS est aussi une ville universitaire agréable, à 1 h 30 de la mer et à 3 h de Paris...
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et présentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil : SELECOM - 225, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC



DE L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

Couvrant 4 grands secteurs d'activité, CERCi, société d'ingénierie informatique, conçoit et réalise des systèmes de mini et micro calculateurs Temps Réel de A jusqu'à Z, produit du logiciel et assure la coordination d'équipes pour des affaires d'ensembles.

Par son développement permanent, CERCi est à la recherche de nouveaux ingénieurs, responsables et performants (Chefs de Projets, Ingénieurs Informaticiens : Réseaux, Systèmes, Téléphonie...).

Vous serez au contact des réalités techniques où seules votre compétence et vos qualités professionnelles seront reconnues.
Nous vous attendons à PARIS ou à GRENOBLE.

Partagez notre passion et notre savoir-faire.
Les candidatures des ingénieurs débutants seront également étudiées avec soin.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé et présentions à E. PICARD
Direction du Personnel CERCi - 56, rue Roger-Selengro
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS (proche RER).

Cerci

Filiale
JEUMONT-SCHNEIDER

Vous êtes motivés par un constructeur informatique qui se veut très en avant dans le domaine des technologies de pointe, et qui l'a prouvé. La progression de son CA (25% à 30% par an) témoigne bien de son dynamisme. Vous êtes Ingénieurs diplômés, débutants et expérimentés. Notre taille et notre rayonnement nous permettent de vous proposer des opportunités dans une large palette de fonctions : marketing, bureau d'études, génie industriel, support. Pour un premier contact, nous vous prions d'écrire sous réf. 4544 à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

APSIDE

CONSEIL ASSISTANCE INFORMATIQUE

Pour leurs Etudes et Réalisations en Systèmes micro-informatique, Systèmes temps réel, Télécommunications, Réseaux de Transmission de données, Bureautique, Productique...

Les grands groupes industriels font appel aux

**Ingénieurs
et Techniciens**

de notre

DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCEES

- Saisissez cette opportunité de développer, exercer, prouver votre compétence dans des activités de pointe.
- Assurez votre avenir en intégrant nos équipes et en relevant un défi d'envergure nationale.

Contactez-nous, sous référence DTA 5, au 6 rue Paul Baudry 75008 Paris.

HOTCHKISS-BRANDT SOGEME, filiale THOMSON, leader européen de la mécanisation postale et du contrôle industriel non destructif, établissement de PARIS, banlieue NORD (proximité immédiate du métro) crée dans le cadre de son expansion à l'export le poste de

**Jeune ingénieur
logiciel avancé**

Nous accueillerons un candidat d'une grande école ou d'une école spécialisée qui sera intéressé par la création de logiciels de base en temps réel appliqués au domaine du traitement du signal ou de l'image ainsi qu'à la lecture optique. Ces logiciels habillent les systèmes d'électronique industrielle, articulés autour de multiprocesseurs qui pilotent nos produits. La notoriété mondiale de la Société permet une évolution ultérieure. Les entretiens auront lieu à PARIS ou à LYON.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous référence 243 MS.

Cabinet Gatier

**"CHALLENGE POUR
COMMERCIAUX AMBITEUX"**

SAGEM 2^e constructeur mondial
de Terminaux Téléex
C.A. : 2,6 milliards de francs

souhaite pour le développement
de son département Téléex et Bureautique
DES JEUNES COMMERCIAUX FRANCE
(Paris et région parisienne)

Vous êtes jeune diplômé
d'Ecole Supérieure de Commerce
ou professionnel de la vente justifiant
d'une première expérience réussie.

Vous avez le goût du challenge
et une aptitude à négocier à tous les niveaux.

Nous vous proposons une formation,
un poste et une évolution de carrière
en relation avec votre ambition... et votre talent.

Pour en savoir plus,
pour contacter
sous référence M1 à SAGEM,
Service du Personnel - BP 215
92000 NANTERRE CEDEX
Tél. : 729.10.10 ou au Sico.

SAGEM
Votre meilleure
Relation Extérieure.

**INGENIEURS DIPLOMES,
DEBUTANTS ET EXPERIMENTES**

**MARKETING-BUREAU D'ETUDES
GENIE INDUSTRIEL-SUPPORT**

INFORMATIQUE
la passion et la raison

Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survit-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?

Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?

L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ? Une étude réalisée par Régie-Pressé le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique.

Destinée aux informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 F rattaché à l'ordre de Régie-Pressé INFO 85 bis, rue Reaumur 75002 PARIS.

سكزا من الامل

AFFAIRES

LES DOTATIONS EN CAPITAL DES ENTREPRISES NATIONALES DU SECTEUR CONCURRENTIEL

« Boucher les trous »

La ventilation entre les entreprises nationales des dotations en capital inscrites dans le budget de 1984 donne toujours lieu à de difficiles discussions entre les ministères concernés. D'autant que la restructuration de l'industrie du téléphone et les sommes demandées à l'Etat dans le cadre du projet d'accord entre la C.G.E. et Thomson a quelque peu bouleversé les schémas initiaux.

Dans le projet de loi de finances pour 1984, les concours de l'Etat aux entreprises nationales du secteur concurrentiel (hors Charbonnages, S.N.C.F. et R.A.T.P.) sont inscrits pour 14,92 milliards de francs. Sur ce total, 2,07 milliards de francs seront partagés, outre une « provision pour les banques », entre la Compagnie générale maritime, Air France et la S.E.T.A.

Les onze groupes industriels du secteur concurrentiel, auxquels s'ajoutent l'ex-filiale d'I.T.T. (la Compagnie générale de construction téléphonique) et la SNECMA, dont la tutelle, à l'exception de cette dernière société, relève du ministère de l'Industrie, auront droit globalement aux 12,85 milliards de francs restants. Ce chiffre comprend les dotations fournies par les P.T.T. (1,6 milliard en principe) dans le cadre de la réforme du financement de la filière électronique.

Comment se ventileront ces 12,85 milliards de francs ?

La sidérurgie (Usinor) aurait besoin, selon les dirigeants de ce secteur, de 2,5 milliards à 3 milliards de francs pour boucler l'année 1983. En outre, Usinor et Sacilor auraient demandé 6 milliards de francs pour 1984. Le problème pour l'exercice en cours n'est pas résolu (diverses formules sont à l'étude) et les dotations prévues dans l'enveloppe 1984 seraient effectivement de 6 milliards de francs.

Une somme de 2 milliards de francs sera consacrée à la fin des opérations de restructuration de l'industrie chimique. Toutes les autres entreprises auraient donc à se partager 4,85 milliards. Or PUK aurait besoin de 1,4 milliard, Rhône-Poulenc de 1 milliard, Bull de 1,5 milliard, Renault de 1 milliard. Sans parler de E.M.C. (I), C.D.F.-Chimie, Thomson, et tous les autres.

Diverses formules de financement complémentaire étaient envisagées pour entrer dans l'épure budgétaire, tout en permettant à ces groupes de faire face à leurs besoins de financement. Ainsi, le succès rencontré auprès des épargnants par le nouveau « livret industriel » (le CODEVI) devrait permettre d'orienter l'année prochaine vers le Fonds industriel de modernisation (FIM) des sommes supérieures aux 5 milliards de francs initialement prévus. Renault, pour ne prendre que cet exemple, n'aurait pas de dotation budgétaire, mais pourrait faire largement appel au FIM pour financer sa modernisation.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Entreprise minière et chimique.

LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

Huit opérations de recherche sont engagées

Le conseil des ministres du 27 septembre a été pour l'essentiel consacré aux actions qui permettront de « gagner le défi de l'électronique et de l'informatique ». Une importante action de recherche et de développement est nécessaire. En juillet 1982, le lancement d'un programme mobilisateur « filière électronique » avait été décidé. Il était articulé autour de projets nationaux, mais était resté un cadre vide. Huit opérations précises viennent d'être engagées. D'autres opérations sont à l'étude et dériveront dans les prochains mois.

Ces opérations portent sur la réalisation d'un poste de travail informatique, la réalisation de circuits intégrés (V.L.S.I.) à partir de méthodes « hiérarchiques », du traitement d'images, du génie logiciel, l'industrialisation d'un système de traduction automatique, la réalisation d'une banque de données pour la conception assistée par ordinateur, celle de modules de visions pour robots, celle enfin d'un système de commande de robots.

Dans chaque cas, il s'agit d'une action de longue durée avec garantie

M. A.

Stabilisation relative du déficit commercial

Le déficit commercial des industries de la filière électronique tend à se stabiliser. Pour les dix premiers mois de cette année, il s'est établi à 5,6 milliards de francs (23,5 milliards de francs d'importations et 17,9 milliards de francs d'exportations) contre 5,3 milliards de francs pour le premier semestre 1982 (19,2 milliards de francs d'importations et 13,9 milliards de francs d'exportations).

Les premières informations sur les mois de juillet et août semblent confirmer cette tendance. On espère pour l'ensemble de l'année ne pas dépasser le déficit enregistré en 1982 de 7,4 milliards de francs.

Cette relative stabilisation tient plus à un phénomène conjoncturel qu'à une amélioration structurelle de la compétitivité du secteur. Sans

Poitiers et le blocage des magnétoscopes, 500 millions de francs de plus seraient venus gonfler les importations, estiment les experts. De plus, on a enregistré une baisse sensible des ventes dans le domaine de l'électronique grand public (radio, télévision, hi-fi). Une conséquence directe du plan de rigueur de M. Delors.

Cela se traduit automatiquement, dans un secteur où les marques étrangères occupent une part de marché importante, par une diminution des importations. En revanche, et cela est fort préoccupant, les achats à l'étranger de biens d'équipement, de circuits intégrés, de matériels informatiques, ne cessent de croître et le déficit dans ces domaines de se creuser, notamment avec les Etats-Unis.

Les mécomptes du plan acier

(Suite de la première page.)

M. Levy n'a pas voulu citer de cas précis, mais les exemples sont nombreux, à commencer par le train de laminage « unibrevet » que souhaitait bâtir Sacilor à Grandrange pour remplacer, il est vrai, l'un des siens très anciens, mais qui remet en question l'existence chez Usinor de l'usine de Valenciennes et donc celle de Dunkerque. Il faut que l'Etat, actionnaire commun, arbitre les différends, estime le président d'Usinor qui ne souhaite pas pour autant une fusion Usinor-Sacilor, dommageable du point de vue commercial, mais une « coordination étroite ».

M. Levy avait déjà réclamé en avril une révision des objectifs (24 millions de tonnes) du plan acier. Le plan, bâti autour d'hypothèses optimistes, ne correspond plus aux perspectives réelles du marché. Il n'a pas été écouté, le sera-t-il aujourd'hui ?

Démobilisation

Peu à peu, le gouvernement prend conscience de l'impasse, en particulier financière, et les pouvoirs publics déplorent aussi que les deux groupes se livrent à une course à l'investissement et à la conquête de la clientèle. Un fonctionnaire ajoute même : « Il n'y a plus de règle du jeu. Les entreprises ont perdu leur objectif de retour à l'équilibre financier. Il y a démobilité ». Mais deux impératifs bloquent encore une révision globale que l'on sait pourtant nécessaire voire urgente : le principe d'autonomie de gestion et l'impact sur l'emploi.

« On a essayé de favoriser la coordination des deux groupes, mais le comité ad hoc prévu d'ailleurs dans le plan ne fonctionne pas. Usinor et Sacilor ont des points de vue différents sur tout », dit-on au ministère de l'Industrie. Quand l'autonomie rime avec gâchis... Mais que peuvent faire les deux groupes rivaux sinon se battre à partir du moment où ils ont à se partager un maigre marché alors que leurs usines sont subventionnées ? La guerre est inévitable parce qu'elle découle de la logique même de la non-révision des capacités globales de production.

Or, cette révision a été refusée par le gouvernement pour des raisons d'emploi. Le plan prévoit douze mille suppressions d'emplois - sans licenciement - d'ici à 1985, sur les quatre-vingt-dix mille que compte encore le secteur. Aller au-delà, c'est-à-dire concrètement supprimer d'autres usines en Lorraine, c'est « condamner une région entière ». Le gouvernement s'y refuse et

● Echec des Dix sur l'organisation du marché des fruits et légumes. Les ministres de l'Agriculture des Dix, réunis mardi 26 et mercredi 27 septembre à Bruxelles, ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur les aménagements à apporter à l'organisation commune du marché des fruits et légumes. Dans la perspective de l'adhésion de l'Espagne, la Commission européenne propose d'une part un accroissement du rôle des groupements de producteurs afin de parvenir à de meilleures disciplines de marchés, d'autre part un ensemble de mesures sur les marchés de la C.E.E. et à l'importation afin de mieux tenir les cours. La France, l'Italie et la Grèce appuient ces propositions.

SOUÇIEUX D'ÊTRE PRÉSENTS SUR LE MARCHÉ DE L'EURODOLLAR

Paribas et la banque américaine Becker créent une filiale commune à Londres

En prenant appui sur la banque américaine A.G. Becker, dont il s'est assuré le contrôle majoritaire, en mars dernier (en même temps qu'il procédait à un réaménagement de ses participations croisées avec le groupe britannique Warburg), Paribas va créer à Londres, d'ici à la fin de l'année, une filiale commune, Paribas Becker Ltd, dont le capital de 1 million de livres sterling (12 millions de francs) sera réparti à parts égales entre les deux partenaires.

Cette implantation dans la capitale britannique - où Paribas et Becker sont déjà représentés - marque la décision du groupe bancaire nationalisé de se placer au cœur du marché international de l'eurodollar afin d'offrir aux grands investisseurs étrangers une gamme complète d'instruments financiers. Elle s'effectuera par une mise en commun progressive des services de placements et de trading (prises de positions), lesquels gèreront actuellement davantage de profits que les traditionnelles opérations de direction et de garantie relatives au montage des crédits internationaux.

A cet effet, Paribas va détacher, dans un premier temps, deux ou trois membres de sa direction des opérations financières internationales (DOFI). De son côté, A.G. Becker, considérée comme l'une des premières banques américaines d'investissement et qui vient récemment d'embaucher l'ancien responsable du marché monétaire de Merrill Lynch, va également fournir une petite équipe à cette filiale londonienne.

Il s'agit là de la seconde étape (après New-York), d'un plan de développement des opérations du groupe Paribas-Becker sur le marché financier international, la prochaine devant être Tokyo, l'une des principales places tournantes du marché de l'asi-dollar, les deux autres étant Singapour et Hongkong où Paribas dispose déjà d'une solide alliance locale à travers Sung Hung Kai.

D'autres établissements français ont également renforcé depuis quelques mois leur présence à Londres à travers des opérations de moindre envergure. C'est ainsi que la Société générale s'est associée à la firme britannique Strauss Turnbull, tandis que le Crédit commercial de France crée sur place une société de courtage, C.C.F. Securities.

S. M.

Buitoni et Poulain envisagent de coopérer

Industries Buitoni Perugina (I.B.P.), le groupe italien de l'agro-alimentaire, a engagé des négociations avec la société française Poulain. Un communiqué précise que ces conversations ont « pour objet de permettre à Poulain Industries d'être associée aux actionnaires de la Financiaris Buitoni et au groupe Redex, dans le contrôle des I.B.P. ».

I.B.P., qui a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs, est encore une société familiale, puisque son capital est détenu à 51 % par la famille Buitoni, le groupe de M. Galit Pharon, le financier saoudien, détenant 10 %.

Le groupe I.B.P. possède une demi-douzaine d'usines en France.

Poulain Industries (1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires) est depuis 1981 une société indépendante contrôlée par la famille Midy et cotée en Bourse. Elle était auparavant une filiale du groupe E.A. Aquitaine. A l'occasion de restructurations entre Sanofi et C.M. Industries, les activités agro-alimentaires de cette dernière avaient été recodées à des groupes d'actionnaires privés. Poulain contrôle, notamment, les marques Banania et Poulain, et détient 20 % d'Interfood, le grand groupe chocolatier suisse.

Circuit rapide pour anglais courant.

COLLES TRIMESTRIELLES INSCRIPTION IMMEDIATE

INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.4137



PHOTOCOPIE SUR PAPIER
PHOTOCOPIE SUR BRISTOL
PHOTOCOPIE SUR CALQUE
PHOTOCOPIE SUR FILM
PHOTOCOPIE SUR ADHESIF

Le trajet linéaire du papier est un des points forts de la technologie Toshiba. Vous pouvez aisément reproduire sur calque, bristol, film transparent, étiquette, voire chemises de classement. Pour le format, vous avez le choix, de la double page à la carte de visite.

Un copieur adaptable, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR : ECHINGA SYSTEMES 1285 RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75006 PARIS
Tél. : 723.97.02/723.36.71. STAND 5602 NEUILLY 2 ZONE E

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ « SONELGAZ »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° D/058 XKA

La SONELGAZ - Direction des approvisionnements, Service achats - lance un avis d'appel d'offres pour la fourniture de matériel de sécurité pour travaux électriques.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux (n° 125) au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger (immeuble B), contre présentation d'un reçu de virement de 200 DA au compte de SONELGAZ, C.C.P. n° 3906.04 Alger.

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté à l'adresse sus-mentionnée, avec mention « Ne pas ouvrir - A/O n° D/058 XKA ».

La date de clôture du dossier est fixée au 15 novembre 1983. L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire, sous peine d'annulation de l'offre.

Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant une durée de 6 (six) mois à compter de la date de clôture du dossier.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

ENTREPRISE DE MENUISERIE ET D'ÉQUIPEMENT « E.M.E. »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

1. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs. Les regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires sont exclus, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

1.1. L'Entreprise de menuiserie et d'équipement lance un appel d'offres national et international, pour la fourniture de matières premières, réparties en trois (03) lots.

1.2. Les fournisseurs doivent élaborer les dossiers correspondants par lot, et par unité, avec les spécifications techniques du cahier des charges qui peut être retiré auprès de nos bureaux de SIDI-BOUSSA, route de Dar-El-Beida (Wilaya de Blida) à Alger, aux heures d'ouverture des bureaux : 7 h 30 - 16 h 30.

1.3. LOT N° 1 : COLLES, DURCISSEURS.

1.4. LOT N° 2 : QUINCAILLERIES.

1.5. LOT N° 3 : VERNIS, LAQUES, ETC.

PRODUITS D'IMPREGNATION POUR MENUISERIE D'EXTÉRIEUR, ETC.

2. DÉLAI DE SOUMISSION. Les soumissionnaires sont tenus de répondre sous trente (30) jours à partir de la présente parution.

3. Les offres seront présentées sous pli cacheté à la cire, porteront la mention suivante : « SECRET A NE PAS OUVRIR » et contiendront :

3.1. Une première (01) enveloppe contenant les attestations concernant le soumissionnaire et son offre.

3.2. Une deuxième (02) enveloppe contenant les spécifications techniques accompagnées de documentations, catalogues, brochures techniques, etc.

3.3. Une troisième (03) enveloppe contenant l'offre commerciale et financière.

4. DATE DE REMISE DE L'OFFRE (TRENTE JOURS APRÈS PARUTION).

4.1. La date de remise de l'offre a été fixée au 15 octobre 1983, à 16 h 30 précises, heures de fermeture des bureaux de l'Entreprise, délai de rigueur.

4.2. Le pli principal sera cacheté à la cire et portera les nom, adresse et cachet du soumissionnaire. Il devra aussi comporter la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL - INTERNATIONAL N° 01/83 EME

4.3. Le soumissionnaire sera tenu au respect des clauses stipulées sur le cahier des charges de l'Entreprise.

4.4. Le soumissionnaire devra indiquer l'adresse à laquelle il pourra être contacté en Algérie s'il y a lieu.

5. PRIX DU PRÉSENT APPEL D'OFFRES.

5.1. Le prix du présent « APPEL D'OFFRES » est fixé à 750 dinars algériens.

PRIX

LA HAUSSE DES PRIX EN AOUT

Selon le ministre des finances, sensible décélération de l'inflation

Avec une évolution des prix ramenée à 2,7 % sur les quatre derniers mois, l'inflation sur cette période est à son niveau le plus bas depuis 1972, soit depuis des années, hors la période de blocage des prix de 1982, estime le ministre de l'économie et des finances après l'annonce des résultats définitifs de la hausse des prix du mois d'août (+ 0,6 %).

Le rythme de 9,7 % enregistré sur les douze derniers mois correspond à une réduction du différentiel d'inflation avec nos sept principaux partenaires commerciaux par rapport au différentiel du premier semestre 1982, poursuit le ministre. Pour les douze derniers mois

connus, il avait ainsi été ramené de 4,8 % à 3,1 %.

Selon la Rue de Rivoli, « les résultats obtenus depuis plusieurs mois et la poursuite de la politique de désinflation telle qu'elle est menée doivent ainsi permettre de rester proche de l'objectif de 8 % retenu pour 1983 et ainsi, grâce à une sensible décélération de l'inflation sur le second semestre 1983, de ramener la hausse des prix à 5 % en 1984 ».

Le commentateur du ministère ne fait pas mention de plusieurs données importantes : les prix de détail s'élevaient pas forcément en France ; les hausses de tarifs publics sont freinées ; les prix pétroliers ne reflètent qu'imparfaitement la hausse du dollar. Les comparaisons faites avec les années passées sont donc discutables.

Libres opinions

La politique de l'indice

par JEAN ALLIX (*)

LES pouvoirs publics avaient décidé que les prix n'augmenteraient pas de plus de 8 % en 1983. Cet objectif semblait maintenant hors d'atteinte. Il est question d'un encadrement plus serré des prix et même, mesure éminemment populaire, de blocages partiels. Le syndicat C.F.D.T. des personnels de la direction générale de la concurrence et de la consommation a quelques idées au sujet du blocage et du décalage entre l'objectif et le résultat.

Le contrôle des prix et sa version plus draconienne, le blocage, sont populaires, mais l'opinion publique ne perçoit pas les difficultés pour concevoir des réglementations et ensuite les faire appliquer.

Certaines réglementations fixent des augmentations en pourcentage par rapport à un prix antérieur pratiqué ; d'autres imposent une marge en pourcentage par rapport à un prix d'achat. Dans les deux cas, l'intérêt du professionnel est d'être cher ou d'acheter cher ; ainsi, l'augmentation rapportera plus, ou la marge sera plus importante. La réalité va donc à l'encontre de l'objectif. Il n'est pas possible de concevoir une réglementation sans concertation avec les représentants de la profession. L'administration, pour négocier, incite les professionnels à se regrouper en syndicats. Ces syndicats professionnels passent très vite d'une politique de concertation à une politique d'harmonisation des prix entre leurs adhérents. La politique de réglementation des prix est donc contradictoire avec la politique de la concurrence.

Il faut enfin faire la différence entre la réglementation et le blocage des prix. La réglementation est une méthode de politique économique fruste, qui ne peut être employée que pour des périodes très courtes. Elle relève plus de l'arsenal psychologique que de la réalité économique : ainsi, « un exemple », pendant le précédent blocage (juin à octobre 1982), il a fallu prévoir de nombreuses dérogations pour toutes les ventes de gros et de détail de café.

Prenez un autre exemple que l'actualité impose : celui de l'huile. Certains consommateurs ont remarqué ces derniers jours des hausses importantes de 2 F à 3 F sur le prix du litre d'huile. La tentation est grande de dire : il suffit de bloquer le prix. La cause de cette hausse est le prix de l'arachide sur le marché mondial : + 150 % en sept mois. Nous savons, par nos enquêtes, que la concurrence est très forte en matière de distribution d'huile : toute impossibilité de répercuter les hausses entraînerait aussitôt la disparition de l'huile d'arachide des magasins, puisque la marge du distributeur serait négative.

Cet exemple simple du prix de l'huile dans une économie ouverte montre la difficulté de réglementer.

Après la conception de la réglementation se pose le problème de son application.

Il existe des coefficients multiplicateurs sur les fruits et légumes. C'est le chiffre (1,51) par lequel on multiplie le prix d'achat sur facture pour obtenir le prix de vente. A priori, le contrôle est facile. Mais de nombreux commerçants obtiennent, en fin de mois ou de trimestre, des remises, sous forme d'avoirs, en fonction du chiffre d'affaires réalisé. Ces remises ont depuis quelques mois une nette tendance à augmenter : 20 % n'est pas rare. En toute légalité, le prix sur la facture sont donc faux.

Etant donné le nombre de prix théoriquement contrôlables, — plusieurs millions —, et le nombre de contributeurs, mille cinq cents effectivement sur le terrain, de nombreux établissements ne sont jamais contrôlés. Au jeu du gendarme et du voleur, le professionnel est presque toujours gagnant, sauf dans certains secteurs très surveillés. Cette situation déséquilibre souvent les professionnels. Bien sûr, le ministre peut faire appel aux services de police et de gendarmerie. En dépit, parfois, de leur bonne volonté, l'expérience montre que ces « collaborateurs » sont très vite perdus au milieu du maquis réglementaire.

La politique des prix, depuis la sortie du blocage de novembre 1982, est une politique de l'indice : les réglementations sont décidées en fonction de l'évolution de l'indice des prix de l'INSEE.

Les contrôleurs sont devenus des pompiers qui interviennent dès qu'il y a un poste de l'indice flamboyant. Dans son dernier article au Monde (24 septembre), Maurice Duverger estimait qu'en matière de politique industrielle le gouvernement navigue sans objectif entre les récifs. Nous savons, nous, qu'en matière de lutte contre l'inflation le ministère navigue entre les composantes de l'indice avec une boussole orientée à 8 % et une voile portant l'enseigne « blocage ». L'activité de la D.G.C.C. est en conséquence uniquement conjoncturelle. Ainsi, par exemple le comité des prix s'est réuni pour donner son avis sur une réglementation concernant les fruits et légumes, le jeudi 15 septembre dans l'après-midi. La réunion a peine terminée, les textes des directions départementales circulent le texte de l'arrêté. Le vendredi 16 doit consacrer à l'information des professionnels. Le lundi 19, tous les contrôleurs étaient mobilisés pour commencer les contrôles, le premier bilan devant être envoyé à Paris dès le mardi 27.

En contrepartie, à la D.G.C.C., les enquêtes de concurrence sont devenues rares. Les études de formation de prix sont suspendues. Il est vrai que ce type d'enquête n'a pas d'effet direct sur l'indice.

Toutes ces critiques ne signifient pas que toute réglementation est impossible. Lorsque la concurrence ne joue pas, ou lorsque la demande est sans proportion avec l'offre, une réglementation peut se révéler efficace.

Notre critique du fond est que les pouvoirs publics considèrent la lutte contre l'inflation comme un problème entre les professionnels et eux. Il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Celui-ci doit tenir sa part, conscient des limites d'un contrôle administratif, en orientant autrement l'activité de ses services : concurrence et étude de formation de prix sont des formes plus structurales de lutte contre l'inflation.

Celle-ci doit être combattue par tout le corps social. Dans ce sens et en liaison avec notre confédération et l'ASSECO-C.F.D.T., nous faisons depuis des années des propositions pour un contrôle social des prix. L'inflation est un conflit de répartition, insoluble par des mesures administratives de blocage de prix.

(*) Secrétaire général adjoint du syndicat C.F.D.T. de la concurrence et de la consommation.

Le rapport d'activité de la répression des fraudes

PAS DE GRANDS SCANDALES MAIS DES ANOMALIES CONSIDÉRABLES

Rôles de dinde, d'œuvres corrompues, carcasses de volailles « rénovées » dans un bain de saumure antiseptique, viandes d'équarrissage « rafraîchies » au formol pour être vendues à des professionnels fabriquant des pizzas, pizzas « à la mozzarella » faites avec du fromage ordinaire, pizza « au fromage » s'ornant d'un mélange de caséinates et d'huile de coprah hydrogénée... Quelques exemples peu ragoutants des travaux faits par les agents de la direction de la consommation et de la répression des fraudes (ils sont 1 595, et leur nombre n'augmentera pas) au cours de leurs 600 000 opérations de contrôle annuelles.

Pas de grand scandale en 1982, mais des anomalies considérables. Celles-ci se sont traduites par 9,5 millions de francs d'amendes et 18 000 jours de prison, dont 2 395 ferme. M. Castang, directeur de ce service, qui présentait le rapport, mardi 27 septembre, avec M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la consommation, son rapport général d'activité pour 1982, a insisté sur le lien direct qui existe entre la qualité des produits et la lutte contre l'inflation, la tentation étant grande de maintenir les prix aux dépens de la qualité : il n'y a que d'infimes différences entre le coût « ordinaire » et le coût « royal », mais des différences de prix de 30 % à 40 %.

Si le respect des règles d'hygiène s'améliore peu à peu, il n'en reste pas moins que seulement 35,8 % des produits surgelés conservés en surface des meubles froids ouverts étaient stockés à la température convenable. Dix-neuf arrêtés vont paraître pour préciser la réglementation des surgelés sans que pour autant apparaisse sur les emballages la « pastille » de couleur qui « vire » lorsque la chaîne du froid a été interrompue.

La direction de la répression des fraudes devrait voir en 1984 son budget de fonctionnement passer de 38 à 49 millions de francs.

CONJONCTURE

Sur huit mois

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ONT PROGRESSÉ DE 13,7 %

Le nombre de défaillances d'entreprises est resté très élevé en juillet et en août. En données brutes, il a été respectivement de 3 669 et de 2 480. L'INSEE, qui publie ces statistiques, estime que cette importance « s'explique par le rattrapage complet du retard qui avait affecté les publications des jugements ». Après correction des variations saisonnières, les chiffres sont de 2 882 pour juillet et 2 072 en août.

Pour les huit premiers mois de l'année, le nombre cumulé d'entreprises défaillantes s'élève à 15 683 contre 13 796 pour la même période de 1982, soit une augmentation de 13,7 %. C'est le chiffre (+ 27,3 %) et les services statistiques (+ 19,9 %) que l'accroissement des défaillances est le plus sensible.

RENAULT VA LANCER UNE ÉMISSION DE 1 MILLIARD DE FRANCS DE TITRES PARTICIPATIFS

La Régie nationale des usines Renault va procéder, le 3 octobre, à l'émission de titres participatifs, à hauteur de 1 milliard de francs, conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1983, qui permet ainsi à des groupes nationaux (et à des coopératives constituées en société anonyme) de procéder au renforcement de leurs fonds propres.

Ces titres, négociés en Bourse, seront émis au pair et au prix unitaire de 1 000 F, la rémunération offerte au souscripteur étant au minimum de 9 % par an, indexée pour un quart sur le chiffre d'affaires de la Régie, avec une double base de calcul :

• Une partie fixe de 6,75 % par titre ;

• Une partie variable de 2,25 % par titre, cette variation étant fonction de l'évolution future du chiffre d'affaires consolidé du groupe Renault, considéré à structure constante.

En principe, ces titres participatifs ne sont pas amortissables, mais limitent le retour d'argent à la Compagnie générale d'électricité (le Monde dans 18-19 septembre), la Régie a prévu une clause de sauvegarde à partir de la quinzième année sous la forme de remboursements annuels limités à 10 % du montant des titres émis.

MONNAIES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

Le président Reagan adjure le Congrès américain de voter l'augmentation des ressources du Fonds

Washington. — Contrairement à la tradition, ce n'est pas seulement une allocution de bienvenue que le président Reagan, en tant que chef de l'Etat du pays hôte, a prononcée, mardi matin, lors de la session d'inauguration de la treizième assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale présidée cette année par le ministre des finances de l'Espagne, M. Miguel Boyer. Le chef de l'exécutif américain a prononcé un véritable discours politique qui a été très applaudi.

Le président a profité de l'occasion pour adresser un appel solennel au Congrès, l'adjuvant de voter en temps utile, c'est-à-dire avant le 30 novembre, la contribution américaine à l'augmentation des ressources du Fonds. C'est donc un engagement irrévocable en faveur de cette augmentation qu'a pris publiquement le président Reagan.

Mettant les points sur les « i », le président a déclaré qu'il ne s'agissait pas de renflouer par ce moyen les pays endettés ou les banques commerciales, mais bel et bien de fournir les fonds nécessaires à une entreprise de coopération internationale, fautive de quoi tout le système financier et des échanges mondiaux pourrait subir de très graves dommages, un véritable « cauchemar » qu'il convient à tout prix d'éviter.

De même, M. Reagan a exprimé son ferme soutien à la Banque mondiale, demandant encore avec insistance au Congrès de voter les crédits pour l'exercice en cours de l'Association internationale de développement, spécialisée dans les prêts sans intérêt et à très long terme en faveur des pays les plus pauvres. M. Reagan a fait également un chaleureux plaidoyer en faveur de l'économie de marché et a encore insisté sur la nécessité de réduire la progression des dépenses publiques dans tous les pays.

Après le discours de M. Boyer, qui déclara notamment que l'inflation était incompatible avec un développement de l'activité économique, c'est le président de la Banque mondiale, M. A. Clausen, qui prit pendant une heure la parole. M. Clausen se montra fidèle à une certaine image de la Banque mondiale par son françois-parler, s'abstenant

De notre envoyé spécial

pas à prendre des positions fort différentes de celles défendues par la délégation des Etats-Unis sur les affaires concernant sa propre institution. Il insista sur la nécessité d'augmenter tous azimuts les ressources du groupe de la Banque mondiale, demandant que d'ici la fin de 1986 une nouvelle décision soit prise pour une augmentation substantielle de son capital.

En attendant, M. Clausen souligna le rôle essentiel joué par l'Association internationale de développement, estimant que pour la période triennale 1984-1987 il conviendrait de lui apporter 16 milliards de ressources nouvelles si on veut qu'elle puisse répondre aux nombreux besoins des pays qui relèvent de son assistance, et notamment les pays du Sahel.

On sait que les Américains voudraient limiter à quelque 9 milliards la future dotation de l'A.I.D. : « Une réduction des ressources de cette institution au-dessous des niveaux que l'on a connus au cours des dernières années porterait un coup terrible aux nations les plus pauvres », a déclaré M. Clausen qui a aussi fait appel à la participation accrue des capitaux privés, et notamment des investissements directs.

L'effort de la France

M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire, reçut un hommage appuyé non seulement du président Reagan, mais, dans l'après-midi, de M. Jacques Delors. Dans son discours, le directeur général du F.M.I. souligna que les perspectives étaient aujourd'hui considérablement plus brillantes qu'elles ne l'étaient il y a un an à Toronto ; cependant, il reste encore trois défis à relever.

Il faut d'abord consolider la récession ; il faut ensuite résister aux pressions protectionnistes ; enfin, il conviendrait d'empêcher les problèmes soulevés par l'endettement d'échapper à la maîtrise des gouvernements. Des progrès considérables, a dit M. de Larosière, ont été accomplis dans le domaine de l'ajustement des pays endettés. Cependant, le danger

demeure et, si on n'agit pas en conséquence, la situation pourrait bien devenir incontrôlable à-t-il encore déclaré.

M. de Larosière s'est attaché à montrer le rôle positif du Fonds monétaire. On entend parfois, a-t-il dit, l'argument selon lequel les programmes de redressement demandés aux pays débiteurs ont pour effet de ralentir leur croissance et, par là, d'aggraver encore la récession de l'économie mondiale. Un tel raisonnement dénote une profonde méconnaissance du rôle du F.M.I., car les programmes d'ajustement approuvés par le Fonds redoutent au contraire l'assainissement moins douloureux qu'il ne le serait autrement. Le Fonds joue un rôle de catalyseur, en accordant des crédits, il permet de mobiliser de nouvelles ressources bancaires quatre fois supérieures au montant qu'il a lui-même mis à la disposition du pays débiteur.

A son tour, M. de Larosière a vigoureusement plaidé en faveur d'une augmentation des ressources de l'institution qu'il dirige. Le financement de la politique du F.M.I. exigera que celui-ci emprunte de nouveau au cours des prochaines années, car l'augmentation des ressources déjà décidée sera insuffisante.

Dans son discours, prononcé mardi après-midi, M. Jacques Delors a fait un certain nombre de suggestions visant à améliorer le système. Selon le ministre des finances, la conférence préconisée par la France pour réformer le système monétaire international n'est pas pour demain. Mais il convient des maintenant d'examiner un certain nombre de questions fondamentales concernant notamment le renforcement du F.M.I., le problème des mouvements erratiques de capitaux ainsi que la répartition des liquidités internationales. M. Jacques Delors a insisté sur la nécessité d'augmenter l'aide publique au développement qui, globalement, plafonne autour de 35 milliards de dollars depuis quelques années. La France, pour sa part, est décidée à accroître son effort. « Elle le poursuivra en particulier en faveur de la catégorie des pays les moins avancés ».

PAUL FABRA.

LA HAUSSE DU DEUTSCHMARK SE POURSUIT : 3,0375 F

Sur des marchés des changes assez calmes, le dollar a reperdu, mercredi 28 septembre, ses gains de la veille, revenant à Paris de 8,05 F à 8 F environ, à Francfort, de 2,6550 DM à 2,6370 DM.

A Paris, la montée de la monnaie ouest-allemande s'est poursuivie à 3,0375 F (nouveau record historique). Certes, l'obligation, par le Banque de France, de soutenir le franc belge, toujours au plancher du système monétaire européen, a des effets pervers sur la tenue du franc français, en tête du système, et pénalisé par rapport au Deutschmark, pour des raisons techniques et complexes. Mais le regain de vigueur de la monnaie ouest-allemande est devenu manifeste, et quelques doutes s'effacent dans l'esprit des opérateurs étrangers sur la tenue du franc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIX MOIS	
	+ bes.	+ haut	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.	Rep.	+ ou Dép.
\$-U.	8,0075	8,0095	+ 170	+ 285	+ 375	+ 420	+ 1040	+ 1160
3 mos.	6,9800	6,9812	+ 150	+ 190	+ 340	+ 395	+ 920	+ 1045
1 an (100)	3,3855	3,3885	+ 140	+ 160	+ 300	+ 335	+ 920	+ 985
DM	3,0360	3,0375	+ 160	+ 180	+ 330	+ 360	+ 960	+ 1020
100	2,7130	2,7150	+ 135	+ 140	+ 275	+ 305	+ 810	+ 870
F.R. (100)	14,9700	14,9700	+ 260	+ 380	+ 610	+ 760	+ 1715	+ 2690
S.S.	3,7635	3,7665	+ 230	+ 260	+ 490	+ 525	+ 1420	+ 1500
L. (1 000)	5,6125	5,6160	- 270	- 215	- 490	- 400	- 1410	- 1270
Euro	11,9670	11,9658	+ 240	+ 310	+ 560	+ 670	+ 1710	+ 1950

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9	9 1/16	9 1/8	9 1/4	9 3/8	9 1/2	9 7/8
\$E.U.	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
DM	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
Fincl.	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 3/4	6 1/8
F.R. (100)	8 1/2	9 1/2	9 1/16	10 3/16	9 1/4	10 1/8	9 1/2	10 1/4
S.S.	1 3/8	2 1/8	4 1/16	4 7/16	4 5/16	4 11/16	4 1/2	4 7/8
L. (1 000)	15 1/2	17 1/2	7 1/8	18 3/8	17 1/2	18 1/2	17 1/2	18 3/4
Euro	9 1/2	10 1/4	9 3/8	18	9 1/4	9 7/8	9 1/4	9 7/8
F. franc.	12	12 3/4	12 3/8	13 1/8	13 1/4	14	15 3/4	16 1/2

(Publicité)

Pierre Boutemy expert joaillerie-orfèvrerie réalise avec succès la formule « particulier à particulier »

Interview de Aline Lamothe

Pierre Boutemy, votre idée paraît intéresser beaucoup de gens, son succès en est la preuve. Pouvez-vous nous en expliquer le principe ?

C'est très simple. De nombreuses personnes cherchent à vendre, d'autres à acheter, soit une pierre précieuse, un bijou ou de l'orfèvrerie, dans les meilleures conditions financières, et avec une garantie de « sérieux ». Je suis expert, je peux donc les conseiller, estimer leurs biens, et trouver pour eux l'acheteur ou le vendeur.

Vous êtes donc leur intermédiaire ? A quel prix ?

Je réalise pour eux, et avec leur



tion, à titre d'honoraires.

Je suppose que votre notoriété et votre expérience ont facilité la réussite de votre formule ? Effectivement. Trois générations de Boutemy ont fait la réputation et la clientèle de mon Cabinet. Dans la conjoncture, le marché de l'occasion se développe, et ma position d'arbitre est une garantie de sérieux et de succès.

Il suffit donc tout simplement de téléphoner et de prendre un rendez-vous ?

Exactement, au 260.34.89. Ou alors passer nous voir au 9, rue Saint-Florentin, à l'angle de la Place de la Concorde et de la rue de Rivoli.

5021 من الامم

صحة من الامم

SOCIAL

M. Bérégovoy invite « l'Europe à agir de concert »
pour la réduction de la durée du travail

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Intervenant le 27 septembre devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a évoqué d'embellie les dangers de la crise de l'emploi. Faisant allusion à une récente étude de l'O.C.D.E. (le Monde du 24 septembre), le ministre a souligné que, pour arrêter la progression du chômage dans les vingt-quatre pays les plus industrialisés, « il faut créer vingt mille emplois par jour de 1984 à la fin 1989 ».

« Nous ne pouvons accepter, a ajouté M. Bérégovoy, d'un côté, des salariés à l'emploi protégé, qualifiés et bien rémunérés, de l'autre, des salariés à l'emploi précaire ou des chômeurs endémiques, femmes désirant reprendre une activité, jeunes sans qualification, handicapés, migrants. Si l'on devait s'installer dans une société à deux vitesses, ce serait une formidable régression sociale qui nous conduirait à une politique d'assistance à des groupes vulnérables, laissés de côté une fois pour toutes ».

Alors que la France présidera la C.E.E. au début de 1984, M. Bérégovoy a regretté les « divergences » européennes quant à l'efficacité de la réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage. Il faut, selon lui, dépasser ces contradictions, même si le recours accru aux retraites anticipées a pour effet d'accroître les charges de la protection sociale. « Ce qui me semble important, a-t-il dit, c'est de pouvoir contraindre nos entreprises ».

Pour le ministre, « l'idéal dans cette voie serait sans doute la négociation de conventions collectives au niveau européen, ou au moins d'un accord-cadre qui pourrait se démultiplier dans chacun de nos pays au niveau interprofessionnel, ou des branches ou des entreprises. Il s'agit pour la France d'encourager l'Europe à agir de concert, et développer des politiques communes ». La réduction du temps de travail, a-t-il ajouté, est inséparable de la modernisation de nos entreprises.

M. Bérégovoy a aussi consacré une partie de son exposé à la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine de l'immigration : « Nos pays ont à l'égard de la main-d'œuvre étrangère une responsabilité particulière. Nous avons attiré cette main-d'œuvre lorsque nous en avions besoin, souvent pour assurer des travaux déqualifiés et mal payés, délaissés par les travailleurs nationaux. Le chômage n'a pas rendu ces emplois plus attractifs. Mais, surtout, l'idée que nous nous faisons de la liberté et de la démocratie implique le respect de la dignité des hommes et des femmes, sans considération de race ou de religion. J'ajouterais que l'histoire que nous avons en commun doit nous rendre particulièrement attentifs aux réflexes de xénophobie et aux manifestations racistes que la crise attise ». Cependant, le ministre français a souligné que les Etats membres s'opposent sur leur territoire aux flux de main-d'œuvre illégale vers des pays limitrophes.

J. B.

QUATRE SYNDICATS EUROPEENS VONT ENTREPRENDRE UNE DEMARCHE COMMUNE POUR OBTENIR LES 35 HEURES DANS L'AUTOMOBILE

Confrontés au problème des sureffectifs dans l'industrie de l'automobile, mis en lumière par l'annonce de suppression d'emplois chez Peugeot et Talbot, l'I.G.M. (allemande), la F.I.M. (italienne), la C.F.D.T. et F.O., toutes membres de la Fédération européenne de la métallurgie (qui revendique sept millions de cotisants), se sont concertées sur la réduction de la durée du travail à l'initiative des organisations françaises. Le 27 septembre à Paris, M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., a indiqué à la presse qu'un « accord total » s'est dégagé entre les quatre organisations sur un « cahier de revendications communes ».

Les quatre syndicats vont « interpeller » chacune des directions des quatre grands groupes automobiles (Volkswagen, Fiat, Renault et P.S.A.) et demander l'aide de la C.E.E. pour obtenir dans l'industrie de l'automobile les 35 heures, « la mise en place d'une gestion prévisionnelle de l'emploi », « le contrôle des heures supplémentaires et de leur récupération en temps libre », « la nécessité de négocier l'introduction de la robotisation et de l'automatisation, et leurs conséquences en matière de flexibilité de l'emploi », une meilleure « flexibilité » de celui-ci.

Alors qu'une « réunion-bilan » sur la durée du travail est prévue le 25 octobre dans la métallurgie en France, qu'un accord sur la baisse du temps de travail vient d'être signé dans la sidérurgie italienne, ces discussions à venir dépendront largement du résultat des négociations que l'I.G.M.-Metall va engager début 1984 dans l'ensemble de la métallurgie allemande pour obtenir les 35 heures avec compensation salariale intégrale. « L'objectif des 35 heures », a souligné M. Michel Huc, secrétaire général de la Fédération F.O. de la métallurgie, est obligatoire et réaliste si on ne veut pas avoir des problèmes d'emploi plus grands ».

Affaires

● Rapprochement dans les travaux publics. — Le groupe Caroni va être repris en location-gérance par Campenon-Bernard, filiale de la Compagnie générale des eaux. Caroni, entreprise familiale de Marquand-Bertul (Nord) employait 2 500 salariés, il y a moins d'un an, 1 700 en juillet dernier et une procédure de 494 licenciements est en cours. Le chiffre d'affaires consolidé, de 900 millions de francs en 1982, devrait être de 650 millions de francs en 1983.

● Création du Conseil national de la construction. — Le Conseil national de la construction (C.N.C.) a tenu son assemblée générale constitutive mardi 27 septembre. Il regroupe autour de la Fédération nationale du bâtiment des promoteurs-construc-teurs, des industriels des matériaux, des architectes et des agents immobiliers, treize organisations professionnelles spécialisées, le tout représentant trois millions et demi de personnes actives. L'objectif de ce nouvel organisme est de faire de la filière construction un « partenaire privé représentatif ayant la capacité de faire valoir ses réflexions, avis et propositions ». La première prise de position officielle du C.N.C. touche au projet de budget 1984 qui est « en contradiction flagrante avec la politique officiellement proclamée de soutien à la construction ».

Agriculture

● Le C.N.J.A. et la réforme de la PAC. — Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) s'inquiète des conditions dans lesquelles ont été engagées les négociations sur la réforme de la politique agricole commune (PAC). « Aucune solution viable ne pourra être trouvée (...) si l'unique souci reste de réaliser des économies budgétaires », affirme-t-il dans un communiqué, en réclamant « la définition préalable d'une politique d'avenir pour l'Europe, qui ne peut se construire sur les ruines de l'agriculture ».

Energie

● Relèvement du prix de certains « bruts » britanniques. — La compagnie pétrolière nationale britannique a relevé les tarifs de plusieurs de ses « bruts » de la mer du Nord pour le quatrième trimestre. Le prix du pétrole « Brent », qui sert de référence, notamment vis-à-vis de l'OPEP, reste inchangé à 30 dollars par baril, par contre toutes les autres qualités voient leurs tarifs augmenter de 0,15 à 0,40 dollar par baril, ce qui a pour effet de diminuer les écarts de prix (différentiels) entre les différentes qualités.

Social

● Election à la Sécurité sociale : la C.G.C. présentera 5 612 candidats. — La Confédération française de l'encadrement-C.G.C. vient de préciser, dans un communiqué du 27 septembre, qu'elle présenterait 5 612 candidats aux élections à la

Sécurité sociale du 19 octobre. Présente sur toutes les listes aux élections des conseils d'administration des caisses, la C.G.C. a 2 668 candidats dans la branche famille, et 2 944 pour l'assurance-maladie. « La C.G.C. en profite, lit-on dans le communiqué, pour constater avec regret que depuis que les sondages donnent la C.G.T. et la C.F.D.T. comme perdantes à ces élections, le gouvernement a fait arrêter sa campagne de sensibilisation ».

● Elections à la Sécurité sociale : le R.P.R. et la C.S.L. contre « les syndicats marxistes ». — Dans un communiqué diffusé le 27 septembre, le R.P.R. et la C.S.L. appellent à voter contre les syndicats marxistes. Cette décision est prise « afin que (ces syndicats) n'acquiescent pas la maîtrise des institutions sociales, ce qui conduirait à la collectivisation du système de soins et compromettrait ainsi l'avenir de la protection sociale de tous les Français ».

Par ailleurs les deux délégations

de ces organisations « se sont inquiétées de la dégradation persistante du climat économique actuel entraînant une démotivation du monde du travail ».

● Licenciements en série. — Après le dépôt de bilan de l'entreprise Nicolas, à Champs-sur-Yonne (fabrication d'engins de transports lourds), le 15 septembre, le syndicat a annoncé, le 27 septembre, 160 licenciements sur un effectif de 460 personnes.

● Plouguet (Côte-du-Nord), les 90 ouvriers de l'imprimerie de Châteaurenard ont été licenciés, après la mise en liquidation de biens de l'entreprise prononcée le 21 septembre.

Au Thillot (Vosges), les 191 employés de la Société des tissus de laine des Vosges vont être licenciés, après la mise en liquidation de biens prononcée le 27 septembre. En septembre 1982, cette entreprise avait déjà déposé son bilan, licencié 60 personnes et élaboré un plan de restructuration qui a finalement échoué.

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345 21 62

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SLIVAFRANCE

Société Lyonnaise d'Investissements en Valeurs Financières
Société d'Investissement à Capital Variable - SICAV -

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, réunie le 21 septembre 1983, sous la présidence de M. Etienne BOURUET-AUBERTOT, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1983.

Les revenus distribuables de l'exercice 1982-1983 s'élèvent à F 44.793.012,29. L'Assemblée a décidé d'attribuer à chaque actionnnaire le capital un revenu global de F 23,47 composé d'un dividende net de F 20,74 et d'un impôt d'impôt de F 2,73. Ce dividende, mis en paiement le 23 septembre 1983, sera manifesté par le paiement du coupon n°22.

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être réajusté en actions de la Société en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en distribution.

Au cours de son allocution, le Président a notamment déclaré : « Depuis le 30 juin, la valeur liquidative de SLIVAFRANCE a augmenté de 2,2 % et s'élève à 119,25 F. Les résultats d'une gestion ne peuvent naturellement s'apprécier que sur une longue période, le voudrais, en terminant, vous rappeler qu'en cinq ans la valeur liquidative de l'action de votre société est passée de F 77,024 à F 304,65 le 20 septembre dernier, soit une augmentation de 77,1 %. Si l'on inclut les dividendes bruts mis en distribution dans l'intervalle, l'appréciation ressort alors à 119,25 %.

Ces résultats confirment, me semble-t-il, la qualité de votre titre et paraissent justifier le maintien d'une confiance que vous n'avez pas cessé de nous manifester ».

CESSATION DE GARANTIE

La Banque de Neufville Schlumberger Mallet, société anonyme régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales, au capital de 120 000 000 F, dont le siège est à Paris (8), 3, avenue Hoche, immatriculée au R.C.S. sous le n° Paris 552 003 261,

porte à la connaissance du public qu'elle dénonce la garantie financière qu'elle avait délivrée en faveur de la société Greyhound World Travel, 4, rue Cambon, 75001 Paris, et de son point de vente « Greyhound Gateway », sis 36, boulevard Hausmann, à Paris (9), et prévue par le chapitre 3 du décret n° 77 363 du 28 mars 1977, pris en application de l'article 14 de la loi n° 75 627 du 11 juillet 1975, relative à l'activité des agences de voyages.

Cette garantie cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la date de la présente publication.

Conformément à l'article 20 du dit décret, les créanciers ont un délai de trois mois à dater de la présente parution pour produire leurs créances. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues.

Il est précisé qu'il n'y a pas d'interdiction de garantie financière pour la société Greyhound.

Dorénavant, la nouvelle garantie financière de la société Greyhound World Travel sera assurée par International Westminster Bank, 18, place Vendôme, 75001 Paris.

REPERTOIRE DES CONSTRUCTEURS ET DE LEURS MATERIELS DE TELECOMMUNICATIONS

Tout connaître sur les Constructeurs : nom des dirigeants, service à contacter, réseau de vente, matériels fabriqués, etc. Plus de 150 rubriques de matériels. Editions Lafourcade 37, rue Fondary 75015 Paris. (1) 577.67.89

100 F TTC franco

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

le CRÉDIT COOPÉRATIF,

banque de l'économie sociale

EMPRUNT

de 1 MILLIARD de F.
garanti par l'Etat

Taux fixe : 14,30 %
Durée : 10 ans
Remboursable en 10 tranches égales
BALO du 26.09.1983

Crédit Coopératif

Associations

Groupement coopératifs de producteurs et de distribution

Sociétés mutualistes et de logement social

Liste de nos agences régionales sur demande.



Notice sur demande à la Caisse Centrale de Crédit Coopératif : 33, rue de la Défense, B.P. 211 - 92002 Nanterre Cedex - Tél. : 724.86.56 BALO du 26.09.1983

26 SEPTEMBRE 1983

392 MILLIONS DE F.



14.60%

Emission de 196.000 obligations de 2.000 F.
Prix d'émission : le pair.
Jouissance, règlement : 10 Octobre 1983.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).
Taux de rendement actuariel brut : 14.60%

AIDEZ-VOUS EN AIDANT VOTRE RÉGION

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abonnement de 5900 F par an. Une note d'information (vise C.O.E. n° 83.266 du 21.09.83) peut être obtenue, sans frais, auprès de la CAECL 56, rue de l'île 75356 PARIS et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

MARCHÉS

PARIS

Table with multiple columns showing market data, including various indices and prices.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Table with multiple columns showing company information, including names and financial data.

Table with multiple columns showing detailed financial data, including various metrics and percentages.

حکذا من الاحمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE CESSZ-LE-FEU AU LIBAN : « Un plan de renouveau national », par Georges Hauze; Réplique à André Fontaine; LU : les Arabes des marais, de Wilfrid Thesiger.

ÉTRANGER

3. LA SITUATION AU LIBAN APRÈS LE CESSZ-LE-FEU

4-5. DIPLOMATIE
- M. Mitterrand au mini-sommet organisé par M. Gandhi à New-York.
- En République fédérale d'Allemagne : la gauche malade des euro-missiles.
- Pacifisme, atlantisme, sécurité européenne (III), par Jean-Pierre Cot.

AFRIQUE

6. AMÉRIQUES
- CUBA : un opposant qui s'était précédemment réfugié à l'ambassade de France a été arrêté.

POLITIQUE

7. Les journées parlementaires de l'U.D.F. et du R.P.R.
8. La communication de conseil des ministres.
9. La déclaration commune C.F.D.T.-C.O.D.E.N.E.

SOCIÉTÉ

10. Après la dissolution de la « consulte » nationaliste corse.
11. La sixième synode des évêques.
12. SPORTS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. Une fête pour Fellini; la Ballade de Naryana; Une exposition Gustave Doré.
14. Youri Loubimov à Londres.
14-15. Maurice Kagel au Festival d'automne; Le tricentenaire de Rameau.
16. La FIAC et les galeries.
17. Une sélection.
17 à 19. Programmes des spectacles.
20. Programmes des expositions.

LE XXXIV^e SICOB

27. MICRO-ORDINATEUR : L'OUTIL UNIVERSEL
- Une bataille dominée par les États-Unis.
- Le mythe de l'enfant et de l'ordinateur.
31. La guerre des réseaux de distribution.
32. Un nouveau marché pour l'édition.
34-35. Quand l'ordinateur va aux champs.
36. Tiers-monde : le « micro » aux pieds nus.

ÉCONOMIE

40. AFFAIRES.
41. PRIX : La politique de l'indice, livre d'opinion, de Jean Allix.
MONNAIES : l'assemblée générale du F.M.I.
42. SOCIAL : M. Béréguoy invite « l'Europe à agir de concert » pour la réduction du chômage.

RADIO-TÉLÉVISION (21)
INFORMATIONS
SERVICES (22) :
La mode; Journal officiel; Météorologie; Mots croisés.
Annonces classées (24 et 25); Carnet (12); Marchés financiers (43).

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1983 a été tiré à 502 642 exemplaires

(Publié)

5 Répondeurs
dep. 795 F.
chez Duriez

AGREES P.T.T. • Répondeur simple 795 F., ttc. • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1.580 F ttc. • Consultable à distance par code vocal : 2.600 F ttc. • Id. par boîtier codé : 3.100 F ttc. • Id., vocal et boîtier : 3.450 F ttc.
• Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 385 F ttc. • Duriez, 132, Bd St Germain, M^o Odéon.

A B C D E F G

LE CHEF DE L'ÉTAT DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

M. Mitterrand souhaite faire mieux comprendre la politique étrangère de la France

M. François Mitterrand, arrivé mardi après-midi 27 septembre à New York, devait prendre la parole ce mercredi devant l'Assemblée générale des Nations unies. Son intervention est retransmise en direct par TF 1, aux environs de 17 heures (heure française).

En s'adressant, ce mercredi à l'Assemblée générale des Nations unies, comme en participant dès son arrivée à New-York, la veille, au sommet informel organisé par M. Gandhi (lire page 4), M. Mitterrand comptait se livrer à un nouvel exercice d'explication de la politique étrangère de la France, exercice qu'il estime particulièrement nécessaire. Si bref que soit son passage à New-York, le président de la République peut en effet y rencontrer, par délégués interposés, l'ensemble de la communauté internationale, mais aussi, de façon plus systématique, les représentants d'un certain nombre de pays du tiers-monde, grâce à l'initiative du premier ministre indien.

L'engagement de la France au Tchad et, sous une autre forme, au Liban, fait partie des sujets qu'il comptait aborder dans cette série d'entretiens informels, indépendamment de ce qu'il pourrait en dire à la tribune de l'Assemblée générale. Il s'agit notamment de dissiper les craintes que la politique africaine de la France a pu faire naître chez un certain nombre de ses interlocuteurs du tiers-monde. Le chef de l'État devait en particulier insister sur le fait que, dans un contexte général de tension accrue entre les deux blocs (en particulier depuis l'affaire du Boeing, mais aussi de façon profonde, moins circonstancielle), bien des conflits en apparence régionaux, comme ceux que l'on observe en Amérique centrale ou entre l'Iran et l'Irak, ou intérieurs (Liban, Tchad), sont en réalité, selon la formule employée par son porte-parole, M. Vauzelle, « à très forte implication Est-Ouest ».

Le président de la République avait, d'autre part, l'intention de faire l'accent, dans son discours, sur le fait que la diminution des tensions internationales ne passe pas seulement par la réduction des armements « au niveau le plus bas possible », mais aussi par celle des disparités économiques entre le Nord et le Sud.

Mais les questions de sécurité et de désarmement devaient également faire l'objet d'un long développement, au cours duquel on prêtait au chef de l'État le dessein de manifester à nouveau avec fermeté, comme il l'avait fait en janvier dernier devant le Bundestag, à l'occasion du vingtième anniversaire du traité franco-allemand, la solidarité de Paris avec ses alliés occidentaux. Y compris dans l'hypothèse où les pourparlers américano-soviétiques de Genève échoueraient, et où l'OTAN devrait mettre à exécution ses projets de réarmement nucléaire en Europe. Cette question devait également être abordée lors du déjeuner réunissant notamment, juste après son intervention en Assemblée générale, le président français et le secrétaire d'État américain George Shultz, à l'invitation du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar.

M. Mitterrand, que le président Reagan avait informé personnellement par lettre le 10 septembre dernier des dernières propositions américaines sur les euro-missiles, n'a pas accueilli sans une certaine réserve l'idée selon laquelle les États-Unis pourraient « ne pas compenser entièrement le déplacement global soviétique » en SS-20 par leurs propres

Au Chili

UN ANCIEN MINISTRE DE SALVADOR ALLENDE A ÉTÉ ARRÊTÉ

Un ancien ministre du gouvernement de Salvador Allende, M. Pedro Felipe Ramirez, dirigeant de la Gauche chrétienne (I.C.), a été arrêté le mardi 27 septembre à Santiago. M. Ramirez, qui fut secrétaire d'État aux mines à l'époque de l'Unité populaire, fait l'objet d'une plainte de la part du ministre de l'Intérieur, M. Onofre Jarpa, pour s'être montré partisan, dans une interview publiée par la revue de gauche *Análisis*, de la « désobéissance civile » en vue de mettre fin au régime du général Pinochet. Le directeur de la publication, M. Juan Pablo Cardenas, a lui-même été arrêté. Il est accusé d'injures envers le chef de l'État et d'incitation à la paralysie des activités économiques du Chili.

Une manifestation a eu lieu presque aussitôt à Santiago pour protester contre ces deux arrestations. — (A.F.P.)

En R.D.A.

Berlin-Est annonce des mesures visant à faciliter les contacts entre les deux Allemagnes

De notre correspondant

Bonn. — Le porte-parole du ministère est-allemand des affaires étrangères a annoncé, le mardi 27 septembre, que les enfants de « pays non-socialistes » de moins de quatorze ans seraient désormais dispensés de l'obligation de change à l'entrée en R.D.A. En octobre 1980, les autorités est-allemandes avaient décidé d'augmenter le montant du change obligatoire quotidien pour les Occidentaux de 13 à 25 marks par personne de plus de quinze ans et d'instaurer un change obligatoire de 750 marks par jour pour les enfants de six à quinze ans. Ces mesures avaient eu pour effet de réduire (de plus d'un tiers) le nombre des visites d'Allemands de l'Ouest en R.D.A., et les gouvernements de Bonn n'ont cessé, depuis, de réclamer leur abolition.

Les nombreux hommes politiques ouest-allemands qui se sont rendus ces derniers mois en R.D.A. (M.M. Strauss, Schmidt, von Weizsäcker et de nombreux parlementaires) avaient tous plaidé auprès des dirigeants est-allemands en faveur d'une diminution du change. On s'attendait à Bonn que les allègements s'appliquent aussi aux retraités, ce qui n'est pas le cas. C'est pourquoi les mesures annoncées mardi par Berlin-Est ont été accueillies avec une certaine réserve. Le chancelier Helmut Kohl a qualifié la décision de « premier pas dans la bonne direction ».

La R.D.A. a d'autre part publié mardi un règlement concernant la réunion des familles séparées et le mariage entre certains de ses ressortissants avec des étrangers, catégorisés dans laquelle elle fait entrer les Allemands de l'Ouest. Il prévoit qu'un visa de sortie sera accordé aux membres d'une famille dispersée qui voudraient se réunir en R.F.A. (à condition qu'il s'agisse d'ascendants et descendants directs), ainsi qu'aux ressortissants est-allemands voulant

épouser un « étranger » et s'établir à l'Ouest.

Ces assouplissements (qui découlent des obligations souscrites par la R.D.A. à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe) sont toutefois assortis de multiples réserves et clauses restrictives. Les autorisations de départ étaient jusqu'à présent laissées à l'arbitraire des bureaux locaux. Elles sont désormais codifiées, et un recours en appel est prévu pour ceux qui s'estimeraient injustement privés du bénéfice de ces dispositions.

Enfin, plusieurs sources ouest-allemandes (M. Franz Josef Strauss à Munich, M. von Weizsäcker à Berlin) ont indiqué que les « automates de la mort », c'est-à-dire les batteries de tir automatique particulièrement meurtrières disposées le long de la frontière entre les deux Allemagnes, auraient été démantelées en différents points sur plusieurs dizaines de kilomètres. On tend à démanteler l'ensemble de ce dispositif de tir automatique, comme le demande Bonn, où si le retrait du matériel le plus ancien sera suivi de son remplacement par des équipements plus modernes. Malgré le doute, on a tendance, à Bonn, à voir là un nouveau geste de bonne volonté.

Cet ensemble de mesures reste bien en deça de ce qu'on attendait ici, en contre-partie de la caution donnée par le gouvernement fédéral au prêt d'un milliard de deutschemarks consenti à la R.D.A. par un consortium de banques nées-allemandes. Malgré tout, on veut y voir l'amorce de concessions plus substantielles dans un proche avenir. Si cet espoir devait être déçu, les relations inter-allemandes, qui ont été très actives ces derniers temps, retomberaient dans la morosité.

ALAIN CLÉMENT.

LA GRÈVE DES CENTRES DE TRI POSTAUX

Les protestations se multiplient

Tandis que ce mercredi 28 septembre, le ministre des P.T.T. reçoit les différents fédérations syndicales (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.), les protestations se multiplient, à propos des mouvements de grève qui affectent les centres de tri des P.T.T. Le 27 septembre, MM. Yvon Gattaz, président du C.N.P.F., René Bernasconi, président de la C.G.P.M.E., et Maurice Bujon, président de la fédération nationale de la presse française, ont chacun adressé une lettre à M. Louis Mermadeau, ministre des P.T.T., pour l'alerter sur les conséquences graves pour la santé économique des entreprises. « Ces mouvements de grèves, désorganisent et affaiblissent de nombreuses entreprises et en menacent certaines d'asphyxie », écrit M. Gattaz, qui demande au ministre, « d'assurer la continuité d'un service public (...) d'autoriser la mise en place (...) de dispositifs d'urgence afin d'assurer un service minimum ». Il demande des délais de paiement pour les entreprises qui ne peuvent assurer leurs échéances.

Évoquant « la situation catastrophique dans laquelle se trouvent placés un grand nombre de publications qui se diffusent principalement par abonnement », M. Bujon demande « que tout soit mis en œuvre pour que l'administration des P.T.T. puisse assurer, dans des conditions normales, la distribution du courrier en général et celle de la presse en particulier ».

Dans le Nord, où le centre de tri de Lille est toujours totalement bloqué, les entreprises de vente par correspondance sont très touchées. Les Trois Sœurs viennent de mettre du chômage technique 100 personnes chargées de décoller la courrier et nous signalons notre correspondant, La Redoute, à Roubaix, a fait de même le 28 et le 27 septembre, pour 300 salariés. Ce 28 septembre, dans l'après-midi, la mesure devrait être étendue à 1 600 personnes.

Dans les centres de tri normands, la situation ne cesse de se compliquer, et le nombre des établissements totalement bloqués augmente. Aux centres de Créteil, de Nice et de Lille sont venus s'ajouter ceux de Marseille, de Rennes et, depuis la nuit dernière, ceux de Metz et de Nancy.

Selon le ministre, pourtant, si l'on excepte l'effet de l'action de la C.G.T., dans la nuit du 27 au 28 septembre, la situation serait la même que la veille avec trois départements totalement privés de courrier et huit départements moyennement touchés. Il indique que des mesures d'urgence ont été prises pour assurer un fonctionnement minimum.

● Les musées nationaux fermés pour cause de grève. — Le Louvre, le Jeu de Paume, le château de Versailles et d'autres musées nationaux sont fermés, ce mercredi 28 septembre, à la suite d'un ordre de grève lancé par l'ensemble des syndicats (F.O., C.G.T. et C.F.D.T.). Ces derniers protestent contre le retard de l'administration à mettre, au concours trois cents nouveaux postes de surveillants de musée.

● Un jeune voleur de voiture tué par des policiers à Marseille. — Un jeune homme âgé de vingt ans, Serge Molinas, a été tué par deux policiers en civil qui tentaient de lui barrer la route, le mercredi 28 septembre vers 5 heures 30, près d'un grand ensemble du boulevard Michelet, à Marseille, alors qu'il prenait la fuite au volant d'une voiture volée la veille. Les policiers guettaient le moment où il utiliserait la voiture, qu'ils avaient repérée, dans l'espoir de l'interpeller en flagrant délit.

● La Suisse n'accepte pas ses déchets nucléaires. — Le gouvernement helvétique a annoncé, le 26 septembre, qu'il renouait, pour cette année, à immerger des déchets radioactifs dans l'Atlantique. L'équipage du navire britannique qui devait larguer les fûts a refusé d'assurer cette mission, avec le soutien du Syndicat des gens de mer de Grande-Bretagne. En août dernier, la Belgique avait pris la même décision. — (Reuter.)

● RECTIFICATIONS. — Un incident technique du système de composition a rendu incompréhensible, dans nos premières éditions du 28 septembre, deux paragraphes de l'article consacré aux liens entre l'ex-F.L.N.C. et l'extrême-droite. À partir du troisième alinéa, le texte aurait dû être : « Un rendez-vous manqué, mais surveillé de près par la direction des renseignements généraux, a conforté récemment ce sentiment. En juin, les policiers français ont appris qu'une délegation de membres de l'ex-F.L.N.C. devait se rendre les 2 et 3 juillet en Belgique, à Dixmude. Chaque année s'y tient un pèlerinage régionaliste flamand, afin de commémorer le sacrifice en ce lieu de soldats flamands de l'armée belge durant la première guerre mondiale ».

● Une manifestation devenue, au fil des ans et en marge des cérémonies officielles, l'occasion de rencontres internationales de militants d'extrême-droite européens, néo-nazis notamment. Bien que récemment dissous, le mouvement flamand néo-nazi V.M.O. (Vlaamse Militanten Orde) en serait toujours l'animateur. Selon des sources policières, une trentaine de militants français issus du Parti des forces nouvelles, du Mouvement nationaliste révolutionnaire, des Faisceaux nationaux européens et du GRECE auraient participé cette année à ces diverses réunions.

Il en est de même pour l'article intitulé : « L'État est décidé à éviter le dépôt de bilan du groupe Creusot-Loire », dans le Monde du 28 septembre.

Nous aurions dû imprimer : « Il faut encore dégrader 5,750 milliards de francs. 650 millions pour combler le trou de Phoenix Steel, un investissement sidérurgique désastreux outre-atlantique... ». Enfin, 350 millions devraient permettre de financer certaines activités du groupe et 400 millions seraient nécessaires pour payer le coût social de cette restructuration.

● Voilà, pourquoi, M. Pineau-Valencien a écrit il y a quelques semaines à M. Fabius, le ministre de l'Industrie, pour demander que soit accepté son plan social de dégrèvement et que soit assuré le financement du groupe par les banques nationales (...).

Il fallait lire aussi à propos de la C.G.E. : « Une IRI à la française » et non une IRI. Enfin, la somme offerte par le C.E.A. pour le rachat de 20 % de Framatome est de 400 à 500 millions de francs et non milliards.

ALAIN CLÉMENT.

la technique
PICARD
PROGRES
MECANIQUE + ELECTRONIQUE
= PROTECTION
RENFORCEE

SCIENCES-PO
classe préparatoire
Admission sur examen (dispensé si mention au Bac)
NEUILLY ET QUARTIER LATIN CEPES
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94
745.02.19 enseignement supérieur privé

FORSHO
LA MAISON
DU LODEN
le véritable
LODEN
AUTRICHIEN
146, rue de Rivoli Paris 1^{er}
Tél : 260.13.51

BAUME & MERCIER
GENEVE
1830
Riviera
montre pour Homme,
bracelet bicolore,
or et acier, lunette
en or 18 carats -
étanche - mouvement
à quartz ultra-plat
Disponible en 2
grandeurs
FF 10'300.-

Aldebert
16, place Vendôme
75, Bd de la Madeleine
Palais des Congrès, Porte Maillot